

---

**République argentine**  
**Programme d'options stratégiques pour le pays**  
**2025-2030**

---

Cote du document: EB 2024/OR/21

Point de l'ordre du jour: 7 c) i)

Date: 15 novembre 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

**POUR: EXAMEN**

**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à examiner le programme d'options stratégiques pour la République argentine (2025-2030).

---

---

**Questions techniques:**

**Juan Diego Ruiz Cumplido**

Directeur de pays

Division Amérique latine et Caraïbes

courriel: [j.ruizcumplido@ifad.org](mailto:j.ruizcumplido@ifad.org)

**Rikke Grand Olivera**

Spécialiste technique supérieure (monde), régimes fonciers et gestion des ressources naturelles

Division production durable, marchés et institutions  
courriel: [r.olivera@ifad.org](mailto:r.olivera@ifad.org)

---

## Table des matières

<b>Carte des zones d'intervention du FIDA dans le pays</b>	<b>ii</b>
<b>Résumé</b>	<b>iii</b>
<b>I. Contexte du pays</b>	<b>1</b>
A. Contexte socioéconomique	1
B. Cadre d'évaluation	2
C. Enjeux liés au système alimentaire et au secteur agricole et rural	3
<b>II. Engagement du FIDA: bilan de l'expérience</b>	<b>4</b>
A. Résultats du précédent COSOP	4
B. Enseignements tirés du précédent COSOP et d'autres sources	5
<b>III. Stratégie pour un programme de pays porteur de transformation</b>	<b>6</b>
A. Théorie du changement du COSOP	7
B. Objectif général et objectifs stratégiques du COSOP	8
C. Groupe cible et stratégie de ciblage	12
<b>IV. Interventions du FIDA</b>	<b>12</b>
A. Instruments de financement	12
B. Contribution à l'élaboration des politiques au niveau du pays	13
C. Renforcement des institutions	13
D. Innovations	13
E. Technologies de l'information et des communications au service du développement	14
F. Gestion des savoirs	14
G. Partenariats stratégiques et coopération Sud-Sud et triangulaire	14
<b>V. Exécution du COSOP</b>	<b>15</b>
A. Volume et sources des investissements	15
B. Ressources à l'appui d'autres activités	15
C. Transparence	15
D. Gestion du programme de pays	16
E. Suivi-évaluation	16
<b>VI. Participation du groupe cible</b>	<b>16</b>
<b>VII. Gestion des risques</b>	<b>16</b>
<b>Appendices</b>	
I. Results management framework	
II. Key files	
III. Transition projections	
IV. SECAP background study	
V. Agreement at completion point	
VI. COSOP preparation process	
VII. South-South and Triangular Cooperation strategy	
VIII. Financial management issues summary	
IX. Procurement risk matrix	
X. Integrated country risk matrix	
XI. IFAD policy engagement	
XII. Theory of change	

---

### Équipe d'exécution du COSOP

---

Directrice régionale:	Rossana Polastri
Directeur de pays:	Juan Diego Ruiz Cumplido
Économiste régional (par intérim):	Ricardo Fort Meyer
Spécialiste technique:	Rikke Grand Olivera
Spécialiste climat et environnement:	Oliver Page
Responsable des finances:	Johanna Herremans

---

## Carte des zones d'intervention du FIDA dans le pays



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés. Il existe un différend entre le Gouvernement argentin et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la souveraineté sur les îles Falkland (Malvinas).

Carte établie par le FIDA | 07/08/2024

## Résumé

1. Les consultations sur le présent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) se sont déroulées dans le cadre de deux missions dans le pays, à l'occasion de réunions de haut niveau tenues avec les ministères des finances et de l'agriculture, des administrations provinciales, des institutions financières internationales, des organismes des Nations Unies, des donateurs et des organisations d'agriculteurs familiaux.
2. Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et troisième exportateur mondial de produits agricoles, la République argentine a pourtant connu des phases récurrentes de crise et de ralentissement économiques. Les résultats économiques varient d'une région à l'autre, les provinces du nord étant tributaires d'un secteur agricole peu productif, d'une agriculture familiale et de subsistance et de l'extraction de minerais.
3. La transition attendue de l'Argentine dans le cadre du COSOP a été analysée au moyen de différents scénarios, axés sur: la capacité du pays à accéder à des capitaux étrangers à des conditions favorables en appui au développement; les progrès réalisés dans la mise en place et le maintien d'institutions et de politiques en faveur d'un développement équitable des zones rurales; les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs stratégiques liés au mandat du FIDA.
4. L'Argentine jouit de perspectives économiques plutôt positives, grâce aux efforts déployés pour stabiliser les conditions macroéconomiques et aux débouchés offerts par les secteurs stratégiques, même si des difficultés subsistent. D'ici à 2030, la croissance économique pourrait permettre d'améliorer l'emploi et la répartition des revenus, mais les programmes de protection sociale ont peu de chances de gagner véritablement en efficacité en raison de contraintes budgétaires. Les réformes à court terme de l'Argentine pourraient mettre du temps à porter leurs fruits, et le secteur agricole continuera à faire face à un manque de compétitivité et aux risques liés aux changements climatiques.
5. Même dans un scénario optimiste, l'Argentine ne parviendra pas, au terme des six années du COSOP, à accéder à un statut durable de pays à revenu élevé ni à réaliser plusieurs objectifs de développement clés, en particulier dans la région du nord. Néanmoins, en tirant parti de la mission et de l'expérience du FIDA en matière de politiques de développement rural, le COSOP peut contribuer à réduire les taux de pauvreté, la faim et les inégalités.
6. Compte tenu des difficultés rencontrées en matière d'agriculture familiale, l'appui du FIDA restera pertinent dans les années à venir. Considéré comme un partenaire engagé dans la lutte contre la pauvreté rurale, le Fonds a potentiellement beaucoup à apporter à l'Argentine, en particulier pour ce qui est d'accroître la visibilité des enjeux de l'agriculture familiale. Il redoublera d'efforts pour rester pertinent et apporter une valeur ajoutée, tout en cherchant à collaborer et à créer des synergies avec d'autres institutions financières internationales qui œuvrent en faveur du développement rural.
7. Le COSOP proposé étant soumis aux exigences imposées aux pays dont le revenu dépasse le seuil déclenchant un examen de reclassement pendant trois années consécutives, sa stratégie tient compte des quatre axes suivants: renforcer l'appui aux institutions rurales durables, en particulier au niveau infranational; élever l'agriculture familiale au rang de bien public régional, en améliorant sa visibilité et en valorisant son importance au moyen de la coopération Sud-Sud et triangulaire et de la gestion des savoirs; encourager l'innovation grâce à des outils fondés sur les technologies de l'information et des communications au service du développement et adaptés aux besoins des populations rurales; renforcer l'impact de l'action menée grâce à une meilleure intégration des agriculteurs familiaux dans

des filières et des services financiers inclusifs et axés sur le marché, moyennant la participation active des acteurs du secteur agroalimentaire privé.

8. Dans le présent COSOP, les dernières recommandations formulées à l'issue de l'évaluation de la stratégie et du programme de pays sont prises en compte, notamment pour ce qui est de renforcer la valeur ajoutée du FIDA en Argentine, de gagner en souplesse et d'accroître l'appui opérationnel et stratégique, d'adapter les interventions aux besoins des différents groupes de population cibles et de consolider le système de suivi-évaluation.
9. Les objectifs stratégiques du COSOP ont été définis sur la base des réalisations passées du FIDA dans les domaines suivants: appui à la productivité et à la résilience climatique dans le secteur de l'agriculture familiale; appui aux capacités institutionnelles infranationales; reproduction à plus grande échelle et innovations, moyennant l'établissement de liens avec le secteur privé visant à faciliter l'accès aux marchés et aux services financiers; mise à profit de la coopération Sud-Sud et triangulaire dans le cadre de la fourniture de biens publics régionaux.

# République argentine

## Programme d'options stratégiques pour le pays

### 2025-2030

#### I. Contexte du pays

##### A. Contexte socioéconomique

1. Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure<sup>1</sup>, l'Argentine affiche un niveau de développement humain<sup>2</sup> très élevé. Deuxième plus grand pays d'Amérique latine et des Caraïbes (3,76 millions de kilomètres carrés)<sup>3</sup>, c'est aussi le quatrième pays le plus peuplé (45,9 millions d'habitants)<sup>4</sup> et la troisième puissance économique de la région (22<sup>e</sup> au niveau mondial)<sup>5</sup>. Membre du Groupe des 20, elle est en passe de rejoindre l'Organisation de coopération et de développement économiques.
2. L'Argentine est l'un des plus grands producteurs et exportateurs mondiaux de denrées alimentaires, et a réalisé d'importants investissements publics dans le capital humain.
3. Les crises économiques récurrentes, les déficits budgétaires, le manque de réserves internationales, les dévaluations et l'inflation sont des problèmes de longue date. Le taux d'inflation d'une année sur l'autre s'est envolé entre 2017 et décembre 2023, passant de 25% à 211%, puis a commencé à baisser en 2024, pour s'établir à 79,8% entre décembre 2023 et juin 2024<sup>6</sup>. Le revenu national brut par habitant a atteint 13 410 USD en 2017, avant de retomber à 11 590 USD en 2022<sup>7</sup>.
4. Le taux de pauvreté, mesuré par la non-satisfaction des besoins fondamentaux, est passé de 30,3% en 2016 à 52,9% en 2024, tandis que le taux d'extrême pauvreté a bondi de 6,1% à 18,9%<sup>8</sup>. Les taux de pauvreté les plus élevés s'observent dans les régions du nord-est (52,2%) et du nord-ouest (47,2%)<sup>9</sup>. Cela tient principalement au taux d'inflation élevé, à la montée du chômage, à la baisse des salaires réels et à la dévaluation du peso argentin. Le coefficient de Gini de l'Argentine était de 0,407 en 2022, contre 0,538 en 2002<sup>10</sup>.
5. Au sein de la population argentine, 2,9% de personnes s'identifient comme autochtones ou descendantes de peuples autochtones<sup>11</sup>, les groupes les plus largement représentés étant les Mapuches (16,7%) et les Guaranis (15,5%)<sup>12</sup>. Ces populations se concentrent dans les provinces de Buenos Aires (28,5%), de Salta (10,9%), de Jujuy (6,2%) et de Córdoba (5,3%)<sup>13</sup>.

<sup>1</sup> [Groupe de la Banque mondiale. Nouvelle classification des pays en fonction de leur revenu pour l'exercice 2024 \(worldbank.org\).](https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD?locations=SA)

<sup>2</sup> [Rapports sur le développement humain \(undp.org\).](https://hdr.undp.org/fr/data)

<sup>3</sup> <https://www.argentina.gob.ar/pais/territorio/extension#:~:text=De%20ellos%2C%202.791.810%20km2.Sur%20y%20Sandwich%20del%20Sur.>

<sup>4</sup> [Recensement de 2022.](https://censos.indec.gob.ar/)

<sup>5</sup> [https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD?most\\_recent\\_value\\_desc=true.](https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD?most_recent_value_desc=true)

<sup>6</sup> [https://www.indec.gob.ar/uploads/informesdeprensa/ipc\\_07\\_24C42AFC489C.pdf.](https://www.indec.gob.ar/uploads/informesdeprensa/ipc_07_24C42AFC489C.pdf)

<sup>7</sup> [Revenu national brut par habitant, méthode Atlas à prix courants.](https://www.indec.gob.ar/uploads/informesdeprensa/ingresos_1trim244318411AA6.pdf)

<sup>8</sup> [https://www.indec.gob.ar/indec/web/Nivel3-Tema-4-](https://www.indec.gob.ar/indec/web/Nivel3-Tema-4-46#:~:text=Los%20resultados%20del%20segundo%20semestre.%2C7%25%20de%20las%20personas.)

[46#:~:text=Los%20resultados%20del%20segundo%20semestre.%2C7%25%20de%20las%20personas.](https://www.indec.gob.ar/indec/web/Nivel3-Tema-4-46#:~:text=Los%20resultados%20del%20segundo%20semestre.%2C7%25%20de%20las%20personas.)

<sup>9</sup> [Incidencia de la pobreza y la indigencia en 31 aglomerados urbanos. Segundo semestre de 2023.](https://www.indec.gob.ar/uploads/informesdeprensa/ingresos_1trim244318411AA6.pdf)

<sup>10</sup> [https://www.indec.gob.ar/uploads/informesdeprensa/ingresos\\_1trim244318411AA6.pdf.](https://www.indec.gob.ar/uploads/informesdeprensa/ingresos_1trim244318411AA6.pdf)

<sup>11</sup> [https://censo.gob.ar/index.php/datos\\_definitivos\\_total\\_pais/.](https://censo.gob.ar/index.php/datos_definitivos_total_pais/)

<sup>12</sup> *Ibid.*

<sup>13</sup> *Ibid.*

6. En 2022, le secteur agricole employait 7% de la population active<sup>14</sup> et représentait 6,6% du produit intérieur brut (PIB)<sup>15</sup>. Le secteur est composé d'un segment fondé sur les technologies de pointe et orienté vers l'exportation, et d'un segment axé sur le marché intérieur et disposant également d'un certain accès aux marchés internationaux. Ce second segment comprend les producteurs à moyenne et grande échelle reliés aux marchés et les petits agriculteurs familiaux, dont beaucoup ont des conditions de vie qui les placent en situation de vulnérabilité.

Tableau 1

**Indicateurs nationaux**

<i>Indicateur</i>	<i>Données</i>	<i>Année</i>
Revenu national brut par habitant	11 590 USD	2022
Croissance du PIB	5%	2022
Dette publique (en % du PIB)	88,4%	2023
Ratio du service de la dette	5,5%	2022
Ratio dette/PIB	0,88	2023
Taux d'inflation (en %)	211%	2023
Population	45 892 285	2022
Population féminine	23 705 494 (51,65%)	2022
Population jeune	10 685 902 (23,3%)	2022
Taux de chômage	6,8%	2023
Indice de vulnérabilité utilisé par le FIDA	1,32	2019
Indice de fragilité	46,4	2023
Indice de risque INFORM	2,9 (faible)	2023

**B. Cadre d'évaluation**

7. Bien que l'Argentine soit l'une des principales économies d'Amérique latine et des Caraïbes, elle a été frappée par des périodes récurrentes de crise et de ralentissement économiques. Les résultats économiques varient d'une région à l'autre, les provinces du nord étant tributaires d'une agriculture peu productive, de l'agriculture familiale et de l'extraction de minerais.
8. La transition attendue de l'Argentine dans le cadre du COSOP a été analysée au moyen de différents scénarios, axés sur: la capacité du pays à accéder à des capitaux étrangers à des conditions favorables en appui au développement; les progrès réalisés dans la mise en place et le maintien d'institutions et de politiques en faveur d'un développement rural équitable; les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement liés au mandat du FIDA (appendice III et tableau 2).

<sup>14</sup> [Emplois dans l'agriculture \(% du total des emplois\) – Argentine | Données \(worldbank.org\)](#).

<sup>15</sup> <https://data.worldbank.org/indicator/NV.AGR.TOTL.ZS?locations=AR>.

Tableau 2  
Cadre d'évaluation

Critères d'évaluation	Indicateur	À la conception	Valeur de référence à mi-parcours	Cible à l'achèvement
		2024	2026	2030
<b>Possibilité d'accéder à des capitaux externes à l'appui du développement</b>				
	Note de crédit du pays	CCC	BB	BB
<b>Institutions ou politiques favorisant un développement rural durable</b>				
	Évaluation de la performance globale du secteur rural	4,0	4,1	4,2
	Politiques et cadre d'action (indicateur du groupe de résultats 1.1)	4,0	4,2	4,5
	Changements climatiques (indicateur du groupe de résultats 3.2)	4,7	4,7	4,8
	Services financiers ruraux (indicateur du groupe de résultats 4.1)	3,1	3,5	3,8
<b>Progrès au regard des objectifs de développement</b>				
Pas de pauvreté	Taux de pauvreté national	40,9 (2023)	37,8	30,2
	Taux de pauvreté (région du nord)	44 (2023)	41,2	33,8
Faim zéro	Taux de retard de croissance (chez les enfants de moins de 5 ans)	10,6% (2021)	8% (2025)	5% (2030)
Égalité entre les sexes	Écart de taux d'emploi entre les femmes et les hommes (en %)	17,4 (2023)	15,6 (2026)	13,2 (2030)
Travail décent	Taux d'emploi (en %)	45,2 (2023)	45	46,1
	Taux d'emploi (région du nord)	43,5 (2023)	43,5%	44,4%
Inégalités	Coefficient de Gini	0,433 (2023)	0,433	0,433

Source: calculs effectués en interne (appendice III).

9. L'Argentine jouit de perspectives économiques plutôt positives, grâce aux efforts déployés pour stabiliser les conditions macroéconomiques et aux débouchés offerts par les secteurs stratégiques, même si des difficultés subsistent. D'ici à 2030, la croissance économique pourrait favoriser l'emploi et faire baisser les taux de pauvreté, mais les programmes de protection sociale ont peu de chances d'apporter des améliorations notables du fait de contraintes budgétaires.
10. Les réformes à court terme du pays risquent de mettre du temps à porter leurs fruits. Même dans un scénario optimiste, l'Argentine ne parviendra pas, au terme des six années du COSOP, à accéder à un statut durable de pays à revenu élevé ni à réaliser plusieurs objectifs de développement clés, en particulier dans la région du nord. Néanmoins, le programme du FIDA sera aligné sur ces objectifs de développement. En tirant parti de la mission et de l'expérience du FIDA en matière de politiques de développement rural, le présent COSOP peut contribuer à réduire les taux de pauvreté, la faim et les inégalités.

## C. Enjeux liés au système alimentaire et au secteur agricole et rural

### Difficultés et perspectives

11. L'Argentine est le troisième exportateur mondial de produits alimentaires, son secteur agricole contribuant à 6,6% du PIB en 2022 et à 10,6% des recettes fiscales en 2021. Si le secteur agroalimentaire est vital du point de vue des recettes en devises, des recettes fiscales et de l'emploi, sa vulnérabilité aux chocs extérieurs fait planer une grave menace sur l'ensemble de l'économie.

12. L'agriculture familiale joue un rôle déterminant dans le secteur agroalimentaire argentin: elle contribue à plus de 25% de la valeur du secteur tout en occupant seulement 18% des terres, et fournit 27% de la production agricole en volume<sup>16</sup>. Bien que les coopératives puissent aider les agriculteurs à respecter les normes relatives aux filières, 70% des agriculteurs familiaux n'en font pas partie. Nombre d'entre eux travaillent dans un cadre informel, d'où la sous-estimation de leur impact économique et le manque d'efficacité des politiques mises en œuvre. Les petits exploitants sont gravement menacés par l'inflation galopante, qui érode la valeur des revenus tirés de la vente des produits, des salaires et de l'épargne, et accentue ainsi la pauvreté rurale. Or, les petits exploitants pourraient apporter une contribution et un appui plus importants si on les intégrait à l'économie formelle et si on facilitait leur accès aux services.
13. Les petits agriculteurs familiaux pratiquent essentiellement une agriculture traditionnelle à faible productivité, utilisent des technologies peu efficaces, et n'ont qu'un accès limité à l'assistance technique, aux services financiers et aux marchés. Bien qu'ils consomment une partie de leur production et écoulent l'essentiel de leurs excédents sur les marchés informels locaux, ils sont davantage exposés à l'insécurité alimentaire en raison de leurs faibles revenus. Ils sont les premiers touchés par les changements climatiques et la détérioration des ressources naturelles, qui compromettent la résilience des agroécosystèmes, la productivité des sols et la disponibilité de l'eau<sup>17</sup>. L'évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP) pour 2011-2023 a montré que ces éléments avaient limité l'impact des programmes du FIDA.
14. Étant donné que d'autres institutions financières internationales (IFI) accordent des financements au secteur agricole et ciblent les petits exploitants, le FIDA doit impérativement tirer parti de son savoir-faire acquis au fil des ans en matière d'appui à l'agriculture familiale et au renforcement des institutions.

#### **Contexte institutionnel et cadre de l'action publique**

15. Depuis décembre 2023, le Gouvernement argentin a apporté d'importantes modifications à ses politiques publiques, grâce auxquelles il a pu dégager un excédent global sur neuf mois consécutifs pour la première fois depuis 16 ans. Il a notamment réduit les dépenses d'investissement et les transferts de fonds aux provinces, augmenté les tarifs de l'énergie et des transports, et limité les hausses de traitements dans le secteur public<sup>18</sup>.
16. En juin 2024, le Congrès argentin a approuvé une réforme (*Ley Bases*) visant à stimuler les emplois formels dans le secteur privé, à encourager des investissements privés massifs, à promouvoir la compétitivité et à renforcer la privatisation.
17. En matière de financement international, les administrations provinciales devraient être amenées à emprunter davantage auprès des IFI. Celles qui ont une bonne note de crédit, qui sont prêtes à s'endetter et qui bénéficient de garanties de l'État pourront emprunter.

## **II. Engagement du FIDA: bilan de l'expérience**

### **A. Résultats du précédent COSOP**

18. Selon l'examen à l'achèvement du COSOP précédent (2016-2021), le FIDA a atteint 82% de ses objectifs et a apporté un appui à 34 907 ménages, dont 41% étaient dirigés par une femme et 29% par une personne autochtone. En outre, 13% des bénéficiaires étaient des jeunes.

<sup>16</sup> Banque mondiale, *Towards a More Competitive, Inclusive, and Resilient Agrifood Sector in Argentina* (Washington, 2024).

<sup>17</sup> <https://www.globalforestwatch.org/dashboards/country/ARG/>.

<sup>18</sup> <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2024/06/17/Argentina-Eighth-Review-Under-the-Extended-Arrangement-Under-the-Extended-Fund-Facility-550548>.

19. Le COSOP était axé sur les ménages ruraux dont les revenus étaient inférieurs à trois salaires minimums d'un travailleur rural. Il a d'abord ciblé les 10 provinces de la région septentrionale, avant d'être élargi à 22 provinces qui en avaient fait la demande, certaines d'entre elles ayant obtenu un financement du FIDA en leur nom.
20. Grâce aux programmes appuyés par le FIDA, les organisations de producteurs ont été consolidées et ont renforcé leurs capacités de gestion, leur production, leurs revenus<sup>19</sup> et leur participation aux plateformes de concertation sur les politiques, comme les tables rondes sur les bassins caprins, les forums sur les filières et les réseaux de producteur.
21. Dans le cadre de ces programmes, il a aussi été possible de collaborer avec des acteurs du secteur public et de la société civile, tels que le Marché commun du Sud (MERCOSUR) dans le cadre de la réunion spéciale sur l'agriculture familiale, l'Institut national de l'agriculture familiale, paysanne et autochtone, la Fondation Plurales, la Fondation pour un développement fondé sur la justice et la paix (FUNDAPAZ) et l'Institut national de technologie agricole (INTA).
22. Le Programme de développement des filières caprines a joué un rôle essentiel dans la mise en œuvre de la loi sur les caprins, grâce à l'initiative sur les parcours caprins. Le Programme d'appui à l'intégration des producteurs familiaux du Nord de l'Argentine dans l'économie a nettement contribué à l'intégration des femmes rurales dans les filières et à leur autonomisation, grâce au plan « Entre nos mains ». Ces deux initiatives se sont traduites par des politiques publiques plus efficaces.
23. Le FIDA a accompagné l'élaboration et la négociation de la loi sur l'agriculture familiale, dans laquelle sont reconnues les contributions des agriculteurs familiaux à la sécurité alimentaire, à la biodiversité et à la transformation productive.
24. L'équipe du COSOP précédent a remédié à la présence limitée du système financier formel par la mise en place de fonds renouvelables, grâce auxquels les organisations de petits agriculteurs familiaux ont pu accorder des crédits à leurs affiliés et contribuer à la pérennité des investissements financés par le FIDA. Cependant, il faudra mobiliser davantage de ressources et d'instruments adaptés pour répondre à la demande croissante de financement des petits agriculteurs familiaux.

## **B. Enseignements tirés du précédent COSOP et d'autres sources**

25. Si les facteurs contextuels (économiques, politiques, institutionnels) qui entravent l'exécution du programme sont détectés rapidement, il est possible de corriger le tir à temps et d'atténuer leur impact. Étant donné qu'un COSOP couvre plus d'un mandat gouvernemental, il est important d'établir des partenariats stratégiques avec des acteurs ancrés sur les territoires, car leur stabilité survit aux cycles politiques.
26. Une exécution centralisée permet de s'aligner plus étroitement sur les priorités nationales, mais empêche d'intervenir avec souplesse dans les différents contextes provinciaux. Une exécution décentralisée, sous l'égide des administrations provinciales, favorise une meilleure appropriation par les provinces, la participation des acteurs locaux et la pérennité des résultats. Une approche plus systématique du renforcement des capacités institutionnelles des entités infranationales s'impose.
27. Dans les COSOP précédents, l'accent avait plutôt été mis sur les aspects productifs que sur les aspects commerciaux. Or, pour augmenter leur production et leurs revenus, les petits exploitants ont besoin d'accéder aux services financiers, en

<sup>19</sup> Grâce au Programme de développement rural sans exclusion, la valeur de la production agricole a nettement augmenté.

particulier au crédit, et d'avoir un meilleur accès aux marchés. Il faut donc, sans pour autant délaissier les investissements de productivité, privilégier des filières inclusives et axées sur le marché, en associant étroitement les acteurs privés, pour faciliter l'accès des petits agriculteurs familiaux aux marchés, faute de quoi leur potentiel économique ne sera pas pleinement exploité. Pour pallier le manque de services financiers, des fonds renouvelables autogérés ont été mis en place dans le précédent COSOP. S'ils ont permis de financer des activités productives, ils ont aussi mis en évidence la nécessité de faire appel à des institutions financières pour garantir la stabilité de l'offre de crédit. L'efficacité des fonds renouvelables reposait sur des facteurs tels que la disponibilité de services de crédit adaptés aux besoins et les relations de confiance entre les gestionnaires des fonds et les clients.

28. La gestion des savoirs, l'appui aux politiques publiques et l'établissement de partenariats stratégiques ont eu un effet considérable sur la performance du COSOP et ont apporté des contributions à la loi sur l'agriculture familiale, au cadre régional du MERCOSUR sur l'agriculture familiale, à la loi sur les caprins et à la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) avec le Brésil et l'Amérique centrale dans le domaine de l'agriculture résiliente. Pour améliorer la gestion des savoirs, il est essentiel de promouvoir l'établissement de liens efficaces entre les prêts et les opérations hors prêts, notamment à l'aide de la CSST. En particulier, l'expérience concluante des dons dans le cadre du MERCOSUR a favorisé la gestion des savoirs sur l'agriculture familiale et la promotion de cette dernière sous forme de bien public régional.
29. Pour renforcer l'appui à l'agriculture familiale, il est essentiel de privilégier une collaboration avec d'autres IFI et de maximiser la pertinence de l'action menée. Parmi les principales mesures proposées figurent l'élaboration de modèles innovants en matière de prêts et d'opérations hors prêts, la production de diagnostics et de statistiques rurales liées à l'agriculture familiale et la prise en compte des informations qui en découlent dans les politiques publiques, et le renforcement de la coordination stratégique et des mécanismes de partenariat entre le FIDA et les autres IFI à des fins de synergie.
30. En ce qui concerne la gestion financière, il faut impérativement: i) prévoir un budget adéquat dès le départ, grâce à une coordination fédérale et provinciale; ii) établir et consigner dans le manuel d'exécution du programme des procédures efficaces de conception, d'approbation et de décaissement pour les plans d'investissement en collaboration avec les organisations paysannes; iii) doter les provinces d'effectifs suffisants pour assurer le suivi des plans d'investissement, la bonne gestion des ressources et l'établissement de rapports de reddition des comptes dans les délais impartis; iv) inclure dans les dossiers des plans d'investissement la preuve de livraison aux bénéficiaires finaux; v) prévoir des procédures claires dans le manuel d'exécution du programme en ce qui concerne l'évaluation et l'enregistrement des fonds de contrepartie en nature et l'établissement de rapports à ce sujet.
31. En raison d'un manque de données, l'avancement du COSOP précédent au regard de la plupart des cibles n'a pas pu être déterminé. C'est pourquoi un système de suivi-évaluation plus rigoureux sera élaboré et mis en conformité avec le système de suivi du FIDA, lequel réunit automatiquement les données relatives aux indicateurs standard.

### **III. Stratégie pour un programme de pays porteur de transformation**

32. Le COSOP étant soumis aux exigences imposées aux pays dont le revenu dépasse le seuil déclenchant un examen de reclassement pendant trois années consécutives, quatre axes sont pris en compte: renforcer l'appui aux institutions rurales durables, en particulier au niveau infranational; ériger l'agriculture familiale

au rang de bien public régional, en améliorant sa visibilité et en valorisant son importance, notamment grâce à la CSST, et encourager l'innovation à l'aide d'outils fondés sur les technologies de l'information et des communications (TIC) au service du développement et adaptés aux besoins des organisations rurales; renforcer l'impact de l'action menée grâce à une meilleure intégration des petits agriculteurs familiaux dans des filières et des services financiers inclusifs et axés sur le marché, moyennant la participation active des acteurs agroalimentaires privés.

33. En outre, plusieurs aspects ont été ajoutés par rapport au COSOP précédent (tableau 3).

Tableau 3

**Évolution de l'approche entre les COSOP**

COSOP 2016-2024	COSOP 2025-2030
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Consolider les organisations paysannes</li> <li>✓ Infrastructures productives</li> <li>✓ Autonomisation des femmes</li> <li>✓ Principaux instruments:               <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Prêts souverains au niveau national</li> <li>○ Dons régionaux</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Aspects prioritaires:               <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Production et revenus</li> <li>○ Accès aux marchés et services financiers</li> <li>○ Participation du secteur privé</li> <li>○ Innovations des TIC au service du développement et CSST</li> <li>○ Biens publics régionaux</li> <li>○ Renforcement des institutions infranationales</li> </ul> </li> <li>✓ Principaux instruments:               <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Prêts souverains au niveau infranational</li> <li>○ Instruments du secteur privé</li> </ul> </li> <li>✓ Dons aux niveaux régional et mondial:               <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Fonds climatiques</li> </ul> </li> </ul>

34. Au vu des difficultés persistantes que rencontrent les petits agriculteurs familiaux, l'appui du FIDA restera pertinent au cours des prochaines années. Considéré comme un partenaire engagé dans la lutte contre la pauvreté rurale, le FIDA a un potentiel considérable en Argentine, notamment pour ce qui est d'accroître la visibilité de l'agriculture familiale. Il a aussi démontré pouvoir faire preuve d'une grande souplesse, ce que les acteurs gouvernementaux apprécient particulièrement.

**A. Théorie du changement du COSOP**

35. La théorie du changement est la suivante:

**Si** les petits agriculteurs familiaux vivant dans des conditions climatiques et socioéconomiques vulnérables (accès limité aux technologies de production, aux services financiers et aux marchés, manque de compétences et de capacités, insécurité alimentaire et risques climatiques) reçoivent une assistance technique – notamment dans le cadre de la CSST – et un appui institutionnel local, s'ils sont sensibilisés aux risques climatiques, et s'ils bénéficient de mécanismes de financement innovants adaptés à leurs besoins ainsi que de partenariats efficaces axés sur le marché;

**alors** la pauvreté et la vulnérabilité en milieu rural diminueront, les moyens d'existence seront renforcés et la sécurité alimentaire sera améliorée, tandis qu'une gestion des savoirs relatifs aux petits agriculteurs familiaux porteuse de transformation sera encouragée;

**grâce à** la mise en place d'un écosystème public-privé efficace, plus propice à l'augmentation de la production et à l'amélioration des services d'appui aux petits agriculteurs familiaux au profit de filières inclusives et axées sur le marché, grâce au renforcement de la résilience climatique et de la sécurité alimentaire, et grâce à un contexte qui favorise la promotion de l'agriculture familiale en tant que bien public régional.

36. Dans la théorie du changement, une approche à trois volets, étroitement liée aux quatre axes mentionnés au paragraphe 32, a été adoptée en vue d'obtenir l'impact souhaité:
- Première trajectoire: grâce au renforcement des capacités productives durables à l'échelle locale, les agriculteurs familiaux vulnérables peuvent améliorer leur résilience, leur productivité ainsi que la quantité et la qualité de leur production, ce qui leur permet d'accroître leurs revenus. La hausse de la production et le renforcement des organisations économiques se traduisent par des économies d'échelle et un meilleur accès aux marchés. Les outils fondés sur les TIC au service du développement et adaptés aux besoins des petits agriculteurs familiaux contribueront à stimuler les économies rurales.
  - Deuxième trajectoire: le développement productif et commercial passe par la mobilisation du secteur privé et de financements, actuellement inaccessibles à la plupart des petits agriculteurs familiaux. Pour surmonter cet obstacle, il convient d'établir des partenariats avec des acteurs privés dans l'ensemble des filières. La continuité de l'offre de services financiers sera encouragée par la conclusion d'alliances avec des banques de développement, des institutions de microfinance et des sociétés de commerce électronique, le but étant de mettre au point des services adaptés aux besoins des petits agriculteurs familiaux.
  - Troisième trajectoire: les capacités institutionnelles des organisations publiques, privées et de la société civile qui œuvrent en faveur du développement rural seront renforcées, en particulier à l'échelon provincial. Une CSST et une gestion des savoirs axées sur la mise en valeur du rôle des petites exploitations familiales contribueront à promouvoir l'agriculture familiale en tant que bien public régional.

## **B. Objectif général et objectifs stratégiques du COSOP**

37. Objectif: renforcer les moyens d'existence résilients, augmenter les revenus et réduire la pauvreté des populations rurales vulnérables. Le COSOP sera axé sur la promotion de filières inclusives et rentables, gérées efficacement, tout en favorisant la conservation des ressources naturelles et le renforcement de la résilience de la population cible.

### **Objectifs stratégiques**

38. Les objectifs stratégiques sont en phase avec les problèmes des petits agriculteurs familiaux et les possibilités qui s'offrent à eux, conformément à la théorie du changement et au mandat du FIDA. Il est essentiel d'améliorer le développement productif, l'accès aux marchés et les revenus des petits agriculteurs familiaux si l'on veut réduire les inégalités sociales, entre zones rurales et urbaines et entre régions. Dans un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure comme l'Argentine, les investissements réalisés dans le cadre du COSOP devraient s'appuyer sur un secteur privé dynamique, assurant l'accès aux financements agricoles permettant de catalyser des processus économiques autonomes. Pour ce faire, les institutions publiques et privées doivent disposer des capacités nécessaires pour promouvoir le développement des petites exploitations familiales. Les objectifs stratégiques reposeront sur les réalisations passées du FIDA: il s'agira de consolider l'appui à la productivité et à la résilience climatique (objectif stratégique 1) et de renforcer les capacités institutionnelles en appui au développement rural (objectif stratégique 3), tout en allant plus loin et en établissant des liens avec le secteur privé à des fins d'accès aux marchés et aux services financiers (objectif stratégique 2).

39. Objectif stratégique 1: développer la production et améliorer les revenus des petits agriculteurs familiaux vivant dans des conditions vulnérables, dans le cadre de systèmes agroalimentaires durables, en renforçant les capacités de production, d'organisation et de gestion de ces exploitants.
40. L'objectif stratégique 1 sera atteint grâce au renforcement des capacités des petits agriculteurs familiaux à adopter de nouvelles technologies, à accroître la qualité et la quantité de leur production, à augmenter la valeur de leurs produits, à gérer efficacement leur exploitation et à accéder aux marchés dans de meilleures conditions, ce qui leur permettra d'augmenter durablement leurs revenus, et réduira ainsi leur vulnérabilité et leur pauvreté. Compte tenu des expériences du FIDA en matière de gains de productivité et de renforcement des organisations des petits agriculteurs familiaux, l'équipe du COSOP promouvra l'accès à l'assistance technique et aux technologies innovantes, la mise en place d'infrastructures de production et de commercialisation et le respect des normes de qualité et de sécurité exigées sur les marchés. De même, les organisations économiques des exploitants seront renforcées pour que ces derniers puissent se développer à plus grande échelle, renforcer leur pouvoir de négociation sur les marchés et accéder à des services auxquels ils ne pourraient pas prétendre individuellement.
41. Pour renforcer la production des petites exploitations familiales, des investissements seront réalisés dans des travaux publics, notamment dans les infrastructures d'irrigation hors exploitation, les routes rurales, l'énergie renouvelable en milieu rural et la connexion Internet ou le réseau de téléphonie mobile.
42. On s'attaquera aux problèmes climatiques et écologiques par la promotion d'une production respectueuse de l'environnement et résiliente face aux changements climatiques, et par la lutte contre la perte de biodiversité, l'accélération de la déforestation et de la dégradation des terres, et la mauvaise qualité de l'eau et des sols. La promotion de l'adaptation aux changements climatiques aidera à obtenir un impact durable.
43. Objectif stratégique 2: faciliter l'accès des petits producteurs aux marchés et aux services financiers et favoriser le développement d'entreprises rentables grâce à des partenariats avec des acteurs du secteur privé dans l'ensemble des filières.
44. Les partenariats avec les acteurs du secteur privé seront promus afin d'améliorer l'insertion des petits producteurs dans les filières et les marchés, moyennant:
  - i) des contrats de vente initiaux par lesquels les producteurs garantissent la qualité et la sécurité sanitaire des aliments, tandis que les partenaires du secteur privé assurent l'accès aux marchés; ii) le recours à des infrastructures de stockage et à des chaînes de transport pour rejoindre les marchés; iii) l'accès aux intrants, à l'assistance technique et aux financements (fonds de roulement et petits investissements), que les partenaires privés pourraient fournir et que les exploitants pourraient payer grâce aux revenus qu'ils tirent de leur production; iv) des innovations en matière de production, de financement et de commerce, reposant sur des solutions de technologie agricole, de commerce électronique et de technologie financière.
45. Pour faciliter l'accès aux services financiers, des partenariats seront établis avec les banques de développement, les coopératives et les institutions de microfinance, qui accordent des crédits aux clients dépourvus d'accès à d'autres sources. Ces prestataires seront encouragés à développer des services en ligne et en personne adaptés aux besoins des petits exploitants, ainsi qu'à élargir leur couverture. Ces services doivent tenir compte de la saisonnalité des revenus liée aux cycles de production, de la capacité limitée des producteurs à fournir des garanties sur les crédits et des montants de financement relativement faibles dont les petits agriculteurs familiaux ont généralement besoin.

46. Objectif stratégique 3: renforcer les capacités institutionnelles, en particulier au niveau des provinces, pour promouvoir les économies fondées sur les petits producteurs et le développement inclusif des zones rurales.
47. Les capacités des institutions publiques, privées et de la société civile seront renforcées dans les domaines suivants: fourniture d'une assistance technique, sécurité alimentaire, services agricoles, météorologie et information sur les marchés; mise au point et transfert de technologies innovantes; promotion de partenariats entre petits producteurs et entreprises agroalimentaires; mise en place de plateformes de concertation concernant la mise en œuvre des programmes et des politiques au niveau sectoriel. Les capacités de gestion et de suivi-évaluation des programmes de développement rural, qui sont indispensables si l'on veut assurer une gestion efficace des ressources publiques et accroître l'impact obtenu, seront également renforcées.
48. La priorité sera donnée d'une part aux administrations provinciales, en raison du rôle prépondérant qu'elles devraient jouer dans l'exécution du COSOP, et d'autre part aux administrations municipales, du fait de leur proximité avec les producteurs. Les centres de recherche et de vulgarisation agricoles seront également visés, au même titre que les systèmes d'information sur la situation agroclimatique et sur les marchés. En collaboration avec les délégations territoriales de l'INTA, les unités d'exécution provinciales ont mené des interventions couronnées de succès, qui offrent des exemples de bonnes pratiques de gestion à transposer à plus grande échelle. Le renforcement de ces acteurs contribuera à asseoir la pérennité du COSOP.

### **Pérennisation**

49. Sur le plan productif et environnemental, la pérennité des avantages sera promue à l'aide de technologies et de pratiques qui améliorent la productivité et évitent l'extension des terres agricoles. L'équipe du COSOP encouragera les systèmes de rotation, la gestion durable des sols, la lutte biologique contre les ravageurs et le recyclage des matières organiques. L'utilisation de produits agrochimiques contaminants sera limitée. La protection des sources d'eau et la récupération de l'eau à des fins de production et de consommation humaine seront promues. Ces mesures favoriseront la résilience climatique des producteurs.
50. Pour assurer la pérennité des avantages sur le plan social, on veillera à ce que les groupes vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, soient associés au programme, qu'ils en tirent profit et puissent s'autonomiser. Cette approche sera suivie tout au long du cycle des projets. En adoptant des stratégies fondées notamment sur des groupes de discussion, des ateliers, des méthodes visant à réduire les disparités femmes-hommes et des évaluations participatives, les équipes pourront mieux faire face aux problèmes territoriaux et renforcer l'appropriation sociale et la légitimité des projets.
51. Enfin, la pérennisation économique passera par le développement d'activités rentables pour les petits agriculteurs familiaux, qui permettront à ces derniers d'accéder aux services financiers et favoriseront les partenariats avec les entreprises privées aux fins d'un meilleur accès aux marchés. Cette approche offrira une base solide pour assurer la pérennité des avantages après la fin du COSOP.
52. Les programmes du FIDA gagneraient à recevoir un appui technique plus continu, qui permettrait d'assurer un meilleur suivi de l'exécution du portefeuille, de corriger rapidement le tir, de nouer des alliances adéquates avec les parties prenantes et de mettre en place des conditions propices à l'obtention de résultats et à leur pérennisation.

### Reproduction à plus grande échelle

53. Concernant la reproduction à plus grande échelle, il sera question de la manière dont les initiatives locales réussies permettront de tirer parti durablement des politiques publiques, des ressources supplémentaires et de l'apprentissage aux fins d'une transposition à plus grande échelle des résultats obtenus. Les domaines suivants ont été retenus:
- mobilisation de ressources additionnelles auprès d'IFI;
  - établissement de partenariats avec des acteurs privés à des fins d'accès aux marchés;
  - développement de services financiers accessibles aux petits agriculteurs familiaux;
  - renforcement des capacités institutionnelles infranationales dans le domaine du développement inclusif des zones rurales;
  - diffusion auprès d'autres parties prenantes des bonnes pratiques et des enseignements tirés de l'expérience susceptibles d'éclairer les politiques publiques.
54. La fourniture de biens publics est une stratégie essentielle à la reproduction des interventions à plus grande échelle. La CSST avec les pays voisins est la principale stratégie retenue pour reproduire à grande échelle les effets directs obtenus dans le cadre du COSOP, notamment s'agissant des politiques et des institutions intéressant les petits agriculteurs familiaux. Le COSOP vise à: élever l'agriculture familiale au rang de bien public régional, compte tenu de sa contribution au renforcement des systèmes alimentaires locaux et partant, à la sécurité alimentaire; promouvoir des pratiques agricoles résilientes qui favorisent la durabilité environnementale; préserver les traditions et les identités locales; créer des emplois et des sources de revenus garantissant la stabilité économique; renforcer le tissu social du monde rural.

Tableau 4

#### Objectifs stratégiques du COSOP

<i>Principale priorité de développement (objectif stratégique)</i>	<i>Institutions sous-jacentes</i>	<i>Enjeux de réforme des politiques publiques</i>	<i>Interventions proposées</i>
Objectif stratégique 1	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Secrétariat à l'agriculture</li> <li>• Administrations provinciales</li> <li>• Organismes d'exécution</li> <li>• INTA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agriculture traditionnelle</li> <li>• Accès limité aux actifs productifs</li> <li>• Capacités limitées des exploitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme de promotion des systèmes agroalimentaires résilients et durables pour l'agriculture familiale (PROSAF) (en cours)</li> <li>• Opérations au titre de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13) et de FIDA14</li> <li>• Fonds climatiques</li> </ul>
Objectif stratégique 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisations de petits agriculteurs familiaux</li> <li>• Secteur privé</li> <li>• Institutions financières</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accès limité aux marchés et aux financements</li> <li>• Liens limités avec le secteur privé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PROSAF</li> <li>• Opérations au titre de FIDA13-FIDA14</li> <li>• Guichet secteur privé</li> </ul>
Objectif stratégique 3	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Administrations provinciales</li> <li>• Organismes d'exécution</li> <li>• Centres de recherche</li> <li>• Organisations non gouvernementales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Capacités institutionnelles limitées</li> <li>• Espaces de consultation sur les politiques restreints</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PROSAF</li> <li>• Opérations au titre de FIDA13-FIDA14</li> </ul>

## C. Groupe cible et stratégie de ciblage

55. **Ciblage démographique.** Le COSOP ciblera les petits agriculteurs familiaux des communautés rurales vivant dans des conditions de vulnérabilité, qui sont pauvres ou risquent de le devenir et qui sont en mesure de développer leur production, de participer à des filières bien structurées et d'accéder aux marchés sur une base rentable et durable.
56. Les jeunes, les femmes et les communautés autochtones seront prioritaires. L'équipe du COSOP donnera la primauté aux entrepreneuses qui produisent à des fins de consommation domestique et accèdent déjà aux marchés ou pourraient y accéder, dans le but de favoriser leur autonomisation économique et sociale. Les communautés autochtones recevront un appui destiné à renforcer leurs capacités productives et commerciales et à les faire davantage participer aux processus décisionnels locaux.
57. **Ciblage géographique.** Dans le cadre du COSOP, la priorité sera donnée aux territoires ruraux les plus vulnérables des provinces du nord. Étant donné que des prêts pourraient être accordés à l'échelle infranationale dans le cadre de nouvelles opérations, sous réserve de la disposition et de la capacité budgétaire de chaque province à contracter des emprunts internationaux, d'autres provinces présentant un niveau élevé de pauvreté rurale pourraient être prises en considération. Ce point sera discuté lors des examens annuels du COSOP et des modifications seront apportées à mi-parcours si nécessaire. Le COSOP sera ainsi mis en œuvre avec souplesse, conformément aux recommandations de l'ESPP.
58. **Stratégie de ciblage.** Les territoires vulnérables ayant un potentiel productif et commercial seront prioritaires. Des informations sur les projets du COSOP seront diffusées et les agriculteurs remplissant les conditions requises seront invités à participer par voie d'autosélection, ce qui, avec le ciblage direct, contribuera à garantir la participation de la population cible. Les critères de sélection porteront sur le degré de pauvreté des bénéficiaires potentiels, ainsi que sur leurs besoins et les obstacles qu'ils rencontrent, leur potentiel de production, leur volonté de recourir à des innovations technologiques et leur intérêt à participer plus activement aux marchés.
59. **Communication.** Les activités de communication stratégique joueront un rôle clé dans l'amélioration de la transparence et de la visibilité des interventions et des résultats qui en découlent. Elles viseront à démultiplier l'impact et les effets directs obtenus sur le plan opérationnel ainsi qu'à renforcer le positionnement institutionnel de chaque partenaire auprès des principales parties prenantes.

## IV. Interventions du FIDA

### A. Instruments de financement

60. Le financement du FIDA sera déterminé sous réserve des procédures internes et de l'approbation ultérieure du Conseil d'administration, y compris en ce qui concerne les prêts au secteur privé.
61. Des cofinancements sont attendus d'IFI telles que la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, la Banque de développement d'Amérique latine et la Banque de développement FONPLATA. Les institutions financières locales devraient cofinancer les crédits destinés aux petits agriculteurs familiaux, et les administrations provinciales apporteront des ressources de contrepartie. Conformément aux recommandations de l'ESPP, ces cofinancements serviront à étendre les projets du COSOP.
62. Le FIDA et les cofinanciers octroieront principalement des prêts. On cherchera à mobiliser des dons en faveur de l'innovation, notamment des fonds climatiques.

63. Des dons régionaux appuyés par le FIDA seront mis en œuvre en Argentine, notamment en faveur: i) de la filière du bambou (par l'intermédiaire de l'Organisation internationale pour le bambou et le rotin); ii) de systèmes alimentaires durables (par l'intermédiaire de l'INTA); iii) du réseau Global Methane Hub.

## **B. Contribution à l'élaboration des politiques au niveau du pays<sup>20</sup>**

64. Les services financiers agricoles seront développés et les populations prioritaires y auront plus facilement accès. Une analyse du cadre juridique existant permettra de déterminer les obstacles au développement de ces services, et de les éliminer. Les organismes gouvernementaux, les banques de développement, les coopératives et les institutions de microfinance participeront à ce travail.
65. Dans le cadre du COSOP, des plateformes consultatives seront par ailleurs mises en place pour que les petits agriculteurs familiaux, le secteur privé et les pouvoirs publics puissent se rassembler et convenir de mécanismes destinés à garantir l'application efficace des politiques. Cette initiative ira de pair avec le renforcement des capacités institutionnelles en matière d'élaboration de politiques au niveau des provinces.
66. On envisagera d'effectuer des analyses pour corriger les déséquilibres structurels persistants dans le cadre de la réduction de la pauvreté et des inégalités en milieu rural. Ces travaux permettront d'apporter une assistance technique à la production de données spécifiques permettant de combler le manque d'investissement dans les zones rurales pauvres.

## **C. Renforcement des institutions**

67. Le renforcement des institutions spécialisées dans le développement rural et des organisations économiques des petits agriculteurs familiaux est au cœur de la stratégie de pérennisation du COSOP. Le renforcement institutionnel des provinces servira à préparer au mieux les institutions provinciales à promouvoir des alliances entre petits agriculteurs familiaux et acteurs privés; à fournir des services d'appui à la production agricole; à assurer une gestion efficace des programmes de développement, notamment grâce au renforcement des systèmes de suivi-évaluation, dont l'ESPP a révélé les lacunes.
68. On cherchera à nouer des alliances avec des institutions financières et on les aidera à mettre au point des produits financiers adaptés aux besoins des petits agriculteurs familiaux, à étendre leur couverture et à adopter des technologies numériques, le but étant de faciliter l'inclusion financière des populations rurales dispersées sur le territoire.
69. Il est prévu de renforcer les organisations de petits agriculteurs familiaux afin qu'elles puissent développer des activités rentables, améliorer leur capacité de gouvernance et de gestion et consolider leur statut juridique.

## **D. Innovations**

70. L'équipe du COSOP mènera des programmes d'innovation ouverte permettant de répondre aux besoins des acteurs des filières en matière de financement, de technique et d'accès aux marchés, tout en promouvant l'inclusion sociale et la durabilité environnementale en partenariat avec le secteur privé. Les solutions numériques de basse technologie, utilisables hors ligne et qui se synchronisent une fois connectées seront privilégiées, des options d'accès vocal étant prévues pour les utilisateurs sans smartphone. Dans le contexte de la culture florissante des start-ups en Argentine, en particulier dans les secteurs de la technologie agricole et financière, de telles initiatives peuvent encourager les innovations locales.

<sup>20</sup> Pour plus d'informations sur la proposition, voir l'appendice XI.

## **E. Technologies de l'information et des communications au service du développement**

71. L'Argentine est un chef de file régional des technologies numériques destinées au secteur agroalimentaire. Le COSOP vise à mettre les solutions numériques à la portée des petits agriculteurs familiaux, de manière à ce qu'ils puissent améliorer leur production, leur accès aux marchés et leurs revenus. Il faudra pour cela évaluer leurs besoins, repérer les goulets d'étranglement, explorer les solutions de TIC au service du développement, et organiser des formations. Il sera également question d'examiner le rôle que pourraient jouer les sociétés du secteur des technologies financières dans la levée des obstacles entravant l'accès aux services financiers. En outre, on se penchera sur le recours à la technologie de la chaîne de blocs dans le domaine des registres fonciers, des identités numériques et du commerce électronique.

## **F. Gestion des savoirs**

72. En ce qui concerne la gestion des savoirs, on s'attachera à tirer les leçons de l'expérience acquise dans le cadre de programmes financés par le FIDA et d'autres organismes de développement; le but étant d'améliorer la performance, de partager les innovations, de promouvoir la pérennité et la transposition à plus grande échelle des résultats, et de favoriser la contribution à l'élaboration des politiques. Les acteurs nationaux et provinciaux et d'autres agents de développement joueront un rôle clé dans la diffusion des expériences.
73. Des documents de synthèse et d'analyse seront établis, tandis que les échanges d'expériences, les apprentissages croisés entre provinces et l'utilisation de moyens de communication numériques seront encouragés. Les activités prévues en matière de CSST soutiendront cette démarche tout en promouvant l'agriculture familiale en tant que bien public régional.

## **G. Partenariats stratégiques et coopération Sud-Sud et triangulaire**

74. **Pouvoirs publics et société civile.** Les partenariats avec le Secrétariat à l'agriculture, le Ministère des affaires étrangères, l'INTA, les universités et les administrations provinciales seront promus dans le but de stimuler les innovations agricoles.
75. Dans le cadre du COSOP, les partenariats avec les organisations de petits agriculteurs familiaux seront également encouragés au titre de l'application de la loi sur l'agriculture familiale.
76. **Acteurs du développement.** Le FIDA renforcera ses partenariats avec les autres IFI et participera à l'initiative de CSST des Nations Unies en faveur du Gran Chaco Americano. Il travaillera également en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture sur les innovations agricoles et avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes sur les analyses socioéconomiques relevant du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.
77. **Secteur privé.** Comme indiqué dans le COSOP, la priorité sera donnée aux partenariats entre les acteurs du secteur privé et les petits exploitants agricoles, qui permettront de renforcer leur participation à des filières inclusives et de faciliter l'accès aux services financiers, tout en favorisant l'adoption de technologies numériques. Il est prévu de mettre l'accent sur la promotion d'investissements privés plus importants dans la petite agriculture et sur la mobilisation des investisseurs. À cette fin, on envisage de renforcer la participation des acteurs privés au cours du cycle des projets, en veillant à orienter les opérations vers une collaboration plus stratégique entre les petits agriculteurs familiaux et les acteurs privés.

78. **Coopération Sud-Sud et triangulaire.** Les initiatives de CSST renforceront les itinéraires d'apprentissage proposés aux décideurs politiques concernant les petits agriculteurs familiaux, la recherche sur les politiques au niveau régional en vue d'améliorer les débouchés commerciaux pour ces derniers, et le recensement et la diffusion des connaissances et des innovations. Le FIDA et la Direction nationale de la coopération internationale conviendront d'un programme commun en matière de CSST, portant notamment sur les domaines suivants: i) appui du FIDA à la Commission de l'agriculture familiale (REAF) du MERCOSUR (recommandation de l'ESPP); ii) agriculture résiliente dans le Gran Chaco Americano; iii) participation des administrations provinciales aux activités de CSST.

## V. Exécution du COSOP

### A. Volume et sources des investissements

79. Le financement du FIDA proposé sera fixé sous réserve des procédures internes et de l'approbation ultérieure du Conseil d'administration. Les IFI et les fonds climatiques devraient apporter un cofinancement. Des contributions sont également attendues de la part du Gouvernement argentin, des administrations provinciales, du secteur privé, des entités financières et des bénéficiaires.

Tableau 5

**Projets en cours ou prévus: financements du FIDA et cofinancements**  
(en millions d'USD)

Projet	MARE <sup>a</sup> (à titre FIDA indicatif)	Critères de sélection	Cofinancement		Ratio de cofinancement
			National	International	
<b>En cours</b>					
PROSAF	13,1	Politiques et institutions, innovations, gestion des savoirs	9,7*	13,3**	1:1
<b>Prévus</b>					
Financement additionnel en faveur du PROSAF (FIDA12)	15,0	Politiques et institutions, innovations, gestion des savoirs	1,5*		
(opération au titre de FIDA13)	15,0	Politiques et institutions, innovations, gestion des savoirs	7,0*	40***	1:2,67
(opération au titre de FIDA14)	15,0	Politiques et institutions, innovations, gestion des savoirs	7,0*	40***	1:2,67
Guichet secteur privé	5,0	Innovations, gestion des savoirs			
Fonds pour l'environnement mondial		Innovations, gestion des savoirs	1	5	
Fonds vert pour le climat			1	5	
<b>Total</b>	<b>63,1</b>		<b>27,2</b>	<b>103,3</b>	<b>1:2,06</b>

<sup>a</sup> Mécanisme d'accès aux ressources empruntées.

\* Gouvernement argentin, administrations provinciales et bénéficiaires.

\*\* Fondation FONPLATA.

\*\*\* Autre cofinanceur (à déterminer).

### B. Ressources à l'appui d'autres activités

80. Les ressources complémentaires en faveur des stratégies et des activités de CSST peuvent provenir: i) du Gouvernement argentin, à l'appui de ses priorités en matière de CSST; ii) des institutions financières, à l'appui du développement des services financiers; iii) des dons du FIDA en faveur d'une agriculture résiliente.

### C. Transparence

81. Pour garantir la transparence, la responsabilité et l'accès des populations aux informations sur l'utilisation des ressources, des spécialistes de la gestion financière et de la passation de marchés participeront aux missions de supervision du COSOP. Des audits indépendants seront réalisés chaque année et les normes internationales en matière de gestion financière et de passation de marchés seront

appliquées. Les rapports de supervision et d'audit seront consultables sur les sites Internet du FIDA, du Gouvernement argentin et des administrations provinciales, et ces sites comprendront un espace réservé au dépôt de plaintes.

#### **D. Gestion du programme de pays**

82. La gestion du COSOP sera confiée au directeur de pays du FIDA en poste à Lima (Pérou), qui sera épaulé par des spécialistes thématiques. Chaque projet sera supervisé annuellement par des équipes multidisciplinaires, et au moins une mission d'appui à l'exécution sera menée chaque année. Un comité de consultation réunissant le Gouvernement argentin, les administrations provinciales, le FIDA et tout autre acteur susceptible d'être invité sera mis en place; il sera chargé d'analyser à intervalles réguliers l'avancement du programme de pays et de fournir des avis sur l'exécution de ce dernier.

#### **E. Suivi-évaluation**

83. Un système de suivi-évaluation plus solide reposant sur des indicateurs mesurables, réalisables, pertinents et assortis d'échéances garantira la cohérence des informations dans l'ensemble du portefeuille. Ce système facilitera l'agrégation des données et l'établissement de rapports sur les progrès accomplis dans le cadre du programme de pays, et sera incorporé dans le système de suivi-évaluation du FIDA, lequel réunit automatiquement les données relatives aux indicateurs standard.
84. Le système de suivi-évaluation permettra de recueillir, de traiter et de diffuser des informations qui seront utilisées par le Gouvernement argentin, les administrations provinciales et le FIDA à des fins de gestion du programme et de reddition de comptes. Ces informations alimenteront les débats du comité de consultation, les activités de gestion des savoirs et les délibérations sur les politiques dans les domaines relevant du COSOP. Le groupe cible sera associé aux activités de suivi-évaluation afin de s'assurer qu'il a bien accès aux informations communiquées et que celles-ci reflètent fidèlement la réalité du terrain.

### **VI. Participation du groupe cible**

85. Le groupe cible participera à plusieurs étapes de l'exécution du COSOP:
- il sera consulté durant la conception du programme pour s'assurer que celui-ci répond à ses besoins;
  - il prendra part au suivi-évaluation pour s'assurer que les informations recueillies correspondent fidèlement au déroulement des activités sur le terrain;
  - il participera aux plateformes de consultation sur les politiques au niveau provincial;
  - il contribuera à la gestion des savoirs dans le cadre d'échanges et d'analyses d'expériences.

Par ailleurs, tous les projets seront dotés d'un mécanisme de réclamation et de réponse aux doléances.

### **VII. Gestion des risques**

86. Il convient d'accorder une attention particulière aux risques suivants:
- Les politiques en rapport avec le COSOP manquent de continuité, et les ressources humaines et financières de l'unité d'exécution du programme sont réduites. Pour atténuer ce risque, le FIDA démontrera aux contreparties le rapport avantages/coûts élevé de ses interventions et concevra des programmes modulables pouvant être adaptés à l'évolution du contexte.

- Le risque fiduciaire est jugé substantiel en raison de la restructuration importante des unités nationales d'exécution. Dans les futurs projets, il faudra veiller à ce que les unités de gestion de projet, tant au niveau national que provincial, soient dotées d'équipes financières chevronnées.
  - Les restrictions budgétaires gouvernementales se répercutent sur les budgets du programme. Le FIDA cherchera à influencer les allocations budgétaires en démontrant que ses projets ont un impact vérifiable.
  - Les administrations provinciales pourraient être réticentes à prendre en charge la dette au niveau infranational. Les mesures d'atténuation seront axées sur une gestion décentralisée, un pouvoir de décision accru et un contrôle par les administrations provinciales.
  - Les petits agriculteurs familiaux ne sont pas en mesure de s'associer à des acteurs du secteur privé, d'accéder aux services financiers ou de tirer profit des marchés. Pour atténuer ce risque, la création d'entreprises conjointes avec des acteurs privés sera encouragée, les institutions financières seront incitées à fournir des services aux petits agriculteurs familiaux et les capacités de gestion et de commercialisation de ces derniers seront renforcées.
87. Dans les projets du COSOP, le FIDA appliquera la tolérance zéro à l'égard du travail des enfants.

## Results management framework

Meta del COSOP		Indicadores de efectos directos		Indicadores de referencia	
<p>Reforzar medios de vida resilientes, incrementar los ingresos y reducir la pobreza de las poblaciones rurales vulnerables en los territorios priorizados. El COSOP se centrará en la promoción de cadenas de valor inclusivas y rentables, gestionadas de forma eficiente, al tiempo que promoverá la conservación del medio ambiente y reforzará la resiliencia de la población objetivo.</p>		<p>-Al menos el 60% de los beneficiarios incrementan sus ingresos.</p> <p>-Al menos 60% de los beneficiarios reducen sus indicadores de pobreza.</p>		<p><u>Alcance</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 500.000 de personas beneficiarias</li> <li>- 100.000 familias beneficiadas</li> <li>- 50% Hombres</li> <li>- 50% Mujeres</li> <li>- 30% Jóvenes</li> <li>- 20% indígenas</li> </ul>	
Armonización de las estrategias en el país	Resultados conexos de los ODS y el Marco de Cooperación de las Naciones Unidas para el Desarrollo Sostenible (MCNUDS)	Principales resultados del COSOP			
		FIDA Objetivos estratégicos	Actividades crediticias y no crediticias para el periodo COSOP	Indicadores de efectos directos	Indicadores de referencia
<p>El COSOP se alinearán a las principales políticas públicas referidas a la Agricultura Familiar, reducción de pobreza, y resiliencia climática. Actualmente se alinea con:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Plan Nacional Argentina contra el Hambre</li> <li>- Plan Integral para Mujeres Rurales e Indígenas En Nuestras Manos</li> </ul>	<p><b>ODS</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. No a la pobreza</li> <li>2. Hambre cero</li> <li>5. Igualdad de género</li> <li>10. Reducción de las desigualdades</li> </ol> <p><b>Resultados del MCNUDS</b></p> <p><b>1.Desarrollo económico</b></p> <p>buscando un modelo de desarrollo productivo basado en la inclusión y sostenibilidad, desarrollo sostenible e inversiones para las zonas más rezagadas del país.</p> <p><b>2.Desarrollo social</b> centrado en la resiliencia de las</p>	<p><b>OE1:</b></p> <p>Desarrollar la producción y mejorar los ingresos de los pequeños agricultores en condiciones vulnerables, en el marco de sistemas agroalimentarios sostenibles aplicando el enfoque de desarrollo rural, mediante el fortalecimiento</p>	<p><b>1.Actividades crediticias/ de inversión:</b></p> <p><u>En curso:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-PROSAF</li> </ul> <p><u>Indicativas:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-FIDA 13/14</li> <li>-Ventanilla sector privado</li> </ul> <p><b>2.Actividades crediticias/no relacionadas con los proyectos:</b></p> <p><u>-Colaboración en el ámbito de las políticas a nivel nacional:</u></p>	<p><u>Producción:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Al menos 70% de los beneficiarios adoptaron nuevas tecnologías, insumos y/o practicas productivas.</li> <li>- Al menos 60% de los beneficiarios apoyados en actividades productivas incrementaron su producción.</li> </ul>	<p><u>Producción</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Al menos 80% de los beneficiarios reciben apoyo para mejorar su producción y productividad.</li> </ul>

<p>-Plan Nacional de Adaptación al Cambio Climático (PNAyMCC)</p> <p>-Plan Nacional de Economía</p> <p>-Plan de acción para el Sector Agropecuario</p> <p>-Plan Nacional del Agua</p> <p>-Estrategia Nacional de la Biodiversidad</p> <p>A nivel provincial se alinea con los Programas de Desarrollo Rural Sustentable de cada provincia.</p>	<p>instituciones del país y su población</p> <p><b>3.Sostenibilidad ambiental y climática</b> haciendo foco en las poblaciones y sus capacidades de resiliencia frente al cambio climático</p> <p><b>4. Gobernanza</b> buscando fortalecer las instituciones del Estado y aumentar la participación social en espacios de involucramiento público, y así incrementar sus niveles de incidencia y de representación política.</p> <p>El FIDA participa en las siguientes líneas estratégicas:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1.Fortalecimiento de capacidades institucionales</li> <li>2.Promoción de alianzas inclusivas</li> <li>3. Generación y gestión del conocimiento</li> <li>4.Empoderamiento y desarrollo de capacidades de poblaciones en situación de vulnerabilidad</li> <li>5. Cooperación Sur-Sur y Triangular</li> </ol>	<p>de sus capacidades productivas, organizativas y de gestión.</p>	<p>-Desarrollo rural</p> <p>-Servicios financieros agrícolas</p> <p>-Plataformas de concertación</p> <p><u>Cooperación Sur-Sur y triangular:</u></p> <p>-REAF-Mercosur desarrollo rural</p> <p>-Agricultura resiliente en el gran Chaco Americano</p> <p><u>Gestión de los conocimientos:</u></p> <p>- Foro anual de intercambio de experiencias: i) desarrollo rural; ii) Servicios financieros; iii) agricultura resiliente; iv) ICT4D y v) seguimiento y gestión de programas COSOP</p>	<p>- Al menos 60% de los beneficiarios apoyados en actividades productivas incrementaron su productividad.</p> <p><u>Acceso a mercados:</u></p> <p>- Al menos 60% de los beneficiarios apoyados en actividades productivas incrementaron sus ventas.</p> <p>Seguridad alimentaria y nutricional</p> <p>-Al menos el 60% de los beneficiarios mejoraron su seguridad alimentaria y nutricional</p> <p><u>Adaptación al cambio climático y manejo de recursos naturales:</u></p> <p>- Al menos 60% de los beneficiarios adoptaron prácticas medioambientalmente</p>	<p><u>Acceso a mercados</u></p> <p>-Al menos 80% de los beneficiarios reciben apoyo para fortalecer sus capacidades de gestión y comerciales.</p> <p>-Al menos 30% de los beneficiarios acceden a tecnologías digitales para la producción y comercialización.</p> <p>Seguridad alimentaria y nutricional</p> <p>Al menos el 50% de los beneficiarios participantes son apoyados en mejora de prácticas de alimentación y nutrición</p>
--	--	--	--	---	---

				sostenibles y resilientes al clima.	<u>Adaptación al cambio climático y manejo de recursos naturales:</u>  -Al menos 80% de los beneficiarios reciben apoyo para incorporar prácticas medioambientalmente sostenibles y resilientes al clima.  -Al menos 80% de los beneficiarios participantes en actividades productivas son apoyados en la incorporación de prácticas relacionadas a la gestión de los recursos naturales.
<b>Armonización de las estrategias en el país</b>	<b>Resultados conexos de los ODS y el Marco de Cooperación de las Naciones Unidas para el Desarrollo Sostenible (MCNUDS)</b>	<b>Principales resultados del COSOP</b>			
		<b>FIDA Objetivos estratégicos</b>	<b>Actividades crediticias y no crediticias para el periodo COSOP</b>	<b>Indicadores de efectos directos</b>	<b>Indicadores de referencia</b>
El COSOP se alineará a las principales políticas públicas referidas a la Agricultura Familiar, reducción de pobreza, resiliencia climática, promoción económica, diversificación productiva, asistencia técnica rural, y	<b>ODS</b> 1. No a la pobreza 2. Hambre cero 5. Igualdad de género  10. Reducción de las desigualdades  <b>Resultados del MCNUDS</b> <b>1. Desarrollo económico</b>	<b>OE2:</b> Mejorar el acceso a mercados, servicios financieros y el desarrollo de negocios rentables de pequeños productores,	<b>1.Actividades crediticias/ de inversión:</b> <u>En curso:</u> -PROSAF  <u>Indicativas:</u> -BIOCAVAL -Ventanilla sector privado	<u>Mercados y alianzas con sector privado:</u>  - Al menos 20% de beneficiarios mejoraron sus ventas a través de alianzas con actores privados.	<u>Mercados y alianzas con sector privado:</u>  - Al menos 30% de los beneficiarios establecen alianzas con actores privados.

<p>reducción de brechas digitales y de servicios financieros. Actualmente se alinea de manera general con:</p> <p>-Plan Nacional Argentina contra el Hambre</p> <p>- Plan Integral para Mujeres Rurales e Indígenas En Nuestras Manos</p> <p>-Plan Nacional de Adaptación al Cambio Climático (PNAyMCC)</p> <p>-Plan Nacional de Desarrollo rural</p> <p>-Plan de acción de la Desarrollo rural para el Sector Agropecuario</p> <p>-Plan Nacional del Agua</p> <p>-Estrategia Nacional de la Biodiversidad</p> <p>A nivel provincial también se alinea con los Programas de Desarrollo Rural Sustentable de cada provincia.</p>	<p>buscando un modelo de desarrollo productivo basado en la inclusión y sostenibilidad, desarrollo sostenible e inversiones para las zonas más rezagadas del país.</p> <p><b>2.Desarrollo social</b> centrado en la resiliencia de las instituciones del país y su población</p> <p><b>3.Sostenibilidad ambiental</b> haciendo foco en las poblaciones y sus capacidades de resiliencia frente al cambio climático</p> <p><b>4. Gobernanza</b> buscando fortalecer las instituciones del Estado y aumentar la participación social en espacios de involucramiento público, y así incrementar sus niveles de incidencia y de representación política.</p> <p>El FIDA participa en las siguientes líneas estratégicas:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1.Fortalecimiento de capacidades institucionales</li> <li>2.Promoción de alianzas inclusivas</li> <li>3. Generación y gestión del conocimiento</li> <li>4.Empoderamiento y desarrollo de capacidades de poblaciones en situación de vulnerabilidad</li> </ol>	<p>mediante alianzas con actores privados [DA1] a lo largo de cadenas de valor, bajo un enfoque ganar-ganar.</p>	<p><b>2.Actividades crediticias/no relacionadas con los proyectos:</b></p> <p><u>-Colaboración en el ámbito de las políticas a nivel nacional:</u></p> <p>-Desarrollo rural</p> <p>-Servicios financieros agrícolas</p> <p>-Plataformas de concertación</p> <p><u>Cooperación Sur-Sur y triangular:</u></p> <p>-REAF-Mercosur desarrollo rural</p> <p>-Agricultura resiliente en el gran Chaco Americano</p> <p><u>Gestión de los conocimientos:</u></p> <p>-Foro anual de intercambio de experiencias: i) desarrollo rural; ii) Servicios financieros; iii) agricultura resiliente; iv) ICT4D y v) seguimiento y gestión de programas COSOP</p>	<p><u>Servicios financieros:</u></p> <p>- Al menos 30% de los beneficiarios acceden a servicios financieros.</p> <p><u>ICT4D:</u></p> <p>- Al menos 20% de los beneficiarios acceden a tecnologías digitales para mejorar la producción, acceder a mercados y/o a servicios financieros (agritech, e-commerce, fintech)</p> <p>- Al menos el 50% de los beneficiarios que acceden a esas tecnologías incrementan sus ingresos como</p>	<p><u>Servicios financieros:</u></p> <p>- Al menos 70% de los beneficiarios reciben capacitación en educación financiera.</p> <p>- Acuerdos entre los programas y entidades financieras para la provisión de servicios a agricultores familiares.</p> <p>- Desarrollo de productos financieros específicos para agricultores familiares.</p> <p><u>ICT4D:</u></p> <p>- Al menos 30% de los beneficiarios capacitados en el uso de herramientas digitales.</p> <p>-Alianzas establecidas con proveedores de servicios y tecnologías de información y comunicación para el desarrollo.</p>
---	---	--	--	--	--

	5. Cooperación Sur-Sur. Triangular.			resultado del uso de esas tecnologías.	
<b>Armonización de las estrategias en el país</b>	<b>Resultados conexos de los ODS y el Marco de Cooperación de las Naciones Unidas para el Desarrollo Sostenible (MCNUDS)</b>	<b>Principales resultados del COSOP</b>			
		<b>FIDA Objetivos estratégicos</b>	<b>Actividades crediticias y no crediticias para el periodo COSOP</b>	<b>Indicadores de efectos directos</b>	<b>Indicadores de referencia</b>
<p>El COSOP se alineará a las principales políticas públicas referidas a la Agricultura Familiar, reducción de pobreza, resiliencia climática, promoción económica, diversificación productiva, asistencia técnica rural, y reducción de brechas digitales y de servicios financieros. Actualmente se alinea de manera general con:</p> <p>-Plan Nacional Argentina contra el Hambre</p> <p>- Plan Integral para Mujeres Rurales e Indígenas En Nuestras Manos</p>	<p><b>ODS</b></p> <p>1. No a la pobreza 2. Hambre cero 5. Igualdad de género</p> <p>10. Reducción de las desigualdades</p> <p><b>Resultados del MCNUDS</b></p> <p><b>1. Desarrollo económico</b></p> <p>buscando un modelo de desarrollo productivo basado en la inclusión y sostenibilidad, desarrollo sostenible e inversiones para las zonas más rezagadas del país.</p> <p><b>2.Desarrollo social</b> centrado en la resiliencia de las instituciones del país y su población</p> <p><b>3.Sostenibilidad ambiental</b> haciendo foco en las poblaciones</p>	<p><b>OE3:</b></p> <p>Fortalecer las capacidades institucionales, principalmente provinciales, para promover las economías de pequeños productores, el desarrollo rural inclusivo y reducir la pobreza rural</p>	<p><b>1.Actividades crediticias/ de inversión:</b></p> <p><u>En curso:</u></p> <p>-PROSAF</p> <p><u>Indicativas:</u></p> <p>-BIOCAVAL</p> <p>-Ventanilla sector privado</p> <p><b>2.Actividades no crediticias/no relacionadas con los proyectos:</b></p> <p><u>-Colaboración en el ámbito de las políticas a nivel nacional:</u></p> <p>-Servicios financieros agrícolas</p>	<p><u>Organizaciones de productores (OPs):</u></p> <p>- 70% de las OPs apoyadas cuentan con sistemas contables, mecanismos de gobernanza y personería jurídica.</p> <p>- Al menos la mitad de las plataformas de concertación permanecen activas después de 2 años de establecidas.</p>	<p><u>Organizaciones de productores:</u></p> <p>-Al menos el 80% de las OPs han sido capacitadas en administración, sistemas contables y comercialización.</p> <p>-Plataformas de concertación establecidas</p>

<p>-Plan Nacional de Adaptación al Cambio Climático (PNAyMCC)</p> <p>-Plan Nacional de Desarrollo rural</p> <p>-Plan de acción de la Desarrollo rural para el Sector Agropecuario</p> <p>-Plan Nacional del Agua</p> <p>-Estrategia Nacional de la Biodiversidad</p> <p>A nivel provincial también se alinea con los Programas de Desarrollo Rural Sustentable de cada provincia.</p>	<p>y sus capacidades de resiliencia frente al cambio climático</p> <p><b>4. Gobernanza</b> buscando fortalecer las instituciones del Estado y aumentar la participación social en espacios de involucramiento público, y así incrementar sus niveles de incidencia y de representación política.</p> <p>El FIDA participa en las siguientes líneas estratégicas:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Fortalecimiento de capacidades institucionales</li> <li>2. Promoción de alianzas inclusivas</li> <li>3. Generación y gestión del conocimiento</li> <li>4. Empoderamiento y desarrollo de capacidades de poblaciones en situación de vulnerabilidad</li> <li>5. Cooperación Sur-Sur Triangular</li> </ol>		<p>-Plataformas de concertación</p> <p><u>Cooperación Sur-Sur y triangular:</u></p> <p>-REAF-Mercosur</p> <p>-Agricultura resiliente en el gran Chaco Americano</p> <p><u>Gestión de los conocimientos:</u></p> <p>- Foro anual de intercambio de experiencias: i) desarrollo rural; ii) Servicios financieros; iii) agricultura resiliente; iv) ICT4D y v) seguimiento y gestión de programas COSOP</p>	<p><u>Unidades Ejecutoras Provinciales y otras instituciones:</u></p> <p>- Al menos el 80% de las UEPs mejoran su desempeño en la gestión, monitoreo y evaluación de los programas: cuentan con sistemas de monitoreo y evaluación adecuados, reportan periódicamente todos los indicadores definidos en los marcos lógicos de los programas que ejecutan, sus reportes son considerados en la formulación de presupuestos y planes anuales operativos.</p>	<p><u>Unidades Ejecutoras Provinciales y otras instituciones:</u></p> <p>-100% de las UEPs son capacitadas en gestión, monitoreo y evaluación de programas.</p>
---	---	--	--	---	---

## Key files

### Expediente Principal 1: Pobreza Rural y las Cuestiones Relativas a los Sectores Agrícola y Rural

Esferas prioritarias	Grupos involucrados	Temas principales	Acciones necesarias
<p><b>Productividad y resiliencia medioambiental</b></p>	<p>Agricultores /as familiares (AF)            Jóvenes rurales            Pequeñas y medianas empresas agroindustriales rurales            Comunidades de pueblos originarios            Instituciones públicas orientadas al desarrollo rural del Gobierno Nacional y Gobiernos Provinciales            Instituciones públicas provinciales y locales de asistencia técnica y extensión rural</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La productividad de la agricultura de pequeños campesinos es baja, en parte debido a los bajos precios, falta de inversiones e impactos del cambio climático en la productividad agrícola.</li> <li>- La producción a pequeña escala se ve limitada, además, por el acceso restringido a insumos adecuados, tecnología y servicios de asistencia técnica.</li> <li>- Las perturbaciones negativas en la producción agroalimentaria, como sequías, deforestación y deterioro de la salud del suelo, tienen efectos adversos en la economía en su conjunto.</li> <li>- Los sistemas agroindustriales carecen de incentivos e inversiones para desarrollar tecnologías de procesos que agreguen valor, con la participación de la agricultura familiar.</li> <li>- Se podría aprovechar el potencial de los desechos del procesamiento para la producción de biogás.</li> <li>- Existe un déficit en la infraestructura productiva, especialmente en la infraestructura de riego, la conectividad y la logística rural.</li> <li>- Existe un potencial de desarrollo en las cadenas productivas relacionadas con la bioeconomía.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Inversión en tecnologías e investigación para impulsar el desarrollo de productos dentro del ámbito de la bioeconomía.</li> <li>-Inversiones destinadas a fortalecer los servicios de sanidad animal y vegetal.</li> <li>-Promoción de la adopción de variedades de cultivos resistentes a la sequía.</li> <li>-Reforzamiento de los sistemas de información agroclimática para una gestión más eficaz de los recursos naturales.</li> <li>-Identificación de los obstáculos que limitan la agregación de valor como parte de los procesos productivos.</li> <li>-Inversión en infraestructuras tanto productivas como de resiliencia climática.</li> <li>-Establecimiento de alianzas estratégicas con el sector privado para fomentar el desarrollo de cadenas productivas relacionadas con la bioeconomía e integrarse en la innovación digital agrícola.</li> </ul>
<p><b>Oportunidades de negocios y generación de ingresos para pequeños productores</b></p>	<p>Agricultores /as familiares (AF)            Jóvenes rurales            Pequeñas y medianas empresas agroindustriales rurales            Comunidades de pueblos originarios            Instituciones públicas orientadas al desarrollo rural del Gobierno Nacional y Gobiernos Provinciales</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La carencia de servicios destinados a mejorar la competitividad y añadir valor restringe tanto la productividad como la innovación.</li> <li>- La ausencia de información estratégica y oportuna dificulta la toma de decisiones en cuanto a producción y comercialización.</li> <li>- Existe un potencial considerable para establecer alianzas con el sector privado, lo que permitiría mejorar la capacidad de los pequeños productores para agregar valor y comercializar sus productos en condiciones más favorables.</li> <li>- Los pequeños productores tienen la posibilidad de integrarse a los instrumentos e iniciativas de innovación digital en el ámbito agrícola.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Impulsar inversiones destinadas a mejorar los servicios que fomenten la competitividad para asegurar el acceso a mercados y la agregación de valor en la producción agrícola.</li> <li>-Fortalecer el apoyo financiero y asistencia técnica para comercialización; envasado y etiquetado; desarrollo o uso de sellos (producto de Agricultura Familiar, producto de xx región); información nutricional de los alimentos y Ley de etiquetado; seguridad e higiene de alimentos; Registros nacionales/provinciales.</li> <li>-Fomentar medidas que incentiven el apoyo al agregado de valor local (harinas alternativas, miel, dulces, otros.)</li> </ul>

	<p>Instituciones públicas provinciales y locales de asistencia técnica y extensión rural</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Se vislumbra la oportunidad de explorar el mercado de exportación de productos "boutique" de alta calidad.</li> <li>- La dependencia de intermediarios para la venta de los productos sigue siendo un desafío.</li> <li>- Aún es necesario mejorar la capacidad instalada y validar instrumentos en aquellas regiones o provincias más desfavorecidas para la gestión del desarrollo rural y territorial.</li> <li>- Es imperativo explorar oportunidades de negocio en productos derivados de la bioeconomía.</li> <li>-La crisis económica de los últimos años ha reducido la capacidad de los pequeños productores para comercializar sus productos a precios competitivos.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Generar alianzas para actividades de turismo y gastronomía locales. (concepto 'KM 0', 'de la huerta a la mesa', etc)</li> <li>- Fomentar inversiones en infraestructura estratégica para el almacenaje y el acondicionamiento de los productos agrícolas.</li> <li>- Establecer alianzas estratégicas con el sector privado para impulsar el desarrollo de cadenas productivas relacionadas con la bioeconomía y para integrarse en la innovación digital en el ámbito agrícola.</li> <li>- Reforzar la cadena de valor de productos de alta calidad con potencial exportador, asegurando el cumplimiento de normas y procedimientos.</li> <li>- Mejorar los sistemas de trazabilidad en las diversas cadenas de valor.</li> <li>- Brindar apoyo a las organizaciones sociales representativas de la agricultura familiar y a los servicios que ofrecen, para fortalecer sus capacidades en la negociación comercial con empresas privadas, así como para garantizar su sostenibilidad y permanencia como proveedores.</li> <li>- Invertir en el desarrollo de cadenas de valor asociadas a productos derivados de la bioeconomía.</li> <li>- Promover políticas de estímulo al asociativismo y a la construcción de redes y/o cooperativas para acceder a más y mejores bienes y servicios públicos.</li> </ul>
<p><b>Acceso a servicios financieros</b></p>	<p>Agricultores /as familiares (AF)          Jóvenes rurales          Pequeñas y medianas empresas agroindustriales rurales          Comunidades de pueblos originarios          Instituciones públicas orientadas al desarrollo rural del Gobierno Nacional y Gobiernos Provinciales          Instituciones financieras</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- CABA y la Provincia de Buenos Aires albergan la mitad de los puntos de atención bancaria del país, lo que limita la presencia del sistema financiero formal en áreas clave de la agricultura familiar.</li> <li>- Los pequeños productores enfrentan obstáculos para obtener créditos rurales, afectando su inversión y desarrollo.</li> <li>- La producción de los pequeños agricultores está expuesta a riesgos y estacionalidades, impactando su estabilidad financiera.</li> <li>- Las grandes distancias entre productores e intermediarios financieros incrementan los costos y dificultan el acceso a servicios financieros.</li> <li>- La limitada conectividad digital entre los pequeños productores agrava la brecha digital y dificulta el acceso a servicios financieros en línea.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Facilitar el diálogo entre el sector financiero y las instituciones clave para integrar a los pequeños productores en el sistema financiero formal.</li> <li>- Crear incentivos para que el sistema financiero formal participe en el acceso al crédito para pequeños campesinos.</li> <li>- Fortalecer las capacidades de las instituciones bancarias provinciales para vincular a los pequeños productores en el sistema financiero.</li> <li>- Identificar y promover medidas que reduzcan los costos de acceso al sistema financiero de las instituciones para integrar a los pequeños productores.</li> <li>- Fomentar políticas integrales de servicios financieros con participación pública y privada.</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Las evaluaciones de crédito son costosas para los pequeños productores, desalentando su acceso al financiamiento.</li> <li>- Se requieren políticas integrales de servicios financieros rurales que involucren a actores públicos y privados.</li> <li>- Es necesario promover la formalización y regularización de servicios financieros rurales con el apoyo de bancos provinciales, el sector privado y la banca cooperativa.</li> <li>- La falta de conocimientos en las entidades financieras conduce a la exclusión de los estratos menos capitalizados en el sector rural.</li> <li>- A pesar de no estar dirigidas específicamente a poblaciones rurales, las fintech representan una oportunidad para el sector, con la consideración de las limitaciones existentes.</li> <li>- Es necesario explorar la oferta de servicios de seguros, garantías y financiación para las organizaciones agrícolas familiares para impulsar su desarrollo y sostenibilidad económica.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promover la formalización y regularización de servicios financieros rurales con apoyo de bancos provinciales, sector privado y banca cooperativa.</li> <li>- Estimular alianzas entre pequeños productores y Fintech.</li> <li>- Explorar oportunidades e incentivos para integrar a los pequeños campesinos en la banca digital.</li> <li>- Ampliar la oferta de servicios de seguros y garantías para pequeños campesinos.</li> </ul>
<p style="text-align: center;"><b>Desarrollo de capital humano y social en poblaciones rurales</b></p>	<p style="text-align: center;">Agricultores /as familiares (AF) Jóvenes rurales Pequeñas y medianas empresas agroindustriales rurales Comunidades de pueblos originarios Instituciones públicas orientadas al desarrollo rural del Gobierno Nacional y Gobiernos Provinciales Instituciones financieras</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-La productividad de los agricultores familiares se ve afectada por la falta de acceso a asistencia técnica y adopción de nuevas tecnologías.</li> <li>-El acceso limitado a asistencia técnica y capacitación restringe la capacidad de los agricultores familiares para producir productos de calidad con valor agregado y mejorar sus ingresos.</li> <li>- Es crucial desarrollar el capital humano en la agricultura familiar para mejorar las habilidades de comercialización, acceso a mercados, trazabilidad de productos y formación de alianzas efectivas.</li> <li>- La escasa cobertura de servicios financieros para los agricultores familiares se debe, en parte, a la falta de información y conocimiento tanto por parte de los agricultores familiares como de las instituciones financieras.</li> <li>- Se requiere reducir las asimetrías de información en los procesos de comercialización para garantizar oportunidades equitativas.</li> <li>- Se deben promover alianzas entre el sector empresarial y los agricultores familiares a nivel público.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Fortalecer los sistemas de asistencia técnica y extensión rural.</li> <li>-Promover una visión interdisciplinaria y sistémica en la producción y comercialización.</li> <li>-Fomentar la organización de la producción y servicios en cadenas específicas.</li> <li>-Mejorar la asistencia técnica en las fincas para cumplir estándares de calidad, inocuidad y sanidad.</li> <li>-Estimular el asociativismo para que los agricultores asuman actividades en la cadena de valor.</li> <li>-Mejorar los sistemas de información y capacitación para mejorar la producción y comercialización.</li> <li>-Brindar apoyo a organizaciones agrícolas para mejorar sus capacidades de negociación.</li> <li>-Promover la adopción de nuevas tecnologías para aumentar la productividad y acceso al financiamiento.</li> <li>-Fortalecer las capacidades de las instituciones bancarias provinciales para incluir a pequeños productores.</li> <li>-Fomentar alianzas con el sector privado para desarrollar el capital humano agrícola.</li> </ul>

			-Establecer sistemas para compartir buenas prácticas de gestión.
<b>Agricultura en zonas de transición rural-urbana</b>	<p>Agricultores /as familiares (AF)</p> <p>Jóvenes rurales</p> <p>Pequeñas y medianas empresas agroindustriales</p> <p>Comunidades de pueblos originarios</p> <p>Instituciones públicas orientadas al desarrollo rural del Gobierno Nacional y Gobiernos Provinciales</p> <p>Instituciones financieras</p> <p>Instituciones públicas provinciales y locales de asistencia técnica y extensión rural</p> <p>Municipios RENAMA (Red Nacional de Municipios y Comunidades que Fomentan la Agroecología)</p> <p>Organizaciones sociales y de productores</p>	<p>-Las zonas de transición urbano-rural son habitadas en gran parte por migrantes rurales. Son zonas con altas tasas de densidad demográfica y niveles de pobreza, a menudo superiores a los de las áreas rurales.</p> <p>-Muchos residentes se dedican a la agricultura familiar.</p> <p>-Las causas principales de la pobreza en estas zonas incluyen deficiencias en infraestructura básica, acceso limitado a servicios sociales como salud, educación y transporte público, empleo informal y precario e inseguridad alimentaria.</p> <p>-Existe una falta significativa de políticas que promuevan la asistencia técnica y la capacitación para la agricultura familiar, así como el ordenamiento territorial.</p> <p>-Según el estudio IFAD11, el 56,4% de los beneficiarios de IFAD se encuentran en estas zonas, con la mayoría cerca de pueblos o ciudades pequeñas.</p> <p>-Estas zonas son fundamentales en la transformación de los sistemas agroalimentarios, ya que son importantes mercados de alimentos (SOFI, 2023).</p> <p>-El estudio de FIDA muestra que hay mayor inseguridad alimentaria cerca de pueblos pequeños que en áreas más alejadas.</p> <p>-La diversidad dietética es baja tanto en zonas rurales como zonas de transición rural-urbana.</p> <p>-Aunque el FIDA prioriza las zonas rurales, puede expandir su apoyo a zonas de transición rural-urbana a través de asociaciones con otros actores, maximizando así los beneficios en seguridad alimentaria.</p>	<p>-Mejorar la asistencia técnica y la capacitación en producción, valor agregado y comercialización de productos de la agricultura familiar.</p> <p>-Fortalecer las capacidades para el desarrollo de huertas comunitarias que diversifiquen la dieta y mejoren la nutrición de sus habitantes.</p> <p>-Apoyar la producción frutihortícola en zonas de transición rural-urbana para su integración en los mercados locales.</p> <p>-Invertir en la creación de valor local mediante la diversificación de productos como harinas alternativas, miel, dulces y otros.</p> <p>-Fomentar el arraigo en el territorio mediante el fortalecimiento de organizaciones de productores, acceso a servicios y la creación de empleo, especialmente para mujeres y jóvenes.</p> <p>-Promover la asociación con actividades turísticas y gastronómicas locales, bajo conceptos como 'KM 0', 'de la huerta a la mesa' y participación en ferias y eventos locales.</p> <p>-Estas zonas pueden convertirse en laboratorios de canales cortos de comercialización para los productos agropecuarios.</p>

## Expediente principal 2: Definición del grupo objetivo Cuestiones prioritarias y posibles respuestas

Tipo de grupo	Nivel y causas de la pobreza	Medidas paliativas	Necesidades prioritarias	Respuestas del COSOP
<p><b>Pequeños productores pobres y vulnerables</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ingresos bajos y alta vulnerabilidad a la volatilidad de precios.</li> <li>- Baja productividad y competitividad.</li> <li>- Vulnerabilidad climática y escasa adaptación al cambio climático, al depender en gran medida de la agricultura de secano para la seguridad alimentaria y los ingresos.</li> <li>- Limitada capacidad para enfrentar catástrofes naturales y transferir los riesgos asociados.</li> <li>- Obstáculos para acceder a factores, insumos y mercados.</li> <li>- Concentración creciente en actividades agrícolas y pérdida de diversificación económica e industrial.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Estrategia de diversificación productiva de actores y territorios.</li> <li>-Instrumentos que favorezcan la inserción de los AF en los diferentes mercados (Cadenas de Valor, Compras Públicas), mediante una mejora sostenida en su competitividad</li> <li>-Estímulo a las alianzas con actores privados para mejorar la competitividad de los AF.</li> <li>-Gestión para la reducción del riesgo climático a nivel de las fincas (manejo y tecnología de adaptación, mitigación, alerta).</li> <li>-Fortalecimiento de capacidades de los AF y sus organizaciones para la producción, transformación, agregación de valor y comercialización de productos, especialmente aquellos de la bioeconomía.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Mejora del capital humano de los agricultores familiares (AF) para valorizar sus productos, mejorar su comercialización y acceder a oportunidades de negocios mediante alianzas.</li> <li>-Fortalecimiento de servicios de asistencia técnica y extensión rural.</li> <li>-Establecimiento de alianzas con actores privados y otros para mejorar la productividad, valor agregado, acceso a crédito, comercialización y mercados de los AF.</li> <li>-Facilitación del acceso a servicios financieros.</li> <li>- Mejora de la infraestructura de riego y acondicionamiento de la producción.</li> <li>-Provisión de tecnologías adecuadas para el valor agregado de los productos.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Incorporación de nuevas tecnologías, insumos eficientes y prácticas agrícolas para una producción resiliente</li> <li>- Crear condiciones para su inserción en cadenas de valor y mercados, mediante alianzas con empresas agrícolas, procesadoras y comercializadoras.</li> <li>-Desarrollar la oferta de servicios financieros agrícolas para pequeños productores, para revertir la carencia sistémica de financiamiento.</li> <li>-Mejorar los servicios de asistencia técnica y extensión rural.</li> </ul>
<p><b>Mujeres rurales</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-10% de las unidades de agricultura familiar se autoidentifican como encabezadas por mujeres, aunque 45% de los AF registrados son mujeres.</li> <li>-Acceso limitado a bienes y servicios como la tierra, la financiación, el apoyo técnico y la tecnología.</li> <li>-Poco espacio para asociarse y demostrar su liderazgo.</li> <li>-Persiste una brecha salarial del 25% entre mujeres y hombres agricultores.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Promover la integración de una perspectiva de género en los programas gubernamentales a través de capacitación específica, enfocándose en el empoderamiento y participación de las mujeres en el diseño.</li> <li>- Impulsar la capacitación y desarrollo de habilidades.</li> <li>- Diversificar la producción y agregar valor para crear</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Desarrollo de capital humano para la inserción laboral y productiva.</li> <li>-Marco normativo para el reconocimiento de los derechos a la propiedad y el acceso a bienes productivos.</li> <li>-Incentivos para la diversificación productiva y agregación de valor.</li> <li>-Alianzas con el sector privado y otros actores para promover el acceso a nuevas</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Implementar una estrategia focalizada y ofrecer incentivos a mujeres para mejorar la producción, agregar valor y optimizar sus prácticas comerciales.</li> <li>-Fomentar la integración laboral de mujeres en zonas rurales.</li> <li>-Promover cadenas de valor que amplíen las oportunidades para mujeres.</li> <li>-Desarrollar programas y proyectos que fortalezcan habilidades y conocimientos.</li> <li>-Facilitar el acceso a servicios financieros, incluido el crédito.</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Bajo acceso a recursos productivos.</li> <li>-Poco acceso a servicios financieros.</li> </ul>	<p>nuevas oportunidades laborales.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Desarrollar el capital humano y fomentar la participación de jóvenes y mujeres en el liderazgo de organizaciones sociales.</li> <li>- Mejorar las políticas para facilitar el acceso de las mujeres a la tierra.</li> <li>- Incrementar los incentivos para que las mujeres accedan a nuevas tecnologías de producción y comercialización.</li> </ul>	<p>tecnológicas, mejorar la comercialización y acceder a nuevos mercados.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Fomento al liderazgo de mujeres en sus organizaciones económicas.</li> </ul>	
<b>Población indígena</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Más de 600.000 indígenas residen en el país, con aproximadamente una cuarta parte en áreas rurales.</li> <li>-En regiones con alta densidad indígena, la pobreza en hogares indígenas es el doble que en hogares no indígenas.</li> <li>-La población indígena, principalmente mujeres y jóvenes, pasa hasta seis horas diarias acarreamo agua de fuentes no seguras.</li> <li>-Niveles bajos de educación y capacitación.</li> <li>-Alta inseguridad alimentaria.</li> <li>- Vulnerabilidad significativa a eventos climáticos extremos.</li> <li>-Escasa integración socioeconómica y aislamiento territorial.</li> <li>-Problemas de acceso a la tierra.</li> <li>-Limitado acceso a los mercados.</li> <li>-Poco acceso a servicios financieros.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Políticas de tierras para la regularización de la propiedad y tenencia y programas para el reconocimiento de derechos y la titulación.</li> <li>-Programas de seguridad alimentaria.</li> <li>-Subsidios y Acciones No Reembolsables para inversiones prediales y comunitarias.</li> <li>-Nuevos servicios y bienes públicos, especialmente infraestructura.</li> <li>-Asistencia Técnica y Extensión Rural.</li> <li>-Fortalecimiento de capital humano y social</li> <li>-Inserción en el tejido económico y social local con proyección de mercado.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Implementar acciones focalizadas para aumentar la producción, agregar valor y mejorar el acceso al mercado, así como aumentar los ingresos y la seguridad alimentaria de esta población.</li> <li>- Fortalecer el capital humano y social.</li> <li>- Forjar alianzas con otros actores para mejorar las condiciones de comercialización y producción.</li> <li>- Realizar inversiones en infraestructura social y comunitaria.</li> <li>- Ofrecer incentivos para mejorar el acceso a servicios y bienes públicos.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Identificar y ejecutar proyectos productivos y comunitarios focalizados en la seguridad alimentaria e incremento de ingresos de esta población.</li> <li>-Identificar productos con potencial en el mercado y vincularlos a cadenas de valor.</li> <li>-Apoyar el desarrollo del capital humano de los pueblos indígenas y sus organizaciones.</li> <li>-Fomentar alianzas estratégicas con actores privados y otros para mejorar las condiciones de producción y comercialización de esta población.</li> <li>-Acceso a servicios financieros.</li> </ul>
<b>Jóvenes rurales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La baja productividad y el limitado acceso al mercado provocan una migración significativa de jóvenes a áreas urbanas.</li> <li>- La población rural experimenta un proceso de envejecimiento.</li> <li>- Existe un acceso limitado a fuentes de ingresos, tanto en términos de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Políticas de juventud para fomentar su participación en la economía.</li> <li>-Becas para desarrollar el capital humano de jóvenes para generar más fuentes de ingresos.</li> <li>-Diversificación de actividades (agrícolas y no agrícolas) para</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Desarrollo de capital humano enfocado en jóvenes para la producción, valor agregado y comercialización de productos agrícolas, especialmente los relacionados con la bioeconomía.</li> <li>- Fortalecimiento de iniciativas innovadoras en producción y</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Desarrollar las habilidades técnicas y organizativas de los jóvenes para la producción, valor agregado y comercialización de productos de la bioeconomía.</li> <li>- Promover la capacitación de los jóvenes en áreas técnicas no agrícolas que generen ingresos.</li> </ul>

	<p>factores de producción como de oportunidades laborales.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Se enfrentan restricciones en el acceso a insumos, crédito, tecnología y recursos naturales.</li> <li>- Hay una carencia en el desarrollo de capital humano para la producción, transformación, valor agregado y comercialización de productos.</li> <li>- La falta de participación en la toma de decisiones es notable.</li> <li>- Existe escasa oportunidad para asociarse y ejercer liderazgo.</li> <li>- Se presentan dificultades en el acceso a servicios financieros.</li> <li>- El acceso a la propiedad de tierras es limitado.</li> </ul>	<p>aprovechar mejor la mano de obra de jóvenes.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Desarrollo de iniciativas para fomentar la innovación de jóvenes en territorios rurales.</li> <li>-Fomento al liderazgo y organización de jóvenes a través de espacios de concertación.</li> <li>-Fortalecimiento de planes de producción dirigidos a jóvenes</li> <li>-Mejora de asistencia técnica y capacitación para jóvenes en agregación de valor y comercialización de productos, especialmente aquello derivados de la bioeconomía.</li> <li>-Facilitar la inclusión en los espacios de toma de decisiones y defensa de las políticas públicas.</li> <li>-Acceso a crédito para jóvenes.</li> </ul>	<p>comercio lideradas por jóvenes.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Facilitar el acceso de los jóvenes a servicios financieros.</li> <li>- Elaboración de planes productivos específicamente para jóvenes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Facilitar la participación activa de los jóvenes en organizaciones económicas, otorgándoles roles de liderazgo y toma de decisiones.</li> <li>- Brindar acceso a servicios financieros específicamente diseñados para los jóvenes.</li> <li>- Estimular la implementación de planes y proyectos innovadores para jóvenes que incorporen tecnologías emergentes como el comercio electrónico, aplicaciones para el agro, y servicios financieros tecnológicos.</li> <li>- Crear espacios de formación técnica en nuevas tecnologías para los jóvenes.</li> <li>- Fomentar la colaboración y el intercambio de conocimientos y experiencias entre los jóvenes en actividades productivas, mediante ferias de empleo y el uso de tecnologías de la información y la comunicación para el desarrollo.</li> </ul>
--	--	---	---	---

### Expediente principal 3: Matriz de organización (análisis de las debilidades, amenazas, fortalezas y oportunidades)

Organización	Fortalezas	Debilidades	Oportunidades/ Amenazas	Desafíos	Comentarios
<b>Factores catalizadores</b>					
<b>Secretaría de Bioeconomía</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Centrada en la producción sostenible de bienes y servicios mediante el uso o transformación de recursos biológicos.</li> <li>- Sus objetivos estratégicos y plan de acción están alineados con los objetivos de apoyo a la agricultura familiar del FIDA.</li> <li>- Busca mejorar la producción de forma sostenible, agregar valor desde el origen, promover el empleo y la permanencia en el territorio, y fomentar la innovación.</li> <li>- Se centra en el desarrollo de oportunidades comerciales y el crecimiento económico.</li> <li>- Existe una fuerte alineación entre las visiones actuales del FIDA y de esta Secretaría.</li> <li>- Se involucran diversos actores durante el proceso de revisión y definición de la estrategia país.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-La Secretaría ha asumido recientemente la responsabilidad en agricultura y ganadería.</li> <li>-Se debe considerar el tiempo necesario para que la Secretaría se adapte a sus nuevas responsabilidades y generar espacios de diálogo desde el inicio para que el FIDA sea un actor relevante en ese proceso.</li> <li>-Por ser nueva, no hay aún un nivel suficiente de comunicación entre la Secretaría y Unidades Ejecutoras, encargadas de implementar las políticas en el territorio.</li> <li>-En la anterior Secretaría (Agricultura) hacía falta un espacio técnico de apoyo a la aplicación de políticas públicas y su monitoreo y evaluación.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Oportunidad para proyectos de biocombustibles.</li> <li>-Potencial para promover el uso de insumos sostenibles en la producción, como bioinsumos y biomateriales.</li> <li>-Iniciativas en zonas de transición rural-urbana para mejorar la sostenibilidad de la agricultura familiar, reducir el uso de insumos químicos y fortalecer el arraigo al territorio.</li> <li>-Posibilidad de realizar obras menores de infraestructura con cofinanciamiento de otros organismos.</li> <li>- Cambios significativos en la estructura institucional podrían afectar el enfoque principal en la "bioeconomía" por parte del gobierno nacional.</li> <li>-Hay oportunidad para integrar el tema de acceso a servicios financieros para la agricultura familiar en la discusión de políticas.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Integrar la visión de la bioeconomía en los programas del FIDA.</li> <li>-Desarrollar proyectos y programas centrados en la sostenibilidad, biomateriales y bioinsumos, así como la promoción de la biotecnología.</li> <li>-Fomentar la investigación y aplicación de biotecnologías en la agricultura familiar.</li> <li>-FIDA debe estar pendiente de las nuevas políticas públicas que plantee esta Secretaría para alinear los programas a las nuevas prioridades</li> </ul>	
	-Amplia experiencia en la ejecución de programas y	-La capacidad operativa se ha visto afectada por	- Posee habilidades de interlocución política a	-Consolidar la relación institucional con el nueva	-Es prioritario fortalecer la identificación de

<p><b>DIPROSE</b></p>	<p>proyectos de desarrollo e inversión, utilizando recursos de cooperación internacional, incluidos aquellos provenientes del FIDA y del gobierno.                  -Establecimiento y coordinación de unidades ejecutoras provinciales.                  -Elevada capacidad técnica e institucional para articular recursos e instrumentos de intervención, tanto a nivel del Gobierno Nacional como con los Gobiernos Provinciales.                  -Dominio experto de los conceptos y estrategias relacionados con el desarrollo rural.                  -Habilidad para realizar análisis económicos y sociales del desarrollo en diversas regiones y provincias, así como de sus sectores productivos.                  -Conocimiento y relaciones sólidas con los actores clave del desarrollo en el país.</p>	<p>cambios institucionales del gobierno argentino desde febrero de 2024.                  -Los procesos administrativos y burocráticos son complejos, especialmente en la implementación de acciones y aplicación de instrumentos a nivel provincial.                  -La capacidad de brindar acompañamiento institucional a gobiernos provinciales y locales es insuficiente.                  -Existe una capacidad de monitoreo y evaluación de programas que resulta insuficiente.                  -Reducción de personal.</p>	<p>niveles gubernamentales superiores.                  -La institución goza de gran estima en el Gobierno Nacional y Provinciales.                  -Espacio ideal para negociar y orientar el diseño de nuevas operaciones de préstamo y cooperación con diversas agencias internacionales de cooperación y financiamiento.                  -Infraestructura necesaria para expandir su cartera de programas y proyectos.</p>	<p>Secretaría de bioeconomía y otras instancias gubernamentales clave.                  - Implementar una metodología de gestión en las provincias para proyectar las capacidades institucionales.                  - Fortalecer el área de monitoreo y evaluación de los proyectos y programas.                  -Fortalecer el área de diálogo político con organizaciones representativas de la agricultura familiar.                  -Mejorar el área de identificación de oportunidades comerciales y acceso a servicios financieros para la agricultura familiar.                  - Fortalecer el diálogo con actores privados.                  -Resolver los atrasos en la firma de convenios con las provincias.</p>	<p>oportunidades y diálogo político respecto al acceso a servicios financieros para la AF y alianzas con privados.                  -Se debe tomar en cuenta la reducción de personal para futuros programas y proyectos.</p>
<p><b>Gobiernos provinciales</b></p>	<p>-Reconocimiento de las problemáticas del sector.                  -Experiencia previa en la ejecución de proyectos del FIDA.                  -Participación activa de diversos actores en la revisión y definición de la estrategia país, incluyendo la identificación de lecciones aprendidas de programas anteriores.                  -Presencia institucional permanente en Ministerios de la Producción / Inversiones y Secretarías de Agricultura, con equipos</p>	<p>-Discontinuidad de las políticas públicas y los procesos de desarrollo que ocurre con los cambios de gobierno.                  - La apropiación puede verse reducida si no se involucran directamente en la gestión del endeudamiento y en el manejo directo de las convocatorias.                  -Falta desarrollo de iniciativas en agregación de valor y comercialización.                  -Debilidades en el desarrollo administrativo y</p>	<p>-Hay oportunidad para impulsar más la participación de las regiones a través de la la asunción de deuda por parte de sus gobiernos en diferentes programas.                  -El impulso del gobierno nacional a diversificar la producción puede generar una oportunidad para las provincias.                  -La creciente demanda global de alimentos abre oportunidades para productos y cadenas de valor de estas economías.</p>	<p>-Fortalecer las capacidades de monitoreo y evaluación a nivel provincial.                  -Iniciar el debate sobre el aumento del acceso a servicios financieros para la agricultura familiar.                  -Fomentar condiciones que propicien alianzas entre el sector privado y las agriculturas familiares.                  -Facilitar espacios de diálogo político y intercambio de experiencias entre organizaciones económicas.</p>	<p>Establecer desde el inicio espacios de diálogo para la ver posibilidades de los gobiernos provinciales de asumir deuda para los programas y proyectos.                  Priorizar en la agenda la generación de alianzas con privados y AFs y el acceso a servicios financieros.</p>

	técnicos distribuidos en toda la provincia. -Establecimiento de vínculos institucionales, políticos, operativos y presupuestales con los municipios locales.	contable para la articulación de recursos e instrumentos. - Distancia física de los centros de decisión política.	Algunas amenazas: inestabilidad en la relación con el gobierno nacional y algunos gobiernos provinciales, urgencias presupuestales debido a sequías e inundaciones. -Mayor apertura a alianzas con privados.	-Simplificar los procesos administrativos para la asignación de recursos.	
<b>Reunión Especializada en Agricultura Familiar (REAF) Mercosur</b>	-Agente catalizador para la cooperación Sur-Sur -Especializada en Agricultura familiar. -Impulsa el desarrollo de cooperativas de AF. -Agente clave para diálogo de políticas.	-La capacidad operativa se ha visto afectada por cambios institucionales del gobierno argentino desde febrero de 2024.	-Impulso a políticas públicas en materia de AF. -Espacios para cooperación e integración sur sur. -Intercambio de experiencias con otros países de la región.		-Priorizar el intercambio de experiencias y cooperación sur-sur.
<b>Organización</b>	<b>Fortalezas</b>	<b>Debilidades</b>	<b>Oportunidades/ Amenazas</b>	<b>Desafíos</b>	<b>Comentarios</b>
<b>Proveedores de servicios</b>					
<b>Proveedores de servicios financieros</b>	-Capacidad de inversión y financiación en infraestructuras físicas, económicas, sociales y medioambientales. - Actuación en ámbitos estratégicos específicos de interés para la agricultura familiar. - Amplia cobertura territorial.	- La mitad de los puntos de atención bancaria del país se encuentran en CABA y la Provincia de Buenos Aires, lo que limita la presencia del sistema financiero formal en áreas clave de la agricultura familiar. - Se enfoca la asignación de recursos en productos y servicios tradicionales que ofrecen mayor previsibilidad financiera. - La escasa presencia física de sucursales bancarias en el territorio, especialmente en las localidades más desfavorecidas, dificulta la atención al público. - Las personas en situación de mayor vulnerabilidad económica enfrentan	- Se debe fomentar la formalización y regularización de los servicios financieros rurales, con el respaldo de bancos provinciales, el sector privado y la banca cooperativa. - Aunque no están dirigidas específicamente a las poblaciones rurales, las fintech representan una oportunidad para el sector, siempre y cuando se consideren las limitaciones existentes. - Mayor desarrollo de la financiación de la lucha contra el cambio climático. - La producción de los pequeños agricultores está sujeta a riesgos y estacionalidades, lo que	-Facilitar la asistencia técnica y el diálogo entre el sector financiero y las instituciones clave para integrar a los pequeños productores en el sistema financiero formal. -Establecer incentivos para que el sistema financiero formal participe en el acceso al crédito para pequeños campesinos. -Fortalecer las capacidades de las instituciones bancarias provinciales para conectar a los pequeños productores con el sistema financiero. -Identificar y promover medidas que reduzcan los costos de acceso al sistema financiero para integrar a los pequeños productores.	

		<p>limitaciones en el acceso a productos y servicios financieros.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La conectividad digital limitada entre los pequeños productores agrava la brecha digital y dificulta el acceso a servicios financieros en línea.</li> <li>- Las evaluaciones de crédito son costosas para los pequeños productores, lo que reduce su acceso al financiamiento.</li> </ul>	<p>afecta su estabilidad financiera.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Las amplias distancias entre productores e intermediarios financieros aumentan los costos y dificultan el acceso a servicios financieros.</li> <li>-La falta de conocimiento en las entidades financieras contribuye a la exclusión de los estratos menos capitalizados en el sector rural.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Fomentar alianzas entre pequeños productores y Fintech.</li> <li>-Explorar oportunidades e incentivos para integrar a los pequeños campesinos en la banca digital.</li> <li>- Ampliar la oferta de servicios de seguros y garantías para pequeños campesinos.</li> </ul>	
<b>Proveedores de servicios de tecnología</b>					
<p><b>Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria (INTA)</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Solidez institucional, técnica y presupuestal reconocida.</li> <li>-Cobertura nacional</li> <li>-Experiencia de largo aliento con programas del FIDA.</li> <li>-Experiencia técnica en programas de desarrollo rural con foco en mujeres, jóvenes y pueblos indígenas.</li> <li>-Existe un Centro de Investigación y Desarrollo Tecnológico para la Pequeña Agricultura Familiar (CIPAF) con experiencia en tecnologías apropiadas en diferentes provincias.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-La Capacidad operativa puede verse debilitada a partir de los cambios institucionales impulsados desde febrero de 2024.</li> <li>- Visión tecnológica fuertemente productivista orientada al sector primario y hacia rubros tradicionales y commodities.</li> <li>-Dificultades para el diálogo interinstitucional.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un actor crucial en el aumento del capital humano de las agriculturas familiares.</li> <li>- Existen oportunidades para diversificar y mejorar la producción, así como para agregar valor.</li> <li>- Las alianzas con empresas privadas pueden mejorar la calidad y alcance de los servicios.</li> <li>- Hay una oportunidad para fortalecer el INTA en relación con productos de la bioeconomía.</li> <li>- La principal amenaza es la reducción de personal en la institución.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Integrar la oferta tecnológica y las capacidades para satisfacer las necesidades de productividad, calidad y competitividad de las agriculturas familiares.</li> <li>- Adoptar una visión sistémica e interdisciplinaria del desarrollo de los territorios rurales, enfocada en las tecnologías.</li> <li>- Mejorar los servicios para productos de la bioeconomía.</li> <li>- Establecer alianzas con empresas privadas.</li> </ul>	<p>Es particularmente importante tomar en cuenta el papel que podrá tener este actor en nuevos programas y proyectos dada la reducción de su personal.</p>
<p><b>Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura (IICA)</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Provisión de servicios de asistencia técnica, con experiencia en programas del FIDA.</li> <li>-Experiencia en proyectos con agriculturas familiares, mujeres y población indígena.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Actúa como agente externo a la unidad ejecutora central.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Potencial apoyo al trabajo operativo de áreas técnicas, como DIPROSE e INTA, que han reducido su tamaño recientemente.</li> <li>-Institución clave para fortalecer la AT y capacitación en el contexto actual.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Facilita la creación de plataformas de formación y asesoramiento para agriculturas familiares.</li> <li>- Gestión de recursos con terceros, como organismos nacionales e internacionales, así como con los gobiernos central y provincial.</li> </ul>	

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Movilidad de recursos tecnológicos y productivos para fortalecer el capital humano.</li> <li>- Enlace con organizaciones públicas y privadas nacionales e internacionales.</li> </ul>				
<b>FUNDAPAZ</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Las líneas estratégicas de trabajo se centran en atender a la población y objetivos del FIDA, que incluyen la organización comunitaria, la mejora y diversificación de sistemas productivos, la transformación de la producción primaria y la comercialización, y el manejo sustentable de tierra y bosques.</li> <li>-El área geográfica de cobertura comprende la región chaqueña argentina, abarcando las provincias de Salta, Santiago del Estero y el norte de la Provincia de Santa Fe.</li> <li>-El proyecto DAKI, reconocido como un actor referente en el ámbito del semiárido vivo, forma parte de esta iniciativa.</li> <li>-Es un miembro activo de la Coalición Nacional por La Tierra.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>-Experiencia probada en proyectos y acciones dirigidos al público destinatario.</li> <li>-Amplia experiencia en gestión del conocimiento.</li> <li>-Establecimiento de una buena articulación con organismos nacionales e internacionales, así como con los gobiernos federal, estatal y local.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Coordinar espacios para generar alianzas con privados.</li> <li>-Coordinar espacios de intercambio de experiencias y lecciones entre provincias.</li> <li>-Generar espacios para diálogo sobre líneas de crédito relacionadas a cambio climático y manejo sustentable de tierra y bosques.</li> <li>-Introducir el diálogo relacionado a la bioeconomía.</li> </ul>	<a href="https://fundapaz.org.ar/fundapaz/">https://fundapaz.org.ar/fundapaz/</a>
<b>Organización</b>	<b>Fortalezas</b>	<b>Debilidades</b>	<b>Oportunidades/Amenazas</b>	<b>Desafíos</b>	<b>Comentarios</b>
<b>Organizaciones cliente</b>					
Organizaciones de productores:					
<b>Federación de cooperativas federadas (FECOFE)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Reúne a cooperativas agropecuarias y agroalimentarias en todo el país, con una concentración principalmente en la región Centro.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-La sede se encuentra en Santa Fe, lo que sugiere una posible focalización principalmente en la región Centro/pampa.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Utilizar su posición como entidad de segundo grado para acceder a información estratégica y gestionarla de manera efectiva,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Crear "plataformas" de acceso a los mercados para productos de los destinatarios de los programas, con agregado de valor local en cooperativas primarias locales.</li> </ul>	<a href="https://www.fecofe.coop/">https://www.fecofe.coop/</a>

	<p>-Ofrece servicios de fondos rotatorios para diversas necesidades, como capital de trabajo, inversión, fortalecimiento institucional, adquisición de insumos agropecuarios, comercialización, equipamiento e infraestructura, y otros implementos para emprendimientos de agregado de valor.</p> <p>-Además, proporciona asesoramiento técnico en la elaboración de proyectos de inversión, documentación legal, actualización normativa y armado de carpetas legales.</p> <p>-Gestión participativa en las decisiones gremiales y empresariales, involucrando a todos los miembros en todas las instancias de gestión y toma de decisiones.</p>	<p>-La organización se encuentra en una etapa de crecimiento y expansión territorial, aunque su presencia es relativamente baja en economías regionales más pobres.</p> <p>-Su estructura aún no está completamente consolidada en varias provincias y su gestión comercial está en una etapa incipiente.</p>	<p>proporcionando apoyo a las unidades de base.</p> <p>-Explorar la posibilidad de llegar directamente a los mercados nacionales e internacionales o a través de empresas agroindustriales y comerciales, promoviendo los productos de la AFC y agregando valor, lo que reduciría los costos de transacción y permitiría a los asociados capturar parte de la renta generada en la cadena.</p> <p>-Acceso a fondos rotatorios para AFs.</p>	<p>- Convenio de Asistencia técnica con Diprose.</p> <p>-Acceso a fondos rotarios y asistencia técnica para AFs.</p>	
<p><b>Federación Agraria Argentina (FAA)</b></p>	<p>-Institución histórica fundada en 1912, ampliamente reconocida en Argentina, con afiliadas en todo el país.</p> <p>-Organización gremial y de servicios que representa a pequeños y medianos productores, centrada en la agricultura familiar y las Pymes agropecuarias.</p> <p>-Miembro activo de la Coalición Nacional por la Tierra.</p> <p>-Fomenta y afilia organizaciones de servicios a nivel local y provincial, así como empresas asociativas de economía social.</p>	<p>- Pasó de ser uno de los más activos interlocutores en el diálogo político a nivel nacional, provincial y regional en la REAF, a enfrentarse activamente mediante movilizaciones y declaraciones contra el Gobierno. Este conflicto también lo llevó a alinearse con otras entidades agropecuarias representativas de productores grandes (ganaderos y agricultores), lo que afectó su nivel de reconocimiento entre las organizaciones locales de agricultura familiar (AFs).</p>	<p>-De acuerdo a cómo se posiciona ante el nuevo gobierno, se determinará su relevancia como actor de diálogo frente a AFs.</p> <p>-Puede tener potencial en el trabajo con apicultura.</p>	<p>- Recuperar el liderazgo en el diálogo político, representando a los pequeños agricultores familiares.</p> <p>- Fomentar la creación de empresas asociativas de servicios para ayudar a los agricultores familiares a integrarse en nuevas cadenas de valor y prepararse como proveedores confiables para nuevas modalidades de Compras Públicas.</p> <p>- Establecer alianzas estratégicas con el sector privado.</p>	<p><a href="http://www.faa.com.ar/Contenido/home.html">http://www.faa.com.ar/Contenido/home.html</a></p>

	-Lidera acciones reivindicativas y formula propuestas de políticas públicas sobre temas cruciales, como el acceso a la tierra, los derechos de la mujer rural y medidas para la juventud rural y el recambio generacional.	-Mayormente vinculada a producciones del modelo agroexportador tradicional de Argentina, esta nueva dinámica ha provocado que muchas de sus afiliadas locales, que cuentan con beneficiarios de programas financiados por el FIDA, se distancien de su relación histórica con la FAA.			
<b>Confederación Intercooperativa Agropecuaria (CONINAGRO)</b>	-Entidad cooperativa de tercer grado creada en 1956, que agrupa a 16 Federaciones en todo el país, las cuales representan a más de 350 Cooperativas Agropecuarias de diversas economías regionales. -Cuenta con Comisiones Asesoras Regionales en varias provincias, estableciendo un vínculo directo con los productores y las problemáticas específicas del territorio. -Tiene una agenda de temas que se alinea con las prioridades definidas por FIDA.		-Es un actor relevante para iniciar el diálogo sobre acceso a servicios financieros para AFs. -Hay un gran potencial para realizar actividades de agregado de valor a las producciones de la agricultura familiar, así como para promover el desarrollo local y el arraigo rural. -Además, es un socio importante para promover alianzas con el sector privado. -Fomentar la asistencia técnica y capacitación.	-Avanzar en el diálogo de políticas respecto al acceso de servicios financieros para AFs. -Generar espacios de diálogo para establecer características para alianzas entre privados y AFs beneficiosas para ambos. -Fomentar la agregación de valor en la producción de los AFs.	<a href="https://www.coninagro.org.ar/">https://www.coninagro.org.ar/</a>
<b>Unión de Trabajadores y Trabajadoras de la Tierra (UTT)</b>	-Se enfoca en la concentración y comercialización de productos agroecológicos, colaborando estrechamente con cooperativas y pequeños productores. -Su alcance territorial abarca zonas de transición rural-urbana, especialmente en la Provincia de Buenos Aires. -Establece canales directos de comercialización para establecer vínculos directos entre agricultores y clientes,	-Los almacenes tienen una presencia concentrada en la Ciudad Autónoma de Buenos Aires y en la provincia de Buenos Aires. Sin embargo, su presencia en el interior del país es más limitada, abarcando provincias como La Pampa, Chubut, San Juan y Misiones. - Presencia menor en las provincias del Norte Argentino	-Este socio potencial puede ofrecer un valioso apoyo a los agricultores en zonas de transición rural-urbano y ser un colaborador clave para PROSAF.	-Trabajar con AFs de zonas perirurbanas.	<a href="https://uniondetrabajadoresdelatierra.com.ar/">https://uniondetrabajadoresdelatierra.com.ar/</a>

	lo que beneficia a ambas partes al mejorar los precios. -Se encarga de desarrollar un mercado para productos de la agricultura familiar con valor agregado.				
<b>Cámara Argentina de comercio (CAC)</b>	-Fomentar, incentivar, defender y consolidar el comercio, los servicios, el turismo y la industria de Argentina, en concordancia con los principios de libertad económica, iniciativa privada, responsabilidad social y bienestar general.	-Enfoque dirigido exclusivamente hacia conglomerados alimenticios y empresas agroexportadoras. -Poco interés en productos provenientes de la agricultura familiar.	-Facilitar el acceso a asistencia técnica y apoyo a la exportación para productos específicos de la agricultura familiar. - Promover y facilitar alianzas entre agricultores familiares y empresas privadas.	-Explorar áreas de colaboración entre las empresas que representa y los agricultores familiares. - Coordinar programas de capacitación, asesoría y asistencia técnica dirigidos a los agricultores familiares.	<a href="https://cac.com.ar/">https://cac.com.ar/</a>
<b>Cámara Exportadora de la República Argentina (CERA)</b>	- Asociación civil sin fines de lucro, conformada por empresas privadas y organizaciones empresariales que representan la mayoría de las exportaciones argentinas. - Integrada por empresas privadas y asociaciones, representando a más de 3.000 exportadores del país. - Su principal enfoque es brindar apoyo a las empresas en materia de exportación, abarcando aduanas, comercio exterior, comercio digital y asesoramiento técnico.	-Enfoque dirigido exclusivamente hacia conglomerados alimenticios y empresas agroexportadoras. -Poco interés en productos provenientes de la agricultura familiar.	-Facilitar el acceso a asistencia técnica y apoyo a la exportación para productos específicos de la agricultura familiar. - Promover y facilitar alianzas entre agricultores familiares y empresas privadas.	-Explorar áreas de colaboración entre las empresas que representa y los agricultores familiares. - Coordinar programas de capacitación, asesoría y asistencia técnica dirigidos a los agricultores familiares.	<a href="https://www.cera.org.ar/">https://www.cera.org.ar/</a>
<b>Federación de Cooperativas Apícolas (FECOAPI)</b>	-Organización de segundo grado para la promoción de la apicultura.	-Presencia principal en Buenos Aires.	-Potencial para trabajar en asistencia técnica y capacitación para organizaciones apícolas.		<a href="https://ansol.com.ar/la-apicultura-piso-fuerte-en-expoagro-2024-de-la-mano-de-fecoapi/principales/">https://ansol.com.ar/la-apicultura-piso-fuerte-en-expoagro-2024-de-la-mano-de-fecoapi/principales/</a>
<b>Coalición Nacional de la Tierra (CNT)</b>	-Esta iniciativa trabaja desde el terreno para influir en políticas públicas que aseguren el acceso, uso y gestión de la tierra, el agua y otros recursos naturales para	-Se necesita mayor interlocución con el gobierno para la incidencia en políticas públicas.	-Potencial de trabajar con ellos iniciativas para diversificar la producción de forma sostenible y enfocarse en productos	- Propiciar el diálogo y crear espacios de intercambio sobre la bioeconomía y cómo promover la producción de sus productos e insumos.	Presentarán un documento especial para este proceso del FIDA el 15/mayo con la perspectiva directa de las organizaciones.

	<p>las organizaciones campesinas e indígenas, así como para mujeres y jóvenes.</p> <p>-Su alcance se extiende a regiones prioritarias del FIDA, como el Chaco argentino, la Puna y la Mesopotamia.</p>		<p>generados por la bioeconomía.</p> <p>-</p>		<p><a href="https://www.landcoalition.org/es/our-network/our-focus-countries/argentina/">https://www.landcoalition.org/es/our-network/our-focus-countries/argentina/</a></p>
<p><b>Comisión Nacional de Alimentos (CONAL)</b></p>	<p>-Se encarga de tareas de asesoramiento, apoyo y seguimiento del Sistema Nacional de Control de Alimentos.</p> <p>-Dispone de un Grupo de Trabajo de Agricultura Familiar con representantes nacionales y de las provincias.</p>	<p>-Se designaron representantes a inicios de 2024, así que es necesario identificar esperar para identificar la agenda de trabajo prioritaria, así como la relación con el gobierno.</p>	<p>-Colaborar en la capacitación sobre normativa en la elaboración de alimentos (registro para el comercio interno, seguridad, higiene, envasado, etiquetado, buenas prácticas y manipulación de alimentos) podría mejorar el potencial económico de las producciones apoyadas.</p>	<p>-Fortalecer los sistemas de asistencia técnica y capacitación para AFs con apoyo de CONAL dirigido a la calidad de alimentos.</p>	<p><a href="http://www.conal.gob.ar/">http://www.conal.gob.ar/</a></p>

## Expediente principal 4: Potencial de las asociaciones estratégicas

Objetivos de asociación	Asociado	Tipo de proyecto o justificación de la asociación	Cobertura del proyecto/programa	Situación	Resultados que se espera de la asociación
OE1: Promover cadenas de valor inclusivas y rentables, basadas en la demanda, enfocadas en las poblaciones rurales priorizadas.					
Cofinanciación -Intercambio de conocimientos -Capacitación y asistencia técnica	<b>Banco Mundial</b>	Desarrollo rural sostenible	El Proyecto de Fortalecimiento de Programas Alimentarios para Poblaciones Vulnerables en Argentina (450.00 millones de dólares) busca mejorar la efectividad y trazabilidad de los programas alimentarios del Ministerio de Desarrollo Social (MDS). Consta de tres componentes: 1. Mejora de los programas alimentarios del MDS, con el propósito de fortalecer su diseño, capacidad y calidad; 2. Apoyo a la implementación descentralizada del Programa Alimentar a la Comunidad (PCA), mediante transferencias de efectivo a tarjetas prepagadas de comedores comunitarios para la compra de alimentos; 3. Mejora del diseño y cobertura del Programa de Prestaciones Alimentarias (PBA).	Vigente-30/06/2028	-Complementar las actividades del FIDA en la región relacionadas a la mejora de productividad de los AFs, mejora de calidad de sus productos y comercialización.  -Explorar potencial para colaboración en materia de productos de la bioeconomía.  - Elaborar un programa de desarrollo conjunto.
Cofinanciación -Intercambio de conocimientos -Capacitación y asistencia técnica	<b>Banco Mundial</b>	Desarrollo rural sostenible	El objetivo del Proyecto Energía Limpia para Hogares y Comunidades Vulnerables en Argentina (448 millones de dólares) es mejorar el acceso y la eficiencia energética en hogares y comunidades vulnerables, con cuatro componentes principales: i) Aumentar el acceso a la energía en estas comunidades mediante la instalación de tecnologías renovables como minirredes, sistemas solares fotovoltaicos y térmicos; ii) Mejorar la eficiencia energética en hogares y centros comunitarios mediante la sustitución de equipos y la instalación de luminarias eficientes; iii) Apoyo a la gestión del proyecto y la formulación de políticas para asegurar la implementación efectiva y la incorporación de aspectos de género y participación ciudadana; iv) Mecanismo de financiación contingente para responder a crisis o emergencias.	Vigente-30/06/2029	-Explorar potencial para colaboración en materia de productos de la bioeconomía.

<p>Cofinanciación -Intercambio de conocimientos y asistencia técnica</p>	<p><b>Banco Interamericano de Desarrollo (BID)</b></p>	<p>Desarrollo rural sostenible</p>	<p>-El Programa de Servicios Agrícolas Provinciales (PROSAP) (325 millones de dólares) tiene como objetivo mejorar la productividad, comercialización y valor agregado en la producción agroindustrial argentina, con adaptación al cambio climático. Sus objetivos específicos son aumentar la cobertura y calidad de la infraestructura pública en las áreas intervenidas, y promover la adopción de tecnologías para mejorar la rentabilidad económica y sostenibilidad ambiental, así como herramientas de diferenciación de producto.</p>	<p>Vigente</p>	<p>-Complementar las actividades del FIDA en la región. -Fomentar el diálogo político para aumentar la influencia en las políticas públicas y las estrategias de gestión. -Posibilidades de colaboración directa para establecer sistemas de gestión provinciales, y posiblemente efectuar intercambios de experiencias en el ámbito de la supervisión. -Posibilidad de incorporación de obras (en la escala "obras menores") a las operaciones del FIDA</p>
<p>-Cofinanciación -Intercambio de conocimientos y asistencia técnica</p>	<p><b>Banco Interamericano de Desarrollo (BID)</b></p>	<p>Desarrollo rural sostenible</p>	<p>-El Programa de Transición hacia Agricultura Regenerativa para Reducción del Impacto Ambiental (1 millón de dólares) busca promover la transición hacia la agricultura regenerativa en pequeños productores agropecuarios en Argentina, abordando de manera integral las principales limitaciones que actualmente dificultan su adopción, como la sensibilización, capacitación, incentivos y financiamiento.</p>	<p>Vigente</p>	<p>-Complementar las actividades del FIDA en la región. - Fomentar el diálogo político para aumentar la influencia en las políticas públicas y las estrategias de gestión. -Explorar potencial para colaboración en materia de productos de la bioeconomía.</p>
<p>-Cofinanciación -Intercambio de conocimientos</p>	<p><b>Banco de Desarrollo de América Latina (CAF)</b></p>	<p>Infraestructura pública</p>	<p>Los proyectos actuales relacionados a áreas rurales están dirigidos a mejorar la infraestructura pública como construcción de caminos productivos rurales y mejora de agua segura para zonas rurales dispersas.</p>	<p>Vigente</p>	<p>-Explorar posibilidades de incorporar obras menores a las operaciones del FIDA. -Cofinanciamiento para nuevas operaciones. -Complementariedad en el sector NOA.</p>

Cofinanciación -Intercambio de conocimientos	<b>Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación (FAO)</b>	Cambio climático	El proyecto Acceso a Pagos por Resultados de REDD+ del Fondo Verde para el Clima impulsa la implementación del Plan de Acción Nacional de Bosques y Cambio Climático, así como la estrategia nacional REDD+ del país. Su objetivo es alcanzar las metas del Acuerdo de París y promover el desarrollo sostenible, especialmente para las comunidades locales, las mujeres rurales y los pueblos originarios que dependen de los bosques. Este proyecto tiene como meta gestionar de manera sostenible 4.5 millones de hectáreas de bosques nativos, equivalente al 8.5% del área total de bosques del país.	Vigente-5/11/2027	-Explorar potencial para colaboración en materia de productos de la bioeconomía. -Potencial colaboración en acciones en zonas de transición rural-urbano.
-Intercambio de conocimientos -Capacitación y asistencia técnica	<b>ONU Mujeres</b>	Desarrollo rural sostenible	Trabaja actualmente en iniciativas en la región de Gran Chaco con el objetivo de empoderar a mujeres rurales.	Vigente	-Complementar las actividades del FIDA en la región. -Fomentar el diálogo político para aumentar la influencia en las políticas públicas y las estrategias de gestión relacionadas al empoderamiento de las mujeres rurales.
Cofinanciación -Intercambio de conocimientos	<b>Green Climate Fund</b>	Cambio climático y desarrollo sostenible	-Programa de fomento de instrumentos de mitigación de riesgos y financiación de inversiones en energías renovables y eficiencia energética que busca promover las inversiones en biogás, biomasa y el aumento de la eficiencia energética.	Vigente-22/01/2027	-Explorar potencial para colaboración en materia de productos de la bioeconomía -Cofinanciamiento y complementación de las actividades del FIDA en la región
Cofinanciación -Intercambio de conocimientos	<b>GEF</b>	Cambio climático y desarrollo sostenible	-Actualmente tiene proyectos de restauración de áreas protegidas, gestión integral para la reducción de productos e insumos químicos, conservación y restauración de la biodiversidad en zonas clave, recuperación de ecosistemas afectados por las sequías en el NOA y NEA, ganadería sostenible en el Chaco, entre otros. -Programas actuales en línea con objetivos del FIDA	Vigente	-Explorar potencial para colaboración en materia de productos de la bioeconomía - Cofinanciamiento y complementación de las actividades del FIDA en la región.

Objetivos de asociación	Asociado	Tipo de proyecto o justificación de la asociación	Cobertura del proyecto/programa	Situación	Resultados que se espera de la asociación
<b>OE2:</b> Establecer alianzas entre organizaciones productivas rurales y actores privados para viabilizar el acceso a mercados, servicios financieros y el desarrollo de negocios rentables bajo un enfoque ganar-ganar.					
Cofinanciación -Intercambio de conocimientos -Capacitación y asistencia técnica	<b>Banco Mundial</b>	Servicios financieros	El Proyecto de Acceso a Financiación Sostenible para Micro, Pequeñas y Medianas Empresas (MIPYME) en Argentina tiene como objetivo facilitar el acceso a financiación sostenible para las MIPYME y responder eficazmente a crisis o emergencias. Consta de cuatro componentes: 1. Fortalecimiento de la capacidad del sector financiero para facilitar la transición hacia un sistema sostenible alineado con los objetivos del Acuerdo de París; 2. Promoción del acceso de las MIPYME a financiación sostenible mediante líneas de crédito, garantías parciales de crédito e instrumentos financieros innovadores; 3. Gestión del proyecto, para coordinar, ejecutar, monitorear y evaluar las actividades del proyecto; 4. Componente de respuesta de emergencia contingente (CERC), un mecanismo de financiación para acceder rápidamente a recursos en caso de crisis o emergencia con impacto económico o social adverso.	Vigente- 31/12/2028	-Acceso a crédito para pequeñas empresas de AFs. - Fomentar el diálogo político para aumentar la influencia en las políticas públicas y las estrategias de gestión relacionadas al acceso a servicios financieros de AFs. -Espacios de concertación para alianzas con privados. - Explorar potencial para colaboración en materia de productos de la bioeconomía.
Cofinanciación -Intercambio de conocimientos	<b>Fondo Financiero para el Desarrollo de la Cuenca del Plata (FONPLATA)</b>	Desarrollo rural sostenible	-Cofinanciamiento de PROSAF -Proyectos de infraestructura y financiamiento productivo en el NOA y NEA. Programa de Acceso al Financiamiento Productivo en el norte argentino busca promover el desarrollo productivo en el norte de Argentina al facilitar el acceso a financiamiento en condiciones competitivas de tasas y plazos, centrándose especialmente en las pequeñas y medianas empresas (Pymes).	Vigente	-Continuar la colaboración con PROSAF -Explorar potencial para colaboración en materia de productos de la bioeconomía. -Potencial colaboración en acciones en zonas de transición rural-urbano. -Integración de inversiones e intercambio de experiencias en el NOA y NEA. -Explorar colaboraciones en zonas de transición rural-urbana.
Cofinanciación -Intercambio de conocimientos	<b>Fondo Financiero para el Desarrollo de la Cuenca del Plata (FONPLATA)</b>	Infraestructura	-El Programa de desarrollo de la cuenca del río Bermejo busca contribuir al desarrollo sostenible de la Cuenca del Río Bermejo y al mejoramiento de la calidad de vida de sus residentes.	Vigente	

Cofinanciación -Intercambio de conocimientos	<b>Green Climate Fund</b>	Cambio climático y desarrollo sostenible	-Argentina ha logrado reducir sus emisiones en 18,73 millones de toneladas equivalentes de dióxido de carbono (MtCO <sub>2</sub> eq) mediante la disminución de la deforestación por lo que se le harán Pagos Basados en Resultados que se reinvertirán para fortalecer la implementación del ambicioso Plan de Acción Nacional sobre Bosques y Cambio Climático de Argentina y respaldarán la ejecución de la Ley de Bosques del país. Esta ley establece un marco para la planificación territorial a nivel provincial y ofrece incentivos para la conservación y restauración de los bosques, en estrecha colaboración con las partes interesadas.	Vigente	-Explorar potencial para colaboración en materia de productos de la bioeconomía -Cofinanciamiento y complementación de las actividades del FIDA en la región
<b>Objetivos de asociación</b>	<b>Asociado</b>	<b>Tipo de proyecto o justificación de la asociación</b>	<b>Cobertura del proyecto/programa</b>	<b>Situación</b>	<b>Resultados que se espera de la asociación</b>
OE3: Contribuir al fortalecimiento de capacidades institucionales para promover el desarrollo rural inclusivo y apoyar a los pequeños productores en el fortalecimiento de economías competitivas y sostenibles.					
-Cofinanciación -Intercambio de conocimientos -Capacitación y asistencia técnica	<b>Banco Mundial</b>	Desarrollo rural sostenible	El Proyecto Sistemas Agroalimentarios Climáticamente Inteligentes e Inclusivos para Argentina (500 millones de dólares) tiene como objetivos apoyar la recuperación económica y fomentar prácticas climáticamente inteligentes en el sistema agroalimentario del país, así como responder a crisis o emergencias. Está compuesto por cinco componentes principales: i) Mejorar la infraestructura pública para el desarrollo agroindustrial, promoviendo la reducción de vulnerabilidades climáticas y la creación de empleo; ii) Apoyar inversiones privadas en iniciativas agroindustriales y medios de vida rurales; iii) Fortalecer la capacidad institucional del INTA para promover un sistema agroalimentario sostenible e inclusivo; iv) Mejorar la gestión de proyectos a través de la DIPROSE; v) Mecanismo de financiación contingente para emergencias.	Vigente- 15/06/2027	-Fortalecimiento de sistemas de asistencia técnica y capacitación para un sistema agroalimentario sostenible e inclusivo. - Fomentar el diálogo político para aumentar la influencia en las políticas públicas y las estrategias de gestión.
-Acceso a seguros	<b>La segunda seguros</b>	Seguros para el agro	-Se especializa en seguros para la producción agrícola en situaciones de riesgo. Ha desarrollado una gama de coberturas que garantizan la protección de tus cultivos durante todo su ciclo productivo.	Vigente	-Complementar las actividades del FIDA en la región. - Elaborar un programa de desarrollo conjunto.  -Confirmar si atienden a cooperativas y pequeños productores.

<p>-Cofinanciación -Intercambio de conocimientos -Capacitación y asistencia técnica</p>	<p><b>Sistema de banca de desarrollo</b></p>	<p>Desarrollo rural sostenible</p>	<p>-Instancia institucional encargada de coordinar los créditos productivos para potenciar la capacidad de préstamo y optimizar el financiamiento de la inversión privada y el desarrollo.</p>	<p>Vigente</p>	<p>-Complementar las actividades del FIDA en la región.  - Elaborar un programa de desarrollo conjunto.  -Confirmar si atienden a cooperativas y pequeños productores.</p>
---	--	------------------------------------	--	----------------	--

## Transition projections

### 1. Country socioeconomic setting analysis<sup>21</sup>

#### 1.1 Macroeconomic situation

Argentina's economy has been stagnant for over a decade, burdened by high levels of debt and rising inflation. In 2023, Argentina's GDP was at a similar level to that of 2011, and GDP per capita had fallen by 12% (also compared to 2011). This weak performance is related to the persistence and buildup of fiscal and external imbalances, which gave rise to frequent currency devaluations and increasing inflation.

Regarding public finances, between 2012 and 2023<sup>22</sup>, primary fiscal deficits averaged 2,7% of GDP, while overall deficits averaged 4,7%, due to (among other components) the increase of energy subsidies, which amounted to 8% of total primary spending and accounted for more than half of the federal government's primary deficit in 2023.

In 2018, Argentina signed a \$44 billion financing agreement with the IMF to achieve a balanced budget. The current government, which took office in December 2023, implemented policies to reduce inflation and the fiscal deficit. In June 2024, the IMF approved an \$800 million withdrawal, bringing total disbursements to \$41.4 billion to support macroeconomic stability.

Regarding external imbalances, between 2012 and 2023<sup>23</sup>, the balance of payments' current account deficit averaged 2,1% of GDP, due to the combination of sluggish exports and growing energy imports (due to limited local production capacity). The ubiquitous demand for foreign currency for savings, driven by high levels of inflation and recurrent currency devaluations also contributed to the balance of payments distress.

These fiscal and external disequilibria led to the reduction of international reserves and prevented Argentina from tapping international capital markets since 2018. By December 2023, gross international reserves had fallen to \$23,1 billion, equivalent to only 3,6% of GDP, while central government public debt had risen to 158% of GDP. If we exclude short-term liabilities, in line with the IMF's methodology, net international reserves totaled a negative \$7,5 billion by December 2023.

---

<sup>21</sup> This document divides the country into three regions: North, Central, and South. The northern region includes the provinces of Catamarca, Corrientes, Chaco, Formosa, Jujuy, La Rioja, Misiones, Salta, Santiago del Estero, and Tucumán; the central region includes the provinces of Buenos Aires, Córdoba, Entre Ríos, La Pampa, Mendoza, San Juan, San Luis, Santa Fe, and the City of Buenos Aires; the southern region includes the provinces of Chubut, Neuquén, Río Negro, Santa Cruz, and Tierra del Fuego.

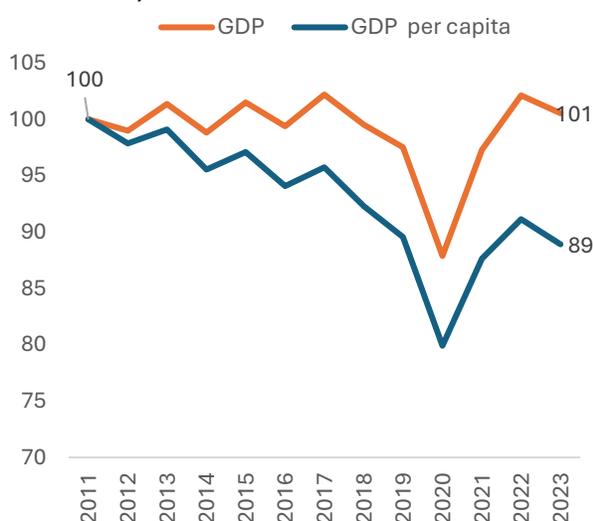
<sup>22</sup> 2020 was excluded due to the impact of the COVID-19 pandemic.

<sup>23</sup> 2020 was excluded due to the impact of the COVID-19 pandemic.

These macroeconomic imbalances brought about rising inflation (which had surpassed 200% year-on-year by December 2023) and a decline in households' real incomes. Between 2011 and the end of 2023, real wages of the registered workers fell by 33%, the minimum wage by 50%, and minimum pensions by 18% (including supplementary income measures).

Notably, rising inflation presents a significant challenge for small farmers in Argentina, eroding the value of income from product sales, wages, and savings, thereby deepening poverty in rural areas. Poor family farmers often lack access to affordable financial products that could protect them from inflation. Consequently, high inflation exacerbates inequality, disproportionately affecting poorer households and pushing some that recently escaped poverty back into it. Rising costs for seeds, fertilizers, and equipment reduce profit margins and discourage investment in farms, leading some rural families to migrate to urban areas in search of better opportunities, which disrupts the rural social fabric.

**Figure 1. GDP y GDP per capita (Index 2011=100)**



**Figure 2. Inflation (annual percentage change)**



**Source:** own calculations based on INDEC.

Argentina's economic performance over the past decade was not homogeneous across different regions. The southern provinces (mineral extraction, oil, and gas), with a GDP per capita above the threshold used to define high-income countries, grew above Argentina's average between 2011 and 2023 (18,4% overall, equivalent to 1,4% annually), driven mostly by investments in the *Vaca Muerta* unconventional hydrocarbons formation.<sup>24</sup>

The central region (manufacturing, high-yielding agriculture, value-added services), which accounts for three-quarters of domestic production, remained practically stagnant throughout (-2,6% overall

<sup>24</sup> Indeed, Neuquén, the epicenter of unconventional hydrocarbons production, grew by 74% between 2011 and 2023 (4,7% annually).

growth between 2011-2023, -0,2% annually), due to the weakening of the manufacturing sector, macroeconomic uncertainty, and a fairly mature agricultural sector.

The northern provinces (mineral extraction, low productivity agriculture, including family and subsistence farming), with a much lower GDP per capita compared to the southern and central regions (Table 1), grew by 8,5% between 2011 and 2023 (0,7% annually), driven mostly by mining (northwestern provinces) and the expansion of the agricultural frontier (northeastern provinces).

The northern provinces managed to narrow their income gaps vis a vis the national average. Still, by 2023 the GDP per capita in the northern region (\$8.300) was 30% lower than that of the national average (\$11.800), which stood slightly above the Graduation Discussion Income threshold of \$6.800 but well below the high-income threshold of \$13.800.

**Table 1. GDP per capita and GDP (2011-2023)**

	GDP per capita			GDP	
	Level (2023; US dollars)	Total growth (%)	Annual growth (%)	Total growth (%)	Annual growth (%)
North	8,338	-7.3	-0.6	8.5	0.7
Center	14,980	-13.6	-1.2	-2.6	-0.2
South	24,407	-3.3	-0.3	18.4	1.4
Total	11,832	-11.1	-1.0	0.5	0.0

**Source:** own calculations based on ECLAC (PBG) and INDEC.

## 1.2. Population and Rural Areas

By land area, Argentina ranks as the eighth largest country in the world (2.8 million square kilometers). With an estimated population of 45.8 million people, its population density is relatively low on average, but heterogenous when assessed at a subnational or local level. Indeed, in Argentina, as in other Latin American countries, a few densely populated urban centers coexist alongside vast areas with sparse or barely any population. The country's four main urban agglomerations (the Buenos Aires Metropolitan Area -AMBA-, Greater Córdoba, Greater Rosario, and Greater Mendoza) are home to 19 million inhabitants (43% of the national population). Nearly one-third of the country's population (14 million inhabitants) reside in the City of Buenos Aires and its surrounding areas (AMBA) alone.

Argentina’s Gender Gap Index 2023 was 0,762 (36<sup>th</sup> position). There is a gap in the labor market against women<sup>25</sup>; 67.9% of men are occupied compared to 49.4% of women and although women reach higher levels of education, they are less likely to be in decision-making positions. 60% of youth receive formal education but only 25% of them exclusively study

**Table 2. Socioeconomic indicators**

	Population 2022	Area km2	Population density	Population 2022 %	Rural population % (2010, latest available figure)	Indigenous population	Poverty (%) 2sem2023
North	10.087.709	849.563	12	22,0%	19,2%	4,6%	46,6%
Center	33.227.415	1.143.546	29	72,4%	6,0%	2,0%	41,0%
South	2.577.161	787.291	3	5,6%	8,9%	6,5%	36,5%
Total	45.892.285	2.780.400	17	100,0%	9,0%	2,9%	41,7%

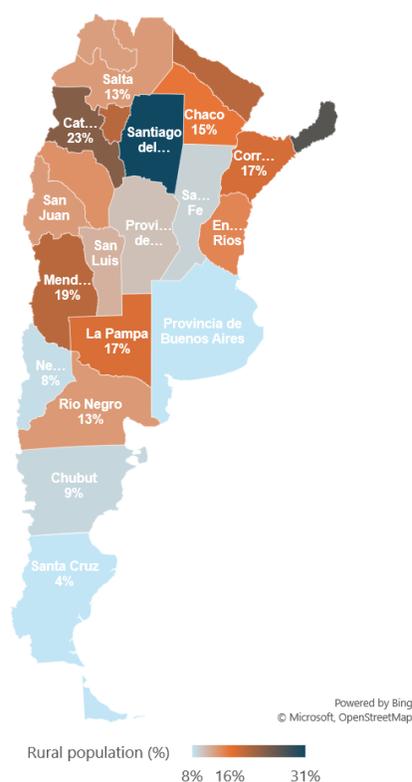
Source: own calculations based on INDEC (Census 2010 and 2022, Households survey (EPH) 2<sup>nd</sup> semester).

Note: <sup>a</sup> Latest available figure.

### 1.3. Rural Population

The rural population, low on average (9%), is mainly concentrated in the northern region, where nearly 20% of the population resides in rural areas. The highest rural population percentages are found in the provinces of Santiago del Estero (31%), Misiones (26%), and Catamarca (23%). Some provinces in the Cuyo region and the central area of Patagonia also have a higher proportion of rural population compared to the national

**Map 1. Rural Population**



<sup>25</sup> INDEC(2024).

average. The Argentine Rural Wellbeing Index (IBRA)<sup>26</sup>, which condenses living conditions in rural populations, shows that the northern provinces and the central area of the Patagonia region are home to the worst rural wellbeing situations in the country. Lower wellbeing is associated with significant infrastructure deficits, including (lack of) access to water, sanitation, quality housing, and communication and connectivity (Mikkelsen et al., 2020).

The indigenous population, which represents almost 3% of the total population, is mainly located in the northern region (in Jujuy and Salta, they represent 10<sup>1</sup> respectively) and in the Patagonia (in provinces such as Chubut and Neuquén, they represent almost 8%, and in Río Negro, 6.4%). Current data from the 2022 census confirms the vulnerability of indigenous population. According to this source, individuals who identify as indigenous exhibit a higher proportion of individuals who have never attended an educational institution (6% compared to 5% of the total population), lower health coverage (with 47% lacking social security, prepaid health plans, or state plans, compared to 36% for the total population), and less access to retirement and pensions (86% versus 89%). So too as regards basic needs: according to the 2010 census (last available data), 24% of indigenous households do not meet their basic needs compared to 9.1% for the total population. This pronounced vulnerability stems from limited access to the labor market, especially formal jobs, healthcare, education, and land (Prates, 2019), as well as other forms of discrimination, particularly for those living in indigenous communities. Such discrimination limits access to meeting minimum international standards in development, including those reflected in the Sustainable Development Goals (CCA, 2020).

#### 1.4. Poverty and territorial gaps

After 10 years of virtual stagnation, the social situation has deteriorated consistently, particularly since the 2018 crisis. In the second semester of 2023 (last available data), poverty affected 41,7% of the population, while extreme poverty reached 11,9%<sup>27</sup>.

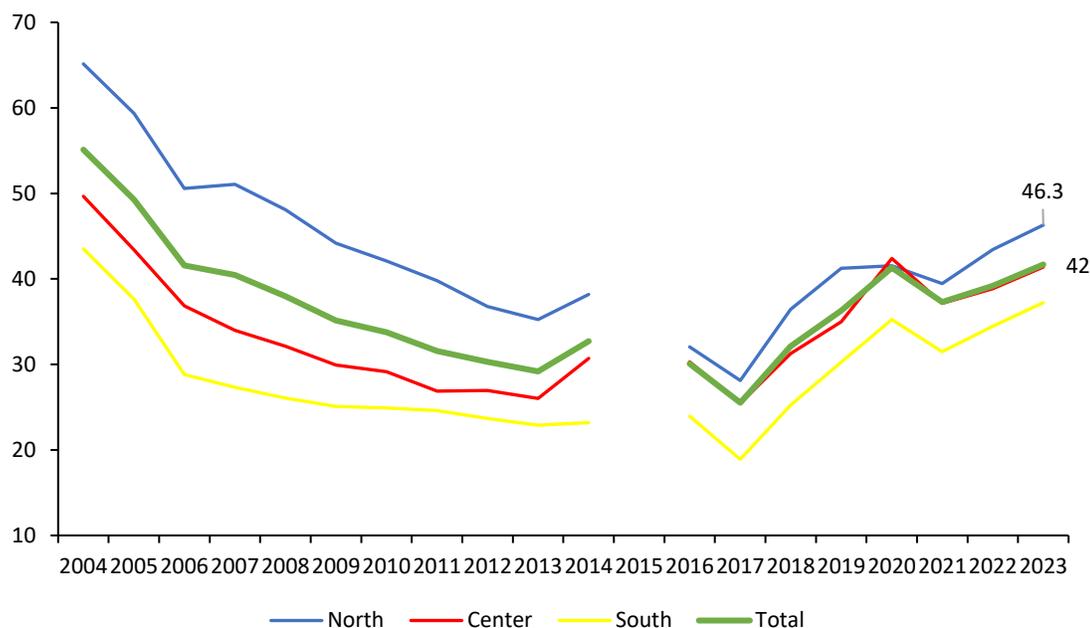
This worsening social situation varies according to territory. Poverty rates are significantly higher in the northern provinces (46,3%, second semester of 2023). Additionally, poverty levels in this region are likely to be underestimated, as rural poverty is not included in official estimates, which

<sup>26</sup> The Argentine Rural Well-Being Index (IBRA) provides a comprehensive overview of indicators across five dimensions: education-employment, sanitation, housing, communication-connectivity, and environment. The analysis encompasses the 13.734 census tracts in Argentina that had a rural population in 2010. Data for the first four dimensions is derived from the 2010 Census, while environmental data is sourced from specialized literature, the National Ombudsman's Office (2010), and INDEC (2010). Each dimension's indicators are normalized based on their maximum and minimum values, resulting in an index that ranges from 0 to 10 points, with 0 indicating the worst conditions and 10 the best. (See <https://www.fch.unicen.edu.ar/atlashyg/atlasvcv1ebook.pdf>, page 637).

<sup>27</sup> This level of poverty may seem surprisingly high given Argentina's GDP per capita and relatively low inequality (the Gini index has remained stable at an average level of 0,43 over the past ten years). This is due to the relatively high threshold of the country's official poverty line compared to other poverty lines used for international comparison, such as those from the World Bank or ECLAC for Latin America (see Annex). According to World Bank estimates, poverty in Argentina is significantly lower: 0.6% for extreme poverty (\$2,15 a day, 2017 PPP), 2,5% for poverty (\$3,65 a day), and 11% using the upper-middle-income line (\$6,85 a day). ECLAC's estimates for 2022 place poverty at 30% of the population. However, it is important to note that the northern region, even when using these lower poverty lines, remains the most vulnerable. For instance, using the \$6,85 a day line, poverty is 10.9% in the central region and 14.2% in the northern region.

only cover urban areas<sup>28</sup>. Reducing poverty in the northern region is particularly challenging, not only due to the harsh initial conditions but also because of the widespread dispersion of the population. Poverty is also high in the central region (41,4%, also second semester of 2023), but of a different nature, given the high concentration of the population.<sup>29</sup>

**Figure 3. Poverty overall and by region (%)**



**Source:** own calculations based on INDEC, Households survey (EPH) 2<sup>nd</sup> semester.

In the long term, the evolution of the labor market is the most significant factor influencing poverty dynamics, along with the expansion of social protection during certain periods. Since 2004, poverty has decreased by an average of 11,3 percentage points, with a significant decline in the northern region of the country. This reduction is linked to economic growth, which had a substantial impact on job creation (Table 3). This virtuous cycle was primarily observed until 2011, characterized by high GDP per capita growth, substantial private sector job creation, and a significant reduction in poverty.

However, since 2011, there has been a marked stagnation in economic activity, with a slowdown in private sector employment growth and a significant increase in public sector employment. Consequently, poverty reversed its trend, increasing by 9,5 percentage points. It is important to note that the northern region experienced a smaller reduction in poverty compared to the central region, where the highest concentration of people in poverty is found.

<sup>28</sup> The calculation of poverty is based on the Permanent Household Survey, which does not cover rural areas. Other sources of information (e.g. the Census) indicate that the Headcount Ratio of Poverty based on Unsatisfied Basic Needs (UBN) was 8,3% in urban areas, rising to 18,2% in rural areas in 2010. In the northern region, these figures reach 14% in urban areas and 27,4% in rural areas.

<sup>29</sup> 80% of the country's poor population is concentrated in this region.

**Table 3. Changes in main indicators at the national and regional level**

<b>2023-2004</b>	<b>GDP (%)</b>	<b>GDP pc (%)</b>	<b>Population (%)</b>	<b>Employment (%)</b>	<b>Private emp. (%)</b>	<b>Public emp. (%)</b>	<b>Poverty rate (pp)</b>
North	59,4	42,4	12,0	55,3	70,4	35,6	-23,7
Center	42,4	12,8	26,2	37,6	46,8	22,5	-12,7
South	44,2	2,0	41,4	67,2	73,4	61,7	-12,9
Total	47,3	19,3	23,5	42,0	50,9	29,8	-16,1

<b>2011-2004</b>	<b>GDP (%)</b>	<b>GDP pc (%)</b>	<b>Population (%)</b>	<b>Employment (%)</b>	<b>Private emp. (%)</b>	<b>Public emp. (%)</b>	<b>Poverty rate (pp)</b>
North	48,0	36,9	8,1	19,3	30,7	4,5	-24,9
Center	46,0	35,5	7,7	14,3	23,7	-6,2	-19,5
South	21,8	5,5	15,4	27,6	38,4	7,4	-18,0
Total	46,5	35,4	8,2	16,1	25,6	-2,9	-21,8

<b>2023-2011</b>	<b>GDP (%)</b>	<b>GDP pc (%)</b>	<b>Population (%)</b>	<b>Employment (%)</b>	<b>Private emp. (%)</b>	<b>Public emp. (%)</b>	<b>Poverty rate (pp)</b>
North	8,5	-7,3	17,0	30,1	30,3	29,7	2,7
Center	-2,6	-13,6	12,7	20,4	18,7	30,6	12,4
South	18,4	-3,3	22,5	31,0	25,3	50,6	10,0
Total	0,5	-8,9	14,1	22,4	20,2	33,7	7,9

**Source:** own calculations based on ECLAC (PBG), IMF projections and INDEC.

### 1.5. Baseline scenario for 2024-2030

Looking forward, after the implementation of a substantial macroeconomic (fiscal and monetary) adjustment by the new administration, GDP is expected to decline during 2024<sup>30</sup>, and to resume growth as of 2025. The IMF predicts growth will reach 5% in 2025 and remain between 4,5% and 2,3% during the following four years. This is an optimistic scenario that assumes Argentina regains access to international private credit by the end of 2025. Under this scenario, Argentina could reach a GDP per capita of \$14.400 by 2030, still below the high-income threshold if the threshold as of 2022 valued at current prices (\$13.800) is adjusted for the Special Drawing Rights (SDR) deflator based on IMF's projections for the coming years. At the subnational level, assuming all regions grow at the same rate, these projections suggest that the northern regions would also remain below the high-income threshold (Table 4).

Under this scenario, employment growth and a significant reduction in poverty are to be expected (table 4). Projections<sup>31</sup> show a reduction in poverty of about 10 percentage points by 2030, bringing the poverty level back to 2014 levels, though still above the lows of 2017. At the subnational level, assuming all regions grow at the same rate, these projections suggest that the

<sup>30</sup> By -3,8% according to market analysts surveyed by the Central Bank, by -3,6% according to ECLAC, and by -3,5% according to the International Monetary Fund.

<sup>31</sup> Based on estimation of employment-output and poverty – growth elasticities as describe in annex A1.

northern region would continue to have higher levels of poverty. Employment is projected based on the selected economic growth scenario, official population projections, and long-term employment elasticity estimates. An overall increase in the employment rate is expected, with more dynamic growth in the central region. The employment rate in the northern region is projected to increase at the same rate as the national average.

**Table 4. Baseline scenario for GDP per capita, poverty and employment (overall and by region)**

**GDP per capita (USD nominal)**

Region <sup>a</sup>	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030 <sup>b</sup>
North	8 338	7 561	6 929	7 278	7 664	8 008	8 309	8 432
Center	14 980	13 607	12 489	13 137	13 852	14 493	15 055	15 295
South	24 407	22 023	20 080	20 987	21 991	22 867	23 611	23 844
Total	11 832	10 739	9 850	10 354	10 910	11 407	11 843	12 024

**Employment rate <sup>c</sup> (%)**

Region <sup>a</sup>	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
North	43.5	42.3	43.0	43.5	43.9	44.2	44.3	44.4
Center	45.3	44.1	44.8	45.5	46.0	46.3	46.5	46.7
South	44.1	42.8	43.2	43.5	43.7	43.7	43.7	43.6
Total	45.2	43.8	44.5	45.0	45.5	45.8	45.9	46.1

**Poverty headcount ratio<sup>d</sup> (% , annual)**

Region <sup>a</sup>	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
North	44.0	48.1	44.4	41.2	38.5	36.5	35.1	33.8
Center	40.7	44.6	40.8	37.4	34.6	32.4	31.0	29.6
South	35.0	39.4	36.3	33.5	31.2	29.7	28.8	27.9
Total	40.9	44.8	41.1	37.8	35.0	33.0	31.6	30.2

**Memorandum Items**

Indicator	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
GDP at constant prices (YoY%)	-1,6	-3,5	5,0	4,5	3,9	3,1	2,3	2,3
GDP deflator (YoY%) <sup>e</sup>	137,2	251,6	59,1	30,8	17,4	10,3	8,9	8,9
Exchange rate (ARS/USD) <sup>e</sup>	294	1.089	1.966	2.536	2.914	3.145	3.348	3.646
Population (Millions) <sup>f</sup>	46,3	46,7	47,1	47,5	47,9	48,3	48,7	49,0
High-income threshold (USD) <sup>g</sup>	13.8	14.1	14.4	14.7	15.0	15.3	15.6	15.9
	45	70	60	46	31	22	20	23

**Source:** own calculations based on ECLAC (PBG), IMF projections and INDEC.

**Notes:** <sup>a</sup> The northern region includes the provinces of Catamarca, Corrientes, Chaco, Formosa, Jujuy, La Rioja, Misiones, Salta, Santiago del Estero, and Tucumán; the central region includes the provinces of Buenos Aires, Córdoba, Entre Ríos, La Pampa, Mendoza, San Juan, San Luis, Santa Fe, and the City of Buenos Aires; the southern region includes the provinces of Chubut, Neuquén, Río Negro, Santa Cruz, and Tierra del Fuego. <sup>b</sup> The IMF scenario for 2029 is replicated. <sup>c</sup> Employment rate projections consider an employment-growth elasticity estimate (see methodology in Annex), and population projections based on INDEC data. <sup>d</sup> Poverty estimation considers a growth-poverty elasticity estimate (see methodology in Annex). <sup>e</sup> Based on IMF. <sup>f</sup> Based on INDEC. <sup>g</sup> The high-income threshold was adjusted following the World Bank's methodology. According to this methodology, adjustments are made using the Special Drawing Rights (SDR) deflator, which is derived from a weighted average of the GDP deflators of China, Japan, the United Kingdom, the United States, and the Euro Area. The projected deflators from the IMF's WEO were used.

## **2. Assessment Framework**

This assessment framework estimates the country's expected development trajectory on the basis of standardized criteria and indicators, which are discussed and agreed between IFAD and the Government, as well as their benchmarks and targets. The three criteria and related indicators used for this assessment are:

- (i) The country's ability to access external capital for development at reasonable terms. This criterion assesses the willingness of capital markets to lend to the country at reasonable costs.

- (ii) Progress in establishing and sustaining key institutions and policies for sustainable and equitable socioeconomic rural development. To assess institutions and policies, the IFAD Rural Sector Performance Assessment index (RSPA) is used, which measures the quality of pro-poor rural development and rural transformation policies and institutions. Specifically, three RSPA's clusters are used: policies and frameworks for rural development and rural poverty alleviation (cluster 1.1), national climate change policies (cluster 3.2) and access to and use of rural financial services (cluster 4.1).
- (iii) Progress towards economic and social development, as reflected in a set of key development indicators highly relevant to IFAD, namely: the incidence of poverty, hunger, gender inequality, and inequality within the country

### **2.1. Criterion 1: The country's ability to access external capital on reasonable terms.**

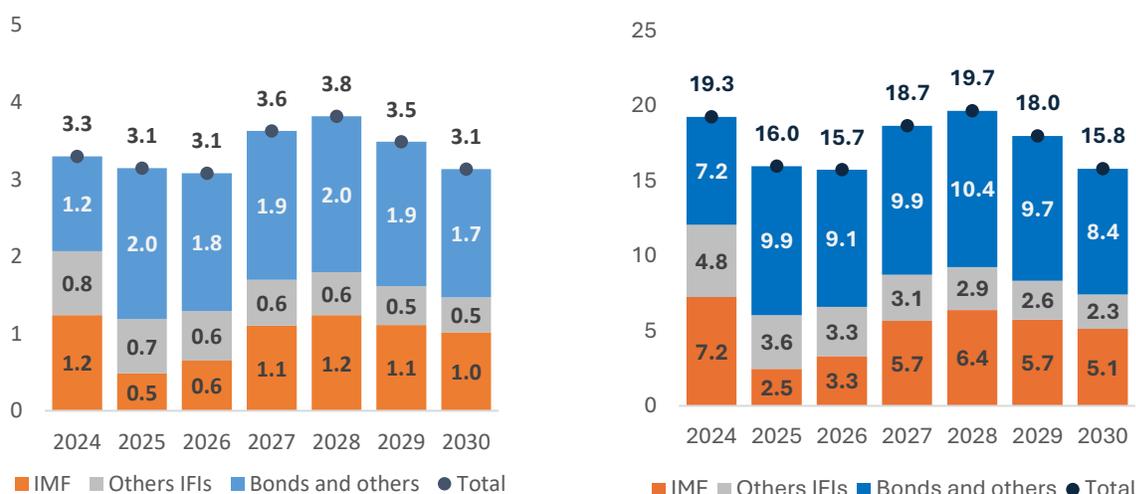
Argentina's ability to attract financing for development depends on a combination of internal and external factors. Among the internal factors are the country's capacity to restore basic macroeconomic balances and provide a conducive regulatory environment to attract new investments. Among the external factors are the evolution of international financing costs, the dynamics of international prices for key export products, and the growth of the global economy.

Regaining access to international capital markets is critical given Argentina's external public debt profile in the medium term (Table 4). Foreign currency-denominated public debt services will progressively increase over the next four years —reaching its peak in 2028—, stemming from the maturity of debt bonds issued in the 2020 debt restructuring, the repayment of the IMF program, and maturities with other international financial institutions (IFIs). The resultant debt services are projected to reach 4% of GDP and approximately 20% of exports of goods and services in 2028 (based on the IMF's baseline macroeconomic scenario).

#### **Figure 4. Foreign currency public debt maturity profile (*principal and interest*)**

Panel A. As % of GDP

Panel B. As % of exports of goods and services



Source: own calculations based on IMF projections and Ministry of Economy of Argentina.

Against this backdrop, as of December 2023 the new authorities have implemented a set of short-term measures seeking to reverse preceding fiscal and external deficits. In the first three months of 2024, after a significant devaluation of the peso and substantial cuts in primary spending<sup>32</sup>, the primary fiscal surplus rose to 0,7% of GDP (compared to a deficit of 0,4% in the same period of the previous year), and the overall fiscal surplus to 0,2% of GDP (compared to a deficit of 0,7% in the same period of the previous year).

These measures contributed to increase the country’s trade surplus, enabled the Central Bank to replenish its international reserves and led to a gradual reduction in inflation. After an initial inflationary peak, when monthly inflation reached 25,5% (211% annually) in December 2023, inflation began to recede gradually, reaching 8,8% in April 2024. Market analysts surveyed by the Central Bank estimate that disinflation will continue in the coming months, falling below a monthly rate of 5% (150% annual) by the fourth quarter of 2024.

Argentina's EMBI index (which measures the implied yield of sovereign debt bonds above the risk-free interest rate of US Treasury bonds) also improved during the first quarter of 2024, falling from a peak of 2.600 basis points in 2023 to 1.200 by mid-May 2024. This improvement is also associated with the reversal of the fiscal and external deficits and with the downward prospects for inflation. However, the EMBI index remains well above that of other neighboring economies with fluid access to international capital markets (e.g. Chile or Brazil, with EMBI indices of 120 and 200 basis points, respectively, in mid-May).

<sup>32</sup> The decrease in primary spending was very significant (-34,7% year-on-year in real terms) and is explained by the decrease in social protection spending (-15,2 percentage points), capital expenditures (-7,6 p.p.), operating expenses (-3,7 p.p.), and energy subsidies (-3,1 p.p.).

## Prospects for Argentina's debt

As shown in Table 4 above, the maturity profile for the coming years underscores the need for Argentina to regain access to international financial markets and allow for an orderly reprofiling of its public debt (i.e. liability management). The IMF classifies Argentina's public debt as sustainable, "but not with a high degree of probability". This assessment includes an analysis of refinancing risks relative to a series of parameters estimated by its staff, a crisis prediction model, and an analysis of contingent liabilities. The IMF's assessment assumes that i) the new authorities succeed in their ongoing efforts to reverse fiscal and external imbalances; ii) the central bank's balance sheet is strengthened, and domestic debt maturities are extended; iii) existing currency and capital account regulations are eventually reversed; and iv) the country gradually (by the end of 2025) regains access to international financial markets.

Internal enabling factors not only center on macroeconomic issues but also revolve around the ability to attract investment in strategic sectors. Along these lines, the new authorities have sought to enhance the conditions for production and investment, promoting a more favorable regulatory environment for private business. Among these regulatory provisions, the Incentive Program for Large Investments<sup>33</sup> (currently under debate in Congress) stands out. The Program seeks to provide tax (and other) incentives for investments exceeding USD 200 million, with a focus on strategic areas such as the hydrocarbons (the above-mentioned *Vaca Muerta* unconventional oil and gas reservoir in the southern region) and mining sectors (including not only traditional metallic minerals, such as copper, but also lithium, in the northern region).

Naturally, the prospects for Argentina's financial situation are also conditioned by external factors, including i) the evolution of international interest rates, which stand currently at a relatively high level; ii) the progress of demand from key trading partners; and iii) the movement of international commodity prices. This latter factor can affect not only the volume of Argentina's total exports, and thus its ability and prospects to refinance its debt, but also the incentives for major investment projects in the hydrocarbons sector in the southern region and the mining sector in the northern region.

To sum up, the prospects for Argentina to regain access to external financing are moderately positive looking forward, based on the progress made in correcting macroeconomic balances and opportunities in strategic sectors, albeit conditioned by both external and internal challenges. Similarly, the credit rating agency Standard & Poor's recently (March 2024) upgraded its assessment of Argentina's foreign currency sovereign debt to "CCC", with a stable outlook. We assume a "BB" rating as a target in line with the debt rating of countries like Brazil that currently access voluntary markets.

## 2.2. Criterion 2: Progress in establishing and sustaining key institutions and policies for sustainable rural development.

---

<sup>33</sup> Régimen de Incentivos para las Grandes Inversiones (RIGI).

The progress in establishing and sustaining key institutions and policies for a sustainable rural development is assessed and followed-up using the IFAD Rural Sector Performance Assessment (RSPA), that measures the quality of pro-poor rural development and rural transformation policies and institutions, applying a scale from 1 to 6, where 1 represents the poorest performance and 6 is an ideal situation. For COSOP preparation purposes, this criterion uses three specific indicators:

- (i) Policies and frameworks for rural development, that assesses whether policies and frameworks are in place for rural development and rural poverty alleviation. It corresponds to RSPA cluster 1.1.
- (ii) National climate change policies, which assesses the extent to which the government has a national climate change strategy/policy, and whether cost/effective measures to address climate-related risks are being explored. This indicator corresponds to RSPA cluster 3.2.
- (iii) Access to and use of rural financial services assesses access to rural financial services and priority of financial inclusion. Corresponds to RSPA cluster 4.1.

The overall RSPA rating, a composite of different subcomponents mentioned above, will also be monitored.

### **2.2.1. RSPA Cluster 1.1. Policies framework for rural organizations (ROs) and rural people**

This cluster captures to what extent the government prioritizes strategies for and investment in the rural poor, including smallholder farmers, landless people, and other rural population segments.

According to the Multidimensional Poverty Index calculated by INDEC for 2023, 41.7% of the Argentine population lives in multidimensional poverty, an increase of 2.5% compared to the second half of 2022. Additionally, indigence affects 11.9% of the population, marking an increase of 3.8 percentage points from the previous year. These figures are comparable to those recorded in 2020 during the pandemic when the economy was nearly paralyzed. The highest incidence of poverty is found in the Northeast (48.4%) and Northwest (45.6%) regions. This rise in poverty is primarily due to the prolonged economic crisis Argentina has faced for almost a decade.

The following graph presents two key indicators of the agriculture, forestry, and fisheries sector in Argentina from 2012 to the latest available data in 2022. First, it shows the value added of the sector's net production as a percentage of GDP, which ranges between 5.2% and 7.3% during these years. Second, it illustrates the annual growth percentage of the sector over this 11-year period, indicating varied performance throughout the period.

**Agriculture, forestry and fishing in Argentina<sup>34</sup>**

<sup>34</sup> World Bank national accounts data and OECD National Accounts data files.

Year	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Value added</b> <sup>35</sup> <b>(% of GDP)</b>	5.8	6.1	6.7	5.2	6.3	5.2	4.5	5.3	6.4	7.3	6.6
<b>% Annual Growth</b>	-12.9	11.5	3.1	7.5	-4.7	3.4	-14.6	21.4	-7.5	1.9	-4.5

**Source:** Prepared by the authors with World Bank data

When the new government took office in December 2023, the Argentine Republic embarked on significant changes in its public policy framework, prioritizing macroeconomic policies. Consequently, fundamental changes in sectoral policies have not yet been implemented. This analysis is based on current policies, with the understanding that they may change in the short or medium term.

The main current policies and plans impacting agriculture and rural development include the National Policy for Development and Land Management (PNDOT)<sup>36</sup>, the Strategic Territorial Plan (PET)<sup>37</sup>, the Family Farming Law<sup>38</sup>, its associated regulation<sup>39</sup>, and the National Plan Argentina Against Hunger<sup>40</sup>.

The National Policy for Territorial Development and Planning serves as the main guideline for territorial development in Argentina. It aims to transcend sectoral visions, promoting balanced economic progress across regions, fostering environmental sustainability, and ensuring access to essential goods and services. This policy acknowledges urban-rural imbalances and the concentration of poverty in rural areas. It is complemented by the Strategic Territorial Plan, its operational instrument, which is periodically updated (the last update occurred in 2018).

Argentina has a Family Farming Law, passed in 2014, with its regulations approved in 2023, which is highly relevant to small-scale agriculture. The law and its regulations declare family, peasant, and indigenous agriculture to be of public interest due to their contributions to food security, productive transformation, and the promotion of sustainable systems that preserve biodiversity. They prioritize productivity and competitiveness through sustainable methods and agroecological practices, promote gender equality by ensuring equal rights and benefits for men and women, propose strengthening the social organization of family farming, and establish the National Registry of Family Farming (RENAF) as an instrument for implementing public policies that benefit family farmers.

The Argentina Against Hunger National Plan (2020) is also relevant to the agricultural sector, though it places greater emphasis on food access and consumption than on production. Its

<sup>35</sup> Value added is the net output of the sector after adding up all its products and subtracting its intermediate inputs.

<sup>36</sup> <https://www.mininterior.gov.ar/planificacion/pdf/Politica-Nacional-de-Desarrollo-y-Ordenamiento-Territorial.pdf>

<sup>37</sup> <https://www.argentina.gob.ar/obras-publicas/secretaria/plan-estrategico-territorial>

<sup>38</sup> <https://www.argentina.gob.ar/justicia/derechofacil/leysimple/agricultura-familiar>

<sup>39</sup> <https://www.fao.org/faolex/results/details/es/c/LEX-FAOC217531/>

<sup>40</sup> <https://www.argentina.gob.ar/argentina-contra-el-hambre/plan-argentina>

objective is to guarantee food security and sovereignty for the country's population, with a special focus on the most economically and socially vulnerable sectors. The plan promotes market channels, the strengthening of popular markets with fair prices, and local market networks. It also involves community promoters of food and nutritional security, particularly for children and the elderly. Additionally, it includes new participation mechanisms to reach sectoral agreements on food and nutrition security.

In addition, several investment programs have been implemented in recent years to support the aforementioned public policy instruments. These include programs financed by IFAD<sup>41</sup> and other international organizations, many of which have yielded successful results.

The aforementioned instruments form a public policy framework for agriculture and rural development aimed at poverty alleviation. However, despite these efforts, the reduction of rural poverty still poses significant challenges. Additionally, as mentioned earlier, this framework will likely undergo evaluation by the new government, indicating possible changes in the near future.

<b>1.1. Policies and framework for rural development and rural poverty alleviation</b>	
<b>Questions for RSPA Indicator</b>	
1.1.1	Does the country have a national development strategy?
1.1.2	Does that strategy include a specific focus on rural development?
1.1.3	Headcount Ratio: Population in multidimensional poverty (% rural population, latest year available)
1.1.4	Does that strategy (mentioned above) include specific plans for the development of a rural non-farm economy (i.e., develop rural areas outside of agricultural development)?
1.1.5	Percentage Change in Agriculture, value added (2012 to 2016, constant 2010 US\$)
1.1.6	Change in Agriculture's percentage share of GDP (value added, 2012 to 2016, percentage point change)

<b>1.1. Policies and framework for rural development and rural poverty alleviation</b>							
<b>Scores per question</b>							
<b>YEAR</b>	<b>1.1.</b>	<b>1.1.1</b>	<b>1.1.2</b>	<b>1.1.3</b>	<b>1.1.4</b>	<b>1.1.5.</b>	<b>1.1.6.</b>
<b>2021</b>	4,8	5,0	5,0	5,4	5,0	4,4	3,7
<b>2024</b>	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,2	3,5

### **1.1. Possible targets for Argentina's progress in establishing and sustaining key institutions and policies for rural development and rural poverty alleviation**

<sup>41</sup> Programa de Desarrollo Rural Incluyente (PRODERI), Programa de Desarrollo de las Cadenas Caprinas (PRODECCA), Programa de Inserción Económica de los Productores Familiares del Norte Argentino (PROCANOR), Programa de Promoción de Sistemas Agroalimentarios Resilientes y Sostenibles para la Agricultura Familiar (PROSAF)

Expected projection						
Criteria	Indicator	2021	Approval (2024)	Mid-term Benchmark	Completion Target	
<b>Institutions/Policies for sustainable rural development</b>						
Rural Sector Performance Assessment	Policies/Frameworks (1.1)	4.8	4,0	4,2	4,5	

### 2.2.2. RSPA Cluster 3.2. Climate change policies

This cluster attempts to capture the extent to which the government has a strategy for dealing with climate change, and whether this strategy has been integrated into public planning and management.

#### Public policies against climate change

The Argentine Republic has regulations and public policies aimed at reducing climate change, delineating specific actions for both mitigation and adaptation. Law No. 27520<sup>42</sup> on Adaptation to Climate Change outlines a series of strategies for mitigation and adaptation spearheaded by the National Climate Change Adaptation and Mitigation Plan.<sup>43</sup> Similarly, strategies and policies addressing the agricultural sector's response to climate change are outlined in the National Action Plan for Agriculture and Climate Change<sup>44</sup>. Furthermore, specific policies for adapting natural resources such as water and forests are articulated through the National Action Plan for Forests and Climate Change (PANByCC)<sup>45</sup> and the National Water Plan<sup>46</sup>.

Furthermore, in 2016, within the United Nations Framework Convention on Climate Change, Argentina outlined its Nationally Determined Contributions (NDCs), aimed at escalating efforts against climate change. These efforts primarily focus on reducing Greenhouse Gas (GHG) emissions and adapting to their impacts. In 2020, Argentina submitted its Second Nationally Determined Contribution<sup>47</sup>, emphasizing adaptation measures, which underwent further updates in 2021.

Additionally, the country has implemented specific policies for biodiversity conservation and management, such as the Biodiversity National Strategy<sup>48</sup>, and to promote the bioeconomy

<sup>42</sup> <https://www.argentina.gob.ar/ambiente/cambio-climatico/ley-27520>

<sup>43</sup> <https://www.argentina.gob.ar/ambiente/cambio-climatico/plan-nacional>

<sup>44</sup> [https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/plan\\_de\\_accion\\_nacional\\_de\\_agro\\_y\\_cambio\\_climatico\\_-\\_version\\_preliminar.pdf](https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/plan_de_accion_nacional_de_agro_y_cambio_climatico_-_version_preliminar.pdf)

<sup>45</sup> [https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/plan\\_de\\_accion\\_nacional\\_de\\_bosques\\_y\\_cc\\_0.pdf](https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/plan_de_accion_nacional_de_bosques_y_cc_0.pdf)

<sup>46</sup> [https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/2017-09-29\\_pna\\_version\\_final\\_baja\\_0.pdf](https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/2017-09-29_pna_version_final_baja_0.pdf)

<sup>47</sup> <https://www.argentina.gob.ar/ambiente/cambio-climatico/contribucion-nacional>

<sup>48</sup> Republic of Argentina. 2016. Biodiversity National Strategy and Action Plan 2016-2020.

within the agricultural sector through initiatives like the National Bioeconomy Plan for the Agricultural Sector<sup>49</sup>.

Lastly, the National Strategic Action Plan for Climate Change acknowledges that individuals residing in poverty-stricken rural areas will be disproportionately affected by climate change. In response, the National Plan for the Reduction of Risks and Disasters 2024-2030<sup>50</sup> was implemented, with a cross-cutting consideration of vulnerable populations and indigenous peoples to mitigate these impacts.

### Other indicators of climate change actions

The latest Global Climate Risk Index<sup>51</sup> for Argentina published in 2021 by the German Watch<sup>52</sup> places the country at a medium-high risk of 44.67<sup>53</sup>.

On the other hand, Argentina ranks 84th out of 185 countries in the ND-GAIN Country Index<sup>54</sup>, an assessment of a nation's vulnerability to climate change and other global challenges, as well as its readiness to enhance resilience. With a score of 49.6, Argentina achieves a rating considered medium-high on this index<sup>55</sup>. This result suggests relatively low vulnerability and high preparedness for the country, positioning Argentina as the 115th most vulnerable and 108th most prepared country in the global ranking. While adaptation challenges persist, Argentina appears well-equipped to address them.

An examination of country commitments for 2020 and 2021, conducted in 2022 by the Climate Change, Agriculture, and Food Security research program (CCAF<sup>56</sup>), reveals that Argentina has subscribed to adaptation measures outlined in its latest Nationally Determined Contributions (NDC). These measures predominantly pertain to carbon practices in soils and livestock.

3.2. National climate change policies Questions for RSPA indicator
3.2.1) Presence of current national climate change strategy
3.2.2) National climate change strategy covers adaptation
3.2.3) National climate change strategy covers adaptation for agriculture
3.2.4) National climate change strategy covers adaptation for natural resources
3.2.5) Global Climate Risk Index
3.2.6) Agriculture Adaptation (CCAFS)
3.2.7) Adaptation Finance (CCAFS)
3.2.8) ND-Gain Index

<sup>49</sup> Environment and Sustainable Development Ministry. 2020. Second Nationally Determined Contribution of the Argentine Republic.

<sup>50</sup> <https://www.argentina.gob.ar/sinagrir/plan-2024-2030>

<sup>51</sup> Indicates the level of exposure and vulnerability to extreme weather events.

<sup>52</sup> [https://www.germanwatch.org/en/indices?pk\\_campaign=20733850518&pk\\_content=155627208696&pk\\_kwd=climate%20change&pk\\_source=q&pk\\_cid=679389546151&mtm\\_placement=&gad\\_source=1&qclid=CjwKCAjw34qzBhBmEiwAOUQcF6-seh1r8ziluMWhSJf8-nawecrH4-8ZxAJNTAE12PlooCM1KGwzexoCrZAQAvD\\_BwE](https://www.germanwatch.org/en/indices?pk_campaign=20733850518&pk_content=155627208696&pk_kwd=climate%20change&pk_source=q&pk_cid=679389546151&mtm_placement=&gad_source=1&qclid=CjwKCAjw34qzBhBmEiwAOUQcF6-seh1r8ziluMWhSJf8-nawecrH4-8ZxAJNTAE12PlooCM1KGwzexoCrZAQAvD_BwE)

<sup>53</sup> The index is from 1 to 100 and the lower the index, the higher the risk.

<sup>54</sup> <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/rankings/>

<sup>55</sup> The higher the index, the better prepared and the less vulnerable is considered the country.

<sup>56</sup> Climate Change, Agriculture and Food Security.

3.2.9) Agricultural Inclusion (CCAFS)
3.2.10) National climate change strategy considers risks to rural poor

3.2. National climate change policies											
Scores per question											
Year	3.2.	3.2.1	3.2.2	3.2.3	3.2.4	3.2.5	3.2.6	3.2.7	3.2.8	3.2.9	3.2.10
2021	4,7	5,0	5,0	5,0	5,0	3,5	2,8	6,0	4,2	5,0	5,0
2024	4,7	5,2	5,0	5,0	5,0	3,5	2,8	6,0	4,1	5,0	5,0

3.2. Possible targets for Argentina's progress in establishing and sustaining key institutions and policies						
Expected projection						
Criteria	Indicator	2021	Approval	Mid-term Benchmark	Completion Target	
<b>Institutions/Policies for sustainable rural development</b>						
Rural Sector Performance Assessment	Climate change policies (3.2)	4,7	4,7	4,7	4,8	

### 2.2.3. RSPA Cluster 4.1: Access to and use of rural financial services:

This cluster attempts to capture to which extent the policy and legal framework create an enabling environment for the provision of inclusive rural financial services.

The Argentine financial system lags behind those of other countries in the region and globally in terms of development. As of December 2019, credit to the private sector accounted for only 9.2% of GDP, contrasting sharply with the Latin American and Caribbean average of 50%. This places Argentina in 162nd out of 167 countries evaluated by the World Bank in this regard.

The lack of support for credit to productive activities in Argentina is not merely a structural issue. Since 1960, credit to the private sector has never surpassed 40% of GDP, and over the last decade, this situation has worsened, with a credit-to-GDP ratio consistently below 14% since 2007. This well-documented situation is attributed to various factors, including successive financial crises spanning the past five decades, economic instability, a high degree of dollarization within the economy, and elevated levels of informality (BCRA, 2019).

The primary challenge in accessing credit for the rural population stems from the significant territorial concentration of banks in the Metropolitan Area of Buenos Aires and the provincial capitals. Both the Autonomous City of Buenos Aires (CABA) and the Province of Buenos Aires host half of the country's banking centers. Consequently, there is a notably limited presence of the formal financial system in agricultural areas, particularly in regions dominated by family farming.

Microfinance has also failed to thrive in the rural sector of Argentina, hindered by the challenges inherent in rural economies and the overall underdevelopment of microfinance within the country. The sector has yet to attain the level of maturity observed in nations with established private microcredit initiatives.

Family farming encounters various obstacles in accessing financial services, stemming from factors such as the high risk and seasonality of its production, the absence of collateral, geographical dispersion, and limited integration with the formal economy. Moreover, the considerable distances from financial intermediaries and deficiencies in road and communications infrastructure escalate transaction costs. Assessing credit applications under such circumstances is intricate and costly, rendering these operations economically unviable for most formal institutions, particularly due to the relatively small loan amounts involved. Additionally, the low population density exacerbates the challenge by failing to offset fixed relocation costs.

Moreover, within family farming, there are limited actors equipped to leverage financial tools, and formal institutions display minimal interest in integrating them into the system. This insufficient coverage stems from the absence of incentives, regulations, and mechanisms aimed at mitigating risks, as well as the lack of staff training within these entities. Consequently, banks tend to steer clear of serving the less capitalized segments of the rural sector.

Nevertheless, there are encouraging indications that offer optimistic prospects for the future. *The Maya Declaration*<sup>57</sup>, initiated in 2011, constitutes a commitment among a network of central banks, regulatory authorities, and financial supervisors from various countries to undertake actions aimed at enhancing financial inclusion within their respective nations. Argentina is among the signatories of this declaration.

On the other hand, the Productive Financing Law<sup>58</sup>, mandated the preparation of the National Financial Inclusion Strategy (ENIF)<sup>59</sup> 2020-2023 by 2020. The ENIF aims to facilitate the accessibility of financial goods and services to the entire population, promote universal access, encourage responsible usage, and diminish the access disparities affecting the most vulnerable sectors. While a step forward, the ENIF lacks specific objectives or actions tailored to the rural sector or family agriculture, which encounter distinct challenges. Moreover, the formal validity of this strategy expired in 2023, and there is currently no information regarding its potential renewal for the forthcoming years.

According to the latest "Ease of Doing Business" report by the World Bank (2020)<sup>60</sup>, Argentina ranks 126th out of 159 countries, scoring 59 points. This report assesses the number of procedures, time, cost, and minimum paid-in capital requirement for a small- to medium-sized

---

<sup>57</sup> [https://www.afi-global.org/wp-content/uploads/publications/2017-04/Maya%20Declaration\\_SP.pdf](https://www.afi-global.org/wp-content/uploads/publications/2017-04/Maya%20Declaration_SP.pdf)

<sup>58</sup> <https://www.argentina.gob.ar/normativa/nacional/ley-27440-2018-310084>

<sup>59</sup> <https://www.argentina.gob.ar/economia/inclusion-financiera/consejo-de-coordinacion-de-la-inclusion-financiera/estrategia-nacional#:~:text=Una%20Estrategia%20Nacional%20de%20Inclusi%C3%B3n,inclusi%C3%B3n%20financiera%20en%20la%20poblaci%C3%B3n.>

<sup>60</sup> <https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/a/argentina/ARG.pdf>

limited liability company to initiate and operate formally in each economy's primary business city. Within this report, Argentina is positioned 104th in terms of obtaining credit, with a score of 50.

Finally, while Fintechs typically do not target the rural population, they present a potential opportunity that could be capitalized on in the future.

<b>4.1. Access to rural financial services</b>	
<b>Questions for RSPA indicator</b>	
4.1.1)	EOB - Getting Credit
4.1.2)	Signatory of Maya Declaration
4.1.3)	Committed to Maya Declaration progress reports
4.1.4)	Borrowed to start, operate, or expand a farm or business (rural)
4.1.5)	Financial institution account (rural)
4.1.6)	Prioritisation of financial inclusion by the government

<b>4.1. Access to rural financial services</b>							
<b>Scores per question</b>							
<b>Year</b>	<b>4.1.</b>	<b>4.1.1.</b>	<b>4.1.2.</b>	<b>4.1.3.</b>	<b>4.1.4.</b>	<b>4.1.5.</b>	<b>4.1.6.</b>
<b>2021</b>	3,3	3,4	5,0	1,0	1,8	3,4	5,0
<b>2024</b>	3,1	3,4	5,0	1,0	1,8	3,4	4,0

<b>4.1. Possible targets for Argentina's progress in access to and use of rural financial services</b>						
<b>Expected projection</b>						
<b>Criteria</b>	<b>Indicator</b>	<b>2021</b>	<b>Approval</b>	<b>Mid-term Benchmark</b>	<b>Completion Target</b>	
<b>Institutions/Policies for sustainable rural development</b>						
Rural Sector Performance Assessment	Access/Use rural financial services (4.1)	3.3	3,1	3,5	3,8	

### 2.3. Criterion 3: Progress towards economic and social development

For the assessment framework, this report considers the selection of some development indicators which are most relevant to IFAD's mandate. The indicator selected for no poverty, is

the country's official poverty headcount ratio. Notably, the level of poverty is higher than estimates by the World Bank or ECLAC, which are commonly used for international comparison. The decision to use the official poverty measurement is due to its widespread use within the country. The projection to 2030, as detailed in Section A, considers the projected GDP per capita scenarios. According to this measurement, poverty is expected to decrease by approximately 10 percentage points nationwide and in the North by 2030.

For zero hunger, the selected indicator is the prevalence of stunting (height for age) among children under 5 years of age, one of the indicators that is regularly monitored in the country. This measurement is conducted by the Ministry of Health and is only available up to the year 2021.

The selected indicator is the prevalence of stunting (height for age) among children under 5 years of age, one of the indicators which is regularly monitored (see table A4). This measurement is conducted by the Ministry of Health and is only available up to the year 2021.

Over the last decade, Argentina has made noteworthy progress in addressing the prevalence of stunting among children under 5 years of age. Stunting, characterized by low height for age, is indicative of chronic malnutrition and has significant implications for children's health and development. According to data from various health agencies, stunting rates in Argentina have shown a decline, reflecting improvements in nutritional practices, healthcare access, and overall socioeconomic conditions. However, despite these advancements, certain regions, particularly in northern Argentina, continue to face higher rates of stunting, pointing to ongoing disparities in health and nutrition across the country.

The determinants of stunting in Argentina are multifaceted and include both direct and indirect factors. Key determinants include nutritional deficiencies during pregnancy and early childhood, poor maternal education, inadequate healthcare access, and socioeconomic challenges. Families facing economic hardships often struggle to provide adequate nutrition, which can significantly hinder a child's growth. Additionally, the quality of food and healthcare services in rural versus urban settings leads to disparities in health outcomes. Education plays a crucial role as well; mothers with higher education levels tend to have better knowledge of nutrition and childcare practices, potentially reducing stunting rates.

Characteristics of stunting in Argentina reveal significant regional variations. In provinces with higher levels of poverty, such as Chaco and Formosa, stunting rates remain disproportionately high compared to more affluent areas such as Buenos Aires. Furthermore, Indigenous populations are particularly vulnerable, often facing cultural and systemic barriers that limit their access to nutrition and healthcare services. The government and various NGOs have initiated programs focused on improving maternal and child nutrition, health education, and food security. Continued collaboration between public health entities and community organizations is essential for addressing these disparities effectively.

Looking towards the future, the trend of stunting in Argentina over the next years may be optimistic, contingent on sustained efforts to combat malnutrition and improve socioeconomic conditions. As regional trends in South America showcase a general decline in stunting rates, Argentina may continue to follow suit, especially if targeted interventions are implemented effectively. Given the positive scenario for GDP growth and poverty reduction in the next years and knowing that during the last similar period in Argentina (2000-2011) the national stunting rate was considerably reduced, we project that the midterm level for this indicator will be around 8% and the completion target at 5%, as it is also suggested in the national monitoring plan.

On gender equality, achieving target 5.A has been prioritized for this report, focusing on giving women equal rights to economic resources. The chosen indicator is gender employment gap. In Argentina, the labour force participation rate is the proportion of the population ages 15 and older that is economically active. Since 1990, female labour force participation has increased and it is now at the average level of UMIC countries. The gender employment gap in the country has decreased from 21,7% to 17,4% between 2017 and 2023<sup>61</sup>. Assuming that the factors contributing to the reduction of this gap will be maintained in the following years, we propose a midterm target of 15.6 and a completion target for 2030 of 13.2.

Given the impact of job creation in poverty, the employment rate indicator —calculated as the total number of employed persons relative to the total population—was selected within the goals of SDG 8, Decent Work and Economic Growth. As analyzed in Section A, employment has shown a procyclical trend, with significant improvement during the period of high economic growth from 2003 to 2011, slowing down in subsequent years due to economic stagnation. This general trend has regional variations linked to different provincial productive specialization.

In the north, low-productivity agriculture predominates, including family and subsistence farming, as well as mineral extraction. This specialization results in lower economic complexity, limited technological dynamism, and few linkages with the local productive network. Table 5 shows the lower number of companies per capita in this region. The limited job opportunities in the productive sector translate into lower employment rates in the northern provinces. There is also a higher percentage of public employment, which partially compensates for the lower private sector employment in this region.

The productive specialization is associated with a higher proportion of employment in the agricultural sector, which in the north almost doubles the proportion found in the central and southern regions. Labor informality, one of the main challenges in the country's labor situation, is significantly higher in the northern provinces, particularly in agriculture. Limited job

---

<sup>61</sup> According to the official statistics from the Instituto Nacional de Estadísticas y Censos of Argentina. [INDEC: Instituto Nacional de Estadística y Censos de la República Argentina](https://inec.indec.gov.ar/).

opportunities and lower-quality employment are factors that explain the lower wage levels—in the north, wages are almost 30% below the national average—and higher levels of poverty.

**Table 5. Labor market indicators** (overall and by region)

	Employment rate (%)	Companies per capita	Employment in public sector (% total employment)	Informal employment rate (%)	Agricultural employment (% total employment) <sup>(1)</sup>	Informal employment rate in agriculture <sup>(1)</sup>
North	43,48	7,39	27,9%	43,4	4,9%	64,9%
Center	45,26	15,45	15,4%	37,9	2,5%	42,7%
South	44,15	14,65	26,1%	19,3	2,3%	45,9%
Total	44,97	13,65	17,7%	35,7	3,0%	50,3%

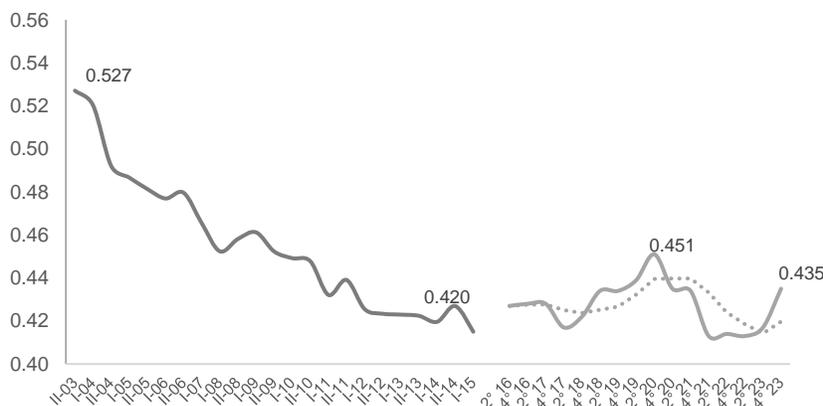
**Source:** own calculations based on INDEC (Census 2022, Households survey (EPH) 2nd semester) and Ministry of labour (OEDE).

**Note:** <sup>(1)</sup> Estimations of employment in the agricultural sector are based on CENSUS 2022, which covers rural areas in addition to the urban ones.

The employment rate projection considers the procyclical dynamic observed in recent years. The estimate is based on employment elasticity (see annex) and the projection of GNI per capita presented in Section A. It is anticipated that, under the considered growth scenario, the employment rate will improve by almost 1 percentage points by the end of 2030 (table 6).

Lastly, for SDG 10, the Gini Index of per capita family income is used, as it is one of the indicators selected by the country and is available in a regular income distribution report published by INDEC. The Gini coefficient fell significantly between 2003 and 2012, returning to levels similar to those seen in the mid-1990s. While the rate of decline subsequently slowed, the Gini coefficient continued to fall, stabilizing around 0,42 from 2012 to 2017. Since 2018, a relatively stable trend has been observed at a level higher than the 2014 low, with exceptional increases during the initial phase of the COVID-19 pandemic (Q2 2020) and in the last quarter of 2023 (due to the loss of purchasing power of wages in the lowest income deciles because of accelerating inflation).

**Figure 5. Gini index** (household income per capita)



**Source:** own calculations based on INDEC (Households survey (EPH)).

Labour income is a crucial driver of income distribution in Argentina (Lustig et al., 2013; Cornia, 2014; Maurizio, 2014; Villafañe et al., 2017; Maurizio, 2019). The remarkable 22% reduction in the Gini coefficient between 2003 and 2014 was primarily driven by labour income – both due to a significant decline in the concentration coefficient and a rise in the labour income share across all income deciles. Additionally, pensions also played a relevant role, though to a lesser extent, in the Gini coefficient’s decline, as did welfare programs such as Chill Allowances Program (AUH) and other social initiatives.<sup>62</sup>

It is assumed that by 2030, under the projected economic growth scenario, inequality will maintain the stable trend observed over the past five years. It could be expected that in the considered scenario, economic growth will positively impact employment, potentially improving income distribution. However, questions remain regarding the quality of this employment, the sectors that will drive economic growth and employment, and the persistence of labor institutions that have proven significant for greater equity. On the other hand, no substantial improvement in welfare programs is anticipated due to fiscal constraints. Therefore, given these opposing trends, a scenario with minimal average distributional variation is assumed.

**Table 6: COSOP Assessment Framework**

Column1	<i>COSOP</i>	<i>COSOP</i>
	<i>Approval</i>	<i>completion</i>
	<i>results</i>	<i>report</i>
	<i>review</i>	

<sup>62</sup> Studies on the decomposition of income inequality dynamics conclude that more than 60% of the reduction in the Gini Index is associated with the labour market, including growth in employment levels, formalization, and the improvement of labour incomes. The recovery of labour institutions after 2003, along with active income policies and efforts to combat unregistered labour, all contribute to the improvement in household income distribution. On the other hand, over 20% and nearly 9% of the decline in the Gini Index are attributed to the increase in pension coverage and levels, and the implementation of programs such as AUH and other social initiatives. (Maurizio, 2019; Villafañe et al., 2017)

Column2		<i>At design</i>	<i>Midterm benchmark</i>	<i>Completion target</i>
<i>Assessment criteria</i>	<i>Indicator</i>		2026	2030
Availability to access external capital for development	Country credit rating	CCC (2024)	BB	BB
<i>Progress towards development goals</i>				
No poverty	Poverty headcount ratio (annual)	40,9% (2023)	37,8%	30,2%
	<i>Poverty headcount ratio (annual) North region</i>	<i>44% (2023)</i>	<i>41,2%</i>	<i>33,8%</i>
Zero hunger	Prevalence of stunting (height for age) among children under 5 years of age	10,6 (2021)	8% (2025)	5% (2030)
Gender equality	Gender employment gap (%)	17.4% (2023)	15,6 (2026)	13,2 (2030)
Decent work and economic growth	Employment rate	45,2% (2023)	45, %	46,1%
	<i>Employment rate North region</i>	<i>43,5% (2023)</i>	<i>43,5%</i>	<i>44,4%</i>
Reduced inequalities	Gini Index	0,433 (2023)		0,433

Source: own calculations based on Credit rating (Standard & Poor's), INDEC, Ministry of Health and National Chamber of Deputies.

## Annex

### A1. Estimation of Elasticities for Employment Rate and Poverty Rate Projections

To estimate the employment-output elasticity, a linear model was constructed using the ordinary least squares (OLS) method. The dependent variable was the natural logarithm of the total number of employed individuals as measured by the Permanent Household Survey (EPH), while the independent variable was the natural logarithm of GDP at constant prices. The estimation period covered 2004 to 2017, deliberately excluding the balance of payments crisis that began in 2018 and the COVID-19 pandemic period due to its extraordinary nature:

$$\ln(L) = \beta_0 + \beta_1 \ln(GDP) + v, \quad (1)$$

where  $L$  denotes total employment,  $GDP$  the gross domestic product at constant prices,  $v$  the regression residual,  $\beta_0$  the intercept, and  $\beta_1$  our parameter of interest.

The results obtained are presented in Table A1. The sample parameter that aims to capture the employment-output elasticity is 0.48. This is the coefficient used for projecting the number of employed individuals, which is the main input for the employment rate projection.

**Table A1. Results of the Employment Equation Estimation**

Parameter	Estimate	Std. Error	t-value	p-value
$\beta_0$	9.80	0.60	16.27	0.000
$\beta_1$	0.48	0.04	10.58	0.000

Source: own calculations.

To obtain the elasticity of poverty with respect to changes in the level of per capita income, a linear model was estimated with the poverty rate measured by INDEC as the dependent variable. Given the correlation between changes in per capita GDP and the GINI index, which affects the values of the sample parameters associated with each independent variable, a two-stage least squares (2SLS) strategy was adopted. In the first stage, the natural logarithm of the GINI index was regressed on the natural logarithm of per capita GDP. In the second stage, the poverty rate was regressed on the natural logarithm of per capita GDP and the residual from the previous stage's estimation (changes in the GINI index uncorrelated with changes in per capita GDP):

$$\ln(GINI) = \eta_0 + \eta_1 \ln(GDP^{pc}) + \mu, \quad (2)$$

$$Poverty = \alpha_0 + \alpha_1 \ln(GDP^{pc}) + \alpha_2 \mu + v, \quad (3)$$

where  $GDP^{pc}$  is the per capita GDP at constant prices;  $\mu$  and  $v$  are the residuals of the GINI equation and the poverty rate equation, respectively;  $\eta_0$  and  $\alpha_0$  are constants;  $\alpha_2$  is the parameter associated with the part of the GINI index uncorrelated with per capita GDP; and  $\alpha_1$  is the parameter of our interest.

The estimation results are presented in Table A2. The sample parameter that aims to capture the impact of changes in per capita GDP on the poverty rate is -90.88.

**Table A2. Results of the Poverty Rate Equation Estimation**

Parameter	Estimate	Std. Error	t-value	p-value
$\alpha_0$	474,64	36,19	13,11	0,000
$\alpha_1$	-90,88	7,50	-12,10	0,000
$\alpha_2$	85,63	25,64	3,33	0,007

Source: own calculations.

**Table A3. Poverty headcount ratio (% of population) by methodologies**

Year	National poverty line	World Bank	
		<i>(<math>\\$3.65</math> a day, 2017 PPP)</i>	ECLAC estimation
2004	56	9,8	43,1
2005	51,2	8	37,9
2006	44,2	6	31,5
2007	40,4	5	30,3
2008	38,5	4,8	27,1
2009	35,8	4,1	25,2
2010	34,4	3,1	25,6
2011	32	2,1	23,3
2012	30,4	2,3	22,1
2013	29,5	2,1	21,6
2014	32,6	2,1	25
2016	30,1	0	21,5
2017	26,8	2,3	19,3
2018	29,6	2,4	22,7
2019	36,1	2,9	26
2020	40,9	3,4	33

2021	39	4	28,4
2022	37,9	2,8	30,1
2023	40,9		

---

**Source:** INDEC, World Bank and ECLAC.

For the assessment framework, this report considers the prioritization of goals made by Argentina for each of the 17 SDGs (available in the reports "Sustainable Development Goals, Prioritized Goals, and Tracking Indicators" and the country report 2023). Table 3 includes the recent evolution, midterm benchmark, and goal set by for 2030 by Argentina for each relevant indicator.

**Table A4. COSOP Assessment Framework**

Assessment criteria	Indicator	Baseline		Year							Midterm benchmark		Goal 2030
		Year	Value	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Year	Value	
<b>Progress towards strategic development goals</b>													
No poverty	1.2.1. Poverty headcount ratio (2 <sup>nd</sup> semester)	2016	30.3	25.7	32	35.5	42	37.3	39.2	41.7	By 2026, 37.8	By 2030, 30.2	
	1.2.1. Extreme poverty headcount ratio (2 <sup>nd</sup> semester)	2016	6.1	4.8	6.7	8	10.5	8.2	8.1	11.9		By 2030. reduce by half extreme poverty population (%)	
Zero hunger	2.2.1. Prevalence of stunting (height for age) among children under 5 years of age	2013	11.3	9.9	9.7	9.9	11.8	10.7			2025	8	5
Gender equality	5.5.1. Gender employment gap (%)	2016	21.5	21.7.	20.3	19.4	17.7	19.2	18.6	17.4	By 2026, 15.6	By 2030, 13.2	
Decent work and economic growth	8.5.1. Employment rate of the working-age population	2016	62	63	62	63	56	64	66	68	2023	63.8	66
Reduced inequalities	10.4.1. Gini Index	2016	0.4	0.427	0.430	0.442	0.443	0.433	0.420		2023	0.42	0.39

Source: own calculations based on INDEC,

## **SECAP background study**

### **Estudio de antecedentes en el marco de los PESAC**

#### **Resumen del estudio de antecedentes en el marco de los PESAC**

##### **Introducción**

##### **Parte 1: Análisis de la situación y principales desafíos**

Situación socioeconómica y causas de fondo

Contexto, tendencias y repercusiones en materia de medio ambiente y clima

##### **Parte 2: Instituciones y marco jurídico**

Instituciones

Marcos reglamentarios y de políticas públicas

Programas y asociaciones

##### **Parte 3: Recomendaciones de carácter estratégico**

Enseñanzas extraídas

Orientación estratégica

Medidas estratégicas y focalización

Seguimiento

##### **Referencias**

### **Introducción**

1. El objetivo principal de este estudio es proporcionar la base analítica para la sostenibilidad social, ambiental y climática de las inversiones de FIDA, para informar y orientar estratégicamente la implementación del COSOP de Argentina para el período 2025-2030. El estudio identifica los problemas sociales, ambientales y climáticos actuales y potenciales, para analizar las tendencias y evaluar opciones viables y sostenibles y manejar adecuadamente los riesgos y oportunidades para lograr los objetivos estratégicos propuestos.
2. Para el desarrollo del estudio se procedió con una compilación, revisión y síntesis lo más exhaustiva posible de la información secundaria disponible en el ámbito científico y académico, así como en los ámbitos institucional técnico, marco normativo y de política del país. Adicionalmente, se aplicaron entrevistas a informantes o actores clave en el contexto de la gestión y responsabilidad en las áreas temáticas abarcadas.

### **I. Parte 1: Análisis de la situación y principales desafíos**

3. En esta sección, se realiza un análisis del contexto social, ambiental y climático nacional en el que se implementará el COSOP.

#### **A. Situación socioeconómica y causas de fondo**

4. **Pobreza.** Según datos del Instituto Nacional de Estadísticas y Censos (INDEC), al cierre de 2023, la pobreza en Argentina alcanzó al 41.7% de la población<sup>63</sup>, afectando a 12.3 millones de personas. Esto no solo representa un incremento por segundo año consecutivo (2021: 37,3%, 2022: 39,2%), sino que se ubica en niveles similares al año 2020 (42,0%), en el que gran parte de la actividad económica se encontraba paralizada debido a la pandemia por la COVID-19. Por su parte, la indigencia afecta al 11,9% de la población; es decir, 3,5 millones de personas no pueden cubrir con sus ingresos las necesidades básicas alimentarias. El deterioro económico ha sido progresivo; en 2016, la tasa de pobreza era de 30,3% y la de indigencia, 6,1%. Particularmente, entre 2016 y 2024, la economía argentina se ha visto afectada por la devaluación de su moneda nacional y una creciente inflación, lo que explica la tendencia del aumento sostenido de la pobreza.
5. Convencionalmente, el país está dividido en 5 regiones geográficas (Fig. 1) que incluyen a diferentes provincias. La mayor incidencia de la pobreza se observó en las regiones Noreste (48,4%) y Noroeste (45,6%), seguidas de Cuyo (44%), Gran Buenos Aires (41%), Pampeana (40,4%) y Patagonia (36,5%). Por su parte, la indigencia tuvo mayor alcance en Noreste (14,5%) y Gran Buenos Aires (12,5%), seguidos de Pampeana (11,6%), Noroeste (10,7%), Cuyo (10,5%), y Patagonia (7,2%). Llama la atención el caso de Gran Resistencia (Región Noreste), pues los niveles de incidencia de pobreza e indigencia se encuentran muy por encima del promedio nacional (65,2% y 24,4%, respectivamente)<sup>64</sup>.

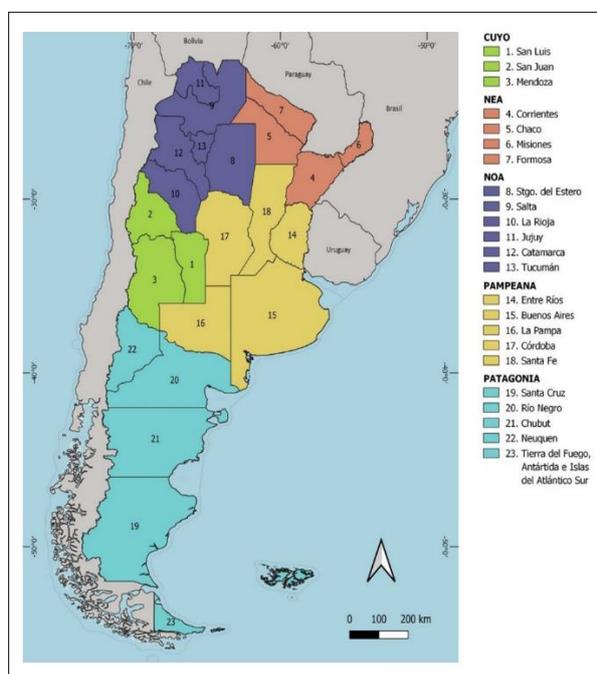


Figura 1. Regiones geográficas de Argentina.

Fuente: Regiones Geográfica de Argentina, INDEC.

///.

6. Para los hogares pobres, en promedio, la brecha de ingreso total familiar con respecto a la línea de pobreza (costo de la canasta básica total) es del 39,2%, mientras que para los hogares en situación de indigencia, la brecha con respecto a la línea de indigencia (costo de la canasta básica alimentaria) es del 32,8%. Al comparar la media del ingreso per cápita familiar de los partidos con mayor (Gran Resistencia) y menor (Ciudad

<sup>63</sup> INDEC, Incidencia de la pobreza y la indigencia en 31 aglomerados urbanos, segundo semestre 2023. Disponible en: [https://www.indec.gov.ar/uploads/informesdeprensa/eph\\_pobreza\\_03\\_2442F61D046F.pdf](https://www.indec.gov.ar/uploads/informesdeprensa/eph_pobreza_03_2442F61D046F.pdf)

<sup>64</sup> *Ibid.*

Autónoma de Buenos Aires) nivel de pobreza, se observa que este es apenas la tercera parte, lo que da indicios de una amplia heterogeneidad del ingreso<sup>65</sup>.

7. Con respecto a la distribución del ingreso<sup>66</sup>, el 32,1% del ingreso total se concentra en el decil 10 (ingreso mensual promedio de hombres: \$ 804 184, ingreso mensual promedio de mujeres: \$ 740 874), mientras que el decil 1 (ingreso mensual promedio de hombres: \$ 29.635, ingreso mensual promedio de mujeres: \$ 29 644) representa solo el 1.2% del ingreso. Asimismo, el coeficiente de Gini del ingreso per cápita familiar de las personas fue de 0,435 para el cuarto trimestre de 2023, mientras que en el mismo trimestre de 2022 fue de 0,413. Estas cifras muestran una amplia desigualdad en el ingreso, que se va deteriorando.
8. **Actividad económica.** De acuerdo al Informe del Panorama Productivo de noviembre 2023<sup>67</sup>, en setiembre 2023, la economía cayó 0,7% en términos anuales, sumando cinco contracciones en los últimos seis meses, principalmente, debido al impacto de la sequía. Las exportaciones de productos primarios alcanzaron un valor de USD 1 140 millones; sin embargo, descendieron 51,3% respecto de octubre de 2022, en gran medida, debido a la caída en las exportaciones de porotos de soja y maíz. Las exportaciones de manufacturas de origen agropecuario fueron de USD 1 692 millones en octubre (descendieron 32,6% respecto del mismo mes de 2022), principalmente por caídas en ventas externas de harina y pellets de soja.
9. **Sector agropecuario y trabajo rural.** La actividad agropecuaria aportaba en el período 2016-2020 el 9% del PBI, participación que se ha mantenido estable en la última década. El Censo Nacional Agropecuario (CNA) realizado en 2018, relevó un total 206,7 millones de hectáreas y 249.663 explotaciones agropecuarias (EAP).
10. Argentina se ubica entre los tres principales productores de miel de abeja a nivel mundial, siendo el segundo exportador con un volumen promedio superior a las 75.000 toneladas anuales, mientras en el país se consume alrededor de 6.000 toneladas en promedio. Gran parte del territorio es apto para el desarrollo de la actividad y presenta distintos potenciales productivos tanto para la miel como para otros productos derivados de esta actividad. Las condiciones climáticas y los avances tecnológicos permiten obtener una miel de calidad que las distinguen a nivel internacional. El país cuenta con sistemas de gestión y control de la cadena productiva y sus respectivas normativas de trazabilidad, que tienen en cuenta las necesidades del mercado interno y los diferentes requerimientos de los mercados de exportación. En la actualidad, la actividad sostiene económicamente alrededor de cien mil familias, entre productores y otros actores vinculados a la comercialización de estos productos e insumos, y representa una de las principales actividades para la agricultura familiar y las economías regionales.
11. El trabajo rural en el Noroeste Argentino (NOA) es fundamental para la economía de la región, con el sector agropecuario siendo el principal contribuyente al producto bruto geográfico. Sin embargo, la mayor producción de materias primas ha generado una grave problemática en cuanto al cumplimiento de los derechos laborales, en particular para los trabajadores rurales, con un alto porcentaje laborando en condiciones de informalidad o precariedad (55%)<sup>68</sup>. Esta situación se ve influenciada por factores culturales, vulnerabilidad social y abundante oferta de mano de obra en la zona.

---

<sup>65</sup> *Ibíd.*

<sup>66</sup> INDEC. Disponible en: [https://www.indec.gov.ar/uploads/informesdeprensa/ingresos\\_4trim244EC0BA3D2C.pdf](https://www.indec.gov.ar/uploads/informesdeprensa/ingresos_4trim244EC0BA3D2C.pdf)

<sup>67</sup> Disponible en: [https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/2021/09/informe\\_de\\_panorama\\_productivo\\_-\\_nov.2023.pdf](https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/2021/09/informe_de_panorama_productivo_-_nov.2023.pdf)

<sup>68</sup> Registro Nacional de Trabajadores Rurales de Argentina. RENATEA. 2013

12. La distribución desigual<sup>69</sup> de la tierra, con la mayoría de los recursos productivos concentrados en grandes productores, agrava la situación; así, muchos pequeños productores de la Región Pampeana, aun siendo propietarios de sus tierras tuvieron que venderlas al sector agroindustrial<sup>70</sup>, terminando en una situación de desplazamiento y marginalización, por lo que se les conoce como “los sin tierra”. Los productores familiares y comunidades que aún permanecen en sus tierras carecen de la propiedad formal de las mismas, y además, enfrentan dificultades para acceder a recursos básicos como el agua, infraestructura vial, y protecciones ambientales, lo que complica aún más su situación (Domínguez y Sabatino, 2008).  
IV.
13. **Género.** De acuerdo al Censo Nacional de Población, Hogares y Viviendas 2022, la población registra una mayor presencia relativa de mujeres, constituyendo el 51.7% de la población total (23 705 494). Por su parte, 162 262 mujeres se reconocen como afrodescendientes y 674 455 mujeres se reconocen como indígenas. Mientras las primeras representan el 0,7% del total de mujeres, las segundas alcanzan el 2,8%.
14. Según el Foro Económico Mundial<sup>71</sup>, Argentina tiene un promedio de 0,762 en el Índice Global de la Brecha de Género 2023, bajando del puesto 33 (2022) al 36 (2023), lo que refleja un ligero empeoramiento de las condiciones para las mujeres. En particular, las dimensiones del índice en las que la mujer presenta mayores desventajas en el país están referidas a la *participación económica y acceso a oportunidades*, y al *empoderamiento político*.
15. La participación de las mujeres en el mercado laboral favorece su autonomía económica y empoderamiento<sup>72</sup>; sin embargo, en Argentina, existe una amplia brecha en la población económicamente activa - PEA (personas mayores de 14 años que se encuentran trabajando o buscando un trabajo) en desmedro de las mujeres (72,4% hombres vs. 55,5% mujeres)<sup>73</sup>. Lo mismo ocurre para el caso de la PEA ocupada (67,9% hombres vs. 49,4% mujeres). En general, las mujeres participan del mercado laboral en menor medida que los hombres en todos los grupos de edad; sin embargo, es entre los 60 y los 74 años donde se observa la mayor diferencia (50,5% hombres vs. 26,0% mujeres). La participación laboral de las mujeres también presenta disparidades a nivel provincial, con valores que van del 45,6% en Santiago del Estero a 65,7% en Tierra del Fuego, Antártida e Islas del Atlántico Sur.
16. La brecha de género salarial representa la disparidad entre hombres y mujeres en cuanto a los ingresos monetarios percibidos por su trabajo. Al cierre de 2023, los perceptores hombres tuvieron un ingreso mensual promedio de \$279 692, mientras que el de las mujeres fue de \$207 483, lo que representa una brecha de 25,8%<sup>74</sup>.
17. “Las mujeres presentan mayores tasas de asistencia escolar y alcanzan niveles más altos en el sistema educativo formal que sus pares varones”<sup>75</sup>. De hecho, entre los 18 y los 24 años, más de la mitad de mujeres (54,2%) asisten al sistema educativo, cifra superior a la que se presenta en los hombres del mismo grupo de edad (41,4%). Al llegar a niveles más altos de educación formal (superior o universitario incompleto o completo), las mujeres permanecen y egresan en mayor medida que sus pares hombres; sin embargo, acceden en menor medida a ocupaciones que implican la toma

<sup>69</sup> Al 2002 las EAPs menores a 200 Has. representaban el 62.1% de los productores del país, utilizando el 5.9% de la tierra, con una superficie promedio de 48 Has. Mientras que los grandes productores, representados por EAPs con más de 5,000 Has. (en promedio las 18,500 Has. por explotación), eran apenas el 1.8% de las EAPs, centralizando el 49,9% de la tierra productiva.

<sup>70</sup> Tierra sin mal : aspectos jurídicos e institucionales del acceso a la tierra en Salta / Walter Mioni ; Gastón Godoy Garraza ; Laura Alcoba. - 1a ed. - Jujuy : Ediciones INTA, 2013.

<sup>71</sup> World Economic Forum (2023). Global Gender Gap Report 2023. Disponible en: <https://www.weforum.org/publications/global-gender-gap-report-2023/>

<sup>72</sup> INDEC (2024). Dossier estadístico: 8M Día Internacional de la Mujer.

<sup>73</sup> INDEC. [https://www.indec.gob.ar/ftp/cuadros/poblacion/censo2022\\_caracteristicas\\_economicas.pdf](https://www.indec.gob.ar/ftp/cuadros/poblacion/censo2022_caracteristicas_economicas.pdf)

<sup>74</sup> INDEC. Disponible en: [https://www.indec.gob.ar/uploads/informesdeprensa/ingresos\\_4trim244EC0BA3D2C.pdf](https://www.indec.gob.ar/uploads/informesdeprensa/ingresos_4trim244EC0BA3D2C.pdf)

<sup>75</sup> INDEC (2024). Dossier estadístico: 8M Día Internacional de la Mujer.

de decisiones, y cuando lo hacen, necesitan niveles educativos más altos que sus pares hombres. Esto puede deberse a estereotipos o ideas preconcebidas acerca de las capacidades de las mujeres, que inciden tanto en su propia percepción sobre su rendimiento y habilidades, como en la percepción del mercado sobre los roles que pueden asumir.

18. En general, las mujeres de 14 años y más se insertan principalmente en sectores vinculados al cuidado: el servicio doméstico, la educación y la salud. Es de resaltar que más de 8 de cada 10 hogares monoparentales están encabezados por una mujer, lo que es un claro indicador de la mayor carga que asume la mujer y que representa un desafío para su desempeño en el mercado laboral. Esto es consistente además con las cifras que indican que las mujeres pasan el doble del tiempo haciendo labores del hogar, en comparación con los hombres<sup>76</sup>.
19. Entre 2013 y 2018, se registraron un total de 576 360<sup>77</sup> casos de violencia contra las mujeres de 14 años y más. Particularmente, en el grupo de mujeres entre 18 y 39 años es en donde se presentan la mayor proporción de casos (66,6%). De los casos para los que se cuenta con información sobre el vínculo de la víctima con el agresor (67,6% de los casos), el 82,1% corresponden con un vínculo de pareja o expareja (43,0% y 39,1%, respectivamente). Llama la atención que, "a partir de los 50 años, los hijos cobran relevancia como agresores, siendo potenciales agresores en el 48,2% de los casos"<sup>78</sup>.
20. **Juventud.** En Argentina, el 22,7% (10 585 864) son personas jóvenes entre 15 y 29 años, de los cuales el 50,9% son hombres, y el 49,1% mujeres. Los datos del Censo Nacional de Población, Hogares y Viviendas 2022 indican un cambio en la forma de la pirámide poblacional, dando cuenta del envejecimiento de la sociedad con la disminución del peso relativo los jóvenes, además de las niñas y niños. Este cambio resalta aún más al compararlo con la pirámide poblacional de 1914, en la que resultaba notoria la amplia concentración en los menores de 29 años.

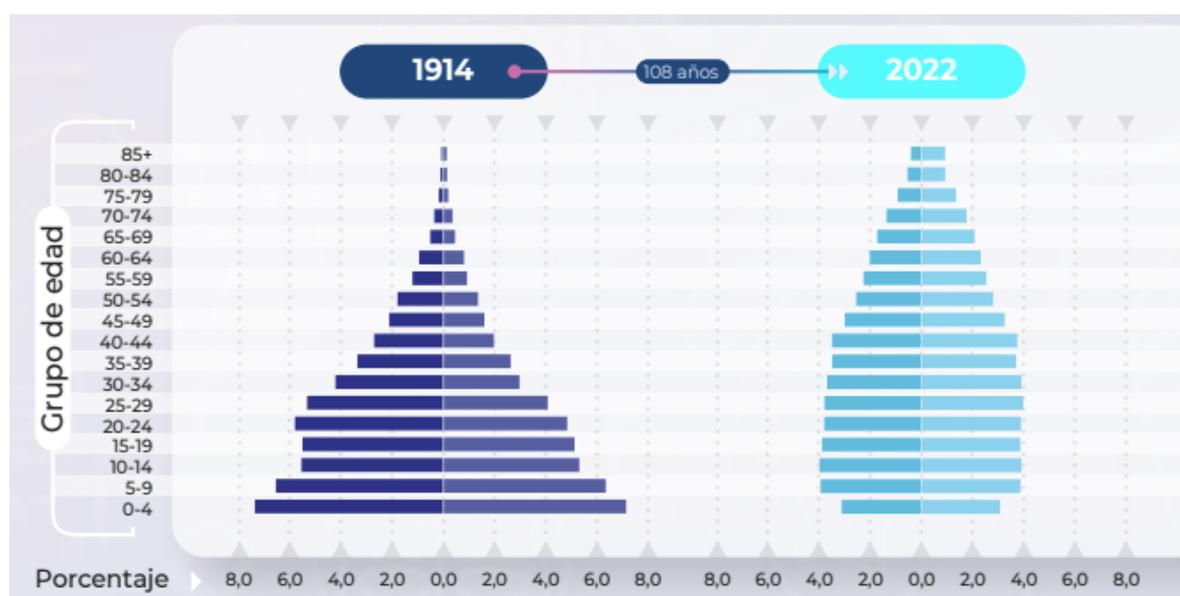


Figura 1. Estructura de la población, por grupo de edad, 1914-2022

Fuente: INDEC (2023). Censo Nacional de Población, Hogares y Vivienda 2022: Resultados definitivos, Indicadores demográficos por sexo y edad. Pág. 14.

<sup>76</sup> INDEC (2024). Dossier estadístico: Día Internacional de la Mujer.

[https://www.indec.gov.ar/ftp/cuadros/publicaciones/dossier\\_estadistico\\_8M\\_2023.pdf](https://www.indec.gov.ar/ftp/cuadros/publicaciones/dossier_estadistico_8M_2023.pdf)

<sup>77</sup> INDEC. Disponible en: <https://www.indec.gov.ar/indec/web/Nivel4-Tema-4-44-150>

<sup>78</sup> Registro Único de Casos de Violencia contra las Mujeres (RUCVM). Resultados 2013-2018 Instituto Nacional de Estadística y Censos (INDEC) Marzo de 2019 [https://www.indec.gov.ar/uploads/informesdeprensa/rucvm\\_03\\_19.pdf](https://www.indec.gov.ar/uploads/informesdeprensa/rucvm_03_19.pdf)

21. Con respecto a la inserción a la fuerza laboral, el 23% de los jóvenes entre 14 y 19 años son población económicamente activa; esta cifra da un salto significativo en el grupo de jóvenes entre 20 y 29 años, al ser 75,3%<sup>79</sup>. En ambos grupos de edad, existe una brecha de género, a favor de los hombres; no obstante, esta es más amplia en el grupo de adultos jóvenes (14,9 pp, en comparación a 6 pp en el grupo de 14 a 19 años)<sup>80</sup>, lo que refleja que incluso para las mujeres jóvenes, ingresar al mercado laboral representa un reto.
22. La mitad de los jóvenes de 20 a 29 años que trabaja en relación de dependencia (49,7%) no tiene descuento jubilatorio<sup>81</sup>, lo que refleja la precariedad de los puestos de trabajo, la limitada capacidad de brindar protección en el largo plazo, y la urgencia de generar estrategias que proporcionen adecuadas condiciones de vida a este grupo poblacional.
23. **Pueblos indígenas.** De acuerdo a los datos del Censo Nacional de Población, Hogares y Viviendas 2022, aproximadamente el 2,9% de la población total en Argentina se reconoce como indígena o descendiente de Pueblos Indígenas u originarios, lo que equivale a 1 306 730 personas<sup>82</sup>. De estos, 51,6% son hombres y 48,4% son mujeres. Los pueblos indígenas con mayor representación son: Mapuche (16,7%), Guaraní (15,5%), Diaguita (9,8%), y Qom/Toba (9,2%)<sup>83</sup>.
24. Después de Buenos Aires (28,5%), la población que se reconoce como indígena se concentra en las provincias de Salta (10,9%), Jujuy (6,2%), y Córdoba (5,3%)<sup>84</sup>. Los jóvenes comprenden el 20,5% de la población indígena (entre 15 y 29 años), los adultos entre 30 y 64 equivalen al 50,6%, mientras que los adultos mayores son apenas el 12,7%<sup>85</sup>.
25. El 74,1% de la población indígena entre 5 y 24 años asiste a un centro educativo. Las mayores tasas de asistencia se observan entre los 5-9 años (96,1%) y los 10 a 14 años (94,2%), mientras que, entre los 15 y 19 años, la tasa de asistencia es apenas 73,5%, lo que refleja limitaciones para la culminación de la educación secundaria para la población indígena<sup>86</sup>.
26. **Trabajo infantil.** De acuerdo a la Encuesta de Actividades de Niños, Niñas y Adolescentes (EANNA) 2016-2017<sup>87</sup>, a nivel nacional, el 10,0% de niños y niñas (5-15 años) realizan al menos una actividad productiva<sup>88</sup>, principalmente en áreas rurales (19,8%), y en las regiones NOA (13,6%) y NEA (13,1%). La participación laboral es aún mayor en adolescentes (16-17 años); a nivel nacional, casi la tercera parte (31,9%) realiza actividades productivas, y en zonas rurales, el 43,5%. Similar al caso de niños y niñas, las regiones de NOA (36,8%) y NEA (33,4%) presentan las mayores tasas de trabajo adolescente.
27. El trabajo infantil y adolescente no protegido es parte de la realidad rural argentina, en particular del sector agrícola. Estudios de la OIT identifican cadenas de valor en

<sup>79</sup> INDEC. Disponible en: [https://www.indec.gov.ar/ftp/cuadros/poblacion/censo2022\\_caracteristicas\\_economicas.pdf](https://www.indec.gov.ar/ftp/cuadros/poblacion/censo2022_caracteristicas_economicas.pdf)

<sup>80</sup> *Ibid.*

<sup>81</sup> INDEC. Disponible en: [https://www.indec.gov.ar/ftp/cuadros/poblacion/censo2022\\_caracteristicas\\_economicas.pdf](https://www.indec.gov.ar/ftp/cuadros/poblacion/censo2022_caracteristicas_economicas.pdf)

<sup>82</sup> Disponible en: [https://censo.gob.ar/index.php/datos\\_definitivos\\_total\\_pais/](https://censo.gob.ar/index.php/datos_definitivos_total_pais/)

<sup>83</sup> *Ibid.*

<sup>84</sup> *Ibid.*

<sup>85</sup> *Ibid.*

<sup>86</sup> *Ibid.*

<sup>87</sup> Última información oficial disponible con representación a nivel nacional y regional.

<sup>88</sup> De acuerdo al diseño conceptual y metodológico de la EANNA, "las actividades productivas incluyen el trabajo orientado al mercado (trabajo en la ocupación), la realización de actividades de autoconsumo y el desarrollo de tareas domésticas de manera intensiva".

las que NNYA del país se encuentran laborando. Por ejemplo, (i) en la etapa primaria de la cadena de valor vitivinícola (en fincas pequeñas, y en algunos casos, en escala media)<sup>89</sup>, (ii) en cultivos de ajo y tomate (con mayor incidencia en unidades productivas de ajo de menor hectareaje, y con escaso nivel de tecnificación)<sup>90</sup>. Las actividades en las que participan están relacionadas con el proceso de transformación (pelado, cortado y selección)<sup>91</sup>.

28. Argentina ha avanzado en el reconocimiento, regulación, y ejercicio de la prevención y erradicación del trabajo infantil, así como la protección del trabajo adolescente (Ley 26.390 - 2008, Ley 26.847 - 2013, Ley 27.364 - 2017), recibiendo el 2023 el reconocimiento como país pionero de la Alianza 8.7<sup>92</sup>. Actualmente, cuenta con el Plan Nacional para la Prevención y Erradicación del Trabajo Infantil y Protección del Trabajo Adolescente 2024-2028. Programas como "Offside ¡Marcando la Cancha!"<sup>93,94</sup> y "Buena Cosecha"<sup>95</sup>, diseñados en línea con el Plan Nacional, cuentan con estudios que muestran resultados favorables sobre su contribución con la prevención y reducción del trabajo infantil. Finalmente, cabe mencionar que no se permitirá el trabajo infantil en ninguna actividad y proyecto apoyado por el FIDA. Cada proyecto del FIDA se adhiere al cumplimiento de las leyes nacionales y acuerdos internacionales de no contratar niños, niñas y adolescentes de una edad prohibida por las leyes nacionales y acuerdos internacionales suscritos por el GoA en la materia. (Para mayor detalle, ver Anexo IV.a. Trabajo infantil).

V.

29. **Nutrición.** Las condiciones de pobreza tienen su reflejo directo en la situación nutricional y la seguridad alimentaria del país. De acuerdo al World Development Indicators del Banco Mundial (2021), el 36.9% de la población en Argentina se encuentra en condiciones de inseguridad alimentaria moderada o severa. Por su parte, el Estado de la Seguridad Alimentaria y la Nutrición en el Mundo 2023<sup>96</sup> informa que, en Argentina, para el periodo 2020-2022, la prevalencia de desnutrición es de 3,2%, mientras que la prevalencia de la inseguridad alimentaria grave en la población total es de 13,1% (incremento desde 5,8% con respecto al periodo 2004-2006)<sup>97</sup>, y la prevalencia de la anemia de la población entre 15 y 49 años es de 11,9%.
30. Según la Segunda Encuesta Nacional de Nutrición y Salud (ENNyS) de 2019<sup>98</sup>, el 41,1% de niños y adolescentes de entre 5 y 17 años tiene sobrepeso y obesidad, sin diferencias por nivel socioeconómico, pero con algunas diferencias regionales, en particular, la Patagonia presentó una prevalencia de exceso de peso de casi la mitad de su población (46,6%). En el caso de las personas mayores de 18 años, un importante 61.6%<sup>99</sup> presentan exceso de peso, y a diferencia de los niños y adolescentes, para los que la obesidad afecta por igual en todos los estratos socioeconómicos, los adultos de menores ingresos tuvieron un 22% más obesidad que los de mayores ingresos.

<sup>89</sup> <https://www.ilo.org/es/publications/trabajo-infantil-y-adolescente-en-la-cadena-vitivinicola-de-la-provincia-de>

<sup>90</sup> <https://www.ilo.org/es/publications/trabajo-infantil-y-adolescente-en-la-cadena-de-produccion-de-ajo-y-tomate>

<sup>91</sup> *Ibid.*

<sup>92</sup> <https://www.argentina.gob.ar/noticias/argentina-reconocida-internacionalmente-por-avances-en-la-lucha-contra-el-trabajo-infantil#:~:text=La%20Argentina%20ha%20sido%20recientemente,y%20la%20trata%20de%20personas.>

<sup>93</sup> <https://www.ilo.org/es/projects-and-partnerships/projects/proyecto-offside-marcando-la-cancha>

<sup>94</sup> <https://www.ilo.org/es/publications/mas-agua-menos-trabajo-infantil>

<sup>95</sup> [https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/mteyss-otia-evaluacion\\_del\\_buena\\_cosecha\\_12\\_de\\_junio.pdf](https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/mteyss-otia-evaluacion_del_buena_cosecha_12_de_junio.pdf)

<sup>96</sup> Disponible en: <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/d34d8ff3-18a2-4171-88eb-52c4b5e7c035/content>

<sup>97</sup> El número de personas con una inseguridad alimentaria severa se ha incrementado de 2,5 a 5,9 millones comparando los periodos 2014-16 con 2020-2022, respectivamente.

<sup>98</sup> [http://www.msal.gob.ar/images/stories/bes/graficos/0000001565cnt-ennys2\\_resumen-ejecutivo-2019.pdf](http://www.msal.gob.ar/images/stories/bes/graficos/0000001565cnt-ennys2_resumen-ejecutivo-2019.pdf)

<sup>99</sup> INDEC. Disponible en: <https://www.indec.gob.ar/indec/web/Nivel3-Tema-4-32>.

31. La ENNyS 2019 también resalta un consumo deficiente de alimentos recomendados. Así, solo un tercio de la población consume al menos una vez por día frutas frescas y verduras, solo 4 de cada 10 individuos consume lácteos recomendados diariamente, y la mitad de la población consume carnes (rojas, de ave, y/o huevo) al menos una vez por día. Por el contrario, el consumo de alimentos no recomendados es extremadamente alto: el 36,7% toma bebidas artificiales con azúcar diariamente, el 17,2% consume diariamente productos de pastelería y galletitas dulces, y el 36% y 15% consume golosinas y productos de copetín dos veces por semana o más. Llama la atención que el consumo de alimentos no recomendados sea mayor en niños que en adultos: por ejemplo, los niños, niñas y adolescentes consumen un 40% más de bebidas azucaradas, el doble de productos de pastelería y galletitas dulces, el doble de productos de copetín y el triple de golosinas respecto de los adultos.
32. La vulnerabilidad socio-económica está fuertemente relacionada con la problemática de la inseguridad alimentaria y nutricional. El aumento del costo de la canasta producto de la creciente inflación dificulta el acceso a alimentos de calidad y ricos en nutrientes; de igual modo, los hábitos alimentarios tienen impacto sobre el estado nutricional. Precisamente, debido a la calidad y cantidad de carne que se produce en Argentina, el alto consumo de proteína se ha vuelto una costumbre muy arraigada que está afectando la salud pública, por lo que resulta relevante que el país oriente esfuerzos en diversificar su producción, incorporando verduras, frutas y hortalizas.
33. **Patrimonio cultural.** Argentina presenta una gran cantidad de territorios con alto valor histórico, arqueológico, turístico y cultural. Por ejemplo, el norte argentino posee vestigios del imperio incaico con pinturas rupestres de diversas etnias: Graneros incaicos de La Poma (provincia de Salta), Ruinas del Shincal (provincia de Catamarca), o Ruinas de la Misión Jesuítica de Santa Ana (provincia de Misiones), que en 1984, la UNESCO declaró como Patrimonio Mundial de la Humanidad. También se encuentran la Cueva de las Manos en Santa Cruz (región patagónica), y el Monumento natural Abra del Acay (provincia de Salta). Por lo que toda acción de los proyectos debiera contemplar el debido mapeo de dichos sitios, a fin de preservar el patrimonio cultural y natural del país.
34. Las tradiciones de Argentina provienen de una mezcla de influencias indígenas, europeas y africanas. Como en toda sociedad, estas permiten forjar una cultura y un sentido de identidad que trasciende entre generaciones. Dentro de las festividades argentinas se pueden mencionar las siguientes: el Carnaval (se celebra en varias ciudades del país; en el Noroeste, coincide con las lluvias veraniegas y los pueblos toman al agua para tener buenas cosechas), la Vendimia (celebración de la producción vitivinícola a la Virgen de la Carrodilla, patrona de los viñedo, provincia de Mendoza), y la Fiesta Nacional del Lúpulo (siendo la cerveza artesanal otro producto nacional importante, esta se celebra en la localidad de El Bolsón, Chubut). A estas celebraciones, le acompañan melodías y danzas, como el carnavalito, zamba, cueca, chacarera, gato, malambo, sin dejar de mencionar al tango.

## **B. Contexto, tendencias y repercusiones en materia de medio ambiente y clima**

35. **Biodiversidad.** Argentina cuenta con 18 ecorregiones (15 continentales, dos marinas y una en la Antártida): Altos Andes; Puna; Monte de Sierras y Bolsones, Selva de las Yungas; Chaco Seco; Chaco Húmedo Selva Paranaense; Esteros del Iberá; Campos y Malezales; Delta del Paraná; Espinal; Pampa; Monte de Llanuras y Mesetas; Estepa Patagónica; Bosques Patagónicos; Islas del Atlántico Sur; Mar Argentino y Antártida. Ocho de las 18 ecorregiones han sido clasificadas como de las más altas prioridades para la conservación: Pampa, Chaco Seco, Yungas, Deltas e Islas del Paraná, Selva Paranaense, Puna y Bosques Patagónicos. La conversión de ecosistemas naturales a

tierras agropecuarias ha tenido consecuencias como la pérdida de hábitat y biodiversidad, la alteración de interacciones bióticas y de procesos biogeoquímicos (ciclos del agua, carbono y de los nutrientes), la reducción de la capacidad de provisión de servicios ecosistémicos y la transformación del paisaje.<sup>100</sup>

36. **Áreas protegidas.** Argentina cuenta con 539 áreas protegidas registradas que integran el Sistema Federal de Áreas Protegidas (SiFAP). Las áreas protegidas continentales, que incluyen también áreas costero-marinas, no estrictamente marinas, cubren una superficie de 44.203.352 hectáreas y representan el 15,90 % del territorio nacional continental. Del total de áreas protegidas, **65 son nacionales** de jurisdicción nacional bajo la Administración de Parques Nacionales y **474 son provinciales**, reconocidas por las provincias ante el SiFAP bajo alguna categoría de gestión provincial, municipal, universitaria, privada o de gestión mixta, con respaldo normativo legal provincial o municipal.<sup>101</sup>
37. **Bosques.** La Ley N° 26.331 (Presupuestos Mínimos para la Protección Ambiental de los Bosques Nativos, diciembre de 2007) establece que las áreas boscosas están divididas en tres categorías: rojo-muy alto valor de conservación, amarillo-mediano valor que puede ser sometido a aprovechamiento sostenible, y verde-bajo valor que puede transformarse parcialmente o en su totalidad. La República Argentina se encuentra entre los diez países con mayor pérdida neta de bosques en el período 2000-2015. La pérdida de bosques nativos entre 1998 y 2018 fue de alrededor de 6,5 millones de hectáreas, ocurriendo el 43% de la misma (aproximadamente 2,8 millones de hectáreas), dentro del período de vigencia de la Ley N° 26.331 (2008 a 2018). El porcentaje anual de pérdida de bosque nativo respecto del total de bosque nativo remanente en las distintas regiones forestales del país, mostró una disminución desde la sanción de dicha Ley, desde aproximadamente 0,9 % anual hasta su mínimo (0,34 % anual) en el año 2015. Desde entonces, la tasa de deforestación se incrementó, alcanzando en 2018 (tasa de 0,42 % anual) una superficie desmontada de 183.368 hectáreas.<sup>102</sup>
38. En el marco de la misma Ley, todas las provincias del país presentaron sus Ordenamientos Territoriales de Bosques Nativos (OTBN). Se cuenta con 53.654.545 hectáreas de bosque nativo acreditados en el OTBN o 536.545 km<sup>2</sup> distribuidos en las 23 provincias, lo que representa el 19,2 % de la superficie continental del país. Las provincias con mayor superficie de bosque nativo son Santiago del Estero, Salta, Chaco y Formosa correspondientes a la Región Chaqueña.<sup>103</sup>
39. Con el objetivo de establecer la población vinculada a los bosques nativos, se realizó un análisis con base a las superficies de los OTBN provinciales en el año 2017<sup>104</sup> y los datos de población por provincia del último Censo Nacional de Población, Hogares y Viviendas (CNPHyV) del año 2010. En una primera aproximación, se utilizaron datos de los 527 departamentos/partidos o comunas correspondiente a las 23 provincias y a la Ciudad Autónoma de Buenos Aires, publicados por el Instituto Geográfico Nacional (IGN, 2018). Por otro lado, se contabilizó la población de los 340 departamentos que contienen bosque nativo en forma total o parcial (mayormente áreas urbanas o los

<sup>100</sup> Estrategia Nacional de Biodiversidad y Plan de Acción 2016-2020: [https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/estrategia-biodiversidad\\_2016-2020.pdf](https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/estrategia-biodiversidad_2016-2020.pdf)

<sup>101</sup> <https://www.argentina.gob.ar/ambiente/areas-protegidas>

<sup>102</sup> Dirección Nacional de Bosques, Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible; Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria (INTA); Asociación Ingenieros Forestales Chubut. 2020. Causas e impactos de la deforestación de los bosques nativos de Argentina y propuestas de desarrollo alternativas.

<sup>103</sup> Ibid.

<sup>104</sup> MAyDS -Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible de la Nación. 2017. Cartografía digital de Ordenamientos territoriales de los bosques nativos, escala 1:250.000, en el marco de la Ley N° 26331 de Presupuestos Mínimos de Protección Ambiental de los Bosques Nativos.

límites de los bosques). A partir de este cálculo se indica que 21.521.008 habitantes, que equivalen al 54 % del total del país, se localizan dentro de los departamentos con bosques nativos, esta población se divide en 87 % urbana y el 13 % rural (5 % agrupada y 8 % dispersa).<sup>105</sup>

40. El índice de Necesidades Básicas Insatisfechas (NBI) del Censo Nacional de Población, Hogares y Viviendas del año 2010, cuantifica la pobreza estructural permitiendo identificar los sectores vulnerables donde aplicar políticas públicas. El NBI establece umbrales mínimos de bienestar a partir de la cobertura de un cúmulo de necesidades materiales básicas. El 13 % del país cumple con al menos un indicador con NBI. El 8 % de la población con NBI viven en los departamentos con Bosques Nativos (61,5 % del total nacional).<sup>106</sup>
41. La deforestación incide en los patrones migratorios del país. Se hizo un análisis sobre una muestra de 509 departamentos (340 de los cuales están dentro de los OTBN) distribuidos en las 23 provincias, el cual determinó que la migración es mayor en las zonas con bosque nativo, afectando al 29 % (147 departamentos) del total de departamentos del país. Las provincias del norte presentan los movimientos migratorios interprovinciales más grandes. Las jurisdicciones que presentaron los saldos migratorios negativos más relevantes en relación con la población total fueron Formosa, Santiago del Estero, Chaco, Misiones y Catamarca. En una situación opuesta, se encuentran las provincias patagónicas, especialmente Tierra del Fuego y Santa Cruz.<sup>107</sup>
42. Para identificar la potencial relación entre la migración y la deforestación, se analizaron los datos de saldo migratorio 2001-2010 por departamentos y la pérdida de bosques nativos generados por la Unidad de Manejo del Sistema de Evaluación Forestal (UMSEF) de la ex Dirección Nacional de Bosques. La mayor proporción de departamentos con saldos migratorios negativos correspondió a aquellos que presentaron deforestación (112 departamentos), y representaron el 33 % de los departamentos del OTBN.<sup>108</sup>
43. **Humedales.** La gran extensión del país y su variedad de climas y relieves determinan la presencia de una importante abundancia y diversidad de humedales. Pueden encontrarse conformando grandes extensiones, en forma de paisajes de humedales, reconocidos y valorados por los múltiples servicios ecosistémicos que brindan (como el [Delta del Paraná](#)), pero también como pequeños humedales ubicados en zonas áridas (mallines, vegas, barreales, etc.) de gran importancia local como proveedores de agua dulce, forraje para fauna y ganado, hábitat de diversidad biológica. Se han designado 23 Humedales de importancia internacional o Sitios Ramsar, que abarcan una superficie total de 5.687.651 hectáreas. Entre ellos se encuentran los humedales de Península Valdés en Chubut, declarada Patrimonio Natural de la Humanidad por la UNESCO, Laguna de los Pozuelos en Jujuy, Palmar de Yatay en Entre Ríos, Lagunas y Esteros del Iberá en Corrientes o la Reserva Ecológica Costanera Sur.<sup>109</sup>
44. **Recursos hídricos.** El país tiene 101 cuencas hidrográficas, donde se concentra el 85% del agua superficial del territorio. El 30% del agua utilizada en el país proviene de fuentes subterráneas y el promedio de agua utilizada en Argentina ronda los 34.000 millones de m<sup>3</sup> por año, de los cuales, aproximadamente el 71% es utilizado

<sup>105</sup> Dirección Nacional de Bosques, Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible; Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria (INTA); Asociación Ingenieros Forestales Chubut. 2020. Causas e impactos de la deforestación de los bosques nativos de Argentina y propuestas de desarrollo alternativas.

<sup>106</sup> Ibid.

<sup>107</sup> Ibid.

<sup>108</sup> Ibid.

<sup>109</sup> <https://www.argentina.gob.ar/ambiente/contenidos/humedales>

para irrigación, 13% para uso doméstico, 9% para la ganadería y 7% para actividades industriales.<sup>110</sup> A nivel nacional, la disponibilidad del recurso hídrico se puede expresar como un caudal promedio por año de aproximadamente 26.000 m<sup>3</sup>/s. Aunque esta cifra parece cuantitativamente importante, es necesario considerar que la distribución espacial es muy heterogénea. El 85% del agua superficial del país corresponde a los territorios argentinos de la cuenca del Río de la Plata, con sus Ríos Paraguay, Uruguay y Paraná, entre sus cursos de agua principales, y con la mayor concentración de su población y actividad productiva. En el otro extremo se sitúan las provincias áridas y semiáridas, con cuencas de escasa pluviosidad y menos del 1% del total del agua superficial.<sup>111</sup>

45. Existe una amenaza creciente a la sostenibilidad de las fuentes de aguas superficiales y subterráneas por la alteración antrópica del uso del suelo en su cuenca de aporte. Las prácticas agrícolas no conservacionistas, la deforestación, el uso de agroquímicos y los cambios en el uso del suelo, particularmente la urbanización, perturban el balance hídrico y las condiciones de calidad de las fuentes. Algunos impactos son: i) el incremento en la cantidad de sólidos en suspensión por mayor erosión hídrica debido a procesos de deforestación, sobrepastoreo o mal manejo de las tierras arables, como se verifica en Misiones, en algunas áreas de la cuenca del río Bermejo y otras zonas del país; ii) la presencia de plaguicidas en cursos superficiales, como se ha detectado en aguas del Río Uruguay y del Río Negro; iii) la contaminación de reservorios superficiales como el Embalse de Río Hondo, en Santiago del Estero, o los Lagos San Roque y Los Molinos en Córdoba, por aguas servidas sin tratar, provenientes de asentamientos urbanos e industriales ribereños o situados en la cuenca de aporte; iv) la contaminación de acuíferos por disposición de líquidos cloacales en pozos ciegos, como ocurre con el "Puelche" en la provincia de Buenos Aires, o el desarrollo urbano industrial intensivo, como sucede en el cordón urbano industrial que bordea a los Ríos Paraná y de la Plata desde Rosario hasta La Plata, donde sus afluentes en estado muy grave de contaminación, como el Matanza-Riachuelo y el Reconquista, en la zona del Gran Buenos Aires.<sup>112</sup>
46. **Suelos.** La Argentina es un país extenso que tiene una gran superficie de suelos afectados por sales (SAS), distribuidos en ambientes muy diferentes. El origen de estos suelos es en parte natural y también en parte inducido por diferentes actividades, como la producción agrícola y ganadera, el riego, el manejo forestal, etc. Los SAS se encuentran preferentemente en ambientes áridos y semiáridos, ubicados hacia el oeste del territorio. En estas zonas existen suelos salinos que muestran con frecuencia eflorescencias salinas y costras, y suelos con horizontes B nátricos. En las zonas áridas dedicadas a la agricultura intensiva de regadío completo (viñedos, frutas, hortalizas), la salinización secundaria afecta en diferente grado, en promedio alrededor del 25 % de la superficie total. La mayor parte de la salinización del suelo es causada por el ascenso capilar de sales desde el agua subterránea.<sup>113</sup>
47. Por otro lado, existen millones de hectáreas de suelos naturales en ambientes húmedos, subhúmedos y semiáridos, la mayoría de ellos con horizontes B nátricos de diferente espesor y también con reacción alcalina en todo o parte del perfil. Estos suelos se ubican en el este del país y las tres grandes áreas donde se concentran

---

<sup>110</sup> Deraipian F. (2016). *El canon de agua en Argentina. Análisis comparativo de la región Centro y Litoral*.

<sup>111</sup> Instituto Nacional del Agua (2010). *Prospectiva Hídrica. La Argentina y el agua*.

<sup>112</sup> Ministerio de Ciencia, Tecnología e Innovación Productiva, Secretaría de Planeamiento y Políticas. 2012. *Plan Nacional de Ciencia, Tecnología e Innovación Productiva*.

<sup>113</sup> Rodríguez et al. 2022. *Boletín Informativo de la Red Argentina de Salinidad*. Disponible en

<https://repositorio.inta.gob.ar/xmlui/handle/20.500.12123/15392>.

estos suelos son: la "Pampa Deprimida" en la provincia de Buenos Aires, la "Pampa Interior" ubicada principalmente en el NO de Buenos Aires y Centro-Sur de Córdoba y los "Bajos Submeridionales" en el sur del Chaco y Centro-Norte de Santa Fe. Además, existen suelos agrícolas que sufrieron recientes procesos de salinización/alcalinización debido a alteraciones en el régimen hídrico. Un fenómeno asociado es el aumento de las precipitaciones que se ha producido a nivel local en los últimos 30 años, que elevó el nivel del agua subterránea y contribuyó al problema en las áreas de descarga del agua subterránea. Los SAS tienen graves impactos sobre las funciones del suelo, lo cual conduce a una serie de consecuencias, que incluyen disminuciones significativas en la productividad agrícola, la calidad del agua, la biodiversidad del suelo y pérdidas por erosión. Esta degradación de los suelos afecta las funciones de los sistemas ecológicos globales, como los ciclos hidrológicos, de nutrientes y biogeoquímico, y perjudican la provisión de servicios de los ecosistemas, que son fundamentales para sustentar la vida humana y la biodiversidad. Además, disminuye su capacidad para actuar como amortiguador y filtro contra los contaminantes.<sup>114</sup>

48. **Incendios forestales.** Los focos de incendios tienen múltiples motivos. Sin embargo, según el Servicio Nacional de Manejo del Fuego (SNMF), las acciones humanas son responsables del 95% de los incendios. La negligencia, los fogones mal apagados y la quema intencional de pastizales, son algunas de las prácticas más riesgosas que inician los grandes incendios en el país. Con frecuencia los incendios intencionales están asociados a las prácticas de quema de pastizales para el avance de proyectos inmobiliarios y/o la agro-ganadería. Las principales causas de la pérdida de bosques nativos están asociadas a los cambios de uso de suelo que se realizan para desarrollar actividades agrícolas y ganaderas, así como los incendios. Por otro lado, la proliferación de los incendios forestales también se explica por el cambio climático: altas temperaturas, intensas sequías, bajos niveles hídricos. Todas estas condiciones hacen que los territorios sean más propensos a incendios o que éstos se propaguen más rápidamente.<sup>115</sup>
49. Para el año 2022, el SNMF presentó información de las provincias de Buenos Aires, Corrientes, Jujuy, La Rioja, Santa Fe y Tierra del Fuego. En el caso de la provincia de Río Negro, solo se publicó información del Departamento de Bariloche. Del total de 1.401.046 hectáreas afectadas en el año indicado, un 65,34% correspondió a pastizales, el 15,33% a arbustales, el 11,06% a bosque nativo y el 0,40% a bosque cultivado. Hay un porcentaje del 7,87 de superficie de la cual no se pudo determinar el tipo de vegetación, del cual 46,37% corresponde a la Parques Nacionales, un 38,99 % a la provincia de Santa Fe, un 9,39% a Corrientes, el 4,15 % a Jujuy y el 1,10% restante se distribuye entre las provincias de Jujuy, La Rioja, Buenos Aires, San Juan y Tierra del Fuego. Con respecto a los Bosques Nativos, las jurisdicciones de La Pampa (40,49%), San Luis (25,60%), y Parques Nacionales (6,94%) reúnen el 73,03% del área incendiada. La provincia de Entre Ríos, fue la más perturbada representado el 17,05% del total de la superficie quemada en el país, seguida de La Pampa con un 15,29% del total.<sup>116</sup>

VI.

50. **Contexto Climáticos y Tendencias.** Durante el período 1960-2010, se observaron aumentos en las precipitaciones medias anuales para la mayor parte del territorio argentino, con variaciones interanuales e interdecadales. Los mayores aumentos

<sup>114</sup> Rodríguez et al. 2022. Boletín Informativo de la Red Argentina de Salinidad. Disponible en

<https://repositorio.inta.gob.ar/xmlui/handle/20.500.12123/15392>.

<sup>115</sup> Amnistía Internacional. 2022. Informe los Incendios Forestales en Argentina. La situación en 2022.

<sup>116</sup> Ministerio del Ambiente y Desarrollo Sostenible. 2023. Anuario de Estadística Forestal Productos primarios, carbón y durmientes. Incendios Forestales. Comercio exterior.

nominales se registraron en zonas específicas, con más de 200 mm al año, no obstante, los aumentos porcentuales fueron más significativos en las zonas semiáridas. Además, se registró un aumento en la frecuencia e intensidad de precipitaciones extremas en gran parte del país y un aumento en la precipitación diaria máxima que se tradujo en inundaciones más frecuentes, principalmente urbanas. Este cambio trajo importantes consecuencias en el balance hídrico y la hidrología del país.<sup>117</sup>

51. En cuanto a las proyecciones de temperatura, la Tercera Comunicación Nacional (TCN) indica un aumento en la temperatura media anual en todo el país durante este siglo, tanto en un escenario RCP4.5 como en el RCP8.5. En el mediano plazo (hasta 2039), la tasa de calentamiento sería más acelerada que la observada en las últimas décadas, con aumentos proyectados entre 0,5 °C y 1,0 °C. Hacia fin de siglo, las proyecciones indican un aumento de temperatura, destacándose el caso del noroeste argentino, con un aumento de más de 3 °C para el escenario de altas concentraciones (RCP8.5).
52. Respecto a la precipitación, para el escenario RCP8.5 se proyecta para fin de siglo, un descenso de entre 10% y 20% en la media anual sobre el oeste de la Patagonia y en la zona cordillerana de Mendoza, y un aumento de las mismas características en el centro y la mayor parte del este del país. También en línea con lo observado recientemente, se proyectan aumentos en la frecuencia de eventos de precipitaciones intensas<sup>118</sup>. El aumento proyectado de la temperatura es mayor en el norte que en el sur, con un máximo en el noroeste que se extiende hacia el sur en los escenarios de mayor calentamiento llegando hasta el centro de la Patagonia con más de 3 °C. La región de máximo calentamiento sería la del noroeste que no solo está muy alejada del mar, sino que sus características continentales están agudizadas por estar encerrada entre las sierras pampeanas desde Salta hasta San Luis por el este, por los Andes al oeste y por la Puna al norte, lo que aumenta su aislamiento de las masas de aire provenientes del mar en cuyo caso el calentamiento sería menor<sup>119</sup>.
53. La TCN también destaca que, dada la extensión de la Argentina y la variedad de su clima, el cambio climático incidirá en forma diferente en las distintas regiones del país. La región andina subtropical es la que mayores cambios de temperatura ha registrado desde 1960 y sobre la que se proyecta el mayor calentamiento durante el resto del siglo, lo que conducirá a un escenario de creciente estrés hídrico, con menor eficiencia del uso del agua por los sistemas ecológicos y la probable extinción local de algunas de las especies menos tolerantes a estas nuevas condiciones. Las provincias andinas de Mendoza y San Juan, una de las zonas más ricas y productivas del sector primario, es también más vulnerable al cambio climático, ya que es altamente dependiente del agua que proviene de la Cordillera. Los Impactos específicos en los sectores de agricultura y ganadería se explican en los siguientes párrafos.
54. Para la región pampeana que es la de mayor importancia en la agricultura nacional, los modelos de productividad indican que en el futuro cercano y considerando el efecto del CO<sub>2</sub>, los rendimientos medios de soja y maíz aumentarían en forma considerable y moderada respectivamente, mientras que el cultivo de trigo sufriría leves reducciones con diferencias geográficas; las pérdidas de productividad de este cereal serán importantes en Córdoba y Santa Fe, mientras que el sur y oeste de la provincia de Buenos Aires y la zona productiva de La Pampa se verían beneficiados.

---

<sup>117</sup> <https://www.argentina.gob.ar/ambiente/cambio-climatico/tercera-comunicacion>

<sup>118</sup> Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible, República Argentina (2020). *Segunda Contribución Determinada a Nivel Nacional de la República Argentina*.

<sup>119</sup> Gabinete Nacional de Cambio Climático (2019). *Plan Nacional de Adaptación y Mitigación de Cambio Climático*.

55. Es probable que en el futuro cercano la productividad de los principales granos en sus zonas de producción se mantenga o incluso mejore por el aumento de la concentración de CO<sub>2</sub> y del cambio climático. Las mejores condiciones climáticas pueden conducir a intensificar y expandir las actividades del sector, lo que podría afectar su vulnerabilidad por el deterioro de las cualidades físicas y /o químicas del suelo y el agua, y la pérdida de biodiversidad.
56. Los modelos de producción ganadera proyectan para fin de siglo reducciones de la producción de carne bovina en el norte de la región Pampeana, estabilidad en el centro de la región y aumentos en la zona oeste. Estos cambios se producirían principalmente por el efecto de los cambios del clima en la producción de forraje.
57. Otro impacto importante del cambio del clima sería el desplazamiento geográfico de las zonas ganaderas. La región de ganadería tropical (región ganadera 1) ubicada al norte de la isoterma de 26°C (durante el mes más cálido) que comprende las subregiones oriental (más húmeda) y occidental (más seca) se desplazaría paulatinamente hacia el este en su límite superior y hacia el sudoeste en su porción media e inferior. Hacia fines de siglo la subregión oriental abarcaría las provincias de Misiones, Corrientes, centro oeste de Entre Ríos, centro sur de Santa Fe, este de Córdoba, noroeste de Buenos Aires y noreste de La Pampa. Mientras que la subregión occidental se extendería por el este de San Luis, norte de La Pampa, gran parte de Córdoba, sudeste de Santiago del Estero, sudeste de Chaco y Formosa y el norte de Santa Fe, Figura 4.8.3. La región ganadera de clima templado (región ganadera 4), ubicada al sur de la isoterma de 26°C durante el mes más cálido, se comprimiría paulatinamente, a medida que avanzan las condiciones más cálidas, ocupando el centro-sur y centro-oeste de la provincia de Buenos Aires y el centro de La Pampa hacia fines de este siglo.
58. Es probable que, en el mediano plazo, Argentina pueda sostener la productividad de las principales actividades agrícolas y ganaderas, en la mayor zona de producción de granos y carne del país, a pesar de los cambios proyectados en los valores medios de temperatura y precipitación. Sin embargo, existen varios riesgos que deben considerarse al estimar la vulnerabilidad del sector. La intensificación de los eventos extremos (lluvias intensas, inundaciones, sequías, olas de calor) amplifica la variabilidad interanual de la producción y compromete la estabilidad del sistema. Durante la campaña 2008/09 se instaló un episodio de sequía muy severo que redujo cerca del 40% la producción de granos de esa campaña y de la superficie sembrada con cultivos de invierno en la campaña siguiente. En enero de 2010, la ola de calor que se instaló en el centro del país, con temperaturas máximas de 10°C por encima del promedio histórico durante 10 días, afectó severamente la producción y la calidad del cultivo de girasol. Estos eventos, que desestabilizan al sector y tienen efectos sobre la economía del país en el corto plazo, merecen una especial atención al momento de cuantificar la vulnerabilidad y planificar medidas de adaptación al cambio climático.

## **II. Parte 2: Instituciones y marco jurídico**

59. En esta sección se describirá la institucionalidad nacional y el marco legal en el que se implementará el COSOP.

### **A. Instituciones**

60. **Ministerio de Economía, Secretaría de Bioeconomía:** En 2024, mediante el Decreto 293/2024<sup>120</sup>, se modificó la estructura del Ministerio de Economía. Como resultado, la Secretaría de Agricultura, Ganadería y Pesca pasó a denominarse **Secretaría de Bioeconomía**. Esta Secretaría opera con 4 divisiones: i) Subsecretaría de Mercados Agropecuarios y Negociaciones Internacionales; ii) Subsecretaría de Bioindustrias, Biotecnologías e Innovación; iii) Subsecretaría de Producción Agropecuaria y Forestal y iv) Subsecretaría de Recursos Acuáticos y Pesca. Entre las principales funciones están:

- Elaborar y ejecutar planes, programas y políticas de producción, tecnología, calidad y sanidad en materia agropecuaria, pesquera y forestal, coordinando y conciliando los intereses del Estado Nacional, las provincias y los diferentes subsectores; así como asistir en lo relativo a la aplicación de la política comercial de productos agropecuarios.
- Dirigir el desarrollo de instrumentos para la inserción económica en el mundo de la producción agroalimentaria nacional, para el desarrollo de la bioeconomía, incluyendo los aspectos bioenergéticos, biotecnológicos y producción de bioproductos, que contengan líneas de acción, instrumentos de promoción, y mecanismos institucionales de interacción con otras áreas con competencia en la materia.
- Promover la utilización y conservación de los agro-ecosistemas y recursos naturales destinados a la producción agropecuaria, pesquera y forestal a fin de promover el desarrollo económico del sector, incluyendo la diferenciación y el valor agregado en su transformación.
- Asistir y participar en el diseño y ejecución de las políticas de desarrollo, promoción, financiamiento, calidad, bioseguridad y sanidad de productos agropecuarios incluida su transformación, para consumo alimentario de origen animal o vegetal, promoviendo los estándares de comercialización respectivos, en coordinación con las áreas competentes en la materia.

61. **Ministerio del Interior, Secretaría de Ambiente, Turismo y Deporte:** El Decreto 8/2023 de fecha 10 de diciembre de 2023, en su Artículo 7, establece que "los compromisos y obligaciones asumidos por el Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible y por el Ministerio de Turismo y Deporte, estarán a cargo del Ministerio del Interior, considerándose transferidos los créditos presupuestarios, unidades organizativas bienes, personal cargos y dotaciones vigentes a la fecha, hasta tanto se aprueben las estructuras correspondientes". En esto contexto, se crea la Secretaría de Ambiente, Turismo y Deporte del Ministerio del Interior, centrándose la gestión ambiental nacional en la Subsecretaría de Ambiente.<sup>121</sup>

62. Conforme el Artículo 124 de la Constitución Nacional, corresponde a las provincias el dominio originario de los recursos naturales existentes en su territorio. La gestión ambiental está a cargo de determinadas instancias en cada provincia, según se detalla en la siguiente tabla:

Región	Provincia	Gestión del ambiente y recursos naturales
NOA	Catamarca	Organismo principal: Ministerio de Agua, Energía y Medio Ambiente, del cual dependen la Secretaría de Agua, la Secretaría de Energía y la Secretaría de Medio Ambiente, más tres direcciones ministeriales.
	Jujuy	Organismo principal: Ministerio de ambiente, del cual dependen la Secretaría de Calidad Ambiental y la Secretaría de Biodiversidad y Desarrollo Sustentable, más varias direcciones provinciales y ministeriales.

<sup>120</sup> <https://www.boletinoficial.gob.ar/detalleAviso/primera/305459/20240408>

<sup>121</sup> <https://www.boletinoficial.gob.ar/detalleAviso/primera/300727/20231211>

Región	Provincia	Gestión del ambiente y recursos naturales
	La Rioja	Organismo principal: Ministerio de Ambiente y Producción, del cual depende la Secretaría de Ambiente, más varias subsecretarías y direcciones a su cargo.
	Salta	Organismo principal: Ministerio de Producción y Desarrollo Sustentable, del cual dependen la Secretaría de Ambiente y Desarrollo Sustentable, la Secretaría de Recursos Hídricos y la Secretaría de Desarrollo Agropecuario.
	Santiago del Estero	Organismo principal: Ministerio de Obras Públicas, Agua y Medio Ambiente.
	Tucumán	Organismo principal: Secretaría de Estado de Medio Ambiente, que cuenta con las subsecretarías de Recursos Hídricos y de Protección Ambiental, más varias direcciones. La secretaría funciona dentro de la órbita del Ministerio de Desarrollo Productivo.
NEA	Chaco	Organismo principal: Secretaría de Desarrollo Territorial y Ambiente, dependiente de la oficina del Gobernador, de la cual dependen y la Subsecretaría de Ordenamiento Territorial, la Subsecretaría de Ambiente y Biodiversidad y la Subsecretaría de Articulación Comunitaria y Gestión de Tierras.
	Corrientes	Organismo principal: Instituto Correntino del Agua y del Ambiente, el cual comparte la gestión de los recursos naturales con el Ministerio de Turismo, a cargo de la Dirección de Parques y Reservas y la Dirección de Flora y Fauna; Ministerio de la Producción, responsable de la Dirección de Recursos Forestales.
	Formosa	Organismo principal: Ministerio de la Producción y Ambiente, del cual dependen la Subsecretaría de Producción Sustentable y la Subsecretaría de Recursos Naturales, Ordenamiento y Calidad Ambiental.
	Misiones	Organismo principal: Ministerio de Ecología y Recursos Naturales Renovables, del cual dependen la Secretaría de Ecología y Desarrollo Sustentable, la Secretaría de Tierras y Colonización, la Secretaría de Gran Corredor Verde y la Secretaría de Ordenamiento Territorial. Recientemente se aprobó la creación de la Secretaría de Estado de Cambio Climático.
Cuyo	San Luis	Organismo principal: Secretaría de Medio Ambiente y Parques, dependiente de la Jefatura de Gabinete.
	San Juan	Organismo principal: Secretaría de Ambiente y Desarrollo Sustentable, de la cual dependen la Subsecretaría de Conservación y Áreas Protegidas y la Subsecretaría de Desarrollo Sustentable.
	Mendoza	Organismo principal: Secretaría de Ambiente y Desarrollo Territorial, la cual cuenta con cuatro direcciones internas.
Patagonia	Río Negro	Organismo principal: Secretaría de Ambiente y Cambio Climático, de la cual depende la Subsecretaría de Biodiversidad y Cambio Climático y la Subsecretaría de Control y Fiscalización Ambiental. La provincia cuenta con el Departamento Provincial de Recursos Hídricos, la cual basa su organización en áreas específicas vinculadas al control de los efluentes industriales y al relevamiento hidrometeorológico Provincial.
	Chubut	Organismo principal: Ministerio de Ambiente y Control del Desarrollo Sustentable. La provincia cuenta con el Instituto Provincial del Agua, cuyo objetivo es defender y preservar el recurso, evitar su desperdicio y contaminación.
	Neuquén	Organismo principal: Secretaría de Desarrollo Territorial y Ambiente, de la cual depende la Subsecretaría de Ambiente. Dentro de la estructura del Gobierno provincial, se encuentra la Subsecretaría de Recursos Hídricos, encargada de gestionar los recursos hídricos de la Provincia del Neuquén, y es la Autoridad de Aplicación del Código de Aguas (Ley 899), con jurisdicción en todo el ámbito provincial.
	Santa Cruz	Organismo principal: Ministerio de Salud y Ambiente, del cual dependen (entre otras) la Secretaría de Estado de Ambiente y la Subsecretaría de Ambiente Zona Norte. Recientemente se aprobó la creación del Observatorio del Agua, dependiente de la Jefatura de Gabinete y cuyas decisiones serán vinculantes para el manejo de este recurso.
	Tierra del Fuego	Organismo principal: Ministerio de Producción y Ambiente, del cual depende la Secretaría de Ambiente y Desarrollo Sostenible y Cambio Climático.
Pampeana	Santa Fe	Organismo principal: Ministerio de Ambiente y Cambio Climático, del cual dependen (entre otras) la Secretaría de Desarrollo Ecosistémico y Cambio Climático y la Secretaría de Políticas Ambientales. Dentro de estas secretarías se encuentran la Subsecretaría de Protección de la Naturaleza, la Subsecretaría de Recursos Naturales, la Subsecretaría de Evaluación Ambiental, la Subsecretaría de Tecnologías para la Sostenibilidad, la Subsecretaría de Cambio Climático y la Subsecretaría de Desarrollo Ecosistémico. La provincia cuenta con el Observatorio Regional del Agua, el cual constituye un espacio participativo en el que se realiza el seguimiento de la gestión integrada e integral de los recursos hídricos en la provincia de Santa Fe.

Región	Provincia	Gestión del ambiente y recursos naturales
	Entre Ríos	Organismo principal: Secretaría de Ambiente, dependiente del Ministerio de Producción, Turismo y Desarrollo Económico.
	La Pampa	Organismos principales: Subsecretaría de Ambiente y Secretaría de Recursos Hídricos.
	Córdoba	Organismo principal: Secretaría de Ambiente. La provincia cuenta con la Administración Provincial de Recursos Hídricos (APRHI), la cual ejerce la titularidad de los recursos hídricos provinciales, fijando las políticas hídricas a seguir como las relativas al saneamiento, regulando la obtención, escurrimiento, infiltración, uso y conservación del recurso.
	Buenos Aires	Organismo principal: Ministerio de Ambiente, en su calidad de Autoridad de Aplicación de la Ley N° 11.723, cuyo objeto la protección, conservación, mejoramiento y restauración de los recursos naturales y del ambiente en general en el ámbito de la Provincia de Buenos Aires.
	Ciudad Autónoma de Buenos Aires	Organismo principal: Agencia de Protección Ambiental, la cual cuenta con tres direcciones internas.

63. **Ministerio de Capital Humano<sup>122</sup>**: creado el 10 de diciembre de 2023 (Decreto 8/2023), es el organismo público dependiente del Poder Ejecutivo Nacional, encargado de desarrollar políticas de protección y fortalecimiento para la sociedad y, en particular, para las poblaciones vulnerables, en todo lo relacionado con la educación, cultura, empleo, inclusión social, desarrollo humano, seguridad alimentaria, reducción de la pobreza, protección de las familias, y fortalecimiento de las organizaciones comunitarias<sup>123</sup>. Para dicha misión, se organiza en cuatro secretarías: (i) Secretaría de Niñez, Adolescencia y Familia; (ii) Secretaría de Educación; (iii) Secretaría de Trabajo, Empleo y Seguridad Social, y (iv) Secretaría de Cultura. Entre las principales funciones están:

- Entender en la definición de políticas y estrategias educativas, considerando los procedimientos de participación y consulta establecidos en la Ley de Educación Nacional.
- Elaborar y promover políticas de participación institucional que fortalezcan las identidades culturales de la Nación.
- Promover y difundir el desarrollo de actividades económicas asociadas a las industrias culturales.
- Entender en la promoción y regulación de los derechos de los trabajadores y en la fiscalización del cumplimiento de las obligaciones de los empleadores.
- Intervenir en la implementación de los planes de empleo en coordinación con las políticas económicas que establezca el Gobierno Nacional.
- Elaborar políticas para la promoción del empleo verde como instrumento para la preservación y restauración del ambiente, la transformación de las economías y los mercados laborales y la generación de oportunidades de empleo decente basado en la sostenibilidad.
- Entender en la ejecución de las acciones tendientes a garantizar condiciones de bienestar de la población más vulnerable.

64. **Otros organismos públicos relevantes para la política social en el país son:**

- (a) Asociación Nacional de Discapacidad: enfocada en el desarrollo y aplicación de políticas que consoliden derechos de las personas con discapacidad, potenciando la transformación social y la inclusión<sup>124</sup>.
- (b) Instituto Nacional de Asuntos Indígenas: desarrolla y coordina políticas públicas para el desarrollo comunitario, el derecho a la salud y la educación, el acceso a la tierra y la preservación de las identidades culturales indígenas. Reporta al Ministerio del Interior<sup>125</sup>.

<sup>122</sup> Disponible en: <https://www.argentina.gob.ar/capital-humano>

<sup>123</sup> Disponible en: <https://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/390000-394999/394976/norma.htm>

<sup>124</sup> Disponible en: <https://www.argentina.gob.ar/andis>

<sup>125</sup> Disponible en: <https://www.argentina.gob.ar/inai>

(c) Instituto Nacional de Juventudes: busca vincular y posicionar la agenda de juventud en las políticas públicas<sup>126</sup>.

65. **Ministerio de Salud:** es el organismo público encargado de atender los temas relacionados con el servicio de salud, como la epidemiología, campañas de vacunación, control sanitario de las fronteras, la promoción de conductas saludables en la comunidad, entre otros<sup>127</sup>. Dentro de sus principales funciones, destacan<sup>128</sup>:

- Ejercer el control tutelar de los establecimientos sanitarios públicos nacionales.
- Ejecutar los planes, programas y proyectos del área de su competencia destinados a la mejora de la calidad y al logro de la equidad de los sistemas de salud, garantizando a la población el acceso a los bienes y servicios de salud.
- Intervenir en la radicación de las industrias productoras de productos, tecnología, equipos, instrumental y procedimientos vinculados con la salud.
- Intervenir en la fiscalización de todo lo atinente a la elaboración, distribución y comercialización de los productos medicinales, biológicos, drogas, dietéticos, alimentos, insecticidas, de tocador, aguas minerales, hierbas medicinales y del material e instrumental de aplicación médica, en coordinación con los Ministerios pertinentes.
- Intervenir en la normatización, registro, control y fiscalización sanitaria y bromatológica de alimentos, en el ámbito de su competencia

## B. Marcos reglamentarios y de políticas públicas

66. A continuación, se presenta un resumen del marco jurídico ambiental, climático y social aplicable al sector a nivel nacional que podrá ser considerado como referencia para la implementación del COSOP. El listado no es exhaustivo y debe ser considerado meramente descriptivo y orientativo. Posteriormente será necesario actualizar según la legislación pertinente, y la estructura institucional (nacional y provincial).

Temática	Marco normativo
Ambiente	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Constitución Nacional:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Artículo 41°:</b> “Todos los habitantes gozan del derecho a un ambiente sano, equilibrado, apto para el desarrollo humano y para que las actividades productivas satisfagan las necesidades presentes sin comprometer las de las generaciones futuras; y tienen el deber de preservarlo”.</li> <li>- <b>Artículo 75°:</b> “Es facultad de Congreso Nacional asegurar la participación de los pueblos indígenas argentinos en la gestión referida a sus recursos naturales y a los demás intereses que los afecten”.</li> <li>- <b>Artículo 124:</b> “Corresponde a las provincias el dominio de los recursos naturales”.</li> </ul> </li> <li>• <b>Leyes nacionales de presupuestos mínimos:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Ley N° 25.675/2002 (General del Ambiente):</b> Reúne los objetivos que deben tener las políticas públicas ambientales. Enumera los instrumentos de la política y de la gestión ambiental.</li> <li>- <b>Ley N° 25.688/2002 (Régimen de gestión ambiental de aguas):</b> Establece los presupuestos mínimos ambientales para la preservación de las aguas, su aprovechamiento y uso racional, la utilización de las aguas, de las cuencas hídricas superficiales y el funcionamiento de los comités de cuencas hídricas.</li> </ul> </li> </ul>

<sup>126</sup> Disponible en: <https://www.argentina.gob.ar/capital-humano/instituto-nacional-de-juventud>

<sup>127</sup> Disponible en: <https://mapadelestado.jefatura.gob.ar/ministerios/Ministerio-de-Salud/662/detalle>

<sup>128</sup> *Ibid.*

Temática	Marco normativo
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Ley N° 26.331/2007 (Protección Ambiental de los Bosques Nativos):</b> consagra la protección de los servicios ambientales que brindan los bosques nativos y establece una triple categoría para los territorios con coberturas boscosas.</li> <li>- <b>Ley N° 26.815/2013:</b> crea el Sistema Nacional de Manejo del Fuego y establece los presupuestos mínimos de protección ambiental en materia de incendios forestales y rurales en el ámbito del territorio nacional.</li> <li>● <b>Leyes nacionales:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Ley N° 20.284/1973:</b> Plan de prevención de situaciones críticas de contaminación atmosféricas.</li> <li>- <b>Ley N° 22.351/1980:</b> establece los procedimientos para la declaración de parques nacionales, monumentos naturales o reservas nacionales.</li> <li>- <b>Ley N° 24.428/1981:</b> fomento a la conservación de suelos.</li> <li>- <b>Ley N° 24.051/1991:</b> regula la generación, manipulación, transporte, tratamiento y disposición final de residuos peligrosos.</li> <li>- <b>Ley N° 23.919/1991:</b> aprueba Convención Relativa a los Humedales de Importancia Internacional especialmente como Hábitat de Aves Acuáticas, firmada en Ramsar.</li> <li>- <b>Ley N° 24.375/1994:</b> ratifica el Convenio sobre la Diversidad Biológica (CDB).</li> <li>- <b>Ley N° 24.701/1996:</b> aprueba la Convención de ONU sobre lucha contra la desertificación.</li> <li>- <b>Ley N° 25.127/1999:</b> regula la producción ecológica, biológica u orgánica de todo sistema de producción agropecuario, y su correspondiente agroindustria, como así también los sistemas de recolección, captura y caza.</li> <li>- <b>Ley N° 25.841/2003:</b> aprueba el Acuerdo Marco sobre Medio Ambiente del MERCOSUR.</li> <li>- <b>Ley N° 27.246/2015:</b> ratifica el Protocolo de Nagoya que se propone contribuir a la conservación y utilización sostenible de la diversidad biológica.</li> </ul> </li> </ul>
Cambio climático	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Leyes de presupuestos mínimos:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Ley N° 27.520/2019 (Presupuestos Mínimos de Cambio Climático):</b> establece estrategias, medidas, políticas e instrumentos relativos al estudio del impacto, la vulnerabilidad y las actividades de adaptación al cambio climático.</li> </ul> </li> <li>● <b>Leyes nacionales:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Ley N° 24.295/1994:</b> ratifica la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático.</li> <li>- <b>Ley N° 25.438/2001:</b> ratifica el Protocolo de Kioto.</li> <li>- <b>Ley N° 27.270/2016:</b> ratifica el Acuerdo de París.</li> <li>- <b>Ley N° 27.287/2016:</b> crea el Sistema Nacional para la Gestión Integral del Riesgo y la Protección Civil (SINAGIR), que entre otros aspectos cuenta con el Sistema de Mapas de Riesgo del Cambio Climático que integra meteorología con cambio climático.</li> </ul> </li> <li>● <b>Estrategias nacionales:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Año 2022:</b> Plan Nacional de Adaptación y Mitigación al Cambio Climático al 2030.</li> </ul> </li> </ul>

Temática	Marco normativo
	<p><b>Año 2022:</b> Plan de Acción de la Bioeconomía en el Sector Agropecuario.</p>
<p><b>Salud, Higiene y Seguridad Ocupacional</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Ley N.º 24.557/95 Ley de prevención de riesgos del trabajo. Seguro por accidentes y enfermedades del trabajo.</li> <li>● Resolución SRT N.º 299/11 Establece reglamentaciones que procuran la provisión de elementos de protección personal confiables a los trabajadores.</li> </ul>
<p><b>Género</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Ley N.º 23.179 Aprobación de la Convención sobre la eliminación de todas las formas de discriminación contra la Mujer (CEDAW)</li> <li>● Ley N.º 24.632/06 Aprobación de la Convención Interamericana para Prevenir, Sancionar y Erradicar la Violencia contra la Mujer (Convención de Belém Do Pará)</li> <li>● Ley N.º 24.012/91 Ley de cupo Femenino.</li> <li>● Ley N.º 26.061. Protección Integral de los Derechos de las Niñas, Niños y Adolescentes.</li> <li>● Ley N.º 26.364/08 Prevención y sanción de la trata de personas y asistencia a sus víctimas.</li> <li>● Ley N.º 26.485/09 Violencia de Género Protección Integral para prevenir, sancionar y erradicar la violencia contra las mujeres en los ámbitos en que desarrollen sus relaciones interpersonales.</li> <li>● Ley N.º 26.842/12 que modifica ley 26.364 Trata de personas y asistencia a sus víctimas. Prevención y sanción. Código Penal y Código Procesal Penal.</li> <li>● Ley N.º 27.210/15 Créase el Cuerpo de Abogadas y Abogados para Víctimas de Violencia de Género, en el ámbito de la Secretaría de Justicia del Ministerio de Justicia y Derechos Humanos de la Nación</li> <li>● Ley N.º 27.410/17 Concientización sobre la violencia de género.</li> <li>● Ley N.º 27.499/18 Ley Micaela – Capacitación obligatoria en temáticas de género y violencia contra las mujeres para todas las personas que integran los tres poderes del Estado.</li> <li>● Ley N.º 27.501/19 Incorpora al artículo 6º de la ley N.º 26.485, la violencia contra las mujeres en el espacio público. Agrega, así, el inciso g) como una modalidad de la violencia contra las mujeres.</li> <li>● Decreto N.º 123/2021 Crea el Consejo Federal para la prevención y el abordaje de femicidios, travesticidios y transfemicidios en el ámbito del Programa Interinstitucional de abordaje integral de las violencias extremas por motivos de género.</li> <li>● Decreto 8/2023: Ministerio de Capital Humano, Subsecretaría de Protección contra la Violencia de Género.</li> </ul>
<p><b>Pueblos Indígenas y sus Comunidades</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Ley N.º 23.302/85 Comunidades Indígenas Crea el INAI (Instituto Nacional de Asuntos Indígenas)</b> con el propósito de asegurar el ejercicio de la plena ciudadanía a los integrantes de los pueblos indígenas, garantizando el cumplimiento de los derechos consagrados constitucionalmente</li> <li>● <b>Ley N.º 24.071 Aprueba el Convenio 169 de la Organización Internacional del Trabajo sobre Pueblos Indígenas y Tribales en Países Independientes</b> principal instrumento internacional sobre derechos de los pueblos indígenas</li> <li>● Ley N.º 26.160/06 Declara la emergencia en materia de posesión y propiedad de las tierras que tradicionalmente ocupan las comunidades indígenas originarias del país.</li> <li>● Ley N.º 26.994/14 Código Civil y Comercial de la Nación Aprueba la reforma del Código Civil y Comercial de la Nación en el cual se mencionan los derechos de los pueblos indígenas y sus comunidades.</li> </ul>

Temática	Marco normativo
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ley N.º 26.602/06 Educación Nacional Incluye en su Capítulo XI los artículos 52, 53 y 54 que consagraron la Educación Intercultural Bilingüe (EIB).</li> <li>• Decreto N.º 700/2010 Crea la Comisión de Análisis e Instrumentación de la Propiedad Comunitaria Indígena.</li> <li>• Resolución N.º 4.811/1996 Crea el Registro Nacional de Comunidades Indígenas (Re.Na.Ci).</li> <li>• Resolución N.º 328/2010 Crea en el ámbito del INAI el Registro Nacional de Organizaciones de Pueblos Indígenas (Re.No.Pi.).</li> </ul>
Juventud	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ley 26.227 Créase en el ámbito del Ministerio de Desarrollo Social de la Nación el Consejo Federal de la Juventud, cuya misión será colaborar con el diseño y coordinación interjurisdiccional de las políticas de juventud.</li> <li>• Decreto N.º 174/18 creación del INSTITUTO NACIONAL DE JUVENTUD (INJUVE) como organismo desconcentrado de la entonces SECRETARÍA DE ARTICULACIÓN DE POLÍTICA SOCIAL del MINISTERIO DE DESARROLLO SOCIAL</li> </ul>
Trabajo Infantil	<ul style="list-style-type: none"> <li>•</li> </ul>
Nutrición y alimentación saludable	

### C. Programas y asociaciones

67. El Gobierno tiene una cartera de proyectos con recursos del GEF y GCF en ejecución, preparación y recientemente concluidos (2023), cuyos resultados y actividades planificadas podrían articularse con la cartera del FIDA. La asignación de fondos del GEF 8 para Argentina fue de \$19,805,739, de los cuales quedan disponibles \$ 6,995,633.<sup>129</sup> Las principales operaciones se listan a continuación:

VII.

68. *Acceso a Pagos por Resultados de REDD+ del Fondo Verde para el Clima GCP/ARG/029/GCF.* El proyecto contribuye a que el país avance en la implementación del Plan de Acción Nacional de Bosques y Cambio Climático, su estrategia nacional REDD+, para alcanzar sus metas del Acuerdo de París y hacia el desarrollo sostenible del país, de las comunidades locales, de las mujeres rurales y de los pueblos originarios, que viven y dependen de los bosques. A través del proyecto se pondrán bajo manejo sostenible 4.5 millones de hectáreas de bosques nativos, lo que

<sup>129</sup> <https://www.thegef.org/projects-operations/country-profiles/argentina>

representa un 8.5% del área total de bosques del país. Se materializa mediante la implementación de planes de manejo forestal sostenible a escala de paisaje e inversiones estratégicas a nivel territorial con el fin de contribuir a la mitigación del cambio climático y reducir la vulnerabilidad de bosques y comunidades que dependen de ellos. Se ejecutará en 23 provincias hasta el 5 de noviembre de 2027, con un financiamiento del GCF de US \$ 82 millones para Argentina.

69. *Fortalecimiento de las capacidades de la Autoridad Nacional Designada de la Argentina y desarrollo de un Programa Nacional de País -GCP /ARG/030/GCR (Readiness)*. El objetivo es fortalecer las capacidades de la Autoridad Nacional Designada, así como las capacidades de otros actores relevantes en pos de crear las condiciones que permitan mejorar el acceso a financiamiento climático, mediante capacitaciones, el diseño de herramientas y manuales de procedimientos, así como el trabajo concertado en el marco del Gabinete Nacional de Cambio Climático. Se ejecutó hasta abril de 2023 con financiamiento del GCF.
70. *Apoyo a la formulación de una estrategia nacional de seguridad alimentaria y nutrición, y a la implementación Ley de Promoción Saludable para avanzar en las metas de los ODS de la Agenda 2030 en el país TCP/ARG/3901*. El objetivo es apoyar al Gobierno de Argentina en la aprobación e implementación de una estrategia integral de Seguridad Alimentaria y Nutricional (SAN). Se ejecutará hasta mayo de 2024 con fondos propios de la FAO.
71. *Apoyo a la cooperación regional para la climática de los ecosistemas agrícolas con énfasis en agua y suelo TCP/RLA/3805*. Los países involucrados (Argentina; Bahamas; Bolivia; Brasil; Chile; Colombia; Costa Rica; República Dominicana; Ecuador; Guatemala; Honduras; México; Nicaragua; Panamá; Perú; Paraguay; Uruguay; República Bolivariana de Venezuela), implementan políticas y/o estrategias y buenas prácticas alineadas con la agricultura baja en carbono, sostenible y resiliente al cambio climático. Se ejecutó hasta noviembre del 2023 con fondos propios de la FAO, CAF GCF y GEF.
72. *Proyecto Readiness "Innovación para la resiliencia climática de los pastizales patagónicos de Argentina: Minimizando la vulnerabilidad climática de los habitantes rurales, aumentando las capacidades para la regeneración de pastos y suelos, y conservando la biodiversidad" en Argentina*. La Subsecretaría de Relaciones Financieras Internacionales para el Desarrollo y la Secretaría de Asuntos Estratégicos de la Presidencia de la Nación, como Autoridad Nacional Designada y con el apoyo del Banco de Desarrollo de América Latina CAF, como agencia acreditada ante el GCF, presentó una solicitud de fondos de donación a través de la ventana de financiamiento de apoyo preparatorio Readiness. El principal objetivo de este Readiness es desarrollar una estrategia para la mitigación y adaptación al cambio climático en el ecosistema de pastizales de la Patagonia que: I) mejore los medios de vida y minimice las vulnerabilidades climáticas de los habitantes rurales, ii) conserve y aumente la resiliencia de los sistemas naturales, y iii) contribuya al cumplimiento de los compromisos adquiridos por Argentina en materia de mitigación y adaptación al cambio climático ante la Convención Marco de las Naciones Unidas para el cambio climático. Adicionalmente, a través de la implementación del Readiness, se tendrá una comprensión más sólida de la vulnerabilidad de la región de la Patagonia para identificar y promover medidas de adaptación y mitigación que respondan a las necesidades específicas del contexto y apoyen la transformación requerida para reducir las emisiones, regenerar el paisaje, y aumentar la resiliencia de las comunidades en mayor riesgo.
73. *Programa Nacional Bio-desarrollo Argentino-Bio-desarrollar* de la anterior Secretaría de Agricultura, Ganadería y Pesca (actualmente adscrito a la Secretaría de Bioeconomía del Ministerio de Economía), tiene como objetivo promover e impulsar

el desarrollo, la innovación, la adopción y la producción de los bio-productos de la bioeconomía, que comprende biotecnología, bio-insumos, bio-materiales y bio-energía, por parte de las micro, pequeñas y medianas empresas, así como de las cooperativas y entidades de investigación pública y de articulación mixta. Se priorizaron aquellas iniciativas que se enfocan en potenciar el desarrollo regional y el agregado de valor en origen, con una visión de economía circular.

74. En el año 2023, el Ministerio de Ciencia, Tecnología e Innovación de la Nación y el Programa Iberoamericano de Ciencia y Tecnología para el Desarrollo (CYTED), abrieron la convocatoria a proyectos sobre tecnologías aplicadas al agro, dirigida a grupos de investigadores/as de universidades, unidades y laboratorios de investigación, públicos o privados, vinculados a establecimientos de enseñanza superior, organismos de investigación o empresas, en cooperación con al menos dos contrapartes identificadas de países de la región interamericana, para la ejecución de proyectos conjuntos que aporten al intercambio científico, la gestión del conocimiento, la formación de capacidades, el posicionamiento de innovaciones científicas hemisféricas, entre otras.

### III. Parte 3: Recomendaciones de carácter estratégico

#### A. Enseñanzas extraídas

##### Lecciones de la cartera en ejecución (PROCANOR, PRODECCA, PROSAF)

75. ***Alinear el diseño del COSOP y de sus programas a las políticas y prioridades nacionales permite mayores oportunidades de éxito para su implementación.*** A pesar de los cambios de gestión, fue clave que los desafíos país definidos (ingresos, capacidades de productores, acceso a mercados, efectividad gubernamental) continuaran siendo prioritarios y pertinentes. Así, PRODERI y PROCANOR abordaron la ampliación de servicios financieros para pequeños productores y la inserción en cadenas de valor con importante presencia de agricultores familiares. PRODECCA apoyó al sector caprino (con énfasis en comunidades indígenas), y tuvo un rol crucial para la implementación de la Ley Caprina. PROSAF, por su parte, fue diseñado siguiendo las directrices de la FAO, que enfatizan la biodiversidad y la resiliencia al cambio climático. Esta alta pertinencia y cohesión fue un factor contribuyente a los logros de la cartera.
76. ***La definición de la población objetivo debe ser clara, con criterios tangibles de focalización.*** Esto ha posibilitado que los programas logren un alcance superior al 90%, y que se cumplan las metas de atención de grupos vulnerables (en particular, las de mujeres y población indígena, y con más dificultad, las de jóvenes). Sin embargo, al mismo tiempo, esto abrió la discusión sobre la necesidad de flexibilizarlos criterios de focalización, a fin de incorporar a productores en situación de vulnerabilidad, pero con ingresos por encima del umbral de los dos salarios mínimos que permitan ampliar la escala del impacto.
77. ***La participación social en la discusión sobre políticas públicas contribuye al empoderamiento de la ciudadanía y fortalece la gobernabilidad y legitimidad de las políticas públicas.*** Experiencias como las Mesas de Cuenca, los Foros de Cadenas de Valor y las Redes de Productores constituyeron espacios de encuentro entre productores, entidades gubernamentales y otros actores, para discutir sobre políticas públicas, su implementación local y su pertinencia y efectividad al adaptar los programas a los contextos locales. Esto a su vez marcó una diferencia positiva en comparación con otros financiadores, por lo que resultará clave que FIDA mantenga estas dinámicas de trabajo a nivel local.

78. **Los resultados en innovación para la gestión de riesgos ambientales y climáticos fueron modestos.** A pesar de que se destacan las introducidas recientemente por el PROSAF, no todos los productores están listos para incorporarlas, ya que el proceso de aprendizaje, desarrollo de conocimientos y adopción, toma un tiempo considerable y requiere de asistencia y monitoreo permanente. Para superar esta situación, los programas deben asegurarse de contar con apoyo técnico especializado para asegurarse de promover las innovaciones para fortalecer la productividad y la resiliencia al CC e identificar soluciones prácticas y adaptadas a la realidad local con beneficio máximo para los productores.
79. **No se logró un entendimiento cabal por parte de los productores sobre el vínculo que existe entre la implementación de buenas prácticas agropecuarias y su importancia para mejorar la resiliencia al cambio climático.** Las medidas de gestión implementadas, si bien atendieron algunos riesgos ambientales y climáticos, tuvieron un sesgo principalmente productivo, que predominó en el proceso de aprendizaje. Como resultado, no se ha logrado el nivel de conciencia por parte de los beneficiarios en cuanto a la urgencia de atender los riesgos climáticos y ambientales, como una acción esencial para mejorar la producción. Esta visión limitada se ha reforzado con el hecho de que los técnicos de las UEP tienen una formación en el área de producción agropecuaria. Es importante abordar esta limitación incorporando especialistas en gestión de riesgos ambientales y climáticos que apoyen los equipos que formulan e implementan los proyectos integrales.
80. **La evaluación de los riesgos sociales, ambientales y climáticos debe integrarse a la formulación de los proyectos integrales.** La DIPROSE, a través del Equipo Ambiental y Social (EAS), ha logrado establecer un procedimiento estándar para efectuar la evaluación de los riesgos a nivel de los proyectos integrales (PI) que se ejecutan con los beneficiarios de los programas. A su vez, las medidas de mitigación se enmarcaron en el Plan de Gestión Social, Ambiental y Climático de cada programa, con indicadores específicos de gestión e impacto. Consolidar este proceso ha tomado varios años y ha sido necesario superar varias dificultades de carácter técnico y operativo. Es necesario consolidar este proceso y perfeccionarlo para obtener mayores impactos.
81. **Las capacidades técnicas varían entre las provincias.** Las capacidades a nivel de las Unidades Ejecutoras Provinciales (UEP) varía mucho de una Provincia a otra, el EAS capacita y da apoyo técnico en la medida de sus posibilidades, pero no tiene un control total sobre la calidad de su desempeño. Esto trae como consecuencia que la gestión de riesgos y la implementación de los PGSAC, tenga diferentes niveles de asimilación y efectividad. La manera de solventar esta deficiencia sería acordar con las administraciones provinciales a nivel nacional la implementación obligatoria del procedimiento estándar en el marco de la cartera del FIDA y evaluar regularmente la calidad de la ejecución.

## **B. Orientación estratégica**

82. El COSOP, en correspondencia con las políticas nacionales y la visión del GdA y de los GPs, apoyará la implementación de estrategias que: (i) fortalezcan las capacidades de los pequeños productores/organizaciones rurales para una producción sostenible y responsable con el cambio climático, (ii) impulsen la innovación, productividad y competitividad en las cadenas de valor del sector agropecuario, facilitando el acceso de pequeños productores a servicios financieros que posibiliten su adecuada inserción a mercados, y (iii) fortalezcan las capacidades del gobierno (nacional y descentralizado), con miras a establecer condiciones que coadyuven a la

sostenibilidad de los logros de las intervenciones en el país. Para ello, se consideran como referente los siguientes instrumentos de política y estrategia nacional:

83. **Segunda Contribución Determinada a Nivel Nacional de la República Argentina.**<sup>130</sup>

Establece las siguientes líneas prioritarias de acción para el sector agropecuario:

- a. Manejo sostenible y resiliente de agroecosistemas que contribuyan al logro de la seguridad alimentaria frente a los impactos del cambio climático.
- b. Desarrollar y promocionar instrumentos de prevención y transferencia del riesgo climático y atención de emergencias en la producción agropecuaria.
- c. Implementar medidas que fomenten la investigación, desarrollo y construcción de capacidades para la adaptación al cambio climático en el sector agropecuario.

84. **Plan Nacional de Adaptación y Mitigación al Cambio Climático (PNAyMCC)**<sup>131</sup>

85. La República Argentina presentó su Segunda Comunicación de Adaptación mediante la *Segunda* NCD, en diciembre de 2020. En este marco, hacia el 2030, el país habrá logrado aumentar la capacidad de adaptación, fortalecer la resiliencia y disminuir la vulnerabilidad en los distintos Gobiernos locales y sectores sociales, económicos y ambientales. Con el propósito de operativizar el objetivo nacional de adaptación y facilitar el monitoreo del progreso de su cumplimiento, se han identificado las siguientes dimensiones que orientarán las medidas estratégicas a ser implementadas: 1) percepción sobre los impactos del cambio climático y las medidas de adaptación; 2) involucramiento social; 3) disminución de la vulnerabilidad; 4) incorporación de comunidades y grupos sociales en situación de vulnerabilidad, enfoque de género y enfoque intergeneracional; y 5) generación de co-beneficios.

86. **Plan de Acción de la Bioeconomía para el Sector Agropecuario.**<sup>132</sup>

87. Propone como objetivo general el orientar los esfuerzos de política pública en esta materia a fin de potenciar el desarrollo de la bioeconomía como modelo productivo sostenible complementario a los existentes, a partir del aprovechamiento integral de los recursos y tecnologías biológicas para el desarrollo económico social y territorial. Son objetivos específicos:
- a) Potenciar la generación de productos y procesos a partir de un modelo de prácticas innovadoras de producción en base al aprovechamiento de recursos, procesos y principios biológicos y formas de generación y aplicación de conocimiento, para producir alimentos, energía, productos y servicios de manera sostenible, que conduzca al desarrollo de las comunidades y territorios en los aspectos sociales, productivos y ambientales
  - b) Impulsar la demanda nacional de productos y procesos biobasados de alto valor agregado y propiciar las condiciones para el acceso a mercados internacionales a productores y empresas de pequeña y mediana escala.

<sup>130</sup> Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible. 2020. Segunda Contribución Determinada a Nivel Nacional de la República Argentina.

<sup>131</sup> Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible de la República Argentina. (2022). Plan Nacional de Adaptación y Mitigación al Cambio Climático.

<sup>132</sup> Secretaría de Agricultura, Ganadería y Pesca. Noviembre 2023. Informe de Gestión 2020-2023.

- c) Incrementar y promover articulaciones entre instituciones nacionales y de otros niveles de gobierno, sector privado, sector de CyT y academia para la generación de sinergias que potencien el desarrollo integral de la bioeconomía.
- d) Adecuar el marco regulatorio y de políticas que faciliten el desarrollo y escalado de productos y procesos bioeconómicos.
- e) Formular programas de apoyo a los biodesarrolladores locales.
- f) Explorar, generar y consolidar iniciativas de cooperación a nivel internacional y regional.

## 88. **Estrategia Nacional de Biodiversidad**<sup>133</sup>

89. La Estrategia Nacional sobre la *Biodiversidad* y Plan de Acción 2016-2020 (ENBPA) es una política de Estado que la República Argentina establece para la conservación y uso sustentable de su biodiversidad, y la distribución justa y equitativa de sus beneficios. El documento sintetiza los compromisos asumidos por el país en el marco del Convenio sobre la Diversidad Biológica (CDB) y la Agenda 2030 de Objetivos de Desarrollo Sostenible de las Naciones Unidas. El marco referencial es el Plan Estratégico de Biodiversidad 2011-2020 y las Metas de Aichi.

90. El Eje 4 relacionado con *prácticas* productivas y de consumo sustentables, está enfocado hacia *prácticas agrícolas, forestales y de pesca más productivas y sostenibles*. El objetivo es brindar herramientas que integren el desarrollo productivo en balance con la conservación y el uso sustentable de la biodiversidad y la adecuada provisión de servicios ecosistémicos. Asimismo, se propician sistemas agrícolas y alimentarios inclusivos y eficientes.

## 91. **Plan Nacional del Agua**<sup>134</sup>

92. Los programas del FIDA en ejecución, así como la nueva cartera, apoyarán la implementación del eje Agua para la Producción-Riego, cuyo objetivo es incorporar nuevas áreas a la producción agrícola a nivel nacional mediante riego, integrando la política hídrica a las políticas sociales, económicas y ambientales; sobre todo, fomentando la inversión privada en riego para su modernización, expansión y adaptación ante los eventos del cambio climático.

## 93. **Plan Argentina Contra el Hambre**<sup>135</sup>

94. El objetivo general del Plan Argentina contra el Hambre es garantizar la seguridad y la soberanía alimentaria de la población del país, con especial énfasis en los sectores con mayor vulnerabilidad económica y social.

## 95. **Plan Integral para Mujeres Rurales e Indígenas En Nuestras Manos**<sup>136</sup>

96. Orientado a fortalecer la participación de mujeres en actividades agrícolas, a fin de mejorar las condiciones de producción de valor agregado y comercialización. En particular, busca financiar con aportes no reintegrables la transferencia de tecnología, maquinaria e insumos, para proyectos asociativos de mujeres de la agricultura

---

<sup>133</sup> República Argentina. 2016. Estrategia Nacional sobre la Biodiversidad y Plan de Acción 2016-2020.

<sup>134</sup> Subsecretaría de Recursos Hídricos, Ministerio del Interior, Obras Públicas y Vivienda. Junio 2017. Plan Nacional del Agua.

<sup>135</sup> Disponible en: [https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/plan\\_nacional\\_argentina\\_contra\\_el\\_hambre\\_-\\_estado\\_de\\_situacion\\_2020.pdf](https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/plan_nacional_argentina_contra_el_hambre_-_estado_de_situacion_2020.pdf)

<sup>136</sup> Disponible en: <https://magyp.gob.ar/ennuestrasmanos/>

familiar, campesina e Indígena y de la pesca artesanal de todo el territorio nacional. Este Plan fue implementado por PROCANOR.

97. ***Plan Integral para el sector caprino de la agricultura familiar, campesina e indígena-Sendero Caprinos***<sup>137</sup>

98. Tiene por objetivo fortalecer las cadenas de valor de la producción caprina, a partir de las necesidades y demandas de los territorios, incluyendo la mejora de la infraestructura predial, asistencia técnica, valoración de prácticas productivas y culturales, intercambio de experiencias con actores y fortalecimiento de los sistemas de comercialización. En particular, la iniciativa "Senderos Caprinos" consideró un énfasis en pueblos originarios y comunidades, lo que, a partir del trabajo conjunto con el PRODECCA, mejoró notablemente la focalización en poblaciones indígena.

99. ***ProHuerta***<sup>138</sup>

100. Busca fortalecer la seguridad y soberanía alimentaria. Se implementa en conjunto con el Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria (INTA), a través de la promoción de prácticas productivas basadas en la bioeconomía, la educación alimentaria, y el acceso a productos saludables para una adecuada alimentación. Considera entre otros, el impulso de huertas, granjas agroecológicas, fortalecimiento de proyectos productivos y de acceso a agua, y apoyo a la comercialización, a través de mercados alternativos para las familias productoras.

101. ***Plan Nacional de Protección Social***

102. Tiene por objetivo promover la inclusión social y la mejora de las condiciones de vida de los hogares con mayor grado de exclusión y vulnerabilidad social, mediante el empoderamiento del titular de derecho, su núcleo familiar y su comunidad. Se basa en dos estrategias: Desarrollo Comunitario y Acompañamiento Familiar. En estas, se destaca el trabajo con Mesas intersectoriales locales (impulsa acciones y acuerdos interinstitucionales entre los distintos niveles del Estado y las organizaciones de la Sociedad Civil), el desarrollo de capacidades locales a través de la formación y el intercambio de saberes, y el fortalecimiento de espacios locales acompañando emprendimientos que promuevan el desarrollo integral de la comunidad.

### **C. Medidas estratégicas y focalización**

103. El FIDA considera que los programas se beneficiarían de un acompañamiento técnico continuo, que posibilite un mejor seguimiento a la implementación de la cartera, la identificación del progreso, así como de medidas correctivas oportunas, que garanticen la eficiencia en el uso de los recursos, y la efectividad en la consecución de resultados.

104. Ciertamente, la definición clara y medible de los grupos objetivo ha permitido un alcance significativo de los programas de la cartera, consistente con los criterios de focalización definidos (enfocados en pequeños productores en situación de pobreza). No obstante, en las últimas décadas, América Latina ha experimentado una serie de transformaciones sociales (disminución de población en zonas rurales), económicas (menor participación de valor agregado y del empleo agropecuario en la actividad económica rural) y territorial (mayor interacción entre espacios urbanos y rurales) que han dado pie a nuevas dinámicas de pobreza, y a lo que se denomina "la nueva

<sup>137</sup> Disponible en: <https://www.argentina.gob.ar/agricultura/senderoscaprinos>

<sup>138</sup> Disponible en: [https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/informe\\_sobre\\_politicas\\_alimentarias\\_08\\_nov\\_2023.pdf](https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/informe_sobre_politicas_alimentarias_08_nov_2023.pdf) y <https://www.argentina.gob.ar/desarrollosocial/prohuerta>

ruralidad”<sup>139</sup>; Argentina no es la excepción. Estos cambios ponen de manifiesto la necesidad de mirar desde otra óptica la atención de las poblaciones vulnerables, y con ello, la focalización de los programas y políticas públicas para el desarrollo rural. Así, considerar a productores que, si bien cuentan con algún capital de trabajo (semi-capitalizados), se mantienen en una situación de vulnerabilidad económica, resultaría pertinente para impulsar logros adicionales y generar oportunidades multiplicadoras.

105. Asegurar la participación de la sociedad civil en espacios locales, regionales y nacionales, a fin de integrar las voces de los distintos actores y grupos poblacionales en los procesos de diseño, implementación y evaluación de programas del FIDA. Estrategias como foros de discusión, talleres, mesas de diálogo, o evaluaciones participativas, en donde converjan comunidades, organizaciones sociales y el Estado en sus distintos niveles de gobierno, permitirán contar con diseños pertinentes a los desafíos de los territorios, así como fortalecer la legitimidad social de los mismos.
106. Las ventajas climáticas, ecológicas y culturales que posee Argentina deben ser aprovechados para impulsar la bioeconomía, como un modelo que se adapte a los modos de vida de las zonas rurales y como mecanismo para crear una cultura que consuma lo local de manera saludable, con un enfoque de trazabilidad. También debe aplicarse como una estrategia de conservación para disminuir la pérdida de biodiversidad, la deforestación, la desertificación y presentar una alternativa resiliente para los pequeños productores que habitan zonas vulnerables.
107. El apoyo del FIDA estaría dirigido a transversalizar el enfoque de bioeconomía, no solamente para integrar prácticas ambiental y climáticamente sostenibles, sino para mejorar la productividad y abrir nuevos mercados, tomado en consideración la integridad de las cadenas de valor. De manera complementaria, se apoyarían prácticas para lograr una producción y agregación de valor bajas en emisiones, como un principio de comercialización local y exportación. Adicionalmente, se puede explorar la posibilidad de obtener certificaciones de huella baja en carbono.
108. El FIDA prestaría asistencia para identificar cadenas de valor altamente vulnerables al cambio climático donde se puede lograr el desarrollo y adopción medidas de adaptación con mayor impacto a nivel territorial. De esta manera, se podría incrementar el desarrollo productivo y la eficiencia de las cadenas de valor, lo que aumentará los ingresos y la capitalización de ingresos en el ámbito local y facilitar nuevos encadenamientos más allá de la agricultura. También tendría efectos multiplicadores en los territorios rurales, como resultado de la relocalización de la inversión y de las nuevas formas de negocios en las zonas donde se encuentran los recursos biológicos, lo que aumentará las oportunidades para los grupos tradicionalmente marginados, como los jóvenes y las mujeres.
109. Las alianzas con entidades de ciencia, investigación y tecnología (universidades, institutos de investigación agropecuaria y otros), facilitarían la implementación de prácticas agronómicas adaptadas a la realidad local y dirigidas a mejorar el desempeño ambiental, sin sacrificar los niveles existentes de producción y productividad o incluso mejorándolos.
110. La asistencia del FIDA abriría mayores oportunidades para los pequeños productores, mediante el fomento de prácticas sostenibles que les permitan obtener una mayor cantidad y calidad de producción y a la vez, mejorar la sostenibilidad ambiental, así como del incremento de la eficiencia de sus procesos. Además de aumentar su autonomía alimentaria, pueden incrementar y diversificar las fuentes de ingreso, crear nuevos enlaces entre la agricultura y el resto de la economía e incrementar las oportunidades para estrategias nuevas de desarrollo rural.

---

<sup>139</sup> Disponible en: [https://www.cepal.org/sites/default/files/infographic/files/info\\_nuevas\\_narrativas\\_web.pdf](https://www.cepal.org/sites/default/files/infographic/files/info_nuevas_narrativas_web.pdf)

111. Como sustento para la implementación de prácticas resilientes al cambio climático, es necesario facilitar el acceso a la información climática por parte de los beneficiarios en un lenguaje sencillo y con aplicaciones a su alcance tecnológico (ejemplo: aplicaciones para dispositivos móviles), de tal manera que se aplique en la toma de decisiones sobre estrategias de adaptación a lo largo de las cadenas de valor. Vinculado a este aspecto, el FIDA podría contribuir a mejorar los análisis de los riesgos ambientales y climáticos que afectan a las cadenas de valor a fin de garantizar la sostenibilidad de los productos seleccionados y comprender su impacto actual y futuro en los recursos naturales.
112. Los estudios de línea base de los Programas deben incluir un análisis de la situación de los recursos naturales y establecer indicadores a ser monitoreados. Esta información facilitaría la identificación y aplicación de prácticas que puedan ser implementadas como sustento a los sistemas de producción y evaluar su impacto.
113. Es importante continuar y fortalecer los mecanismos de coordinación con otros organismos que estén realizando inversiones similares. Concretamente, se podría buscar una ejecución articulada con los proyectos de la Secretaría de Ambiente y otras agencias como la CAF, BID, Banco Mundial, FAO, IICA, que tienen iniciativas y proyectos en diseño y ejecución, para lograr un mayor impacto a nivel territorial en lo que se refiere a una gestión sostenible de los recursos naturales e implementación de medidas de adaptación al cambio climático.
114. Las condiciones del país para la producción de miel brindan una interesante oportunidad para el apoyo del FIDA, fortaleciendo los avances realizados en cuanto a mejorar la producción y la productividad, aumentar la sostenibilidad ambiental y la resiliencia climática, brindando valor agregado y acceso a los mercados. También se presenta una gran oportunidad para implementar una serie de prácticas de adaptación al cambio climático y conservación de las especies de abejas existentes en el país. También sería posible fortalecer y articular la producción primaria con el sector de fraccionadores de miel y otras fases, para asegurar la intervención a lo largo de toda la cadena de valor. La actividad apícola presenta una gran posibilidad para trabajar con mujeres y jóvenes, así como de una producción alternativa para generar trabajo y productos de exportación con valor agregado.

## **D. Seguimiento**

115. Los Planes de Gestión Ambiental, Social y Climático (PGSAC) o la herramienta correspondiente según la categoría de riesgo social, ambiental y climática, se constituirán en la principal herramienta operativa para gestionar los riesgos para el área focalizada de los Programas, mediante medidas específicas de gestión que estarán directamente articuladas en los mismos proyectos integrales u otros instrumentos de gestión.
116. Los proyectos integrales o herramientas equivalentes, serán formulados teniendo en cuenta los criterios de los PGSAC, a fin de identificar los riesgos y posibles impactos negativos que pudiera causar y garantizar la incorporación de las medidas de atención, reducción o mitigación de los mismos según corresponda. La evaluación incluirá un análisis socioambiental y climático, que formará parte del dictamen de factibilidad, el cual será notificado a los beneficiarios, previo a su aprobación.
117. El personal técnico involucrado en la implementación de los PGSAC, recibirá capacitación y acompañamiento técnico necesario de las instancias respectivas, para brindar apoyo a los beneficiarios, realizar el análisis de los riesgos y la integración de las medidas de gestión establecidas en los PGSAC. La gestión de los riesgos será

monitoreada mediante indicadores específicos y que se integrarán al Sistema de Monitoreo y Evaluación de cada Programa.

118. Se recomiendan algunos indicadores generales, pero que deben ser revisados de acuerdo con el tipo y alcance de las actividades a desarrollarse a futuro:

- Hogares que señalan haber logrado un aumento en la producción
- Organizaciones de productores con aumento de las ventas
- Productores que reciben apoyo para gestionar de manera sostenible los recursos naturales y los riesgos relacionados con el clima.
- Productores que declaran haber adoptado prácticas, tecnologías o insumos nuevos o mejorados.
- Productores que reportan la adopción de tecnologías y prácticas ambientalmente sostenibles y resilientes al cambio.
- Productores y sus organizaciones que participan en espacios para el dialogo sobre la aplicación de políticas y prácticas de bioeconomía.
- Número de personas que reciben los servicios promovidos o apoyados por el proyecto
- Número de mujeres y jóvenes que participan y se benefician del acceso a tecnología y prácticas agropecuarias con enfoque ambiental y de resiliencia al cambio climático.

119. Asimismo, y en línea con el Marco de Gestión de Resultados del COSOP y los riesgos y oportunidades identificadas en materia ambiental y adaptación al cambio climático, se proponen los siguientes indicadores básicos del FIDA, para fortalecer la sostenibilidad ambiental y la resiliencia climática de las actividades económicas de la población rural pobre:

- IC 3.1.1: Grupos apoyados para gestionar de forma sostenible los recursos naturales y los riesgos relacionados con el clima
- COI 3.2.2: Hogares que informan la adopción de tecnologías y prácticas ambientalmente sostenibles y resilientes al clima

120. Donde resulte pertinente, y de acuerdo con las Directrices del FIDA, estos indicadores considerarán los multiplicadores pertinentes (mujer, población indígena, población joven), a fin de realizar un adecuado seguimiento a la atención de las minorías.

## IV. Referencias

- 1) Amnistía Internacional. 2022. Informe los Incendios Forestales en Argentina. La situación en 2022.
- 2) Deraipian F. (2016). *El canon de agua en Argentina. Análisis comparativo de la región Centro y Litoral*.
- 3) Dirección Nacional de Bosques, Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible; Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria (INTA); Asociación Ingenieros Forestales Chubut. 2020. Causas e impactos de la deforestación de los bosques nativos de Argentina y propuestas de desarrollo alternativas.
- 4) Dirección Nacional de Bosques, Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible; Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria (INTA); Asociación Ingenieros Forestales Chubut. 2020. Causas e impactos de la deforestación de los bosques nativos de Argentina y propuestas de desarrollo alternativas.
- 5) Gabinete Nacional de Cambio Climático (2019). *Plan Nacional de Adaptación y Mitigación de Cambio Climático*.

- 6) Instituto Nacional del Agua (2010). *Prospectiva Hídrica - La Argentina y el agua*.
- 7) Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible de la Nación. 2017. Cartografía digital de Ordenamientos territoriales de los bosques nativos, escala 1:250.000, en el marco de la Ley N° 26331 de Presupuestos Mínimos de Protección Ambiental de los Bosques Nativos.
- 8) Ministerio del Ambiente y Desarrollo Sostenible. 2023. Anuario de Estadística Forestal Productos primarios, carbón y durmientes. Incendios Forestales. Comercio exterior.
- 9) Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible. 2020. Segunda Contribución Determinada a Nivel Nacional de la República Argentina.
- 10) Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible de la República Argentina. (2022). Plan Nacional de Adaptación y Mitigación al Cambio Climático.
- 11) Ministerio de Ciencia, Tecnología e Innovación Productiva, Secretaría de Planeamiento y Políticas. 2012. Plan Nacional de Ciencia, Tecnología e Innovación Productiva.
- 12) República Argentina. 2016. Estrategia Nacional sobre la Biodiversidad y Plan de Acción 2016-2020.
- 13) Rodríguez et al. 2022. Boletín Informativo de la Red Argentina de Salinidad. Disponible en <https://repositorio.inta.gob.ar/xmloi/handle/20.500.12123/15392>.
- 14) Secretaría de Agricultura, Ganadería y Pesca. Noviembre 2023. Informe de Gestión 2020-2023.
- 15) Subsecretaría de Recursos Hídricos, Ministerio del Interior, Obras Públicas y Vivienda. Junio 2017. Plan Nacional del Agua.

## Referencias electrónicas

- <https://childlabourplatform.org/map/>
- <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>
- <https://magyp.gob.ar/ennuestrasmanos/>
- <https://www.argentina.gob.ar/ambiente/areas-protegidas>
- <https://www.argentina.gob.ar/ambiente/cambio-climatico/tercera-comunicacion>
- <https://www.argentina.gob.ar/ambiente/contenidos/humedales>
- <https://www.boletinoficial.gob.ar/detalleAviso/primera/300727/20231211>
- <https://www.boletinoficial.gob.ar/detalleAviso/primera/305459/20240408>
- <https://www.fao.org/argentina/programas-y-proyectos/lista-de-proyectos/en/>
- [https://www.indec.gob.ar/ftp/cuadros/poblacion/censo2022\\_caracteristicas\\_economicas.pdf](https://www.indec.gob.ar/ftp/cuadros/poblacion/censo2022_caracteristicas_economicas.pdf)
- <https://www.indec.gob.ar/indec/web/Nivel3-Tema-4-32>
- <https://www.indec.gob.ar/indec/web/Nivel4-Tema-2-21-131>
- [https://www.indec.gob.ar/uploads/informesdeprensa/eph\\_pobreza\\_03\\_2442F61D046F.pdf](https://www.indec.gob.ar/uploads/informesdeprensa/eph_pobreza_03_2442F61D046F.pdf)
- [https://www.indec.gob.ar/uploads/informesdeprensa/ingresos\\_4trim244EC0BA3D2C.pdf](https://www.indec.gob.ar/uploads/informesdeprensa/ingresos_4trim244EC0BA3D2C.pdf)
- [https://www.indec.gob.ar/uploads/informesdeprensa/ingresos\\_4trim244EC0BA3D2C.pdf](https://www.indec.gob.ar/uploads/informesdeprensa/ingresos_4trim244EC0BA3D2C.pdf)
- <https://www.weforum.org/publications/global-gender-gap-report-2023/>

- <https://www-preview.ilo.org/publications/child-labour-global-estimates-2020-trends-and-road-forward>

## Anexo IV.a.

### Trabajo infantil en Argentina

De acuerdo a la normativa de la República Argentina, "se considera trabajo infantil a **toda actividad económica y/o estrategia de supervivencia, remunerada o no, realizada por niñas y niños, por debajo de la edad mínima de admisión al empleo o trabajo (16 años)**"<sup>140</sup>. Así, el trabajo infantil implica que niñas y niños ejercen trabajos, con o sin retribución económica, en algunos casos peligrosos y/o de largas horas. Esta situación afecta el tiempo (y potencialmente la calidad del mismo) dedicado a su educación, estudio, juego y socialización, perjudicando su desarrollo futuro; inclusive, puede dejar secuelas físicas y/o psicológicas que pueden significar limitaciones futuras. Si bien ha habido avances en el reconocimiento, regulación y ejercicio de los derechos de las niñas, niños y adolescentes (NNA), el trabajo infantil sigue siendo un desafío para el país.

#### A. Marco normativo e institucional

El trabajo infantil se encuentra prohibido en Argentina. Existen diversas leyes, políticas y planes que sustentan el marco normativo relacionado con la prevención y erradicación del trabajo infantil en Argentina; a continuación, se describen los principales (ver Figura 1):

- **Ley 26.390, año 2008**<sup>141</sup>. Establece la prohibición del trabajo infantil y la protección del trabajo adolescente; es decir, a partir de los 16 años los adolescentes pueden trabajar con ciertas protecciones especiales.
- **Ley 26.847, artículo 148 bis, año 2013**<sup>142</sup>. Se incorpora el trabajo infantil en el código penal, constituyéndose en un delito penado con hasta cuatro años de cárcel, multas de hasta el 2000% del salario mínimo vital y móvil por cada niño o niña que trabaje, y la incorporación del empleador en el Registro Público de Empleadores con Sanciones Laborales, en aquellos casos en que se cuenta con una condena penal firme.
- **Ley 27.364, año 2017**<sup>143</sup>. Crea el "Programa de acompañamiento para el egreso de adolescentes y jóvenes sin cuidados parentales", con el fin de garantizar su plena inclusión social y su máximo desarrollo personal y social. El Programa busca que el adolescente o joven complete su educación obligatoria, acceda a servicios de orientación vocacional y ocupacional, conozca las políticas de formación profesional e inserción laboral, así como los servicios de empleo, y desarrolle las competencias necesarias para aumentar su empleabilidad.
- **Plan Nacional para la Prevención y Erradicación del Trabajo Infantil y Protección del Trabajo Adolescente 2024-2028**. Tuvo sus antecedentes en tres planes nacionales: (i) 2006 y 2010, (ii) entre 2011 y 2015, y (iii) entre 2017 y 2023, reflejando los esfuerzos del país por darle continuidad a las políticas de prevención y erradicación del trabajo infantil y protección del trabajo adolescente. El objetivo del plan es garantizar la prevención y erradicación del trabajo infantil, así como la protección del trabajo adolescente, en virtud de los compromisos internacionales y la legislación nacional. Para ello, considera tres ejes específicos (prevención, detección e intervención, y restitución del ejercicio de los derechos de NNyA) y tres ejes transversales (información, fortalecimiento de la CONAETI, y mirada federal).

<sup>140</sup> <https://www.argentina.gob.ar/trabajo/infantil/trabajo-infantil-prohibido#:~:text=El%20trabajo%20infantil%20est%C3%A1%20prohibido,o%20ni%C3%B1a%20que%20trabaje%2C%20y>

<sup>141</sup> <https://www.argentina.gob.ar/normativa/nacional/ley-26390-141792>

<sup>142</sup> <https://www.argentina.gob.ar/normativa/nacional/ley-26847-210491/texto>

<sup>143</sup> <https://www.argentina.gob.ar/normativa/nacional/ley-27364-276156>

**Figura 1: Principales hitos normativos e institucionales en materia de prevención y erradicación del trabajo infantil en Argentina (2006 – 2024)<sup>144</sup>**



1/ Meta 8.7 de los ODS: "Adoptar medidas inmediatas y eficaces para erradicar el trabajo forzoso, poner fin a las formas contemporáneas de esclavitud y la trata de personas y asegurar la prohibición y eliminación de las peores formas de trabajo infantil, incluidos el reclutamiento y la utilización de niños soldados, y, de aquí a 2025, poner fin al trabajo infantil en todas sus formas."

2/ EANNA: Encuesta de Actividades de Niños, Niñas y Adolescentes.

3/ Alianza 8.7: Coalición internacional que reúne a Estados Miembros de Naciones Unidas comprometidos con mejorar los esfuerzos contra del trabajo forzoso, la esclavitud moderna y la trata de personas

Fuente: Plan Nacional para la Prevención y Erradicación del Trabajo infantil y Protección del Trabajo Adolescente 2024-2028, Anexo Resolución 1570-2023.

## B. Situación del trabajo infantil nacional y rural

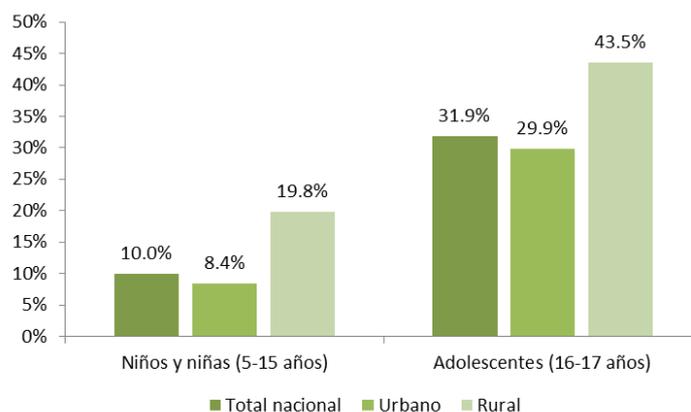
Los resultados de la Encuesta de Actividades de Niños, Niñas y Adolescentes (EANNA) 2016-2017<sup>145</sup>, muestran que las distintas formas del trabajo infantil y adolescente (actividades de mercado, de autoconsumo o domésticas intensas) están más extendidas en las zonas rurales, y se dan en mayor medida entre los adolescentes. Así, a nivel nacional, el 10,0% de niños y niñas (5 - 15 años) realizan al menos una actividad productiva<sup>146</sup>, principalmente en áreas rurales (19,8%), y en regiones del NOA y el NEA (13,6% y 13,1%, respectivamente). La participación laboral es aún mayor en los adolescentes (16 - 17 años), siendo que casi la tercera parte (31.9%) realiza actividades productivas a nivel nacional, y 43.5% en las áreas rurales (ver Gráfico 1). Similar al caso de los niños y niñas, las regiones de NOA y NEA presentan la mayor incidencia del trabajo productivo entre los adolescentes (36,8% y 33,4%, respectivamente).

### Gráfico 1: Participación de NNyA en al menos una actividad productiva, según área y total nacional

<sup>144</sup> Para mayor detalle, ver: Plan Nacional para la Prevención y Erradicación del Trabajo infantil y Protección del Trabajo Adolescente 2024-2028, Anexo Resolución 1570-2023.

<sup>145</sup> Última información oficial disponible con representación a nivel nacional y regional.

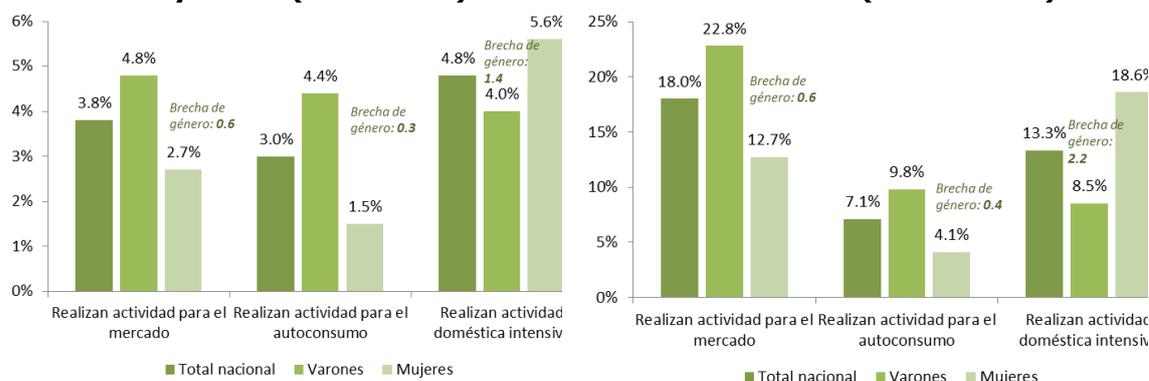
<sup>146</sup> De acuerdo al diseño conceptual y metodológico de la EANNA, "las actividades productivas incluyen el trabajo orientado al mercado (trabajo en la ocupación), la realización de actividades de autoconsumo y el desarrollo de tareas domésticas de manera intensiva".



Fuente: Plan Nacional para la Prevención y Erradicación del Trabajo infantil y Protección del Trabajo Adolescente 2024-2028, Anexo Resolución 1570-2023.

Por su parte, se observan diferencias por género en la participación en actividades productivas, tanto a nivel nacional como en las áreas rurales, las cuales se profundizan en la adolescencia; los varones tienen una mayor vinculación con actividades para el mercado y para el autoconsumo, mientras que las mujeres con las actividades domésticas intensivas. Esto estaría asociado a patrones culturales sobre los roles de género en la división del trabajo.

**Gráfico 2: Porcentaje de NNA, según participación en actividades productivas por sexo<sup>1/</sup>, grupo de edad y total nacional**

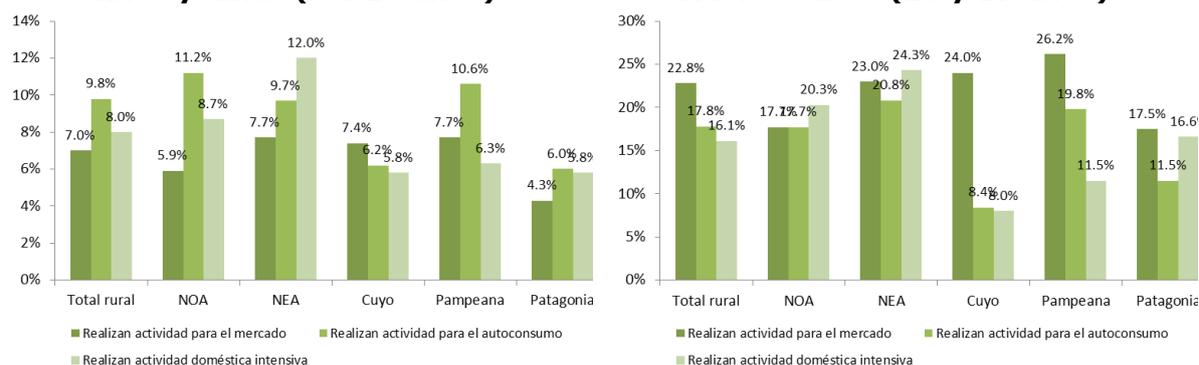


1/ Brecha de género: Se calcula como el cociente entre la participación de mujeres sobre la participación de varones en las distintas actividades.

Fuente: Plan Nacional para la Prevención y Erradicación del Trabajo infantil y Protección del Trabajo Adolescente 2024-2028, Anexo Resolución 1570-2023.

Tanto en el medio urbano como en el rural, son las regiones NOA y NEA las que presentan una mayor proporción de hogares con niños, niñas y adolescentes que realizan actividades productivas. En particular, en las áreas rurales, las regiones con mayor incidencia de trabajo infantil en niñas y niños en actividades para el mercado son NEA, Pampeana y Cuyo, mientras que las actividades para el autoconsumo del hogar adquieren mayor relevancia en NOA y Pampeana. La dedicación a actividades domésticas intensivas muestra sobre todo una alta incidencia en la región NEA. En el caso de los adolescentes rurales, la participación en las actividades para el mercado está ampliamente extendida en todas las regiones del país (principalmente en Pampeana, Cuyo y NEA). Las actividades domésticas tienen mayor peso en las regiones NOA y NEA, mientras que las actividades de autoconsumo tienen mayor incidencia en NEA, Pampeana y NOA.

**Gráfico 3: Incidencia de las actividades productivas según región. Total rural Niños y niñas (5 a 15 años)**



Fuente: EANNA 2016-2017

En las áreas rurales, la forma predominante de trabajo en los niños y niñas es la ayuda en el trabajo de padres u otro familiar (15,1% acompaña a sus padres, 50,1% en el trabajo familiar por cuenta propia); más de la mitad de los que trabajan se dedican al cultivo o cosecha de productos para vender (14,2%), el cuidado u ordeño de animales (14,4%), la ayuda en la construcción o reparación de otras viviendas (11,9%) y la ayuda en negocios u oficinas (11,9%). En el caso de los adolescentes rurales, las actividades principales son el cultivo o la cosecha de productos con fines de venta (15,1%), la ayuda en negocios, comercios o almacenes (12,4%), la construcción o reparación de viviendas (9,5%), la producción de ladrillos (8,9%) y el ordeño y cuidado de animales de granja o de campo (8,6%). Cabe indicar que el 55,1% de adolescentes rurales que realizan un trabajo orientado al mercado lo hacen por fuera del entorno familiar y con características similares a las del trabajo adulto.

Como es esperable, el trabajo infantil tiene impactos negativos en otras esferas del desarrollo de las personas. Por ejemplo, el 45,5% de varones y el 23,0% de mujeres que trabajan para el mercado no asisten a un establecimiento educativo. Las regiones del NOA y NEA presentan las mayores tasas de deserción escolar entre adolescentes que trabajan (18,3% en el NOA y 14,3% en el NEA urbanos, y 28,5% en el NOA y 27,7% en el NEA rurales). A esto se suman los riesgos y peligrosidad a los que se exponen los NNyA, al trabajar fuera del entorno familiar (77,8% en niños y niñas, 84,1% en adolescentes) o transportarse por sus propios medios a sus lugares de trabajo (73,3% en niños y niñas, 56,2% en adolescentes), que pueden afectar su salud presente o futura.

El trabajo infantil y adolescente no protegido es parte de la realidad rural, en particular del sector agrícola. Estudios de la OIT identifican diversas cadenas de valor en las que NNyA se encuentran laborando. Por ejemplo, (i) en la etapa primaria de la cadena de valor vitivinícola (en fincas pequeñas, y en algunos casos, en escala media)<sup>147</sup>, (ii) en cultivos de ajo y tomate (con mayor incidencia en unidades productivas de ajo de menor hectareaje, y con escaso nivel de tecnificación)<sup>148</sup>. Las actividades en las que participan están relacionadas con el proceso de transformación (pelado, cortado y selección)<sup>149</sup>. Se observa además una transmisión intergeneracional del trabajo infantil, siendo que los padres y abuelos también trabajaron desde temprana edad, permaneciendo con un bajo ingreso familiar. El trabajo de los hijos representa una estrategia de supervivencia para el hogar, y aun cuando estos puedan acceder a estudios, la realización de actividades productivas siendo menores de edad reduce sus posibilidades de culminación satisfactoria de estudios, accediendo en la adultez a trabajos de bajo nivel remunerativo, formándose

<sup>147</sup> <https://www.ilo.org/es/publications/trabajo-infantil-y-adolescente-en-la-cadena-vitivinicola-de-la-provincia-de>

<sup>148</sup> <https://www.ilo.org/es/publications/trabajo-infantil-y-adolescente-en-la-cadena-de-produccion-de-ajo-y-tomate>

<sup>149</sup> *Ibid.*

así un círculo vicioso del trabajo infantil en el sector agrícola<sup>150</sup>. Ante ello, la OIT recomienda establecer acciones integrales para prevenir y erradicar el trabajo infantil: fiscalización y control, formalidad laboral y espacios de cuidado.

### C. Evidencias de programas públicos y desafíos en el trabajo infantil

De acuerdo al Plan Nacional para la Prevención y Erradicación del Trabajo infantil y Protección del Trabajo Adolescente 2024-2028, "se estima que la magnitud del fenómeno de trabajo infantil y adolescente sería mayor de no mediar el conjunto de intervenciones que el Gobierno Nacional ha implementado y que impactan de manera directa o indirecta en los hogares con presencia de NNyA y/o se vinculan con las problemáticas identificadas como los principales determinantes del Trabajo Infantil y Adolescente"<sup>151</sup>. Se ha identificado algunos estudios de Programas orientados a prevenir y erradicar el trabajo infantil con un particular foco en el sector agropecuario; entre ellos, el proyecto Offside ¡Marcando la Cancha! y el Programa Buena Cosecha.

Offside ¡Marcando la Cancha! <sup>152</sup>	Programa Buena Cosecha <sup>153</sup>
<p><b>Objetivo:</b> generar conocimiento y políticas públicas para erradicar el trabajo infantil en las áreas rurales de Argentina, en el marco del Plan Nacional para la Prevención y Erradicación del Trabajo Infantil y Protección del Trabajo Adolescente 2018-2022. Focalizado en tres sectores productivos (ajo, tomate y algodón) y en tres provincias (Buenos Aires, Mendoza y Santa Fe).</p>	<p><b>Objetivo:</b> crear y/o fortalecer espacios de cuidado y contención (Centros Buena Cosecha) en el territorio nacional, destinados a NNyA (hasta dieciocho años) a cargo de trabajadoras/es agrarias/os o que se desempeñen en trabajos estacionales, o en establecimientos alejados de sus respectivos domicilios reales, con el fin de erradicar el trabajo infantil y proteger el trabajo adolescente.</p>
<p><b>Implementación evaluada:</b> Entre 2021 y 2023, el Registro Nacional de Trabajadores Rurales y Empleadores (RENATRE) y la Oficina de País de la OIT para Argentina capacitaron a 260 personas (extensionistas, funcionarios y referentes técnicos en niñez, adolescencia, educación y trabajo, y docentes de áreas periurbanas y rurales) acerca de cómo prevenir el trabajo infantil y proteger el trabajo adolescente en el sector agropecuario<sup>154</sup>.</p> <p><b>Resultados:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>56% de personas pudieron detectar posibles situaciones de trabajo infantil, trabajo adolescente no protegido y trabajo forzoso, a partir de las capacitaciones.</b></li> <li>▪ <b>67% de los posibles casos derivaron en abordajes o intervenciones efectivas. Posibles razones de no abordaje de casos: tolerancia social en la zona rural, naturalización y rasgos culturales, falta de herramientas procedimentales, burocracia y falta de recursos.</b></li> </ul>	<p><b>Implementación evaluada:</b> Creación y fortalecimiento de espacios de cuidado y contención para hijas e hijos de trabajadores del ámbito rural.</p> <p><b>Resultados:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 72.7% de coordinadores de los Centros Buena Cosecha encuestados consideran que el Programa ha tenido una contribución muy útil y adecuada para la erradicación del trabajo infantil en la población objetivo<sup>155</sup>.</li> <li>▪ Los Centros Buena Cosecha presentan heterogeneidad en la cantidad de meses del año en funcionamiento (7 meses o menos, 10 meses, 11 meses, 12 meses al año), adecuándose a los ciclos de cosecha o actividad productiva.</li> <li>▪ Se evidencia un alto grado de cobertura educativa en los NNyA que participan de los Centros.</li> <li>▪ En épocas de cosecha, las familias suelen trasladarse de finca en finca y tienen la dificultad de encontrar espacios de cuidado y contención donde dejar a sus hijos/as mientras trabajan durante el día.</li> </ul>
<p><b>Implementación evaluada<sup>156</sup>:</b> Se evaluó el aporte de las tecnologías de acceso al agua destinada al consumo doméstico, la producción animal y el riego, en la reducción del trabajo infantil.</p> <p><b>Resultados:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Se redujo a la mitad el tiempo que las familias (incluidos NNyA) le dedican a la provisión y el acarreo de agua.</b></li> </ul>	

<sup>150</sup> Ibid.

<sup>151</sup> Plan Nacional para la Prevención y Erradicación del Trabajo infantil y Protección del Trabajo Adolescente 2024-2028, Anexo Resolución 1570-2023.

<sup>152</sup> <https://www.ilo.org/es/projects-and-partnerships/projects/proyecto-offside-marcando-la-cancha>

<sup>153</sup> [https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/mteyss-otia-evaluacion\\_del\\_buena\\_cosecha\\_12\\_de\\_junio.pdf](https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/mteyss-otia-evaluacion_del_buena_cosecha_12_de_junio.pdf)

<sup>154</sup> <https://www.ilo.org/es/publications/encuesta-en-terreno-como-se-aborda-el-trabajo-infantil-y-adolescente-en-el>

<sup>155</sup> [https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/mteyss-otia-evaluacion\\_del\\_buena\\_cosecha\\_12\\_de\\_junio.pdf](https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/mteyss-otia-evaluacion_del_buena_cosecha_12_de_junio.pdf)

<sup>156</sup> <https://www.ilo.org/es/publications/mas-agua-menos-trabajo-infantil>

- **Previo a la intervención, 1 de cada 4 NNyA le destinaba tiempo al acarreo de agua; producto de la intervención, las familias acceden al agua en sus hogares, por lo que los NNyA cuentan con más tiempo para estudiar y realizar actividades recreativas.**
- **Se realizó una campaña de comunicación con los resultados para divulgar la importancia del recurso agua como elemento clave para reducir el trabajo infantil y mejorar la calidad de vida en zonas rurales.**

Finalmente, cabe precisar que el trabajo infantil está terminantemente prohibido en todos los proyectos y actividades financiados y apoyados por el FIDA, por lo que, además, cada proyecto se adhiere al cumplimiento de la ley nacional y los convenios internacionales para no contratar a la población infantil y adolescente que está en edad prohibida por las leyes nacionales y de acuerdos internacionales suscritos por Argentina en la materia. Así, por ejemplo, en los procesos de licitaciones o compras, los proyectos solicitarán a quienes resulten adjudicados que cumplan con las disposiciones legales en materia laboral nacionales e internacionales aplicables, según la naturaleza y alcance del servicio o compra requerido.

## Agreement at completion point

### ACUERDO EN EL PUNTO DE CULMINACIÓN ENTRE LA REPÚBLICA ARGENTINA Y EL FONDO INTERNACIONAL DE DESARROLLO AGRÍCOLA (FIDA)

#### A. Introducción

1. Durante el año 2024, la Oficina de Evaluación Independiente del FIDA (OEI) llevó a cabo una evaluación de la estrategia y el programa (EEPP) del FIDA en la República Argentina durante el período 2011-2023. Siguiendo la revisión de la *Política de Evaluación del FIDA* y su *Manual de evaluación*, la EEPP tuvo como objetivo evaluar la estrategia y el programa financiados por el FIDA en la República Argentina y formular recomendaciones para el trabajo futuro del FIDA en el país. Los hallazgos, conclusiones y recomendaciones de la evaluación servirán de base para la preparación del nuevo programa sobre oportunidades estratégicas nacionales (COSOP, por sus siglas en inglés) para el periodo 2025-2030.
2. La EEPP abarcó el último COSOP relativo a la República Argentina, incluyendo seis operaciones de préstamo y siete donaciones regionales o globales. El monto de las operaciones de préstamo ascendió a USD 323,6 millones, de los cuales USD 97,8 millones consistieron en financiación del FIDA y el resto provino principalmente del Gobierno de la Argentina, Gobiernos Provinciales, organizaciones de producción agropecuaria y otros organismos financieros internacionales.
3. Este Acuerdo en el Punto de Culminación (APC) contiene las recomendaciones de la EEPP que la Dirección del FIDA y el Gobierno de la República Argentina convienen en adoptar dentro de plazos específicos.
4. El seguimiento a la aplicación de las recomendaciones acordadas se llevará a cabo a través del "*Informe del Presidente del FIDA sobre el estado de ejecución de las recomendaciones de la evaluación y sobre las acciones de la gerencia*", el cual es presentado a la Junta Ejecutiva del FIDA por la Gerencia del Fondo con periodicidad anual.
5. El APC es firmado por el Gobierno de la República Argentina (representado por la Directora Nacional de Financiamiento con Organismos Regionales de Crédito del Ministerio de Economía) y la Dirección del FIDA (representada por el Vicepresidente Asociado del Departamento de Operaciones País). El papel de la OEI es facilitar la finalización del APC. El APC final se presentará a la

Junta Ejecutiva del FIDA como anexo del nuevo Programa sobre Oportunidades Estratégicas Nacionales (COSOP, por sus siglas en inglés) para la República Argentina. También se incluirá en el informe final de la EEPP de la República Argentina.

## 6. Recomendaciones

Sobre la base de la evidencia recogida, el análisis desplegado y las conclusiones extraídas, la presente EEPP ofrece las siguientes recomendaciones.

**Recomendación 1.** Reforzar el valor añadido que ofrece el FIDA en la Argentina. Para ello, el FIDA debería i) continuar el apoyo a la discusión y al desarrollo institucional y organizacional de la agricultura familiar; ii) enfocar la generación de conocimientos en el diagnóstico de la agricultura familiar y reforzar el vínculo con los programas de préstamo y con las políticas públicas del sector; iii) evitar intervenciones demasiado específicas, como las centradas en unas pocas cadenas de valor, y iv) fortalecer sustancialmente la coordinación y colaboración con otros organismos de financiación.

*Recomendación aceptada: Sí*

*Respuesta:*

Reforzar y destacar el valor añadido del FIDA en el marco de su mandato, con objeto de aumentar su relevancia y su impacto en términos de desarrollo en los países en los que se desarrolla su trabajo es siempre una recomendación muy bienvenida. Particularmente, se reforzará el valor añadido del FIDA en lo relacionado con el apoyo a la agricultura familiar como sector estratégico para contribuir a un desarrollo rural inclusivo a través de sus diferentes dimensiones de seguridad alimentaria, generación de ingreso y empleo, sostenibilidad ambiental, arraigo territorial, así como de identidad y cultura.

En el caso de la cartera del FIDA en la República Argentina, prestar especial atención al trabajo realizado durante décadas en el ámbito de la agricultura familiar para construir sobre los logros alcanzados, buenas prácticas y lecciones aprendidas, tal como se señala en la evaluación del programa y estrategia país, resultará de especial relevancia. Para ello, se prevé apoyar las siguientes líneas de acción:

- En la medida que la Ley de Agricultura Familiar se operativice, acompañar su implementación, especialmente en las provincias en donde se ejecutan proyectos apoyados por el FIDA, en coordinación con organizaciones de agricultura familiar presentes en los territorios.
- Reforzar capacidades de las unidades a cargo de desarrollo rural y agricultura familiar en los Gobiernos Provinciales, en coordinación con las delegaciones territoriales del INTA y Universidades. De especial importancia será el apoyo a la elaboración de planes y programas específicos de atención al sector a nivel provincial.

En términos de instrumentos de cooperación, se estrecharán los vínculos entre las operaciones de préstamo con otras iniciativas regionales que el FIDA apoya mediante el acceso a recursos no reembolsables para la provisión de asistencias técnicas, apoyo a políticas públicas relacionadas con desarrollo rural o actividades de cooperación sur-sur y triangular para contribuir a ampliar el impacto de la cartera. La activa participación de entidades públicas en los distintos niveles del Estado, junto con actores del sector privado productivo y sociedad civil enriquecerá la cartera sobre la base de sus diferentes mandatos, experiencias y conocimiento acumulado.

El establecimiento de alianzas estratégicas con otras instituciones financieras internacionales de desarrollo contribuirá también a la ampliación de escala de las nuevas operaciones, tanto a nivel presupuestario como de capacidades técnicas. A tal fin, el apoyo a la generación de estadísticas específicas sobre desarrollo rural inclusivo será un tema para desarrollar. Las alianzas con organizaciones internacionales que trabajan en el sector de desarrollo rural, tales como Banco Mundial (BM), Banco Interamericano de Desarrollo (BID), Banco de Desarrollo (FONPLATA), Banco de Desarrollo de América Latina y el Caribe (CAF), Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura (FAO), Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura (IICA), entre otras, podrán incluir el diseño y financiación de operaciones conjuntas, la coordinación interinstitucional durante los procesos de elaboración de planes operativos anuales de operaciones clave para fomentar sinergias durante su implementación, realización de asistencia técnica conjunta para acompañar la puesta en marcha de políticas públicas sobre desarrollo rural, organización de eventos para el intercambio de buenas prácticas y lecciones aprendidas, etc.

Con el fin de aprovechar al máximo la potencialidad de desarrollo que ofrecen los distintos territorios rurales en Argentina, se prevé que las próximas operaciones puedan seguir considerando un enfoque sustancialmente amplio y diverso de cadenas de valor con un enfoque reforzado de comercialización para la generación de ingresos en las poblaciones rurales que participen en los proyectos. Todo ello, en la medida que este enfoque sea factible al considerar criterios de intervención que sean territorial, social y económicamente viables, al objeto de ampliar la cartera y tener un mejor balance en cuanto a cadenas de valor.

#### Seguimiento propuesto:

Las nuevas operaciones de préstamo a ser financiadas con los recursos provenientes de los próximos ciclos presupuestarios del FIDA se focalizarán en el sector de agricultura familiar, en línea con el marco normativo vigente en Argentina para el sector, y propondrán la cofinanciación con otras instituciones financieras internacionales.

Las distintas iniciativas apoyadas por FIDA mediante instrumentos de financiación no reembolsable establecerán vínculos de colaboración con las operaciones de préstamos soberanos para el establecimiento de sinergias y oportunidades de complementariedad. Para ello, se realizarán sesiones periódicas conjuntas de trabajo entre las unidades ejecutoras de las distintas operaciones de crédito y donación para

intercambiar información sobre sus respectivos objetivos y alcances para identificar áreas de interés común y fomentar sinergias.

Los informes anuales de seguimiento del COSOP, así como los informes de supervisión y ayudas memoria correspondientes a cada proyecto servirán de fuentes de verificación.

**Fecha límite para su implementación:**

Al ser un proceso continuo, no hay una fecha límite de implementación.

**Recomendación 2.** Preparar la intervención del FIDA para hacer frente a la volatilidad del país mediante una flexibilidad planificada y un mayor apoyo operacional y estratégico. Ello implica: i) establecer criterios técnicos que guíen las decisiones relativas a la flexibilización de las operaciones del Fondo; ii) fortalecer la capacidad de apoyo operacional y estratégico al programa; y iii) gestión del conocimiento y diálogo de políticas sobre desarrollo rural inclusivo.

**Recomendación aceptada:** parcialmente aceptada.

**Respuesta:**

Si bien la recomendación sobre flexibilidad es válida y aceptable, este principio ya se viene aplicando en la cartera. Por otra parte, es difícil fijar unas medidas específicas sobre el refuerzo del apoyo operacional al programa, ya que dependerá de la evolución de la cartera país en términos de alcance y presupuesto. En tanto la cartera pueda ir creciendo, se podrá reforzar el apoyo operacional recomendado a través, por ejemplo, de movilización de fondos suplementarios, cofinanciación de operaciones, o alianzas con actores del sector privado.

Durante el periodo cubierto por la evaluación, de hecho, ya se han puesto en marcha procedimientos relacionados a la modificación de las programaciones de desembolsos de las operaciones o a sus fechas de finalización y cierre de actividades, en línea con las necesidades propias de sus lógicas de intervención o de sus contextos financieros e institucionales.

Dicho esto, sí es posible establecer criterios más flexibles de actuación en términos de medidas de mitigación como parte de una matriz integrada dinámica de gestión de riesgos ante situaciones vinculadas, por ejemplo, con periodos inflacionarios, fluctuación cambiaria, desastres naturales, etc. siempre en línea con las normativas fiduciarias, de contratación y de salvaguardas sociales, ambientales y climáticas aplicables por parte de la administración Argentina y del FIDA.

En términos de asegurar una continuidad en el apoyo técnico operacional a la cartera, siempre ha existido la gran limitación de no contar con una presencia física permanente del FIDA en Argentina.

En esta línea, se subraya la importancia de garantizar que el FIDA cuente con los recursos humanos necesarios para asegurar el apoyo operacional y estratégico del programa, máxime considerando la amplia extensión geográfica, complejidad

institucional y diversidad de operaciones. Sin embargo, este aspecto dependerá en gran medida de la disponibilidad presupuestaria y del tamaño de la cartera en el país.

Seguimiento propuesto:

Las actualizaciones periódicas de las matrices integradas de gestión de riesgo, realizadas durante las misiones semestrales de apoyo a la implementación y supervisión, deben tener especial énfasis en su adaptación a los contextos dinámicos institucionales, financieros y climáticos en los que se implementan las operaciones.

Los nuevos diseños deben incorporar criterios flexibles y costo-eficientes para ser aplicados durante el periodo de implementación de las operaciones en términos de gestión financiera, arreglos de implementación y focalización geográfica y social, siempre en línea con el marco regulatorio aplicable tanto por parte del Gobierno de Argentina como por el FIDA.

El FIDA trabajará para fortalecer el equipo de apoyo al programa en Argentina, en virtud de la decisión actual de ejecutar los préstamos de forma descentralizada.

Fecha límite para su implementación:

Los criterios de adaptabilidad se podrán revisar y actualizar anualmente en cada misión de apoyo a la implementación y supervisión, así como en cada nuevo diseño correspondiente a un ciclo presupuestario FIDA, incluyendo su reglamento y manual operativo.

En lo relacionado con la gestión de los recursos humanos del equipo técnico FIDA, los procesos periódicos de reasignación de funciones dentro del equipo país no deberían implicar el relevo simultáneo de posiciones clave, al menos dirección país, líder técnico y oficial de coordinación. Para ello, se realizarán las coordinaciones necesarias entre las distintas divisiones del FIDA implicadas en estos procesos

**Recomendación 3.** Profundizar la contribución del FIDA a la reducción de la pobreza rural adaptando las intervenciones a las necesidades de los diferentes grupos de población objetivo. Para ello, el FIDA debe adoptar las siguientes medidas: i) estimular y apoyar a las autoridades gubernamentales para establecer planes estratégicos territoriales de reducción de la pobreza basados en diagnósticos sólidos; ii) establecer asociaciones con distintas áreas de los gobiernos nacional y provinciales para apoyar la implementación de esos planes, y iii) seleccionar y adaptar los instrumentos de apoyo más adecuados para esos planes estratégicos territoriales. Siendo los planes de negocio parte de un conjunto de instrumentos, estos se adaptarán en colaboración con las asociaciones de productores que presenten un claro potencial comercial.

Recomendación aceptada: Sí

Respuesta:

La recomendación de profundizar la contribución del FIDA a la reducción de la pobreza rural en los territorios de intervención es muy bienvenida y, por lo tanto,

aceptable. A tal fin, se apoyará la definición, aprobación o actualización de planes estratégicos territoriales con las entidades provinciales participantes en los programas. La puesta en marcha de marcos normativos habilitantes para un desarrollo rural inclusivo, permitirá que los nuevos planes o estrategias formen parte del diseño y lógica de intervención de las operaciones apoyadas por el FIDA.

En estos casos, el establecimiento de alianzas estratégicas inter - institucionales para el desarrollo con entidades públicas a nivel nacional, provincial y municipal será un factor clave para ampliar el impacto de las operaciones apoyadas por el FIDA. Para ello, las misiones periódicas del FIDA de apoyo a la implementación y supervisión de operaciones incluirán más sistemáticamente espacios multi-actor y multi-nivel de diálogo e identificación de sinergias entre los distintos actores participantes en la cartera de operaciones.

Complementariamente, el diseño de nuevos proyectos podrá considerar un abanico más amplio de instrumentos basados en evidencia y adaptados a la realidad de cada grupo de la población objetivo, lo cual podrá incluir: i) desarrollo de capacidades gerenciales en organizaciones de agricultura familiar; ii) planes de negocios vinculados con cadenas de valor inclusivas orientadas al mercado con activa participación de actores público - privados presentes en los territorios; iii) provisión de servicios financieros y no financieros a través de plataformas digitales; iv) inversiones en infraestructura productiva rural; o, v) asistencia técnica a entidades provinciales cuyo mandato sea el desarrollo rural y la agricultura familiar.

La pertinencia para definir la aplicación de un instrumento u otro se determinará considerando varios factores relacionados con la disponibilidad existente de recursos, la prioridad de las acciones para los actores locales, la propia naturaleza y alcance de cada operación o la oportunidad que brinde la coyuntura institucional en cada etapa del proyecto entre otros.

**Seguimiento propuesto:**

Los nuevos enfoques de intervención se incorporarán en los nuevos diseños de operaciones, así como en el próximo COSOP.

**Fecha límite para su implementación:**

La aprobación de las nuevas operaciones tendrá lugar a lo largo de los próximos ciclos FIDA13 - 2025-2027 – y FIDA14 – 2028-2030-, en fechas aún por definirse.

Las consultas del próximo COSOP 2025-2030 se prevén realizar durante el último trimestre 2024. Los informes de seguimiento al COSOP se realizan con periodicidad anual.

**Recomendación 4.** Fortalecer el sistema de seguimiento y evaluación. Ello comprenderá lo siguiente: i) mejorar los marcos lógicos de los programas; ii) seleccionar y recabar información clave, y iii) establecer provisiones para evaluar el impacto de los programas.

**Recomendación aceptada:** Sí

**Respuesta:**

Los marcos lógicos deberán incluir los elementos estrictamente necesarios para poder verificar y dar seguimiento a los productos principales y los resultados esperados. Esto permitirá priorizar la información clave a registrarse que permita contar con indicadores, metas y fuentes de verificación para el seguimiento del avance e impacto de las operaciones. Para ello, se deberán considerar datos relevantes a nivel de producto, resultado e impacto, incluyendo costos, insumos, rendimientos, producción, ventas e ingresos. Esta información deberá ser registrada por los sistemas informáticos disponibles para las entidades responsables de la implementación de las operaciones, tanto nivel nacional como provincial

La recopilación y registro de esta información en tiempo y forma facilitará, a su vez, la realización de evaluaciones de impacto basadas en evidencias de las operaciones ejecutadas. Los equipos técnicos de las unidades ejecutoras a cargo de seguimiento y evaluación de cada operación serán los responsables de que la información esté permanentemente registrada y disponible para facilitar el monitoreo y la toma de decisiones. Por su parte, el equipo FIDA facilitará el intercambio de experiencias acerca de sistemas utilizados en otras carteras que han sido reconocidas como buenas prácticas.

*Seguimiento propuesto:*

Todo proyecto debe contar con un riguroso sistema de seguimiento y evaluación, así como una línea de base, formalmente establecidos durante el primer semestre de su periodo de ejecución. Este requerimiento será considerado como un criterio de necesario cumplimiento para la aprobación del plan anual operativo del segundo año de cada operación y sus respectivos desembolsos.

Las misiones anuales de apoyo a la implementación y supervisión brindarán asistencia técnica y registrarán los avances y retos identificados.

El COSOP 2025-2030 incluirá expresamente una recomendación al respecto.

*Fecha límite para su implementación:*

Los avances y compromisos se registrarán en las ayudas memoria e informes de supervisión generados con periodicidad semestral.

Las consultas del próximo COSOP 2025-2030 se prevén realizar durante el último trimestre 2024. Los informes de seguimiento al COSOP se realizarán con periodicidad anual.

Firmado el 30 octubre 2024, por:

Firma: \_\_\_\_\_

Silvia Pérez

Directora Nacional de Financiamiento  
con Organismos Regionales de Crédito

Ministerio de Economía  
(FIDA)

Firma: \_\_\_\_\_

Donal Brown

Vicepresidente Asociado del

Departamento de Operaciones País

Fondo Internacional de desarrollo Agrícola

## COSOP preparation process

### Proceso de elaboración del COSOP

#### Diagnóstico

En 2015 se formuló el COSOP para Argentina, abarcando el período 2016-2021, luego extendido hasta 2024 para garantizar la coordinación con el nuevo gobierno que asumió en 2023. El proceso de elaboración del COSOP 2025-2030 se inició durante la evaluación del COSOP anterior. En este proceso, se comenzó una serie de consultas, comenzando por DIPROSE como actor principal, así como instituciones del gobierno nacional y gobiernos provinciales, sobre las lecciones aprendidas y desafíos para el nuevo COSOP. Destacó la misión de consulta realizada del 18 al 22 de marzo de 2024, donde se llevaron a cabo reuniones de consulta, discusión y recomendación con estos actores y otros actores clave.

Basándose en estas primeras conclusiones, se llevó a cabo un diagnóstico inicial para identificar los principales desafíos de la agricultura familiar y la población vulnerable en Argentina. Esto se realizó mediante consultas bibliográficas, revisión de documentación de programas y proyectos actuales de diversos organismos internacionales y gubernamentales, así como cualquier otro informe relevante disponible. En este diagnóstico se destacó la necesidad de mejorar el acceso a servicios financieros para los agricultores familiares, fortalecer las capacidades para acceder al mercado y agregar valor, abordar la falta de acceso a herramientas tecnológicas por parte de los agricultores familiares y la urgencia de implementar medidas más efectivas de resiliencia al cambio climático y gestión ambiental.

Este diagnóstico se enriqueció con reuniones virtuales con expertos del FIDA, representantes de DIPROSE a nivel nacional y provincial, entidades del nuevo gobierno, organismos de cooperación internacional, así como asociaciones de productores y ONGs que formaron parte del COSOP anterior. Además, se llevaron a cabo consultas con instituciones especializadas como el FMI, la CEPAL, el BID y el Banco Mundial para analizar las perspectivas económicas de Argentina y detectar posibles desafíos relacionados con el COSOP.

Más adelante, se llevaron a cabo encuentros virtuales de consulta dirigidos por el Director de País del FIDA, con la participación de representantes de DIPROSE, directores y personal de los programas que aún estaban en curso, así como las Unidades Ejecutoras Provinciales, con el fin de definir los principales ejes estratégicos del nuevo COSOP. Estas consultas también fueron enriquecidas y validadas durante encuentros virtuales con gobiernos provinciales y otros actores clave.

#### Ejes principales del COSOP

Los ejes principales se establecieron considerando los siguientes aspectos:

**i)** Las necesidades y prioridades de la Agricultura Familiar en Argentina; **ii)** Los lineamientos y prioridades de las políticas públicas del nuevo gobierno; **iii)** Las innovaciones necesarias que deben ser abordadas para la Agricultura Familiar y poblaciones vulnerables en Argentina; **iv)** Los factores clave para la sostenibilidad de los resultados de los programas del COSOP.

Como resultado del proceso mencionado, se identificaron los siguientes ejes estratégicos para el nuevo COSOP:

- i) **Bioeconomía como eje transversal:** Este enfoque se destaca como prioritario en el actual GdA, evidenciado por la reciente creación de la Secretaría de Bioeconomía. Además, el fortalecimiento de las cadenas de valor de los AFs en este campo es crucial para mitigar los impactos del cambio climático y mejorar la gestión de los recursos naturales y mejorar su producción e ingresos futuros.
- ii) **Alianzas con el sector privado:** Se reconoce la necesidad de establecer colaboraciones con el sector privado para fomentar negocios rurales rentables y mejorar la sostenibilidad de las inversiones y resultados del COSOP.
- iii) **Acceso a servicios financieros para los Agricultores Familiares:** El acceso a servicios financieros ha sido una necesidad histórica para los AFs, ya que les permitiría aumentar su capital y garantizar la sostenibilidad de sus emprendimientos y progreso.
- iv) **Desarrollo productivo y comercial de los AFs:** Se busca impulsar el crecimiento productivo y comercial de los AFs mediante el desarrollo del capital humano, de activos y financiero en este sector.

Estos cuatro ejes además se complementaron con dos temas recurrentes identificados como desafíos actuales de la agricultura familiar en la Argentina durante los procesos de consulta:

- v) **Agricultura en zonas de transición rural-urbana:** Existe una notable falta de políticas que fomenten la asistencia técnica, la capacitación y el ordenamiento territorial en estas áreas. Por otro lado, según el estudio IFAD11, el 56,4% de los beneficiarios del FIDA se encuentran en estas zonas, la mayoría cerca de pequeños pueblos o ciudades. Estas regiones son cruciales para transformar los sistemas agroalimentarios, ya que constituyen mercados alimentarios importantes (SOFI, 2023).
- vi) **Acceso a herramientas ICT4D para AFs:** Facilitar el acceso de los pequeños productores a tecnologías digitales ayudará a reducir las brechas tecnológicas y mejorará su producción, acceso a mercados e ingresos. Para este COSOP lo anterior se refiere especialmente al acceso a tecnologías que impulsen la producción (Agritech), acceso a mercados (e-commerce) y acceso a servicios financieros (Fintech).

### Primera misión COSOP 2025-2030

A partir de ello se realizó la primera misión para el COSOP 2025-2030 liderada por la directora de FIDA para América Latina y El Caribe. La misión tuvo lugar del 8 al 12 de abril de 2024 en Buenos Aires, Argentina. Durante este periodo, se llevaron a cabo consultas con todos los actores involucrados en el COSOP, incluyendo a DIPROSE, la Secretaría de Bioeconomía, la Subsecretaría de Relaciones Financieras Internacionales para el Desarrollo<sup>157</sup>, gobiernos provinciales, organizaciones de productores (con prioridad en las económicas), ONGs como Fundapaz y Plurales, centros de investigación, organismos internacionales de financiamiento como el BID, CAF, FONPLATA y la Corporación Financiera Internacional<sup>158</sup> del Banco Mundial. Además, participaron otros organismos del Sistema de Naciones Unidas como la FAO, ONU Mujeres y el PMA, especialistas del FIDA y otras instituciones como la CEPAL. Durante esta misión se establecieron los acuerdos fundamentales para diseñar el COSOP 2025-2030, abordando temas estratégicos,

<sup>157</sup> Esta Subsecretaría es parte de la Secretaría de Finanzas que a su vez es parte del Ministerio de Economía de la Argentina.

<sup>158</sup> IFC por sus siglas en inglés.

prioridades y objetivos principales. Como resultado, se confirmaron los temas previamente mencionados.

### **Estudios complementarios**

A partir de los resultados de esta misión, se generaron una serie de documentos para respaldar el diseño del COSOP en áreas especializadas: **i)** La CEPAL preparó un documento que aborda las proyecciones de transición de Argentina a lo largo del COSOP; **ii)** Expertos del FIDA elaboraron el SECAP, documento que se centra en las salvaguardias ambientales y sociales. Estas son las normativas adoptadas por el FIDA para garantizar que sus programas contribuyan a la gestión sostenible del medio ambiente y los recursos naturales, y que fortalezcan los derechos de los pueblos indígenas, las mujeres y los jóvenes; **iii)** Se elaboró un documento de recomendaciones para el COSOP en cuanto a la Cooperación Sur-Sur y Triangular, elaborado por un especialista del FIDA; **iv)** Se llevó a cabo la elaboración de un documento de evaluación de gestión financiera del COSOP en Argentina por parte de la especialista en gestión financiera del FIDA y **v)** Se creó una matriz de riesgos de adquisiciones elaborada por la especialista en adquisiciones del FIDA.

Después de esta misión y la elaboración de los estudios mencionados, se redactó el primer borrador del COSOP 2025-2030. Este documento se entregó al director de Argentina para el FIDA y se compartió con colegas y miembros de DIPROSE para obtener una primera retroalimentación.

### **Segunda misión del COSOP 2025-2030**

Entre el 27 y el 31 de mayo de 2024, se llevó a cabo la segunda misión para la preparación del COSOP 2025-2030. Durante esta fase, se compartió el primer borrador con todos los actores involucrados en el proyecto mencionados anteriormente. Se procedió a validar los aspectos principales del borrador, realizar consultas, correcciones y evaluar los indicadores clave de desempeño tanto del desempeño del COSOP como del proceso de transición. Tras finalizar esta etapa, se incorporaron las correcciones y recomendaciones al borrador original, dando como resultado la presentación del documento final.

## South-South and Triangular Cooperation strategy

### I. Introducción

1. La Cooperación Sur-Sur y Triangular (CSST) es un instrumento sustancial dentro de las políticas operacionales del FIDA. Paulatinamente, ha venido siendo integrada en los principios básicos del Fondo y se entiende como un importante recurso complementario a las operaciones de crédito y las subvenciones, así como de las acciones de asistencia técnica y gestión del conocimiento.
2. Para el FIDA, la CSST debe tener mayores espacios para su desarrollo, de forma que pueda contribuir significativamente a movilizar el conocimiento y capitalizar las buenas prácticas y lecciones aprendidas acumuladas por el Fondo y sus socios, entre ellos, los países en desarrollo, que recurren frecuente y crecientemente a la CSST para apoyar la resolución de los retos de desarrollo en las áreas rurales.
3. El FIDA ha avanzado en la integración de la CSST en su política de subvenciones regulares, en las estrategias de gestión del conocimiento y de innovación y, principalmente, en su Marco Estratégico 2016 – 2025. La CSST ha sido vinculada por el FIDA en los programas nacionales, el diseño y ejecución de proyectos, la construcción de alianzas, el intercambio de conocimiento, así como en las acciones de movilización de recursos.
4. En el marco del desarrollo de la CSST al interior del FIDA, se ha fortalecido la capacidad de construir alianzas con diferentes agentes del desarrollo, lo que redundará en una mayor capacidad para alcanzar los resultados e impactos en las áreas de interés del FIDA, ampliar el alcance de sus intervenciones y diversificar el acceso a recursos.
5. El propósito de FIDA es la reducción de la pobreza rural. En este marco, su ámbito de acción es amplio y multidimensional (clima y medio ambiente, producción agropecuaria, género, pueblos indígenas, nutrición, jóvenes, etc.). Por otra parte, varios de los retos de desarrollo de Argentina se ubican en el sector agropecuario y se relacionan, entre otros asuntos, con dificultades para la producción y con situaciones críticas de poblaciones en condición de marginalidad, riesgo o alta vulnerabilidad, lo que redundará en altos niveles de vulnerabilidad.
6. La Dirección Nacional de Cooperación Internacional (DNCIN), del ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto, es el organismo responsable por coordinar y liderar la cooperación técnica internacional de Argentina. En tal sentido, es el punto focal nacional que negocia la misma, en coordinación con los ministerios y organismos competentes en las áreas en las cuales se desarrollan iniciativas de cooperación con países socios, a fin de fortalecer las capacidades y los lazos institucionales y políticos.
7. El mandato y enfoque del FIDA es plenamente coincidente con las apuestas de desarrollo del Gobierno de Argentina, lo que, de hecho, genera importantes oportunidades de trabajo conjunto, de integración de las acciones y abre un espacio para compartir con otros países, a través de acciones de CSST, las capacidades nacionales en estos frentes. Desde la misma perspectiva, también es una oportunidad para ampliar el acceso a experiencias y conocimientos de otros socios extranjeros. En suma, se genera un escenario propicio para reforzar el papel de la cooperación internacional, en general, y la CSST, en particular.
8. En el nuevo Programa sobre oportunidades estratégicas nacionales (COSOP 2025 – 2030) se incluye la CSST como un medio que permitirá escalar las buenas experiencias alcanzadas durante su periodo de ejecución y en años anteriores, así como las capacidades desarrolladas dentro del país y compartirlas con otros países cuyas condiciones sean similares a las de Argentina y las acciones del FIDA sean coherentes temática y técnicamente con las necesidades de aquellos.

## **II. Oportunidades para promover la inversión y los intercambios técnicos a favor del desarrollo rural**

9. Argentina está catalogado como país de renta media alta (PRMA). A pesar de tal condición, el país sigue recibiendo apoyo de la cooperación internacional no reembolsable. Aparte de esta consideración, tal como ocurre con otros países en desarrollo, aún hay importantes retos que deben superarse para garantizar mayores niveles de bienestar para la población, en general, y la rural, en particular.
10. El país tiene relevantes niveles de desigualdad, pobreza y exclusión, que son más evidentes en las áreas rurales, y se reflejan, entre otros efectos, en la inseguridad alimentaria y la malnutrición. Adicionalmente, es un sector afectado por bajos niveles de acceso a servicios básicos, deficiente infraestructura y baja productividad. Esta situación afecta de forma significativa a mujeres, sobre todo en los pueblos indígenas, jóvenes, personas con discapacidad y migrantes.
11. Por otra parte, Argentina también es un país con una amplia tradición democrática, fortaleza de sus instituciones, experiencias exitosas en acometer sus desafíos de desarrollo y sectores privado, no gubernamental y académico que han aportado de forma importante en el análisis, comprensión y generación de propuestas y experiencias para la solución a tales retos.
12. En materia de cooperación internacional Argentina juega un papel dual, simultáneo, como oferente del conocimiento y capacidades generados por los diferentes actores del desarrollo y demandante de buenas prácticas de otros países, lo que se refleja en su agenda internacional. Evidentemente, este es un espacio propicio para desarrollar iniciativas de CSST.
13. El COSOP 2016-2024 ha sido diseñado de tal forma que coincidiera con varios elementos centrales de importantes políticas y programas nacionales enfocados en mecanismos innovadores para promover el desarrollo y reducir la pobreza y las desigualdades en las zonas rurales del país, fortalecer la asociatividad y el tejido social, formalizar la actividad económica y fomentar la igualdad de género y la mayor participación de los jóvenes, entre otros efectos positivos. El COSOP 2025 – 2030 mantendrá la misma filosofía fortalecida con la posibilidad de contar con aportes muy importantes de la CSST en estas materias.

## **III. Justificación de la cooperación Sur-Sur y triangular**

14. Argentina es un país líder en innovación para la producción agrícola, razón por la cual, a través de la cooperación y asistencia técnica, se encuentra en condiciones de compartir su conocimiento para la adopción de nuevas tecnologías y sus aplicaciones en la agricultura y desarrollo rural, con el objetivo de contribuir a la productividad, la seguridad alimentaria y la nutrición y la promoción de una agricultura sostenible.
15. La CSST es concebida como una estrategia de la política exterior Argentina, acercando las realidades de países en desarrollo que mediante el intercambio de experiencias y capacidades de sus técnicos fortalecen entre sí sus instituciones. Desde esa perspectiva se ha ganado una experiencia importante en el establecimiento de relaciones y alianzas internas y externas para desarrollar intercambios que capitalicen las capacidades nacionales y puedan acceder a las buenas prácticas de otros países que comparten situaciones de desarrollo similares.
16. La Agencia Argentina de Cooperación Internacional y Asistencia Humanitaria Cascos Blancos trabaja en la conducción política y definición de cursos de acción para la cooperación técnica internacional (bilateral, triangular y multilateral) orientados a los

- intereses nacionales, así como en la instrumentación de los Programas, Proyectos y Acciones de cooperación y las alternativas para financiar su ejecución.
17. El Fondo Argentino de Cooperación Sur-Sur y Triangular (FO.AR), mecanismo de cooperación creado en 1992 y coordinado por el Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto, ha posibilitado el desarrollo y la implementación de proyectos de cooperación técnica internacional bilateral y triangular, incluyendo diversas áreas de intercambio científico-agropecuaria, tales como tecnología agrícola de precisión, tecnologías adaptadas a la agricultura familiar, ganadería, lechería, biotecnología, sanidad animal y vegetal, acuicultura y pesca, entre otras<sup>159</sup>.
  18. Desde su creación hace más de 30 años, el FO.AR le ha permitido a la Argentina tener presencia activa en más de 80 países, principalmente en América Latina y el Caribe, pero también en África y Asia a través de más de 10.800 acciones y proyectos, que significaron el desplazamiento de más de 7.500 expertos argentinos y extranjeros en representación de más de 2.300 instituciones cooperantes de todo el mundo
  19. Argentina cuenta con un grupo importante de socios nacionales e internacionales con los que se ha desarrollado un número significativo de iniciativas (de oferta, demanda o en doble vía) relacionadas con las problemáticas descritas en este documento. De acuerdo con el Informe de la Cooperación Sur-Sur y Triangular en Iberoamérica 2022<sup>160</sup>, el país es predominantemente oferente en la CSS bilateral (35 de 95 iniciativas) y en la CT (18 de 24 iniciativas). En la CSS regional predominan las iniciativas de doble vía (43 de 66 iniciativas). Desde la perspectiva temática, las principales áreas de oferta son el sector agropecuario, industria, desarrollo legal y judicial y salud. Del lado de la demanda están, en su orden, salud, medioambiente, fortalecimiento de instituciones y políticas públicas y el sector agropecuario.
  20. Argentina, y en particular sus autoridades políticas (diplomáticas) y técnicas, que coordinan la cooperación internacional del país, mantendrán y fortalecerán la presencia en los escenarios de la CSST de manera que, en conjunto con la cooperación tradicional, contribuyan al cumplimiento de políticas y estrategias nacionales de cooperación argentina al desarrollo enmarcadas en su política exterior.
  21. El COSOP 2025 - 2030, en línea con su articulación con las apuestas nacionales para generar mayores niveles de desarrollo rural, incluirá la CSST como un recurso fundamental para su ejecución e impacto. En particular la inclusión de la CSST en el COSOP responde a los objetivos de la Estrategia de CSST del FIDA para 2022 - 2027, pues se basará en la identificación y diseminación de conocimiento e innovaciones, tanto para el programa general como en los proyectos específicos. Además, el nuevo COSOP estará alineado con los propósitos fundamentales del Fondo de apoyar el desarrollo de políticas para fortalecer la capacidad productiva, el acceso a los mercados y la resiliencia de las poblaciones rurales y se alineará con los pilares de los programas FIDA, a saber, compromiso político, asociaciones (alianzas) y conocimiento.
  22. La estrategia de CSST y las acciones puntuales o proyectos que se deriven o asocien con esta modalidad de cooperación apuntarán a la meta general del COSOP de "Reforzar medios de vida resilientes, incrementar los ingresos y reducir la pobreza de las poblaciones rurales más vulnerables en los territorios priorizados". De la misma forma, las experiencias, conocimientos y actividades específicas que se desarrollen bajo la modalidad de CSST estarán alineadas a "la promoción de cadenas de valor inclusivas, rentables y gestionadas de forma eficiente, al tiempo que promueve la conservación del medio ambiente y refuerza la resiliencia de las comunidades en las zonas seleccionadas".

<sup>159</sup> [Catálogo de proyectos de cooperación técnica en el sector agropecuario a través del FO.AR \(2011-2021\)](#)

<sup>160</sup> [Informe de la Cooperación Sur-Sur y Triangular en Iberoamérica 2022](#)

23. Es especial, las actividades de CSST buscarán contribuir al fortalecimiento de capacidades de instituciones responsables de promover procesos de desarrollo rural inclusivo, a través de actividades de intercambio y gestión de conocimiento, para apoyar a los pequeños productores en el desarrollo de economías rurales competitivas y sostenibles. A este respecto, serán establecidas alianzas estratégicas con países socios, academia, organizaciones de la sociedad civil, organizaciones de investigación, entre otras.
24. Finalmente, las iniciativas de CSST desarrolladas en el marco del COSOP 2025 – 2030 seguirán los principios guía para la identificación y diseño de acciones puntuales o proyectos, que son: la apropiación del país (enfoque de demanda), el alineamiento con los focos temáticos del FIDA, el potencial de escalamiento de las experiencias identificadas, la orientación a resultados y el ajuste al contexto específico del país.

#### **IV. Asociaciones e iniciativas**

25. Para la definición de las iniciativas de CSST que sean pertinentes para apoyar o concretar la ejecución del COSOP 2025 – 2030 se pondrá en funcionamiento un Mecanismo estratégico de identificación de iniciativas<sup>161</sup>. Tal mecanismo se concretará en los siguientes elementos.
  - a. Será un espacio dinámico de identificación de iniciativas que recoja las capacidades y demandas de Argentina y países involucrados, en la medida en que se vayan presentando las necesidades particulares de intercambio.
  - b. Anualmente, se realizará una reunión (virtual o presencial) de diálogo estratégico y seguimiento a la ejecución de la estrategia de CSST del COSOP.
  - c. En este encuentro participarán los niveles directivos de FIDA y Argentina (y aquellas otras que las partes consideren pertinentes).
  - d. Como principio rector para la identificación y/o priorización de iniciativas se deberá garantizar su alineación con las temáticas de ejecución del nuevo COSOP, las políticas y marcos estratégicos de Argentina y las líneas de inversión de FIDA.
  - e. Se realizarán reuniones virtuales periódicas, o a conveniencia, para definir las iniciativas que se hayan propuesto con anterioridad para el estudio correspondiente.
  - f. En las mismas reuniones se realizará también el seguimiento a la ejecución de las iniciativas escogidas en sesiones previas para determinar el estado de avance.
  - g. El estudio y escogencia de las iniciativas a desarrollar estará sujeto a la disponibilidad presupuestal de FIDA (alineación con sus programas de inversión) y de los países intervinientes en cada una de ellas.
  - h. Igualmente, se podrá estudiar la posibilidad de incluir a otros socios o recurrir a otros espacios de CSST para ampliar su cobertura, impacto o financiación.
  - i. Para la estructuración de las iniciativas se utilizará un formato convenido por las dos partes.
26. Teniendo en cuenta los contactos previos entre Gobierno, socios nacionales y FIDA, las primeras iniciativas de CSST se enfocarán en dos grandes áreas: i) desarrollo rural sostenible de los semiáridos de América Latina y el Caribe; y ii) promoción de diálogos políticos e intercambios de conocimiento en el marco de la Reunión Especializada de Agricultura Familiar (REAF) del MERCOSUR.

---

<sup>161</sup> En el anexo 1 de este aparte se incluye un mapeo general de potenciales agentes y temas que puede terminar concretándose en las iniciativas revisadas y aprobadas en el Mecanismo estratégico de identificación de iniciativas de CSST.

## V. Conclusión

27. La presente estrategia recoge, en primer lugar, las decisiones estratégicas de Argentina y FIDA por incorporar la CSST como un complemento determinante para ampliar la capacidad de generar resultados e impactos en sus intervenciones.
28. La amplia experiencia de FIDA en Argentina y en otros países, así como las capacidades y buenas prácticas desarrolladas por diferentes agentes en el país, constituyen una oportunidad para reforzar la ejecución del COSOP 2025 – 2030 a través de iniciativas de CSST.
29. Así como FIDA cuenta con una red mundial de agentes vinculados y de experiencias acumuladas, la institucionalidad pública argentina y otros agentes de desarrollo del país son actores potenciales para la constitución de alianzas potentes para el fortalecimiento de la ejecución del COSOP y de actividades de CSST.
30. Para garantizar la adecuada ejecución de la estrategia de CSST de este COSOP se concertará con el Gobierno Argentino la constitución de un Mecanismo estratégico de identificación de iniciativas.
31. La concreción de la estrategia de CSST de este COSOP dependerá de los siguientes elementos:
  - a. Poner en funcionamiento el Mecanismo estratégico de identificación de iniciativas de CSST, de acuerdo con los elementos constitutivos señalados anteriormente.
  - b. Fortalecer con el Gobierno Argentino, en particular con la Cancillería, el intercambio de información relevante para el conocimiento de las capacidades y necesidades argentinas, de otros países y las derivadas de la ejecución de los proyectos FIDA.
  - c. Determinar los arreglos técnicos, operativos, financieros y logísticos para la ejecución de las iniciativas de CSST.
  - d. Aplicar metodologías de seguimiento y evaluación de la ejecución de las iniciativas de CSST, determinar su contribución en los resultados del COSOP y difundir la información pertinente.

### 32. ANEXO I- Listado de potenciales socios

Potenciales socios	Descripción
Socios del sur global	Países fronterizos: Bolivia, Brasil, Chile, Paraguay y Uruguay. Países Andinos: Ecuador, Perú y Venezuela. Países del Corredor Seco Centroamericano: Costa Rica, El Salvador, Honduras, México, Nicaragua y Panamá.
Socios de la AOD	Unión Europea (Ventana ADELANTE y EuroSocial+), Francia (Programas AMSUD)
Espacios regionales	Mercado Común del Sur (MERCOSUR) y su Reunión Especializada de Agricultura Familiar (REAF), Sistema de la Integración Centroamericana (SICA), Programa Iberoamericano de Ciencia y Tecnología para el Desarrollo (CYTED), Centro Latinoamericano de Biotecnología (CABBIO)

Socios de Cooperación Técnica y Financiación	INTA, INASE, SENASA, INIDEP, EMBRAPA, CENTA, CIAT, IICA, Agencias Especializadas de las Naciones Unidas, en especial FAO y PMA, ECLAC, Banco Interamericano de Desarrollo, Banco Mundial, GIZ, KFW, AECID, CAF y FONPLATA.
Socios privados, no gubernamentales, fundacionales y de academia	Plataforma Semiáridos América Latina, Articulación Semiárido Brasileiro (ASA), FUNDAPAZ, FUNDE, Universidad Nacional de Quilmes, La Coalición Internacional para el Acceso a la Tierra (ILC)

## Financial management issues summary

COUNTRY	Argentina	PERIOD 2025-2030
<b>A. COUNTRY FM ANALYSIS</b>		
<i>Country Disbursement Ratio (rolling-year)</i>	60.4 %	
<i>Unjustified Obligations:</i>		
<input type="checkbox"/> <i>Outstanding Ineligible Expenditure</i>	0 USD	
<input type="checkbox"/> <i>Outstanding Advances (Projects)</i>	0 USD	
<i>PBAS Available allocation (current cycle) :</i>	Allocated Amount: 0 USD Available Balance: 0 USD	
<i>BRAM access</i>	YES	
<i>Country income category</i>	UMIC - US\$ 11 620 GNI Per Capita (World Bank Atlas Method) Above GDI Threshold for more than 3 consecutive	

### **Transparency International (TI)**

According to the 2023 Transparency International report, Argentina ranks 98th (out of 180 countries) with a Corruption Index score of 37 out of 100, which corresponds to an inherent country risk of Substantial.

(Source: Transparency International).

### **Public Expenditures and Financial Accountability (PEFA)**

The PEFA assessment findings show that the performance of the PFM systems at the national level are reasonably aligned with international standards and good practices. In particular, "transparency of public finances" performance is advanced, and the "policy-based fiscal strategy and budgeting" pillar shows solid performance. While the "budget reliability" and "accounting and reporting" pillars are slightly above the basic level of performance, two pillars ("management of assets and liabilities" and "predictability and control in budget execution") show widely mixed results, with some indicators being aligned with a solid performance and others not. Finally, the "external scrutiny and audit" pillar had indicators that clearly underperformed in relation to international good practices (Source PEFA December 2019)

### **Debt Sustainability**

In February 2023 the IMF Executive Board approved an immediate disbursement of around US\$4.7 billion (or SDR3.5 billion) to support the new authorities' strong policy efforts to restore macroeconomic stability and bring the program back on track. The IMF assessed that Argentina's debt remains "sustainable, but not with high probability. The assessment is predicated on the successful implementation of the new stabilization plan, involving significant efforts to realign and harmonize the FX regime amid a more ambitious and frontloaded fiscal consolidation path, which together should secure twin (fiscal and current account) surpluses. Actions to strengthen the Borrower Repayment Resource Account (BCRA) balance sheet and extend the maturities of domestic debt, also remain critical. Moreover, medium-term debt and external sustainability also hinge on the gradual resumption of international market access starting in late 2025 and a conditions-based unwinding of capital flow measures (Source IMF Review of the extended arrangement under the Extended Fund Facility (EFF) February 2024).

### **Worldbank Country Partnership Framework**

Over the past few years, Argentina has taken important steps to strengthen accountability and anti-corruption initiatives. New or revised laws have been approved or are in the process of being analyzed in the areas of criminal liability of government officials, access to information, ethics and integrity and accountability mechanisms. The Anti-Corruption Office, responsible for the prevention, detection, and investigation of corruption within the public sector, has been considerably strengthened.

Anti-Corruption Office. (Source Worldbank 2017)

### **Operational Risk Assessment Economist Intelligence Unit**

Overall operating risk in Argentina is moderate. The administration of the president, Javier Milei of the La Libertad Avanza (LLA), has embarked on a wide-ranging reform agenda to reduce the size of the state in the economy. The most important reforms include an end to price controls, privatisation of state-owned firms, trade liberalisation and business-friendly labour market reforms. The government is also pursuing aggressive fiscal consolidation measures to achieve a primary fiscal surplus in 2024. These policies will lead to a recession and high inflation in the short run; as a result, the risk of politically destabilising social unrest in 2024 is high.

Other governance challenges include the LLA's minority position in Congress, which is likely to hinder policymaking, and the role of the judiciary, which may strike down parts of Mr Milei's reform agenda. On the positive side, the government's orthodox macroeconomic policies have been welcomed by markets and the IMF, which has a 36-month extended fund facility (EFF) programme with Argentina. Among all the categories in operational risk, macroeconomic risk for Argentina is the highest. The economy is beset by triple-digit inflation and more than a decade of economic stagnation. The economy has buckled under the weight of over-taxation, a myriad of regulatory barriers, trade protectionism and large fiscal deficits that are financed through monetisation. The president, Javier Milei, is determined to undo Argentina's traditional statist economic model with radical free-market reforms to boost growth. The government has pursued front-loaded fiscal consolidation measures, as well as far-ranging reforms, to ease the regulatory burden on firms and consumers. These measures have rekindled relations with the IMF, which has a 36-month US\$44bn extended fund facility programme with Argentina. Government effectiveness is one of Argentina's weakest areas in EIU's risk model. High levels of corruption, a strong presidential system, weak congressional oversight, and a history of political interference in the judiciary and the Banco Central de la República Argentina (BCRA) weigh on the score. The administration of the president, Javier Milei, seeks to reduce the size of the state, partly to decrease opportunities for corruption and waste. However, the government has not made judicial reforms a major part of its reform agenda, which suggests that politicization of the judiciary will remain an issue. Brinkmanship between the executive branch and the legislature and with Argentina's powerful governors poses risks to governability and political stability. (Source Economist Intelligence Unit 2024/2024).

### **Accounting standards**

Law No. 24.156 of 1992 empowers the National Accounting Office (CGN) to set public sector accounting standards. Argentina has adopted national standards, Argentine GAAP, on an accrual basis, as the public sector accounting standards (IFAC/CIPFA International Public Sector Financial Accountability Index 2020). Although IPSAS have not been adopted in Argentina, the CGN has reportedly started a process to develop public sector accounting standards that are harmonized with accrual-basis IPSAS. The timeframe for the adoption is not clear. (Source IFAC 2024)

### **Supreme Audit Institution Independence**

The Suprema Audit Institution in Argentina the "Auditoría General de la Nación (AGN)" scored was rated as high on the Supreme Audit Institutions Index with a score between 9.0-9.5 and is well on its way to being independent.

(Source World Bank Group 2021)

### **Audit Standards**

The Government External Control Standards (GECS) applied by the AGN are based on but not fully aligned with the International Standards of Supreme Audit Institutions (ISSAI). The AGN has expressed its commitment to aligning its practices with the International Standards of Supreme Audit Institutions (ISSAI).

(source AGN)

### **Fiscal Deficits**

Argentina has continuously run fiscal deficits since 2009, with the shortfall reaching 4.4% of GDP in 2023.

(source Economics Observatory)

### **GNI per capita**

Argentina is classified as an upper middle-income country (UMIC). The latest value for GNI per capita published by the World Bank was 11,590 in 2022, a 16% increase from 2021 reversing the downward trend from 2017 to 2020.

(Source: World Bank Country Data)

**B. PORTFOLIO – LESSONS {Strengths and Weaknesses}**

**Existing Portfolio:**

Project	Project Status	%Disbursed of all financing instruments	Project FM inherent risk rating	Performance Score: Quality of Financial Management	Performance Score: Quality & Timeliness of Audit	Performance Score: Disbursement Rate	Performance Score: Counterpart funds
PROCANOR	Available for Disbursement	88.08	Substantial	Moderately Satisfactory	Mod. satisfactory	Unsatisfactory	Moderately Satisfactory
PRODECCA	Project Completed	98.91	Substantial	Moderately Satisfactory	Mod. satisfactory	Moderately Unsatisfactory	Moderately Unsatisfactory
PROSAF	Available for Disbursement	33.65	Substantial	Moderately Satisfactory	Not Specified	Moderately Satisfactory	Moderately Unsatisfactory

Recurring issues in the existing portfolio are: (i) Insufficient budget approval in initial years of projects leading to delays in implementation; (ii) Complex procedures for approval of investment plans resulting in delays in disbursements of funds to farmers organizations for the financing of investment plans; (iii) Insufficient staff allocated at provincial level to accompany farmres organizations in the administrative aspects of the implementation of investments plans resulting in delays in submission of accountability reports and delays in closure of projects; (iv) Missing documentation in files investments plans of proof of delivery of goods purchased with funds investments plans which could result in ineligible expenditure; (v) Staff and office space assigned to implementation of IFAD projects at provincial level not quantified and registered, resulting in underreporting of counterpart funding. The proposed mitigation measures include: (i) Ensure sufficient budget is approved from the start of the project in coordination between federal and provincial governments; (ii) Ensure during design efficient procedures are agreed upon and documented in the PIM for the design, approval and disbursements of investment plans with farmers organizations;(iii) Ensure sufficient staff is assigned at provincial level to the monitoring and supervision of investment plans to ensure proper management of the resources and quality and timely submission of accountability reports; (iv) Ensure proof of delivery to final beneficiaries is included in files investment plans and include this requirement in the procedures as documented in the PIM; (v) Include in PIM clear, simple to implement procedures for the valuation, registration and reporting of in-kind counterpart funding. In may 2024 and in line with government policy to reduce state interventions, the structure of DIPROSE was reduced to the absolute minimum. At the time of COSOP preparation no formal notification has been received from gvt on the new implementation and arrangements in particular the executing agency responsible for the orderly closure of the PRODECCA and PROCANOR projects and the ongoing implementation of PROSAF. Government has expressed the intention to implement decentralized implementations based on subsidiary agreements with provinces already in place and a small unit providing oversight at federal level. The Government has indicated that all new operations to be financed by IFAD should be based on Financing Agreements signed with provincial governments covered by a guarantee from Federal Government.

---

## Country Systems

Considering the strength of public financial systems and as described in detail below, extensive use of country system is foreseen for the implementation of IFAD financed projects in Argentina.

### Organization and staffing

Within the the framework of the Secretariat of Development Planning and Federal Competitiveness of the National Ministry of Economy, a specialized unit called called General Directorate of Sectorial and Special Programs has been established (DIPROSE) which manages the implementation of programs and projects with external financing) and functions

as the executing agency for the implementation and financial management of the portfolio of projects financed by IFAD. DIPROSE is staffed by qualified professionals with proven experience in public management, management of external funds and transfer of funds to

Small Producers' Organizations (OPPs). At the provincial level, Provincial Implementation Units (PIUs) are established to implement the components of IFAD financed programs including the administration and fiduciary oversight and maintain relationship with provincial authorities.

### Budget

The DIPROSE budget which includes the IFAD financed projects is included in the preliminary and multi-year budget of the Secretariat of Development Planning and Federal Competitiveness of the National Ministry of Economy and uploaded. All project with external financing are uploaded to the BAPIN (Bank of Public Investment Projects) which is the Information System where Public Agencies register all public investment projects to be financed with resources from the National Government. The proposals and budgets go through an extensive review process by the National Directorate of Financing with Regional Credit Organizations (DNFORC) and the National Budget Office (ONP). The approved projects are incorporated into the National Public Investment Plan and submitted to Congress as part of the national budget proposal. Approved projects are registered in the Integrated Financial Information System (ESIDIF) for budget execution and monitoring Project implementation is monitored through the UEPEX system, which integrates budget, accounting, and treasury functions. Regular reports on project progress, expenditure, and performance are submitted to DINCAP and other oversight bodies. Argentina has continuously run fiscal deficits since 2009, with the shortfall reaching 4.4% of GDP in 2023. The new Government is aiming for a zero deficit with securing fiscal space for IFAD financing potentially challenging.

### Treasury

The Argentina Central Bank Argentina does not have a Single Treasury Account system in place. The Gvt maintains designated account in US\$ at the Central Bank for receiving disbursements for project financed with funds from International Financial Institutions. Subsequently funds are transferred to Designated Accounts in

Argentinian Pesos called "Cuentas Exportadoras" for which balances are adjusted on daily basis to maintain the USD value. Funds required for implementation are transferred from the Cuentas Exportadoras to the operational accounts by financing instruments held at the Banco de la Nación which is a government owned bank and a key financial institution the country.

### **Accounting & Reporting**

DIPROSE uses the governmental system UEPEX, which is a comprehensive bimonthly accounting system. The system is reliable and its access is through passwords assigned to each user according to profiles. The system includes a module for projects funded by international institutions and allows budget monitoring by expenditure category, component, financing source, and cost center, and allows for automated generation of report required by International Financial Institutions including IFAD. In addition DIPROSE uses the SIIP (Sistema Integrado de Información de Programas y Proyectos), or Integrated Information System for Programs and Projects which allows for tracking investment projects from inception to completion including approval, disbursements, execution and final sign off. The SIIP is an on line system and allows for decentralized data input including the upload of supporting documentation to evidence purchases of goods and services or activities implemented with the funds received.

### **Internal Audit**

The SIGEN (Sindicatura General de la Nación) in Argentina, known in English as the General Audit Office of the Nation, is an independent government agency responsible for promoting transparency, accountability, and efficiency in the management of public resources. The SIGEN supervises and coordinates the actions of the Internal Audit Units (UAI) of all agencies, approves their audit plans and conducts independent investigations and audits. The UAI collaborates with the audited entities and agents in the resolution of shortcomings and problems detected, making the corresponding recommendations. This commitment also extends to the collaboration required by the External Audits that are carried out. DIPROSE as executing agency is subject to the oversight by SIGEN). DIPROSE has an Internal Control Staff Unit, responsible for analyzing the efficiency of execution and supervision of Programs and Projects co-financed with external resources, and for verifying the effectiveness of management, execution and supervision.

### **External Audit**

The Supreme Audit Institution (SAI) in Argentina is the "Auditoría General de la Nación" (AGN), The AGN is responsible for conducting external audits of public sector entities at the national level in Argentina. Its main function is to provide independent oversight and evaluation of government finances and operations to ensure transparency, accountability, and efficiency in the use of public resources. The AGN reports directly to the Argentine National Congress, specifically to the bicameral Congress Audit Commission (Comisión Bicameral Permanente de Seguimiento y Control de la Gestión de Contratación y Pago de la Deuda Exterior de la Nación),

which oversees its activities. This arrangement ensures the independence of the AGN from the executive branch and allows for parliamentary oversight of its audit findings and recommendations. The latest PEFA assessment dating back to 2019, PI-30 External audit was rated as D+ with observation around delays of submission of financial statement to legislature and lack of statistics and follow-up on audit observations. The AGN has a specialized Department dedicated to carrying out audits of projects carried out by International Financial Institutions based on the requirements of borrowers which has been used for external audits of IFAD Financed Portfolio and satisfactory financial statements submitted on time. The intention is to continue to use the AGN going forward while ensuring clear agreements are made upfront on timely submission, the use of accounting standards for the preparation of the annual financial statements and its Annexes in accordance with the IFAD Audit Manual. AGN carries out audits in accordance with the International Standards of Supreme Audit Institutions (ISSAI).

## Procurement risk matrix – Part A country level

# Argentina

Misión de Revisión de Actualización: **Revisión de Actualización**

Fecha: **10/05/2024**

---

### Leyenda

<b>Hallazgos:</b>	Hallazgos sobre el posible incumplimiento del Marco de Adquisiciones para Proyectos (MAP) del FIDA
<b>Riesgo Inherente</b>	El nivel de riesgo evaluado asumiendo que el Prestatario/Receptory/o el FIDA no implementen medidas de mitigación adicionales
<b>Mitigación:</b>	Medida/s de Mitigación propuesta/s
<b>Riesgo Neto:</b>	El nivel de riesgo evaluado asumiendo que las medidas de mitigación seleccionadas/planificadas son confiables y adecuadas para mitigar el impacto del riesgo en caso de que se materialice

---

Evaluación del país

### Evaluación General

#### Hallazgos:

En Argentina, la contratación pública está respaldada por una normativa extensa pero dispersa lo que le hace complicada a entender. Además la norma al nivel provincial difiere de la normal federal. A pesar de esas dificultades, la contratación nacional está sostenida por entidades compradoras de buen nivel como la DIPROSE y un sistema de compras electrónicas COMPR.AR que permite un control de la contratación pública. Se detectaron muchas lagunas que pueden estar mitigadas al nivel de un proyecto FIDA pero que demuestran la necesidad de reforma para el país.

**Riesgo Inherente:** Sustancial

#### Mitigación:

Las que se definieron en la MAP.

### 1 Marco Jurídico, Reglamentario y Normativo

#### Hallazgos:

La normativa argentina está organizada de forma jerárquica no obstante, la dispersión de normas podría afectar la comprensión del sistema. Los procedimientos de adquisición se encuentran establecidos por decreto pero sólo pueden participar en las licitaciones nacionales interesados cuyo domicilio o sede principal de sus negocios se encuentre en el país, o cuenten con sucursal en el país. Las normas de participación no son restrictivas. La normativa para la documentación de adquisiciones cumple con el estándar internacional. El marco legal determina que los criterios de evaluación sean especificados en los pliegos de bases y condiciones particulares pero no da lineamientos claros. Al nivel

de la presentación y recepción de ofertas, la normativa cumple con el estándar internacional, en tanto prevé que la apertura de los procedimientos licitatorios debe tener lugar en forma inmediata al cierre de recepción de las ofertas con un procedimiento definido y regulado que evita pérdidas o alteraciones de las ofertas. Las normas vigentes admiten y regulan la presentación de impugnaciones, pero particularidades inciden negativamente en cuanto al derecho a impugnar de un modo que sea efectivo en cuanto al resultado de fondo. La ausencia de preceptos en el Régimen de Contrataciones deja librada la gestión contractual, sin importar la complejidad del caso, al grado de previsión y adecuación que se consiga en el respectivo pliego de bases y condiciones particulares. El régimen de contrataciones tiene un diseño acorde esta norma de contratación electrónica y la plataforma "COMPR.AR" atiende los parámetros estipulados para que los documentos electrónicos generados tengan validez. De la lectura de las normas para la custodia de registros se entiende que debe ser conservada la totalidad de cada expediente de contratación durante los plazos que se establecen, pero esta obligación debería ser mejor detallada. La normativa exige un Pliego Único de Bases y Condiciones Generales pero en general no hay documentos estándar por tipo de contrato y tampoco contratos tipo ni cláusulas estandarizadas. Existe un Manual de Procedimiento del Régimen de Contrataciones de la Administración Nacional que contiene una explicación minuciosa del proceso de contratación. Los organismos cuentan con la posibilidad de incorporar requisitos sociales, económicos y ambientales pero son escasas las herramientas para realizarlo de manera sistemática y homogénea.

**Riesgo Inherente:** Sustancial

**Mitigación:**

Usar la normas del FIDA para consultorías y LPI. Para las LPN, extender los plazos a 30 días. Las reglas de participación para LPN tienen que estar cambiadas para incluir a licitantes extranjeros. Definir parámetros y criterios para justificar la participación de empresas públicas en las licitaciones y garantizar la competencia. Buscar la forma de reducir discrecionalidades. El Reglamento de Contrataciones debería exigir que los requisitos incluidos en los pliegos, además de referirse, siempre que sea posible, a estándares internacionales o normas reconocidas equivalentes a las especificadas. Procurar, cuando sea apropiado, el uso de especificaciones basadas en el producto (funcionales) a fin de promover la innovación. Recomendar la aplicación del criterio de "valor por dinero" en las evaluaciones de ofertas. En la normativa general deben ser definidas con claridad las pautas que permitan asegurar la objetividad y la pertinencia de los criterios de evaluación, así como las formas en las que se los puede combinar. Definir qué información puede ser considerada como sensible por los oferentes, y la prohibición de que sea difundida. Suprimir la garantía de impugnación, por afectar el derecho de defensa y, en cambio, incorporar en el Reglamento de Contrataciones, un régimen de sanciones razonable por actuación manifiestamente temeraria o contraria a la buena fe en la interposición de impugnaciones. Determinación de plazos para impugnar. Debería crearse un ente de revisión administrativo para atender las impugnaciones. Profundizar lineamientos para gestionar los contratos y también lineamientos generales para estudiar cuando los contratos deben y pueden ser modificados, considerando riesgos e imprevistos. Revisar los excesos reglamentarios que se advierten. Establecer un plan de monitoreo de contratos. Indicar, dentro de los manuales y procedimientos, mandatos claros para entidades, proveedores y ciudadanía en relación al acceso, manejo y resguardo de información confidencial en el marco del sistema de contrataciones.

Difundir la reglamentación del Régimen de Contrataciones en un único portal online, en forma clara, sistematizada y cuidando su actualización permanente. Trabajar en un listado de pliegos o documentos tipo para las adquisiciones y contrataciones que sean más necesarias y, posteriormente, proceder a la elaboración de estos instrumentos. Para proyectos del FIDA, usar los documentos estándar y el contrato tipo del FIDA. Incluir SECAP.

## **1.1 El marco jurídico de la contratación pública cumple los principios acordados y cumple con las obligaciones aplicables**

### **1.1.1 Ámbito de aplicación y cobertura del marco jurídico y reglamentario**

#### **Hallazgos:**

La normativa argentina está organizada de forma jerárquica (Constitución Nacional, leyes, decretos delegados, decretos reglamentarios, resoluciones, disposiciones, reglamentos internos, comunicaciones generales). La precedencia normativa está claramente establecida en la Constitución Nacional (Art. 31). No obstante, la dispersión de normas podría afectar la comprensión del sistema.

El país no tiene una ley a nivel federal que organice y estructure de un modo consistente y unificado las principales normas y principios aplicables a los contratos que celebra el Estado.

Cada provincia tiene su propia legislación en materia de compras públicas.

Las compras y contrataciones públicas de la APN se rigen por un cúmulo de normas de diversa naturaleza y jerarquía, las cuales no se hallan debidamente organizadas ni sistematizadas, algo que atenta contra la claridad y consistencia del sistema.

La normativa de la Argentina contiene principios generales aplicables a la contratación pública en general y normativa especial e independiente para:

- (i) la contratación de bienes y servicios,
- (ii) consultoría,
- (iii) obra pública,
- (iv) concesión y asociaciones público privadas.

Las principales normas sobre contrataciones de bienes y servicios de la APN pueden consultarse en línea, en forma libre, gratuita e irrestricta desde el portal web de Información Legislativa y Documental denominado "INFOLEG" (<http://www.infoleg.gob.ar/>). Otro espacio que contiene un apartado sobre la normativa es el sitio oficial de la Oficina Nacional de Contrataciones (ONC), parte del portal <https://www.argentina.gob.ar/>, pero es incompleto.

La coexistencia de dos portales con información diferente (y ambos deficientes) atenta contra el conocimiento público de las normas.

**Riesgo Inherente:** Moderado

#### **Mitigación:**

Usar la normativa FIDA para consultorías y LPI

### **1.1.2 Métodos de adquisición**

#### **Hallazgos:**

Los procedimientos de selección se encuentran establecidos en el Decreto Delegado N° 1023/01 en forma clara.

Se clasifican en diversos tipos o especies, que a su vez son susceptibles de ser combinados y/o complementados con "clases" y "modalidades".

Las contrataciones celebradas por organismos y entes públicos deben atender los principios de

transparencia, publicidad, competencia e igualdad que emanan de la Constitución Nacional y de allí se llega a la licitación o el concurso público como regla general en las contrataciones del Estado. A su vez, dichos principios siguen normas supranacionales, como la Convención Interamericana contra la Corrupción, aprobada por Ley N° 24.759, que establece medidas preventivas a observar por los Estados, entre otras, la existencia de "sistemas para la contratación de funcionarios públicos y la adquisición de bienes y servicios por parte del Estado que aseguren la publicidad, equidad y eficiencia de tales sistemas".

Para la normativa nacional el criterio diferenciador entre las licitaciones nacionales e internacionales es el domicilio o sede principal/sucursal registrada del oferente, sin importar ni la nacionalidad del oferente ni el origen del capital. Sólo pueden participar en las licitaciones nacionales interesados cuyo domicilio o sede principal de sus negocios se encuentre en el país, o cuenten con sucursal en el país.

El Decreto Delegado N° 1023/01 define a la licitación pública y al concurso público, según el caso, como la regla general en materia de procedimientos de selección del cocontratante, privado o estatal.

Sin embargo, la regla general no es pétrea ni tampoco rígida, sino que el sistema pretende alcanzar la economicidad, eficiencia y eficacia en la aplicación de los recursos públicos, logrando que sean los más apropiados para satisfacer los intereses públicos.

El artículo 10 del Reglamento aprobado por el Decreto N° 1030/16 habilita a las entidades contratantes a apartarse de la regla general, optando por llevar a cabo un procedimiento de carácter excepcional, siempre y cuando se encuentren reunidos los requisitos de procedencia que exige la normativa vigente para cada caso. Esto es que, aunque los procedimientos de licitación pública o de concurso público representan la regla general, podrá propiciarse la sustanciación del procedimiento que mejor contribuya al logro del objeto establecido en el art. 1° del Decreto Delegado N° 1.023/01 y que se presente como el más apropiado para satisfacer los intereses públicos.

Los criterios evaluados a la hora de elegir procedimiento, suelen ser:

- a) Contribución al cumplimiento del objetivo previsto, considerando economicidad, eficiencia y eficacia en el uso de los recursos públicos;
- b) Características de los bienes o servicios a contratar;
- c) Monto estimado del contrato;
- d) Condiciones de comercialización y configuración del mercado;
- e) Razones de urgencia o emergencia.

El art. 24 del Decreto Delegado N° 1023/01 establece los siguientes tipos de procedimientos de selección:

- a) Licitación Pública
- b) Concurso Público
- c) Licitación Privada
- d) Concurso Privado
- e) Subasta Pública
- f) Contratación Directa

El Reglamento aprobado por el Decreto N° 1030/16 establece en su art. 30 la prohibición de fraccionamiento: "No se podrá fraccionar un procedimiento de selección con el fin de eludir la aplicación de los montos máximos fijados en el presente reglamento para encuadrarlos o de las competencias para autorizar o aprobar los procedimientos de selección.

Se presumirá que existe desdoblamiento, del que serán responsables los funcionarios que hubieran autorizado y aprobado los respectivos procedimientos de selección, cuando dentro de un lapso de TRES (3) meses contados a partir del primer día de una convocatoria se realice otra o varias convocatorias para adquirir los mismos bienes o servicios, sin que previamente se documenten las razones que lo justifiquen.”.

**Riesgo Inherente:** Bajo

### 1.1.3 Normas y plazos de publicidad

#### Hallazgos:

Según el Decreto Delegado N° 1023/01, entre los principios a los que debe ajustarse la gestión de las contrataciones, se encuentra el de transparencia en los procedimientos y publicidad y difusión de las actuaciones.

También se establece que la contratación pública se desarrolla en todas sus etapas en un contexto de transparencia que se basará en la publicidad y difusión de las actuaciones, el uso de tecnologías informáticas que permitan aumentar la eficiencia de los procesos y facilitar el acceso de la sociedad a la información relativa a la gestión del Estado en materia de contrataciones y en la participación real y efectiva de la comunidad, lo cual posibilitará el control social sobre las contrataciones públicas.

El Régimen de Contrataciones de la Administración Nacional exige elaborar y difundir los planes anuales de contrataciones (PAC). La publicación de los PAC se hace en el Sistema Electrónico de Contrataciones de la Administración Nacional COMPR.AR y el acceso es público y sin costo.

Las Unidades Operativas de Contrataciones (UOC's) deben publicar la convocatoria de los procedimientos de selección según lo establecido en el Reglamento del Régimen de Contrataciones de la Administración Nacional, según el tipo de procedimiento y clase elegida. A saber:

- Licitación Pública Nacional o Concurso Público Nacional electrónicos (convocatoria en formato digital): 9 días entre la fecha de publicación y la fecha de apertura de las ofertas;
- Licitación Pública Nacional o Concurso Público Nacional que no se realicen en formato digital (v.g. sustanciados en soporte papel): 20 días entre la fecha de publicación y la fecha de apertura de las ofertas;
- Licitación Privada Nacional o Concurso Privado Nacional: 7 días para responder a la convocatoria.
- Licitación Pública Internacional o Concurso Público Internacional: 40 días entre la fecha de publicación y la fecha de apertura de las ofertas;
- Licitación Privada Internacional o Concurso Privado Internacional: 40 días entre la fecha de publicación y la fecha de apertura de las ofertas;

**Riesgo Inherente:** Moderado

#### Mitigación:

Los plazos de publicación previos a la apertura son muy cortos. Se deberían adecuar. En los proyectos que financia FIDA se aplican sus directrices.

### 1.1.4 Normas de participación

#### Hallazgos:

La convocatoria a las licitaciones o concursos públicos debe dirigirse a todo posible oferente con capacidad para obligarse.

En licitaciones o concurso privados, la normativa exige que también se consideren las ofertas de no invitados a participar.

En contrataciones directas en las que corresponda efectuar invitaciones, también se considerarán las ofertas de no invitados a participar.

En una licitación o concurso de clase nacional, la convocatoria se circunscribirá a interesados y oferentes cuyo domicilio o sede principal de sus negocios se encuentre en el país, o tengan sucursal en el país, debidamente registrada en los organismos habilitados a tal efecto.

En un llamado a licitación o concurso internacional, se admitirá la participación de todo interesado en hacerlo, cuenten o no con domicilio o sucursal registrada en la República Argentina.

Las contrataciones directas, en cambio, no distinguen entre clases nacional/internacional.

En cada procedimiento de selección, el primer punto de las atribuciones de la correspondiente Comisión Evaluadora es "Evaluar la habilidad para contratar y elegibilidad de los oferentes".

En ningún caso constituirá requisito exigible para presentar ofertas la inscripción previa en SIPRO (Sistema de Información de Proveedores). Es suficiente que el oferente se encuentre preinscripto al momento de ofertar, no obstante, los oferentes deberán encontrarse incorporados al SIPRO, y con los datos actualizados, cuando se emita el dictamen de evaluación (v. Comunicación General ONC N° 63/17).

Según la ONC, la elegibilidad es aplicable a los oferentes y no a las ofertas. La condición de elegible o inelegible recae sobre la persona del oferente, sea esta persona humana o jurídica.

El artículo 16 del Decreto Delegado N° 1023/01 contempla lo siguiente: "ELEGIBILIDAD. La información obrante en bases de datos de organismos públicos sobre antecedentes de las personas físicas o jurídicas que presenten ofertas será considerada a fin de determinar la elegibilidad de las mismas. Se desestimarán, con causa, las presentaciones u ofertas de aquellas que exhiban reiterados incumplimientos de sus obligaciones, en las condiciones que establezca la reglamentación."

Por su parte, el art. 68 del Reglamento aprobado por el Decreto N° 1030/16 define las pautas para la inelegibilidad.

**Riesgo Inherente:** Moderado

**Mitigación:**

Debería buscarse la forma de reducir discrecionalidades, sin caer en posiciones tan estrictas que lleven a entorpecer o impedir la concreción de la contratación

### **1.1.5 Documentación y especificaciones de adquisiciones**

**Hallazgos:**

La normativa estipula la obligación de que los pliegos de bases y condiciones particulares contengan la información clara y suficiente para permitir la presentación de ofertas adecuadas. Asimismo, establece expresamente que sólo se podrá exigir en el pliego de bases y condiciones particulares, información y/o documentación distinta de la establecida en el Reglamento o en el Pliego Único de Bases y Condiciones Generales, cuando por razones de oportunidad, mérito o conveniencia se consideren de especial relevancia los antecedentes del proveedor, lo que deberá fundarse, y exige evitar los requisitos superfluos o innecesarios.

El ya mencionado Reglamento del Régimen de Contrataciones de la Administración Nacional aprobado como Anexo al Decreto N° 1030/16

- Deben ser preparadas de forma tal que permitan el acceso al procedimiento de selección en condiciones de igualdad de los oferentes y no generen obstáculos injustificados a la competencia entre interesados.

- Deben indicar clara y precisamente:

a) Las cantidades y características de los bienes o servicios a los que se refiera, con su número de catálogo correspondiente al Sistema de Identificación de Bienes y Servicios.

b) Si los bienes deben /pueden ser nuevos, usados, reacondicionados o reciclados.

c) Las tolerancias y rangos aceptables.

d) La calidad exigida y las normas de calidad y criterios de sustentabilidad que deberán cumplir los bienes o servicios o satisfacer los proveedores.

- Salvo casos especiales sustentados debidamente en razones científicas, técnicas o de probada conveniencia para lograr un mejor resultado de la contratación, no podrá pedirse una marca o modelo determinado.

- Se podrá mencionar una marca en particular al solo efecto de señalar características generales del objeto pedido, sin que ello impida proponer artículos similares de otras marcas (art.37 del reglamento aprobado por el Decreto N° 1030/16).

- No se fomenta el uso de especificaciones de los bienes que apunten a promover la innovación, pero se admite la posibilidad de presentar ofertas variantes, cuando así se habilite en los pliegos particulares.

Sobre la adquisición de productos a importar, el Pliego Único de Bases y Condiciones Generales, en su cláusula 18, ap. b): "COTIZACIONES POR PRODUCTOS A IMPORTAR. Las cotizaciones por productos a importar deberán hacerse bajo las siguientes condiciones: (...) b) Los pliegos de bases y condiciones particulares deberán ajustarse a los términos comerciales de uso habitual en el comercio internacional, tal como, entre otras, las "Reglas Oficiales de la Cámara de Comercio Internacional para la Interpretación de Términos Comerciales - INCOTERMS". La selección del término aplicable dependerá de las necesidades de la jurisdicción o entidad y de las características del bien objeto del contrato...".

Los interesados en ofertar pueden realizar las consultas que estimen necesarias en los plazos previstos en los pliegos particulares y mediante el sistema electrónico de contrataciones.

Las respuestas a estas consultas se deben instrumentar mediante la emisión de circulares aclaratorias o bien modificatorias que deben ser comunicadas a todos los interesados para garantizar la transparencia.

**Riesgo Inherente:** Bajo

### 1.1.6 Criterios de evaluación y adjudicación

#### Hallazgos:

Según el Dictamen ONC N° 221/15 (ver sitio oficial de la Oficina Nacional de Contrataciones (ONC), parte del portal <https://www.argentina.gob.ar/> Dictamen ONC N° 221/15), la selección tiene que efectuarse a la oferta más conveniente, con arreglo a las cláusulas del pliego de bases y condiciones particulares, pero no existe una recomendación ni un control previo sobre la razonabilidad, motivación y pertinencia del criterio de selección elegido e incluido en el pliego, en relación con la naturaleza, magnitud y complejidad del objeto contractual. Así, las disposiciones del marco normativo aparecen como insuficientes para asegurar objetividad y transparencia en el proceso de evaluación.

El marco legal determina que los criterios de evaluación sean especificados en los pliegos de bases y condiciones particulares, para que los interesados conozcan dichos criterios objetivos antes de ofertar, pero no define pautas claras que aseguren que los mismos sean objetivos, adecuados y relevantes para el tema objeto del contrato.

La normativa no define lineamientos claros para la evaluación de las propuestas: el concepto abierto de "oferta más conveniente" sin pautas claras de determinación no resuelve, sino que complejiza

problemas presentes en la adjudicación del precio más bajo (por ejemplo, prescindencia de criterios que podrían ser irrelevantes como la calidad del bien ofrecido, respuesta a condiciones o prestaciones ambientales, beneficios sociales y sustentabilidad en general).

La elección de la oferta más conveniente requiere que todas ellas sean comparables entre sí y, en este sentido, las bases del proceso tienen una parte decisiva y deben ser claros, precisos y mostrar ninguna o la menor cantidad posible de variables o elementos indeterminados.

La falta de estas condiciones o una aplicación equívoca de las mismas en los pliegos particulares hacen que el criterio de selección a la "oferta más conveniente", puede terminar en múltiples y diversas alternativas discrecionales, posibles inequidades y deterioro de la transparencia y de la igualdad.

Al no haber normas que predefinan criterios de evaluación, por ejemplo, para cuestiones medioambientales o sobre asuntos de impacto social, su definición queda al arbitrio de los funcionarios que preparan y autorizan los llamados y aprueban los pliegos particulares.

Un temprano análisis, definición y disposición de criterios objetivos de evaluación desde la misma normativa de compras es fundamental para reducir la discrecionalidad en los pliegos de licitación y para que, antes de licitar, los potenciales oferentes conozcan las condiciones en que evaluarán se juzgarán sus ofertas.

El precio no es el único criterio de adjudicación que habilitan las normas vigentes pero, en cualquier caso, mantiene un alto porcentaje en cualquier fórmula o método que se utilice en la evaluación. Los otros factores expuestos, generalmente tienen alguna relación con características técnicas del bien o servicio a contratar. El marco legal no establece ni recomienda con claridad cuándo deben emplearse criterios de evaluación monetarios (precio) y no monetarios

Se busca definir un método para comparar y evaluar.

La normativa y la práctica habitual cumplen con el estándar internacional, en la medida en que la confidencialidad mantenida durante el proceso de evaluación de ofertas minimiza el riesgo de influencias indebidas.

El Reglamento aprobado por el Decreto N° 1030/16 establece en el art. 4°: "No se concederá vista de las actuaciones, durante la etapa de evaluación de las ofertas, que se extiende desde el momento en que el expediente es remitido a la Comisión Evaluadora hasta la notificación del dictamen de evaluación."

**Riesgo Inherente:** Moderado

**Mitigación:**

Podría considerarse que el principio de "Valor por dinero" no ha sido receptado en forma expresa en el Régimen de Contrataciones de la Administración Nacional, pero puede considerarse implícito en los principios generales de economía, eficiencia y eficacia en las contrataciones que sí se sostienen. Sobre este punto podría intentarse la inclusión que se recomienda.

En la normativa general deben ser definidas con claridad las pautas que permitan asegurar la objetividad y la pertinencia de los criterios de evaluación, así como las formas en las que se los puede combinar.

### 1.1.7 Presentación, recepción y apertura de ofertas

#### Hallazgos:

La normativa cumple con el estándar internacional, en tanto prevé que la apertura de los procedimientos licitatorios debe tener lugar en forma inmediata al cierre de recepción de las ofertas con un procedimiento definido y regulado que evita pérdidas o alteraciones de las ofertas.

Completada la apertura de ofertas, los datos de los oferentes y de las mismas ofertas (fecha y hora de confirmación en la plataforma, montos ofertados, ofertas alternativas y/o variantes si las hubiere) quedan disponibles para su consulta a través del Portal "COMPR.AR", sin restricciones ni límite de tiempo.

El Sistema Electrónico de Contrataciones de la Administración Nacional "COMPR.AR" aplica tecnologías que brindan neutralidad, seguridad, confidencialidad e identidad de los usuarios, bajo estándares públicos e interoperables que permiten el respaldo de la información y el registro de operaciones.

El marco legal no incluye definiciones ni disposiciones que identifiquen y protejan con claridad la información especialmente sensible que pudieren contener las ofertas.

El marco legal no incluye definiciones ni disposiciones que identifiquen y protejan con claridad la información especialmente sensible que pudieren contener las ofertas.

Las normas mencionadas arriba determinan que, en los procedimientos gestionados a través del "COMPR.AR" las ofertas deben presentarse en forma electrónica, mediante el formulario que suministre el sistema, no admitiéndose otro tipo de presentación.

**Riesgo Inherente:** Moderado

#### Mitigación:

Establecer normativamente la definición de la información que puede ser considerada como sensible por los oferentes, y la prohibición de que esa información se difunda.

### 1.1.8 Derecho a impugnar y apelar

#### Hallazgos:

Las normas vigentes admiten y regulan la presentación de impugnaciones, pero particularidades inciden negativamente en cuanto al derecho a impugnar de un modo que sea efectivo en cuanto al resultado de fondo.

La normativa permite a los interesados (oferentes o no) impugnar las principales decisiones tomadas por los organismos contratantes en la etapa precontractual (los pliegos, el dictamen de evaluación, la adjudicación, una desestimación de oferta, un acto de revocación de adjudicación) y durante la ejecución del contrato (un acto de ampliación o prórroga, un acto de penalidad).

Los procedimientos de presentación y resolución de las impugnaciones y recursos están definidos y disponibles al público.

Pero la existencia de fragmentación en diversas regulaciones hace difícil la comprensión de las vías impugnatorias por parte de los particulares, entre otras, el Decreto Delegado N° 1023/01 y su decreto reglamentario, el pliego único de bases y condiciones generales, varias comunicaciones de la Oficina Nacional de Contrataciones, la Ley N° 19.549 que regula los procedimientos administrativos y sus normas complementarias.

Da la impresión que, excepto en la impugnación al dictamen de evaluación, la normativa vigente no tiene claridad sobre cómo resolver cuestionamientos propios de la contratación pública.

El sistema recursivo previsto en el ordenamiento jurídico para cuestionar los actos que se emiten dentro

del proceso selectivo, no parece asegurar totalmente la protección de los derechos de los oferentes. Por ejemplo, el Reglamento del Régimen de Contrataciones de la Administración Nacional no contempla un medio específico para impugnar los pliegos de bases y condiciones particulares, siendo de aplicación el denominado "reclamo impropio" contemplado en el artículo 24 inciso a) de la Ley N° 19.549.

Sin embargo, la doctrina advierte que la impugnación de alguna de las cláusulas del pliego, por cualquier vía, que no vaya acompañada de una medida cautelar administrativa o judicial que suspenda el proceso y proteja el derecho en debate, supondrá, para la Administración, una oferta condicionada por enfrentar al Pliego, y, por lo tanto, inadmisibles.

Corresponde destacar que tales presentaciones no darán lugar a la suspensión de los trámites, pero el art. 5° del Reglamento aprobado por el Decreto N° 1030/16 habilita la posibilidad de que, cautelarmente, la entidad compradora suspenda fundadamente el procedimiento de selección por razones de interés público, o para evitar perjuicios graves al interesado, o cuando se alegare fundadamente una nulidad absoluta.

También es obligatoria la presentación de una garantía onerosa, como condición para poder impugnar el dictamen de evaluación y/o el de preselección, Esto afecta el principio de gratuidad del procedimiento y la conceptualización del particular como colaborador de la Administración.

Esta garantía pretende disuadir a los oferentes de realizar presentaciones infundadas con el fin de dilatar el procedimiento, como sería el caso de la impugnación al dictamen de evaluación de ofertas o de preselección.

El principio de gratuidad procura tutelar es que no se cercene la facultad de impugnar las decisiones que emanan de la Administración a través de un arancel que, en mayor o menor medida, constituya un obstáculo al control que debe ser realizado. Por lo tanto, la "garantía de impugnación" supone una restricción del derecho del particular de colaborar con la Administración y hasta podría afectar el derecho de defensa.

No existe un órgano de apelaciones independiente. La autoridad competente para resolver las impugnaciones a los dictámenes de evaluación es la autoridad que debe finalizar el procedimiento de selección de que se trate.

La normativa aplicable en materia de contrataciones públicas establece la obligación de publicar las impugnaciones efectuadas por los oferentes pero no asegura en todos los casos dicha publicación de manera sistematizada y en sitios de fácil acceso.

No hay órganos de apelación independientes.

**Riesgo Inherente:** Alto

**Mitigación:**

Se debería suprimir la garantía de impugnación, por afectar el derecho de defensa y, en cambio, incorporar en el Reglamento de Contrataciones, un régimen de sanciones razonable por actuación manifiestamente temeraria o contraria a la buena fe en la interposición de impugnaciones.

La utilización de los documentos de licitación del FIDA permiten cumplir este requisito, al menos en el ámbito del proyecto.

Debería existir un ente de revisión administrativo, especializado, que actúe de forma independiente del ente que realiza la compra. Es decir, que no tenga ningún interés

directo en el proceso de contratación, que no responda al organismo de contratación, y que idealmente, fuese una entidad independiente. Debería funcionar como un tribunal administrativo con competencia para resolver controversias entre proveedores y organismos contratantes, como instrumento idóneo para contribuir a la solución de conflictos de un modo más eficiente y expeditivo.

### **1.1.9 Gestión de contratos**

#### **Hallazgos:**

Reglamento no tiene lineamientos claros para gestionar los contratos. Al respecto, la ONC ha establecido que: "...la logística de los contratos depende de las condiciones particulares de cada uno de ellos (...) el modo de ejecución contractual formará parte del pliego, esto le permitirá a los oferentes efectuar las necesarias previsiones mediante el estudio previo de sus posibilidades y de las condiciones que son base de la licitación..." con lo cual, el modo de gestionar los diversos contratos queda en la práctica supeditado a lo que eventualmente se establezca en los pliegos particulares, sin que la normativa general contenga directrices concisas al respecto ni exija la implementación de indicadores para monitorear y evaluar los resultados.

Entonces, la ausencia de preceptos en el Régimen de Contrataciones deja librada la gestión contractual, sin importar la complejidad del caso, al grado de previsión y adecuación que se consiga en el respectivo pliego de bases y condiciones particulares.

Tampoco hay monitoreo de cláusulas de desempeño contractuales para garantizar el cumplimiento de normas sociales o ambientales.

En los casos en que efectivamente se contemplen las previsiones necesarias para monitorear y, llegado el caso, corregir los incumplimientos o desvíos que pudiesen tener lugar, cobra una relevancia superlativa el rol asignado por la normativa a las Comisiones de Recepción, cuyos integrantes desempeñan un rol clave y de gran responsabilidad, el cual, sin embargo, no es de dedicación exclusiva ni remunerado especialmente. Tampoco se exige que los integrantes de las Comisiones de Recepción cuenten con una formación adecuada a la responsabilidad que asumen, algo que sería necesario ante contratos complejos o bien que requieren el monitoreo de cláusulas de desempeño contractuales para garantizar normas sociales o ambientales, por ejemplo, aplicación de medidas específicas de gestión ambiental para obras de construcción, etc.

También debe considerarse que el régimen de contrataciones de bienes y servicios incluye también los contratos de "locación de obra" (v.g. obras muy pequeñas, refuncionalización de oficinas), cuando los mismos no queden encuadrados en el alcance de la Ley de Obras Públicas N° 13.064. En tales situaciones, cobra notoriedad la ausencia de una figura análoga a la del "inspector de obra" que controle las diversas etapas de ejecución.

La normativa vigente sólo indica que: "Cuando la Comisión de Recepción no contare con el personal o los instrumentos necesarios, podrá requerir la intervención de peritos técnicos o solicitar informes a instituciones estatales o privadas o bien encomendar la realización de análisis, ensayos, pericias u otras pruebas a organismos públicos o a instituciones privadas técnicamente competentes", solución que no es suficiente ante situaciones que las Comisiones de Recepción debiesen estar en condiciones de

controlar (es decir, contar con una formación técnica básica para ello sin depender de la asistencia de otros organismos).

Están definidas las condiciones para introducir modificaciones contractuales (ampliaciones, prórrogas y renegociaciones), pero la regulación es poco clara al definir requisitos y procedimientos a seguir para introducir modificaciones al contrato perfeccionado. Se observan excesos reglamentarios y defectos. Falta regular el trámite de las renegociaciones contractuales. No se encuentra previsto un procedimiento que fije las condiciones para llevar adelante la renegociación de los precios adjudicados.

Sólo se prevé la apelación a instancias judiciales.

El marco normativo no contempla mecanismos de resolución justa y oportuna de controversias. No existen normas relacionadas con mecanismos de pronta resolución de disputas durante la ejecución del contrato, de manera efectiva e imparcial, como podría ser una instancia arbitral.

**Riesgo Inherente:** Sustancial

**Mitigación:**

Deberían profundizarse los lineamientos para gestionar los contratos, considerando la amplia gama de complejidades que pueden tener.

Definir y reglamentar actividades para la gestión de los contratos, con indicadores de monitoreo y evaluación del avance en la ejecución; diseñar matrices de riesgo básicas en torno a las fases de contratación y ejecución de contratos según su tipo.

Sería conveniente crear una única Comisión de Recepción por organismo, dotada de recursos técnicos y presupuestarios para atender su tarea.

El personal responsable de la gestión de contratos debería tener dedicación exclusiva y con una remuneración acorde con sus responsabilidades.

Definir un conjunto articulado de lineamientos generales para estudiar cuando los contratos deben y pueden ser modificados, considerando riesgos e imprevistos.

Regular expresamente los requisitos atinentes a adecuaciones presupuestarias, controles de legalidad y difusión posterior

Revisar los excesos reglamentarios que se advierten. Vigilar que no se generen vías o incentivos para la presentación de ofertas oportunistas o de bajo monto tendientes a obtener la adjudicación por menor precio y luego buscar el alza del valor del contrato.

Debería crearse, un mecanismo previo a la instancia judicial, para la pronta resolución de controversias para la contratación pública.

### **1.1.10 Contratación electrónica (e-Procurement)**

**Hallazgos:**

La Ley N° 25.506 regula la validez de documentos electrónicos y el uso de firmas digitales, permite la desmaterialización de actuaciones con plena validez legal, sujeta al cumplimiento de los criterios que establece dicha Ley. El régimen de contrataciones tiene un diseño acorde esta norma y la plataforma electrónica

“COMPR.AR” atiende los parámetros estipulados para que los documentos electrónicos generados tengan validez.

Los art. 21 y 22 del Decreto Delegado N° 1023/01, definen la posibilidad de hacer contrataciones públicas electrónicas y que la reglamentación debía establecer su regulación, incluyendo el proceso electrónico de gestión de las contrataciones, entre otros.

A partir de su implementación en cada entidad, es obligatoria la utilización del sistema “COMPR.AR” para sustanciar los procedimientos de selección hasta el perfeccionamiento de los respectivos contratos (etapa precontractual) en el ámbito de aplicación objetivo del Reglamento del Régimen de Contrataciones de la Administración Nacional.

“COMPR.AR”, (sitio de internet es <https://comprar.gob.ar>), es el medio habilitado para efectuar en forma electrónica todos los procedimientos indicados. El sistema abarca desde la creación de la solicitud de contratación hasta la generación del documento contractual (orden de compra, contrato/convenio o una orden de venta).

En la implementación se han detectado algunos problemas relacionados con la seguridad y confidencialidad en el proceso de selección.

La plataforma electrónica de contrataciones no cubre por entero el ciclo de la contratación pública. En 2019 la ONC comenzó a implementar un módulo del sistema Compr.AR que permite efectuar el seguimiento de la ejecución y rescisión de los contratos por medio del sistema informático (Disposición ONC N° 17/2019. B.O. 4/6/2019), pero aún este módulo de ejecución contractual opera en pocos organismos.

**Riesgo Inherente:** Bajo

**Mitigación:**

Completar la implementación del módulo de ejecución en la totalidad de organismos de la APN.

Definir normas que atiendan la actualización o ampliación de los recursos tecnológicos para aumentar los niveles de seguridad y confidencialidad en todo el proceso de selección.

Incorporar un protocolo aplicable cuando, por inconvenientes tecnológicos, todo o parte del proceso de selección y contratación no pueda hacerse a través del sistema COMPR.AR.

Debería reglamentarse un protocolo a seguir en caso de que por inconvenientes tecnológicos el proceso no pudiera desarrollarse llevarse a cabo a través del sistema COMPR.AR. total, o parcialmente.

### **1.1.11 Normas para la custodia de registros, documentos y datos electrónicos.**

**Hallazgos:**

De la lectura de las normas se entiende que debe ser conservada la totalidad de cada expediente de contratación durante los plazos que se establecen, pero esta obligación debería ser mejor detallada.

No se encuentra normada una política de salvaguarda y conservación de documentos que sea plenamente compatible con los plazos de prescripción para investigar, juzgar y eventualmente condenar casos de corrupción.

**Riesgo Inherente:** Moderado

**Mitigación:**

Detallar a nivel normativo la obligación de conservar todo expediente de contratación durante los plazos pertinentes. (los proyectos financiados por organismos de crédito internacionales guardan la documentación, al menos, por el plazo que estipulan los respectivos contratos o convenios de préstamo).

### **1.1.12 Principios de contratación pública en la legislación especializada**

**Hallazgos:**

No se encontró una declaración específica de principios en la documentación consultada. Sin embargo, la normativa revisada muestra claro apego a la competencia, transparencia, integridad, igualdad entre los participantes y debido proceso.

**Riesgo Inherente:** Bajo

## **1.2 Los reglamentos y herramientas de implementación que respaldan el marco legal**

### **1.2.1 Reglamentos de aplicación para definir las condiciones de los procesos y procedimientos**

**Hallazgos:**

NORMATIVA SOBRE CONTRATACIONES DE LA ADMINISTRACIÓN NACIONAL

Decreto Delegado N° 1023/2001. Régimen de Contrataciones de la Administración Pública Nacional. Decreto N° 1030/2016. Reglamento del Régimen de Contrataciones de la Administración Nacional. Derógase el Decreto 893/12 y sus modificatorios.

Disposición N° 62/2016. Manual de Procedimiento del Régimen de Contrataciones de la Administración Nacional.

Disposición N° 63/2016. Pliego Único de Bases y Condiciones Generales.

Disposición N° 64/2016. Manual de Procedimiento para la incorporación y actualización de datos en SIPRO. Disposición N° 65/2016. Manual de Procedimiento del COMPR.AR.

Administración Nacional, aprobado por el Decreto N° 1030/2016 y sus modificatorios.  
[http://www.infoleg.gob.ar/?page\\_id=91](http://www.infoleg.gob.ar/?page_id=91)

<https://www.argentina.gob.ar/jefatura/innovacion-publica/oficina-nacional-de-contrataciones>

<https://www.argentina.gob.ar/jefatura/innovacion-publica/oficina-nacional-de-contrataciones> IF-2023-16695617-APN-DNCBYS#JGM

Existen manuales de organización y procedimiento en los que se detallan los pasos que deben seguir los trámites.

El Decreto Delegado N° 1023/01 recepta los principios generales de las contrataciones públicas, establece los tipos de procedimientos válidos y define sus características básicas, estableciendo la regla general, contempla las principales prerrogativas de poder de la Administración y las garantías que asisten a los proveedores, establece el régimen de habilidad para contratar y tipifica las penalidades y sanciones que serán de aplicación

ante incumplimientos de los particulares. Ese marco general se reglamenta con el Decreto N° 1030/16, que a su vez se complementa con disposiciones

de ONC que regulan detalles de los procedimientos tornándolos operativos.

Cabe señalar que, como se indicó más arriba, el Decreto N° 1030/16 incurre en algunos excesos reglamentarios, superando la mera reglamentación de la norma legal. A modo de ejemplo, con respecto a las circunstancias en las que puede utilizarse cada tipo de procedimiento, el Decreto Delegado N° 1023/01 establece categóricamente a la licitación pública y al concurso público como la regla general, mientras que el decreto N° 1030/16 introduce en el art.10 una especie de "contra-regla", por la cual, en cada caso, podría apelarse al procedimiento que mejor contribuya al logro del objeto establecido en el artículo 1° del decreto Delegado N° 1.023/01 y se presente como el más apropiado para satisfacer los intereses públicos.

<https://www.argentina.gob.ar/jefatura/innovacion-publica/oficina-nacional-de-contrataciones>

<https://www.argentina.gob.ar/comprar/manuales>

<https://www.argentina.gob.ar/jefatura/innovacion-publica/oficina-nacional-de-contrataciones/material-de-apoyo>

La correcta interpretación y aplicación de las normas requiere de un esfuerzo considerable, que puede dificultar tanto el control ciudadano como la operatoria misma de los procedimientos por parte de agentes públicos inexpertos o no especializados y de los mismos proveedores, dada la dispersión en diversas normas (incluyendo comunicaciones generales de la ONC) que obliga a una tarea permanente de revisión antes de decidir su pertinencia y correspondencia de su aplicación.

En cuanto a su accesibilidad, la reglamentación puede consultarse en línea, en forma libre, gratuita e irrestricta desde el portal web de Información Legislativa y Documental denominado "INFOLEG" (<http://www.infoleg.gob.ar/>).

**Riesgo Inherente:** Moderado

**Mitigación:**

Deben definirse en la normativa los procedimientos para la evaluación de la capacidad técnica y otros factores que deben tenerse en cuenta en la contratación de servicios de consultoría.

Uso de las normas FIDA para LPI y consultorías

Debe difundirse la reglamentación del Régimen de Contrataciones en un único portal online, en forma clara, sistematizada y cuidando su actualización permanente.

### **1.2.2 Modelos de documentos de contratación para bienes, obras y servicios**

#### **Hallazgos:**

Mediante la Disposición ONC N° 63/16 se aprobó el actual Pliego Único de Bases y Condiciones Generales, como Anexo I y como Anexo II, se fijaron las pautas y contenidos mínimos que deben incluir los pliegos particulares.

Fuera de lo anterior, no hay documentos estándar por tipo de contrato. Faltan pliegos modelo que todas las entidades puedan y deban utilizar. Esto hace que para la adquisición de un mismo bien o contratación de un mismo servicio existen pliegos de condiciones que cambian según el organismo contratante.

No existen contratos tipo ni cláusulas estandarizadas

No existen directrices específicas para la creación, revisión y actualización de documentos tipo

El Decreto 1023 de 2001 y el artículo 115 del Decreto 1030 de 2016 señalan las competencias de la Oficina Nacional de Contrataciones, dentro de las cuales se encuentra la proposición de políticas de contrataciones y el perfeccionamiento del Sistema de Contrataciones de la Administración Nacional.

**Riesgo Inherente:** Sustancial

#### **Mitigación:**

Al menos se debería trabajar en un listado de pliegos o documentos tipo para las adquisiciones y contrataciones que sean más necesarias y, posteriormente, proceder a la elaboración de estos instrumentos.

Usar documentos estándar del FIDA

### **1.2.3 Contrato estándar**

#### **Hallazgos:**

El Decreto 1030 /2016, en su artículo 35, establece la creación del Pliego Único de Bases y Condiciones Generales. El mismo "será de utilización obligatoria por parte de las jurisdicciones y entidades contratantes". Las condiciones contractuales estándar se encuentran incluidas, en primer lugar, en dicho Pliego Único, junto con el anexo II de la Disposición ONC 63/16 titulado "Requisitos Mínimos que deben contener los pliegos de bases y condiciones particulares".

<https://www.argentina.gob.ar/jefatura/innovacion-publica/oficina-nacional-de-contrataciones>

Sólo hay cláusulas obligatorias para algunos contratos en el Manual de Procedimiento: en ellos se exige que los pliegos contemplen determinadas cláusulas, por ejemplo, los contratos de concesión de uso de los bienes muebles del dominio público y privado del Estado Nacional y con la locación de inmuebles.

A su vez, se contemplan modelos de convenios en casos de

- 1) instrumentación de la relación entre las jurisdicciones y entidades comprendidas en el artículo 8° inciso

a) de la Ley N° 24.156 y el BANCO DE LA NACION ARGENTINA, para la contratación del servicio de pago de haberes y

2) Instrumentar la relación entre las jurisdicciones y entidades comprendidas en el artículo 8° inciso a) de la Ley N° 24.156 e YPF S.A., para la contratación de la provisión de combustible y lubricantes en los términos del Decreto N° 1189/12.

**Riesgo Inherente:** Moderado

**Mitigación:**

Elaborar un contrato tipo con las cláusulas básicas que se deben tener en cuenta en materia de contratación.

## **1.2.4 Guía del usuario o manual para las entidades de compras (insértese elenlace al manual si es posible)**

**Hallazgos:**

- Disposición ONC N° 62/ 2016. Manual de Procedimiento del Régimen de Contrataciones de la Administración Nacional. Modificada por Disposiciones ONC Nros. 47/17, 5/18, 6/18, 35/18, 49/18, 58/18, 18/19, 84/20 y 148/20. Este documento contiene una explicación minuciosa del proceso de contratación, con los pasos a seguir en la práctica de los procedimientos de selección en general y en particular, para facilitar la gestión del personal de las unidades operativas de contrataciones y de todos los actores involucrados en la tramitación de dichos procesos.
- Disposición ONC N° 64/ 2016. Manual de Procedimiento para la Incorporación y Actualización de Datos en el SIPRO. Modificada por Disposiciones ONC Nros. 6/18 y 10/22.
- Disposición ONC N° 65/ 2016. Manual de Procedimiento del COMPR.AR (Anexo I); Políticas, Términos y Condiciones de Uso del Sistema "COMPR.AR (Anexo II); Procedimiento de Registro y Autenticación de Usuarios de los Proveedores (Anexo III); Procedimiento de Registro y Autenticación de Usuarios de la Administración (Anexo IV); Matriz de asignación de perfiles de usuarios ambiente comprador (Anexo V). Modificada por las Disposiciones ONC Nros. 17/19 y 109/19.
- Disposición ONC N° 22, del 8 de marzo de 2021. Manuales de Apoyo COMPR.AR. Se publicaron CATORCE

(14) manuales operativos del Sistema Electrónico de Contrataciones "COMPR.AR" para acompañar y facilitar los procedimientos que exige gestionar compras y contrataciones en la Administración Pública Nacional

<https://www.argentina.gob.ar/comprar/manuales>

<https://www.argentina.gob.ar/jefatura/innovacion-publica/oficina-nacional-de-contrataciones/material-de-apoyo>

**Riesgo Inherente:** Bajo

## **1.3 Los marcos jurídicos y normativos apoyan el desarrollo sostenible del país y la aplicación de las obligaciones internacionales**

### **1.3.1 Contratación Pública Sostenible (CPS)**

**Hallazgos:**

Si bien en la normativa ambiental nacional y en los tratados internacionales suscriptos se encuentra el principio de sostenibilidad y en el Decreto N.º 1030/16 y la Disposición ONC N.º 62/16 se menciona la sostenibilidad, sumando a ello las fichas de la ONC con criterios de sostenibilidad, no se encuentra establecido explícitamente un principio relativo a la sostenibilidad de las contrataciones. Tampoco se encuentra desarrollado ni delimitado el "criterio de sustentabilidad" que se menciona en la normativa citada, por lo que no permite que los organismos los apliquen de manera uniforme y obligatoria en sus procesos de selección.

Cada organismo decide unilateralmente si incorporara requisitos de carácter social, ambiental y económico en sus pliegos de bases y condiciones particulares, como también, deducirá como realizar y ponderar las ofertas al momento de la evaluación.

Así, si bien los organismos cuentan con la posibilidad de incorporar requisitos sociales, económicos y ambientales, son escasas las herramientas para realizarlo de manera sistemática y homogénea en razón de la falta de un lineamiento preciso y prestablecido que establezca el procedimiento, la forma de evaluación y las maneras de ponderarlos, como también su interacción con los principios de igualdad y concurrencia propios del Régimen de Contrataciones de la APN.

De todo ello se desprende que no se impone la incorporación obligatoria de criterios sustentables como tampoco un mensaje claro dirigido a los organismos para orientar las contrataciones hacia las CPS.

De hecho, en términos comparativos puede concluirse que existió una involución en la temática con respecto a la reglamentación de las compras públicas sustentables, en la medida en que el Decreto N° 893/12 contaba con un Título específico en la materia, el cual fue enteramente derogado, sin sustitución en la nueva reglamentación.

**Riesgo Inherente:** Alto

**Mitigación:**

Debería trabajarse el tema partiendo desde una base casi igual a cero, Para empezar, definiendo un "criterio de sustentabilidad" unificado.

Integrar el PESAC en las compras de proyectos FIDA.

### **1.3.2 Obligaciones derivadas de acuerdos internacionales**

**Hallazgos:**

Las obligaciones se encuentran establecidas en los acuerdos internacionales celebrados por Argentina, pero no están sistematizadas ni se cuenta con mecanismos para asegurar el cumplimiento de estas obligaciones, razón por la cual su conocimiento y aplicación efectiva resultan prácticamente nulos o escasos.

No existe una política o procedimiento que obligue al cumplimiento de los tratados internacionales en materia de compras públicas, excepto en lo relacionado con compras financiadas por Organismos Internacionales de crédito, en las que se pueden seguir las políticas de los mismos, según se acuerde en cada Convenio.

**Riesgo Inherente:** Sustancial

**Mitigación:**

Uso de las normas del FIDA.

**2 Marco Institucional y Capacidad de Gestión****Hallazgos:**

Una Jurisdicción, de acuerdo a la normativa no pueden iniciar un proceso de contratación sin certificar que cuenta con el presupuesto para financiarlo; pero sí pueden hacerlo sin certificar que se encuentre incluido en el PAC. El marco normativo es de baja legitimidad democrática y poca estabilidad, por no existir una ley formal que regule las contrataciones públicas del gobierno federal en la República Argentina. El marco normativo relacionado con el sistema de contrataciones cubre gran parte de los requerimientos funcionales y sus procesos de gestión; sin embargo, dicho marco se encuentra fragmentando en un mix de Decretos. La ONC posee la competencia y responsabilidad para asesorar y dictaminar en materia de contrataciones públicas. La ONC ostenta desde el año 2018 el rango de Subsecretaría, el nivel jerárquico no resulta suficiente para ejercer el rol de rectoría que se le asigna. La organización interna y la dotación del personal de la Oficina Nacional de Contrataciones no parecen suficientes en relación a las competencias asignadas que le permiten actuar como órgano rector. Los procedimientos sobre los conflictos de interés en materia de contrataciones están definidos en el Decreto 202/17, de alcance para el conjunto de la Administración Pública Nacional. Las responsabilidades y competencias de las entidades adjudicadoras están claramente definidas, así como la asignación de la función especializada en contratación y la rendición de cuentas. La información sobre las contrataciones realizadas por el Sector Público Nacional se encuentra a disponibilidad de las partes interesadas en una plataforma electrónica a cargo de la Oficina Nacional de Contrataciones. La contratación electrónica se hace a través de la plataforma COMPR.AR que se encuentra en pleno funcionamiento. COMPR.AR recopila diversa información sobre la contratación pública. La capacitación de los funcionarios públicos es responsabilidad del Instituto Nacional de la Administración Pública (INAP) e incluye un módulo de capacitación específico sobre contratación pública. No obstante no hay un reconocimiento de las funciones del personal dedicado a las compras como carrera profesional.

**Riesgo Inherente:** Bajo

**Mitigación:**

Incluir la carga del PAC en un módulo del sistema COMPR.AR y que, al momento de iniciar un proceso, el mismo sistema alerte si se encuentra en el plan. Incluir en el COMPR.AR el módulo de ejecución de contratos para que sea la vía de ingreso de los comprobantes a devengar y donde se sustancie el proceso de certificación correspondiente. Llevar adelante la integración progresiva de los sistemas de compras y contrataciones con los sistemas financieros y presupuestarios. Vincular al Sistema Integrado de Información Financiera Internet (e-SIDIF) el módulo de recepción provisoria y definitiva para que así como el perfeccionamiento del contrato impacta en el presupuesto generando el compromiso de los créditos, las recepciones generen el registro presupuestario del devengado.

En proyecto FIDA, usar el sistema OPEN para planificar, obtener NO para el POA y el PAC, implementar un plan de monitoreo de contratos con apoyo del CMT e asegurar que adquisiciones valide la recepción antes de cualquier pago.

La ONC debe sostener un Programa permanente de fortalecimiento de las capacidades de las entidades compradoras. En proyectos FIDA, el especialista de adquisiciones es un profesional especializado cuya contratación necesita la NO del FIDA, se dará capacitación al personal de adquisiciones y podrán inscribirse al BUILDPROC.

## **2.1 El sistema de contratación pública está bien integrado con el sistema de gestión de las finanzas públicas**

### **2.1.1 Planificación de adquisiciones y ciclo presupuestario**

#### **Hallazgos:**

No se evidencia un vínculo de gestión entre la programación financiera de la ejecución presupuestaria y la preparación y evolución de los PAC, en función a modificaciones que se realicen y/o las cuotas que se asignen.

Por ejemplo, una Jurisdicción, de acuerdo a la normativa no pueden iniciar un proceso de contratación sin certificar que cuenta con el presupuesto para financiarlo; pero sí pueden hacerlo sin certificar que se encuentre incluido en el PAC.

Al no existir ningún tipo de incentivo –positivo o negativo– para la correcta presentación del PAC, se evitan las presentaciones o son parciales y poco detalladas. No hay cruce de los PAC con las asignaciones presupuestarias.

Tampoco se realiza un cruce sistemático de información en el sistema COMPR.AR entre lo informado en el PAC y los procesos que efectivamente se inician. Sería necesario reforzar el rol de órgano rector de la Oficina Nacional de Contrataciones (ONC) para pretender hacer del Plan Anual de Contrataciones (PAC) una herramienta de planificación y gestión efectiva en el sistema de compras

El Sistema COMPR.AR, a través de un enlace con el Sistema E-SIDIF, se hace la verificación de existencia de crédito y cuota de compromiso presupuestario a efectos de emitir el contrato correspondiente. Esta verificación de crédito presupuestario se refiere al presupuesto vigente y garantiza que ningún compromiso supere el crédito vigente.

No se ha encontrado una reglamentación que garantice una correspondencia entre la planificación presupuestaria de los pagos y el cronograma de pagos establecido en los contratos, de manera de asegurar la disponibilidad de fondos presupuestarios de manera oportuna.

**Riesgo Inherente:** Sustancial

#### **Mitigación:**

Uso del POA y del PAC con NO del FIDA

## 2.1.2 Procedimientos financieros y ciclo de adquisiciones

### Hallazgos:

El Sistema COMPR.AR posee enlace con el Sistema E-SIDIF y hace la verificación de existencia de crédito y cuota de compromiso presupuestario a efectos de emitir el contrato correspondiente.

Ningún proceso puede ser iniciado sin la certificación de disponibilidad crediticia.

La verificación de disponibilidad de fondos se produce antes de la emisión del correspondiente contrato, no antes de la solicitud y recepción de las propuestas de los oferentes.

Dicha verificación de crédito presupuestario garantiza que ningún compromiso supere el crédito vigente.

**Riesgo Inherente:** Bajo

## 2.2 El país cuenta con una institución encargada de la función normativa/reguladora

### 2.2.1 Situación y fundamento jurídico de la función normativa/reglamentaria de la institución

#### Hallazgos:

El marco normativo es de baja legitimidad democrática y poca estabilidad, por no existir una ley formal que regule las contrataciones públicas del gobierno federal en la República Argentina. No es lo mismo regular las compras públicas por una ley del órgano legislativo que por una norma dictada por el órgano ejecutivo. Una ley tiene mayor legitimidad democrática y tiende a adquirir mayor estabilidad, dado que no puede ser reformada discrecionalmente por la simple voluntad del gobernante.

El marco normativo relacionado con el sistema de contrataciones cubre gran parte de los requerimientos funcionales y sus procesos de gestión; sin embargo, dicho marco se encuentra fragmentando en un mix de Decretos: Decreto Delegado N° 1.023 del 2001 y Decreto N° 1030/16 y carecen de una Ley dictada por el Poder Legislativo que integre las normas vigentes y plantee una necesaria perspectiva estratégica sobre la temática de contrataciones.

Otro problema de carácter normativo a considerar es la existencia de un conjunto de organizaciones del Sector Público Nacional que se encuentran legalmente fuera del alcance del régimen de contrataciones públicas administrado por la ONC.

**Riesgo Inherente:** Sustancial

#### Mitigación:

Formular y aprobar una ley integrada y moderna de Contrataciones Públicas.

La misma debería definir claramente los poderes y responsabilidades del órgano rector, y también, ampliar los alcances del régimen general de la contratación pública, por ejemplo, invitando a las Provincias a dictar sus propias leyes acompañando el modelo de la que formulase la Nación.

## **2.2.2 Responsabilidades de la función normativa/reguladora**

### **Hallazgos:**

Por el Decreto No. 50 / 2019, la ONC posee la competencia y responsabilidad para asesorar y dictaminar en las cuestiones particulares que, en materia de contrataciones públicas, sometan las Jurisdicciones y Entidades a su consideración y dictar las normas aclaratorias, interpretativas y complementarias en el ámbito de su competencia.

La ONC posee la competencia y responsabilidad para proponer políticas de contrataciones y de organización del sistema, y desarrollar mecanismos que promuevan la adecuada y efectiva instrumentación de criterios de sustentabilidad ambientales, éticos, sociales y económicos en las contrataciones públicas. Sin embargo, no se identifica una estrategia explícita e integral que permita ese desarrollo.

En líneas generales se puede concluir que la función de compra no es concebida como una acción estratégica que contribuye directamente al cumplimiento de las políticas públicas. Prueba de ello es la inexistencia de una Ley formal que regule el sistema, que jerarquice la función del Órgano Rector y que amplíe el alcance de sus competencias.

El Decreto Delegado No. 1023/01 y el Decreto No.123/22 establecen que el órgano rector del sistema de contrataciones será la ONC pero

no está realizando el monitoreo de las contrataciones. Esto lleva a la ausencia de indicadores que muestren el estado de avance y cumplimiento de los principios básicos y que, además, sirvan como base para trabajar en el mejoramiento de las normas y el sistema en general.

**Riesgo Inherente:** Moderado

### **Mitigación:**

Incorporar al sistema un módulo que permita levantar información para estudios, diagnósticos, estadísticas para la formulación de políticas y recomendar mejoras sobre las contrataciones.

En proyectos FIDA desarrollar una base de datos de las compras y uso del CMT.

## **2.2.3 Organización, financiación, dotación de personal y nivel de independenciay autoridad**

### **Hallazgos:**

La ONC ostenta desde el año 2018 el rango de Subsecretaría. Dicho rango, en la República Argentina, corresponde a un funcionario/a de designación política. Ello implica que la designación del titular de la ONC se realiza a través de un decreto del Poder Ejecutivo Nacional y que dicho cargo no está sujeto a concurso. En términos organizacionales, ocupa el cuarto nivel jerárquico, si se parte de la Presidencia de la Nación. En la práctica, y considerando el nivel de dispersión de entes de la Administración Nacional que realizan compras, el nivel jerárquico no resulta suficiente para ejercer el rol de rectoría que se le asigna.

La Oficina Nacional de Contrataciones, es una unidad de la Administración Central, y fondos propios, sino que su presupuesto se encuentra incluido en el Servicio Administrativo Financiero (SAF) de la Jefatura de Gabinete de Ministros de la que depende. Tanto el personal como los gastos operativos de la ONC se encuentran

enmarcados en la Ley de Presupuesto General de la Administración, para cada ejercicio fiscal. El presupuesto asignado a la ONC sólo cubre los recursos necesarios para hacer frente a los gastos en personal y servicios indispensables para garantizar la operatoria del sistema (soporte y mantenimiento de las plataformas que administra). Esto impide la posibilidad de planificar acciones estratégicas de mejora. La organización interna y la dotación del personal de la Oficina Nacional de Contrataciones no parecen suficientes en relación a las competencias asignadas que le permiten actuar como órgano rector.

**Riesgo Inherente:** Moderado

**Mitigación:**

Nuevamente aparece la necesidad del reconocimiento de la ONC y sus funciones con una norma legal. La misma debería otorgar a la ONC la capacidad de definir, tanto su estructura organizativa como la composición de su dotación.

## **2.2.4 Evitar conflictos de intereses**

**Hallazgos:**

Los procedimientos sobre los conflictos de interés en materia de contrataciones están definidos en el Decreto 202/17, de alcance para el conjunto de la Administración Pública Nacional. Prevé la presentación de una declaración Jurada de Intereses por parte de toda persona interesada en un procedimiento de contratación pública en el ámbito del Sector Público Nacional.

En esta declaración el oferente o peticionante debe consignar si posee determinados vínculos con las máximas autoridades de la Nación (Presidente, Vice, Jefe de Gabinete, Ministros o titulares de organismos descentralizados) o con funcionarios de rango inferior que tengan competencia o capacidad para decidir sobre los actos que interesen al declarante.

De existir tales vínculos, corresponderá aplicar herramientas adicionales de control y transparencia, debidamente establecidos.

**Riesgo Inherente:** Bajo

## **2.3 Las entidades adjudicadoras y sus mandatos están claramente definidos.**

### **2.3.1 Definición, responsabilidades y atribuciones formales de las entidades adjudicadoras**

**Hallazgos:**

El Decreto Delegado 1023/2001 Régimen General. Contrataciones Públicas Electrónicas. Contrataciones de Bienes y Servicios. Obras Públicas. Disposiciones Finales y Transitorias. Art. 2º establece que el régimen será de aplicación obligatoria a los procedimientos de contratación en los que sean parte las jurisdicciones y entidades comprendidas en el inciso a) del artículo 8º de la Ley Nº 24.156 y sus modificaciones: Administración Nacional, conformada por la Administración Central y los Organismos Descentralizados, comprendiendo en estos últimos a las Instituciones de Seguridad Social.

Cada entidad pública con capacidad para ejecutar su presupuesto anual posee una Unidad Operativa de Contrataciones (UOC), que es la encargada de la planificación, programación y gestión administrativa de las contrataciones de bienes y servicios requeridos por la institución.

Las responsabilidades y competencias de estas entidades están claramente definidas, así como la asignación de la función especializada en contratación y la rendición de cuentas por las decisiones a través del Decreto 50/19 y sus modificatorios.

La rendición de cuentas de las entidades compradoras está definida en la normativa general que regula la rendición de cuentas, los mecanismos de control y los estándares de transparencia de todo el sector público nacional.

**Riesgo Inherente:** Bajo

### **2.3.2 Organismo de contratación centralizada**

#### **Hallazgos:**

No hay un organismo encargado de las adquisiciones centralizadas.

**Riesgo Inherente:** Moderado

#### **Mitigación:**

Sería recomendable que se estudiara la conveniencia de establecer una función de adquisiciones centralizada para casos específicos. En los proyectos del FIDA se promoverá la combinación de actividades de adquisiciones.

## **2.4 La contratación pública está integrada en un sistema de información eficaz**

### **2.4.1 Publicación de información sobre contratación pública respaldada por la tecnología de la información**

#### **Hallazgos:**

La información sobre las contrataciones realizadas por el Sector Público Nacional se encuentra a disponibilidad de las partes interesadas en una plataforma electrónica a cargo de la Oficina Nacional de Contrataciones.

La información se facilita a través de los siguientes accesos web:

<https://www.argentina.gob.ar/jefatura/innovacion-publica/oficina-nacional-de-contrataciones-onc/> comprar  
<https://comprar.gob.arhttps://www.argentina.gob.ar/jefatura/innovacion-publica/onti>

La plataforma COMPR.AR se integra con los siguientes sistemas/ plataformas del Estado Nacional:

GDE: Sistema de Gestión Documental. Permite la gestión de Expedientes Administrativos Electrónicos y posee una infraestructura de firma digital con validez jurídica.

- PAEC: Plataforma de autenticación. Integra a los principales proveedores de identidad del Estado Nacional (AFIP, ANSES, MiArgentina, RENAPER, entre otros).
- eSIDIF: Sistema Integrado de Información Financiera.
- SIByS (Catálogo): Sistema de Información de Bienes y Servicios.
- BORA: Boletín Oficial de la República Argentina.
- Y con los sistemas de información de los siguientes Organismos: AFIP, ANSES y SSN.

El estándar internacional requiere desarrollar un módulo de reportes en el sistema que permita disponer de la información en formato de datos abiertos.

La Oficina Nacional de Contrataciones posee competencia y responsabilidad para administrar el Sistema Electrónico de Contrataciones, para promover el perfeccionamiento permanente del Sistema de Contrataciones de la Administración Pública Nacional y administrar el Sistema Electrónico de Contrataciones.

**Riesgo Inherente:** Bajo

### **2.4.2 Uso de la contratación electrónica**

#### **Hallazgos:**

El Régimen de Contrataciones de la Administración Nacional es de aplicación obligatoria a los procedimientos de contratación en los que sean parte las jurisdicciones y entidades comprendidas en el inciso a) del artículo 8º de la Ley Nº 24.156 y sus modificaciones.

Actualmente la plataforma COMPR.AR se encuentra en pleno funcionamiento, aplicada en más de 100 organismos. En este sentido, se debe tener en cuenta que de conformidad con lo estipulado en el Decreto No. 1030/16, las contrataciones a nivel nacional deben realizarse siempre a través de la plataforma COMPR.AR y solamente de manera excepcional se podrán utilizar otros mecanismos, siempre y cuando medie autorización de la Oficina Nacional de Contrataciones.

**Riesgo Inherente:** Bajo

### **2.4.3 Estrategias para gestionar los datos de adquisiciones**

#### **Hallazgos:**

La plataforma COMPR.AR recopila diversa información sobre la contratación pública, incluyendo lo siguiente: a) Planes Anuales de Contrataciones, b) Información sobre subastas, c) Información sobre Acuerdos Marco, d) Datos generales de los procesos de contratación como objeto y cuantía; e) Pliegos de Bases y condiciones generales, f) Clausulas particulares, g) Información del proveedor y adjudicación.

El sistema COMPR.AR no comprende todo el proceso de la contratación, la última instancia que se logra visualizar es la de confección de la Orden de Compra o documento contractual. No hay actos sobre la ejecución (enmiendas, entrega parcial) y finalización (entrega final, facturas, pagos, recibos) del proceso. Este desconocimiento de datos y finalización del proceso de contratación y pago no permite la medición de eficiencia de la misma.

El sistema puede ofrecer reportes que son generados a pedido, en situaciones particulares y no por una estrategia de reportes periódicos.

**Riesgo Inherente:** Bajo

## **2.5 El sistema de contratación pública tiene una gran capacidad para desarrollarse y mejorar**

### **2.5.1 Formación, asesoramiento y asistencia**

#### **Hallazgos:**

El ya mencionado Instituto Nacional de la Administración Pública (INAP), capacita a los funcionarios públicos al acceder a la administración pública y a lo largo de su carrera. Tiene un módulo de capacitación específico sobre contratación pública. El diseño y contenido se hace junto con ONC. Cabe señalar que los cursos se orientan al manejo de habilidades administrativas, pero no necesariamente a la generación de especialistas en materia de contratación.

El INAP incluye encuestas de satisfacción en todos sus cursos, en función a las cuales realiza ajustes que

aparecen como necesarios.

La ONC asesora y brinda asistencia sobre asuntos abiertos por los contratantes, los proveedores y ciudadanos.

**Riesgo Inherente:** Moderado

#### **Mitigación:**

Los especialistas de adquisiciones serán capacitados por el FIDA y participarán a BUILDPROC.

### **2.5.2 Reconocimiento de la contratación como profesión**

#### **Hallazgos:**

No hay un reconocimiento de las funciones del personal dedicado a las compras como carrera profesional. El Nomenclador Clasificador de Puestos y Funciones correspondiente de Sistema Nacional de Empleo Público (SINEP), y el art. 16 del Convenio Colectivo de Trabajo Sectorial del Personal del SINEP, definen que los puestos correspondientes a funciones vinculadas a compras y contrataciones se encuentran incluidos en la "familia" denominada Administración Presupuestaria. En la misma, están centralizados aquellos puestos cuyas actividades principales están estrechamente relacionadas con la elaboración, planificación y registro de la ejecución del presupuesto, la programación financiera y la proyección de los flujos de fondos conforme el presupuesto asignado; la gestión del flujo de fondos (recaudación y pagos).

**Riesgo Inherente:** Sustancial

#### **Mitigación:**

En proyectos FIDA, la contratación del especialista de adquisiciones necesitará de una NO.

### 2.5.3 Supervisión del rendimiento para mejorar el sistema

**Hallazgos:**

No se utilizan indicadores de desempeño del sistema de contrataciones para dar cuenta de su eficiencia, eficacia, transparencia, competencia, equidad e integridad.

**Riesgo Inherente:** Moderado

**Mitigación:**

Debería, en principio, desarrollarse una definición de indicadores básicos, para luego sistematizarlos. Después se podría avanzar hacia el desarrollo de un sistema de evaluación de desempeño.

### 3 Operaciones de contratación pública y prácticas de mercado

**Hallazgos:**

Para la planificación ninguna norma indica como obligación hacer estudios de mercado para definir las estrategias óptimas de contratación. En contrataciones complejas se utilizan procedimientos de precalificación para asegurar que solamente los participantes calificados y elegibles se incluyan en el proceso competitivo. El acto de apertura se formaliza automáticamente en la fecha y hora consignados en los pliegos que rigen el proceso, previamente cargados en el COMPR.AR y la apertura es electrónica y pública. La evaluación de las ofertas es confidencial.

Durante la implementación del contrato la entidad contratante es responsable de realizar la recepción de conformidad de los productos previo al pago, las Comisiones de Recepción tienen la responsabilidad directa de verificar si la prestación cumple o no las condiciones establecidas en los documentos del contrato y el pago de los servicios y bienes está supeditado a la recepción conforme de los mismos.

El gobierno fomenta el diálogo con el sector privado, pero no hay mecanismos formales para hacerlo ni se trata de un diálogo abierto y público. La organización del sector empresarial no es muy clara. Hay mucha tendencia al oligopolio.

Es muy baja la participación de empresas privadas en las convocatorias del sector público.

**Riesgo Inherente:** Sustancial

**Mitigación:**

Establecer normas que obliguen a hacer estudios de mercado mínimamente razonables, como base para un proceso de contratación eficiente. Elaborar un PAC basándose sobre el estudio.

La ONC debería tener una plataforma de datos sobre los contratos celebrados por las distintas entidades que aplican el sistema COMPR.AR. Ampliar el alcance de la plataforma COMPR.AR para tomar, las etapas de gestión del contrato, recepción del bien o servicio correspondiente y pago. El proyecto tendrá que usar el CMT.

Incorporar al Pliego Único de Bases y Condiciones cláusulas de sostenibilidad; que éste y otros modelos estandarizados sean trabajados bajo criterios de sostenibilidad; atender la posibilidad de mejorar el vínculo entre el Catálogo de Bienes y Servicios y el COMPR.AR para poder identificar con facilidad los "sostenibles"; capacitar al

personal en la materia, difundir la temática de sostenibilidad y las herramientas de ampliación.

Diseñar mecanismos para alentar la participación de la sociedad civil en las distintas fases de los procesos de contratación y facilitar esa participación. Establecer mecanismos formales para fomentar el diálogo abierto con el sector privado

Abrir acciones en busca de eliminar o a reducir las potenciales barreras para la participación de las empresas, ampliar plazos para ofertar, acortar los plazos de pago (o, al menos, asegurar el cumplimiento), adecuar (en la medida de lo posible) los requerimientos de procedimiento a las características de las pequeñas y medianas empresas. Usar los plazos del FIDA, hacer saber que el financiamiento es del FIDA para reforzar la confianza del sector privado. Los documentos de licitaciones tienen que indicar que es un proyecto del FIDA.

Se usarán los modelos estándar del FIDA y los documentos nacionales deberán estar completados con las políticas del FIDA, SECAP y la auto-certificación. Se tiene que usar la NOITA.

### **3.1 Las prácticas de contratación pública logran los objetivos declarados**

#### **3.1.1 Planificación de adquisiciones**

##### **Hallazgos:**

Ninguna norma indica como obligación hacer estudios de mercado para definir las estrategias óptimas de contratación. Se realiza un relevamiento de los precios de mercado en forma previa a formalizar el requerimiento, al solo efecto de facilitar el encuadre del proceso y se acompañan los presupuestos obtenidos como respaldo del monto consignado en la solicitud. Esos relevamientos suelen ser elementales y no configuran una herramienta real de gestión.

La falta de información consolidada, en forma central, sobre procesos previos impide ver estadísticas o conocer disponibilidades en el mercado de los objetos del proceso en preparación.

**Riesgo Inherente:** Moderado

##### **Mitigación:**

Hacer un estudio de mercado para optimizar las compras y crear un PAC integrando esos resultados.

#### **3.1.2 Selección y Contratación**

##### **Hallazgos:**

En contrataciones complejas se utilizan procedimientos de precalificación para asegurar que solamente los participantes calificados y elegibles se incluyan en el proceso competitivo.

Sólo hay un pliego de condiciones estandarizado, el Pliego único de Bases y Condiciones (PUBCG). La presentación y la confirmación de las ofertas se realiza en forma electrónica por COMPR.AR.

El acto de apertura se formaliza automáticamente en la fecha y hora consignados en los pliegos que rigen el proceso, previamente cargados en el COMPRAR. Como la apertura es electrónica, la sociedad civil puede consultar estas instancias ingresando a la plataforma.

La etapa de evaluación de las ofertas es confidencial. En la plataforma COMPRAR, la información de las ofertas sólo puede ser vista por personas debidamente autorizadas y autenticadas mediante cuentas de usuarios y contraseña.

Las adjudicaciones de contratos deben ser informadas a través de la plataforma COMPR.AR y en el Boletín Oficial de la República Argentina (BORA) según lo estipulado en la normativa.

existe varias formas de desincentivos para el mal desempeño, desde pérdida de la garantía de cumplimiento de contrato, multas por mora en el cumplimiento de sus obligaciones y hasta rescisión del contrato por culpa del proveedor. También hay sanciones progresivas de acuerdo al incumplimiento (apercibimiento, suspensión e inhabilitación).

En cambio, salvo aislados casos de "premios" por terminación anticipada, no se verifican incentivos explícitos para superar los niveles de ejecución.

**Riesgo Inherente:** Moderado

**Mitigación:**

Se usarán los modelos estándar del FIDA y los documentos nacionales deberán estar completados con las políticas del FIDA, SECAP y la auto-certificación. Se tiene que usar la NOITA.

### **3.1.3 Gestión de contratos en la práctica**

**Hallazgos:**

Cada entidad contratante es responsable de realizar la recepción de conformidad de los productos previo al pago.

Las Comisiones de Recepción tienen la responsabilidad directa de verificar si la prestación cumple o no las condiciones establecidas en los documentos del contrato.

El pago de los servicios y bienes está supeditado a la recepción conforme de los mismos.

La recepción conforme se realiza mediante la emisión de un documento (acta de recepción) a través del sistema de gestión documental electrónica pero no se encuentra vinculado ni al COMPRAR ni al sistema de información financiera.

La gestión de las enmiendas contractuales se efectúa mediante COMPR.AR. La publicidad y la difusión son similares a los de la contratación.

**Riesgo Inherente:** Bajo

## **3.2 El mercado de la contratación pública es plenamente funcional**

### **3.2.1 Diálogo y asociaciones entre los sectores público y privado**

#### **Hallazgos:**

El gobierno fomenta el diálogo con el sector privado, pero no hay mecanismos formales para hacerlo ni se trata de un diálogo abierto y público.

Existen leyes de apoyo como la N° 25.300 que tiene por objeto fortalecer la capacidad competitiva de las micro, pequeñas y medianas empresas (MIPyMEs) que produzcan en el país creando nuevos instrumentos y la actualización de los vigentes para alcanzar un desarrollo más integrado, equilibrado, equitativo y eficiente de la estructura productiva.

Así las MIPyMES pueden acceder a Programas de apoyo a la competitividad, capacitación en diversastemáticas y asistencia digital.

También pueden recibir beneficios económico-financieros como reducciones o exenciones impositivas o de comisiones bancarias.

**Riesgo Inherente:** Moderado

#### **Mitigación:**

El proyecto podrá organizar sesiones de capacitación para aumentar la capacidad de respuesta del mercado. Organizar reuniones previas a licitaciones para asegurar mayor respuesta.

### **3.2.2 Organización del sector privado y acceso al mercado de la contratación pública**

#### **Hallazgos:**

La organización del sector empresarial no es muy clara. Hay mucha tendencia al oligopolio. Es muy baja la participación de empresas privadas en las convocatorias del sector público.

Entre las posibles razones se pueden encontrar: desinterés en el tema, cortos plazos para preparar ofertas, largos plazos y demoras para cobrar, barreras para registrarse, dificultades para cumplir requerimientos de las licitaciones, características administrativas de las PYME que les impiden afrontar los procedimientos.

**Riesgo Inherente:** Sustancial

#### **Mitigación:**

Usar los plazos del FIDA, promover que el financiamiento es del FIDA para reforzar que los pagos se harán en tiempo.

### **3.2.3 Sectores clave y estrategias sectoriales**

#### **Hallazgos:**

No se revela la existencia de estudios o análisis para identificar sectores estratégicos, de elevado costo y muchas transacciones en el mercado de las compras y contratación pública.

**Riesgo Inherente:** Sustancial

**Mitigación:**

Debería Analizar cómo se podrían levantar las posibles restricciones asociadas a trámites burocráticos, garantías, plazos de presentación de ofertas y fundamentalmente plazos de pago.

#### **4 Rendición de cuentas, integridad y transparencia del sistema de contratación pública**

**Hallazgos:**

El Decreto N° 1023/01, define entre los principios generales de la gestión de las contrataciones el de transparencia en los procedimientos y publicidad y difusión de las actuaciones. La utilización de las tecnologías informáticas permite aumentar la eficiencia de los procesos y facilitar el acceso de la sociedad a la información relativa a la gestión del Estado en materia de contrataciones y en la participación real y efectiva de la comunidad, lo cual posibilita el control social sobre las contrataciones públicas. La sociedad civil puede:

- Consultar durante la fase de planificación
- Observar en las fases de Apertura de ofertas/propuestas y Evaluación y adjudicación de contratos
- Monitorear en la fase de Gestión y ejecución de contratos.

La Ley N° 24.156 establece y regula los sistemas de control del sector público nacional que se desarrolla en forma mixta (interno y externo). Comprenden estructuras de control interno y externo y el régimen de responsabilidad que estipula la obligación de los funcionarios de rendir cuentas de su gestión.

Específicamente sobre de contrataciones existe el "Programa de Verificación para el proceso de Compras y Contrataciones". La normativa establece que las recomendaciones de las auditorías deben ser de cumplimiento estricto e inmediato. La SIGEN utiliza el Sistema de Seguimiento de Acciones Correctivas, el cual está disponible para que las unidades de auditoría interna realicen un seguimiento de los informes de auditoría. La SIGEN establece programas permanentes de perfeccionamiento y especialización en control de políticas públicas para el personal del Sector Público Nacional.

La primera revisión de impugnaciones y apelaciones está hecha por la entidad contratante, las decisiones del revisor son apelables. Se apela ante un órgano de la Administración Pública de la que depende el ejecutor y, por último, agotada la vía administrativa, se puede pasar al Poder Judicial.

La Ley N° 25.188 establece un conjunto de deberes que deben cumplir las personas que ejercen la función pública en todos sus niveles y jerarquías, y las obliga a desempeñarse observando los principios y pautas éticas que enumera. La Oficina Anticorrupción es competente en cuanto al fortalecimiento de la ética y la integridad en la administración pública nacional mediante políticas de transparencia e investigación de la corrupción, y en el ámbito de la Administración Pública Nacional, centralizada y descentralizada, empresas, sociedades y todo otro ente público o privado con participación del Estado o que tenga como principal fuente de recursos el aporte estatal. El Plan Nacional Anti-Corrupción incluye, entre otras actividades, el

fortalecimiento del Programa de Capacitación en Compras y Contrataciones en materia de Integridad, en el que se trabaja un programa con asuntos como: conflictos de intereses, anticorrupción, ética y transparencia. La función de auditoría social es desarrollada por varias organizaciones. Hay mecanismos seguros para denunciar prácticas prohibidas o comportamientos poco éticos.

Los documentos de contratación y contratos no incluyen disposiciones acerca del fraude, de la corrupción y de otras prácticas prohibidas, como se especifica en el marco legal/regulatorio.

**Riesgo Inherente:** Moderado

**Mitigación:**

Crear mecanismos para que la ciudadanía en general y las organizaciones de la sociedad civil puedan presentar propuestas de reforma al sistema.

La plataforma COMPR.AR debería informar sobre la etapa de ejecución del contrato, desde su firma hasta la extinción de la última obligación. Eliminar la obligación de pago para presentar impugnaciones.

Asegurar la aplicación de mecanismos de auditoría que incorporen el control y la evaluación de desempeño en las contrataciones públicas. Alcanzar auditorías internas o externas en cada entidad compradora realizadas, al menos, anualmente. Atender el debido cumplimiento de las recomendaciones de las auditorías.

Crear un ente encargado de las apelaciones en cada entidad pública que efectúe compras.

Mejorar la implementación del marco normativo y la difusión, sensibilización y capacitación de todas las partes interesadas en la contratación pública.

Institucionalizar y fortalecer la elaboración y la implementación de planes nacionales anticorrupción. Sería importante lograr la Institucionalización de la participación de las OSC como partes supervisoras dentro del sistema de contratación. Mejorar la difusión y la sensibilización sobre los mecanismos de denuncia sobre casos de fraude, corrupción y prácticas prohibidas.

Usar los documentos FIDA para las licitaciones para cubrir todas las políticas del FIDA. Integrarlas en los documentos nacionales usados en proyectos FIDA.

## **4.1 El país cuenta con medidas éticas y anticorrupción**

### **4.1.1** Definición legal de prácticas prohibidas, conflictos de intereses y responsabilidades asociadas, rendición de cuentas y sanciones **Hallazgos:**

La República Argentina ratificó la "Convención de las Naciones Unidas contra la Corrupción" –aprobada

internamente por la Ley 26.097.-, la "Convención Interamericana contra la Corrupción", –aprobada internamente por la Ley 24.759–, la Convención sobre la Lucha contra el Cohecho de Funcionarios Públicos Extranjeros en las Transacciones Comerciales Internacionales - aprobada por la ley 25.319. El Régimen de Contrataciones de la Administración Pública Nacional aprobado por el Decreto N

1023/2001, contiene en su art.10 definiciones anticorrupción en los procesos de compras y servicios públicos.

Las normas de conducta y los valores esperados de los/as funcionarios/as públicos están definidos en la Ley N° 25.188 de Ética en el Ejercicio de la Función Pública y regulaciones como el Código de Ética de la Función Pública y la Ley Marco de Regulación del Empleo Público, entre otras.

La mencionada Ley N° 25.188 establece un conjunto de deberes que deben cumplir las personas que ejercen la función pública en todos sus niveles y jerarquías, y las obliga a desempeñarse observando los principios y pautas éticas que enumera. En su artículo 2º estipula mandatos de "actuación virtuosa", exigiendo a los funcionarios desempeñarse con "... honestidad, probidad, rectitud, buena fe y austeridad republicana" (inc.b); "velar en todos sus actos por los intereses del Estado, orientados a la satisfacción del bienestar general, privilegiando de esa manera el interés público sobre el particular" (inc. c); "fundar sus actos y mostrar la mayor transparencia en las decisiones adoptadas sin restringir información, a menos que una norma o el interés público claramente lo exijan (inci. e); observar en los procedimientos de contrataciones públicas en los que intervengan los principios de publicidad, igualdad, concurrencia razonabilidad (inc. h); "abstenerse de intervenir en todo asunto respecto al cual se encuentre comprendido en alguna de las causas de excusación previstas en ley procesal civil" (inc. i), entre otros.

El Código de Ética de la Función Pública, aprobado por Decreto N° 41/99, destaca los principios de probidad, prudencia, justicia, templanza, transparencia, independencia de criterio y equidad.

Las personas en ejercicio de la función pública que intervienen en procedimientos de contratación (con funciones de decisión, evaluación, recepción fiscalización y control) deben presentar declaraciones juradas patrimoniales y registrar regalos y o viajes financiados por terceros en la Oficina Anticorrupción.

En cuanto a las sanciones para los funcionarios públicos la ley de ética dispone que si no se comportan de conformidad con una conducta ética serán sancionados o removidos por los procedimientos establecidos en el régimen propio de su función.

**Riesgo Inherente:** Bajo

#### **4.1.2 Disposiciones sobre prácticas prohibidas en los documentos de contratación pública**

**Hallazgos:**

Los documentos de contratación y contratos no incluyen disposiciones acerca del fraude, de la corrupción y de otras prácticas prohibidas, como se especifica en el marco legal/regulatorio.

**Riesgo Inherente:** Alto

**Mitigación:**

El uso de documentos FIDA para las licitaciones resuelve este tema, al menos en los programas financiados por el Fondo.

### **4.1.3 Sanciones eficaces y sistemas de aplicación**

#### **Hallazgos:**

El Código de Ética de la Función Pública y el marco de regulación del empleo público estipulan la obligación de los funcionarios de denunciar los actos, omisiones o procedimientos de los que tuvieran conocimiento con motivo o en ocasión del ejercicio de sus funciones y que pudieran causar perjuicio al Estado o constituir un delito o violaciones a cualquiera de las disposiciones contenidas en el código.

Cuando este tipo de conductas se diera en el marco de las contrataciones públicas y configuren un antecedente para que la ONC aplique una sanción, existe un procedimiento regulado para su comunicación al órgano rector en la normativa vigente y, más detallado, por lo dispuesto en la Comunicación General ONC 130/2019.

Al presentarse una denuncia, el área receptora debe establecer si se enmarca en el ámbito de competencia otorgado a la Oficina conforme las prescripciones del Dto. PEN N° 102/99. De no enmarcarse, se pasa a un análisis de segundo grado, para determinar si resulta delito o irregularidad de competencia exclusiva de otros estamentos del Estado en su totalidad. En caso afirmativo, se hacen las correspondientes remisiones, con el fin último de que se actúe para su resolución. En caso negativo, no existiendo mérito para una investigación interna ni una remisión, se procede al archivado. Si se tratase de un acto de corrupción o alguno de los casos previstos en la Ley de Ética en el Ejercicio de la Función Pública N° 25.188, de constatarse que se relaciona con funcionarios y/o dependencias del Poder Ejecutivo Nacional, se sugiere al Titular disponer la intervención que le quepa tanto a la Subsecretaría de Investigaciones Anticorrupción como a la Subsecretaría de Integridad y Transparencia. En cuanto al trámite de las denuncias derivadas a la Subsecretaría de Investigaciones Anticorrupción, rige lo previsto en el Reglamento Interno de esta área (Anexo 1, Resolución MJSyDH N° 1316/2008).

**Riesgo Inherente:** Bajo

### **4.1.4 Marco anticorrupción y capacitación en integridad**

#### **Hallazgos:**

La Ley de Ética en el Ejercicio de la Función Pública (Ley N° 25.188), en complementariedad con varias regulaciones como el Código de Ética de la Función Pública y la Ley Marco de Regulación del Empleo Público, entre otros, ofrecen el marco normativo en estos asuntos.

La Oficina Anticorrupción es competente en cuanto al fortalecimiento de la ética y la integridad en la administración pública nacional mediante políticas de transparencia e investigación de la corrupción, y en el ámbito de la Administración Pública Nacional, centralizada y descentralizada, empresas, sociedades y todo otro ente público o privado con participación del Estado o que tenga como principal fuente de recursos el aporte estatal.

El Plan Nacional Anti-Corrupción incluye, entre otras actividades, el fortalecimiento del Programa de Capacitación en Compras y Contrataciones en materia de Integridad, en el que se trabaja un programa con asuntos como: conflictos de intereses, anticorrupción, ética y transparencia.

Se prevé la creación de un Programa de formación en Integridad Pública para funcionarios, empleados públicos y personal contratado, en los programas de

capacitaciones del sistema COMPR.AR, impartidos por la Oficina Nacional de Contrataciones.

**Riesgo Inherente:** Bajo

#### **4.1.5 Apoyo de las partes interesadas para fortalecer la integridad en las adquisiciones**

##### **Hallazgos:**

La función de auditoría social es desarrollada por varias organizaciones. Entre varias otras, sin cerrar la nómina y por su cercanía a la temática que se trata acá, se menciona a la Asociación Civil por la Igualdad y la Justicia (ACIJ), la Asociación por los Derechos Civiles (ADC), el Centro de Investigación y Prevención de la Criminalidad Económica (CIPCE) y Poder Ciudadano (capítulo argentino de Transparencia Internacional).

**Riesgo Inherente:** Bajo

#### **4.1.6 Mecanismos seguros para denunciar prácticas prohibidas o comportamientos poco éticos**

##### **Hallazgos:**

La Oficina Anticorrupción. Acepta denuncias de funcionarios y público en general. Pueden hacerse de manera presencial, por correo postal o electrónico, por un formulario de denuncias web y por teléfono. Las denuncias pueden formularse declarando la identidad de quien la efectúa, en forma anónima o requiriendo la reserva de la identidad. En este último caso, durante el trámite de las actuaciones administrativas se resguarda la identidad del denunciante, protección que se extiende incluso luego de su conclusión. La Oficina solo se encontrará habilitada a develar la identidad del denunciante a requerimiento judicial, asegurando la cadena de custodia de la información hasta el Organismo que la requiere puesto que se remite en sobre lacrado hasta la dependencia en cuestión. Los canales de denuncia se incluyen en los pliegos de contrataciones.

<https://www.argentina.gob.ar/denunciar-un-hecho-de-corrupcion>

Ley 25.764. Programa Nacional de Protección a Testigos e Imputados. Destinado a ejecutar las medidas que preserven la seguridad de imputados y testigos que se encontraren en una situación de peligro para su vida o integridad física, por haber colaborado en forma trascendente y eficiente en una investigación judicial de competencia federal relativa a los delitos previstos por los artículos 142 bis y 170 del Código Penal de la Nación y los previstos por las Leyes 23.737 y 25.241.

**Riesgo Inherente:** Bajo

#### **4.1.7 Códigos de conducta/códigos de ética y regla de divulgación financiera**

##### **Hallazgos:**

Ley N° 25.188 de Ética en el Ejercicio de la Función Pública, y sus complementarios Código de Ética de la Función Pública y Ley Marco de Regulación del Empleo Público,

entre otras. Contienen definiciones y alcances, los principios generales y particulares, el régimen de regalos y otros beneficios, los impedimentos funcionales, sanciones, régimen de las declaraciones juradas patrimoniales y financieras, sujetos obligados, y procedimiento.

No hace especial mención a los funcionarios dedicados a la gestión específica de contrataciones públicas.

**Riesgo Inherente:** Bajo

## **4.2 La transparencia y la participación de la sociedad civil fortalecen la integridad en la contratación pública**

### **4.2.1 Entorno propicio para la consulta y el seguimiento públicos**

#### **Hallazgos:**

El Decreto 1172/2003 aprobó el "Reglamento General de Audiencias Públicas para el Poder Ejecutivo Nacional" y el "Formulario de Inscripción para Audiencias Públicas del Poder Ejecutivo Nacional", que establece una instancia de participación en los procesos de toma de decisión. Se debe habilitar un espacio institucional para que todo aquél que pueda verse afectado o tenga un interés particular o general, exprese su opinión. El citado decreto aprobó el "Reglamento General para la Elaboración Participativa de Normas", el "Reglamento General de Audiencias Públicas" (aplicable en la fase de determinación de la necesidad dentro de la planificación de compras y contrataciones de gran envergadura y/o impacto social) y el "Formulario para la Presentación de Opiniones y Propuestas en el Procedimiento de Elaboración Participativa de Normas" para promover y ordenar la participación ciudadana en la elaboración de reglas administrativas y proyectos de ley a ser presentados por el Poder Ejecutivo Nacional al Congreso de la Nación.

Como parte de los planes nacionales de acción de gobierno abierto se asumieron compromisos para generar un proceso de contrataciones más transparente y que incluye la participación de organizaciones de la sociedad civil.

Sin embargo, no se encontró registro de que, en las modificaciones al sistema de contrataciones públicas posteriores a esa fecha, se hayan realizado procesos sistemáticos de consulta a la ciudadanía.

**Riesgo Inherente:** Sustancial

#### **Mitigación:**

Cumplir la norma indicada.

### **4.2.2 Acceso adecuado y oportuno a la información por parte del público**

#### **Hallazgos:**

El Decreto Nº 1023/01, define entre los principios generales de la gestión de las contrataciones el de transparencia en los procedimientos y publicidad y difusión de las actuaciones.

Se dispone que la contratación pública debe hacerse en un contexto de transparencia basado en la publicidad y difusión de las actuaciones.

La utilización de las tecnologías informáticas permite aumentar la eficiencia de los procesos y facilitar el acceso de la sociedad a la información relativa a la gestión del Estado en materia de contrataciones y en la participación real y efectiva de la comunidad, lo cual posibilita el control social sobre las contrataciones públicas.

**Riesgo Inherente:** Bajo

### **4.2.3 Participación directa de la sociedad civil**

#### **Hallazgos:**

El Decreto N° 1023/01 establece el instituto de la vista y dispone que toda persona que acredite fehacientemente algún interés podrá en cualquier momento tomar vista de las actuaciones referidas a la contratación, con excepción de la información que se encuentre amparada bajo normas de confidencialidad, desde la iniciación de las actuaciones hasta la extinción del contrato, exceptuando la etapa de evaluación de las ofertas. La negativa infundada a dar vista de las actuaciones se considera falta grave por parte del funcionario o agente al que corresponda otorgarla.

La sociedad civil puede:

- Consultar durante la fase de planificación
- Observar en las fases de Apertura de ofertas/propuestas y Evaluación y adjudicación de contratos
- Monitorear en la fase de Gestión y ejecución de contratos.

**Riesgo Inherente:** Bajo

## **4.3 El país cuenta con sistemas eficaces de control y auditoría**

### **4.3.1 Marco jurídico, organización y procedimientos del sistema de control**

#### **Hallazgos:**

La Ley N° 24.156 establece y regula los sistemas de control del sector público nacional que se desarrolla en forma mixta (interno y externo). Comprenden estructuras de control interno y externo y el régimen de responsabilidad que estipula la obligación de los funcionarios de rendir cuentas de su gestión.

La SIGEN (Síndico General de la Nación) elabora un plan anual cuyo objetivo es promover la calidad y mejora continua del sistema de control interno.

Las actividades incluidas en dicho plan están orientadas a privilegiar un enfoque preventivo de control, que se anticipe a la ocurrencia de actos que se trasuntan en deficiencias, evitando actos irregulares y destacando oportunidades de mejora en los procesos de gestión.

El artículo 26 del Decreto 558/96 y la Resolución SIGEN 36/17 que establecen y regulan el Sistema de Precio Testigo, que en el caso de contrataciones del Estado Nacional, es un aporte a la transparencia que actúa en forma preventiva (funciona como factor disuasivo para reducir riesgos de eventuales connivencias proveedor-

comprador) y hace a la detección de irregularidades, además de aportar a la eficiencia del gasto e inversión pública.

La Auditoría General de la Nación es responsable del control externo posterior de la gestión presupuestaria, económica, financiera, patrimonial, legal, así como del dictamen sobre los estados contables financieros. Cabe destacar que se llevan a cabo auditorías de gestión que se enfocan en el desempeño (resultados), los cuales son públicos a través del sitio web del organismo.

**Riesgo Inherente:** Bajo

### **4.3.2 Coordinación de controles y auditorías de la contratación pública**

#### **Hallazgos:**

Está vigente la versión actualizada en 2022 del Manual de Control Interno Gubernamental, publicado por Resolución SIGEN 158/2015. Dicho Manual reúne las nuevas modalidades de trabajo y normas aplicables. Asimismo, están vigentes las Normas de Auditoría Gubernamental aprobadas por la Resolución SIGEN 152/02 y puestas en revisión por las Actividades Normativas del Plan Anual SIGEN 2022 cuando se proyectó continuar con las acciones orientadas a la emisión de las nuevas Normas de Auditoría Interna. Específicamente sobre de contrataciones existe el "Programa de Verificación para el proceso de Compras y Contrataciones".

Además, la autoridad superior de cada entidad dependiente del Poder Ejecutivo nacional es responsable del mantenimiento de un sistema de control interno, que debe incluir los instrumentos de control previo y posterior incorporados en el plan de organización y en los reglamentos y manuales de procedimiento de cada organismo y la auditoría interna.

Las auditorías internas, relacionadas con contrataciones públicas, tiene como marco la normativa vigente en la materia y el Instructivo de Trabajo N° 4/2014 SIGEN, el cual provee buenas prácticas de gestión para la realización de auditorías de contrataciones. El mismo trata sobre auditorías de cumplimiento (analizan aspectos legales), más que de desempeño (orientadas a resultados).

**Riesgo Inherente:** Bajo

### **4.3.3 Observancia y seguimiento de las conclusiones y recomendaciones**

#### **Hallazgos:**

La normativa establece que las recomendaciones de las auditorías deben ser de cumplimiento estricto e inmediato. La SIGEN utiliza el Sistema de Seguimiento de Acciones Correctivas, el cual está disponible para que las unidades de auditoría interna realicen un seguimiento de los informes de auditoría.

**Riesgo Inherente:** Bajo

#### **4.3.4 Calificación y capacitación para realizar auditorías de adquisiciones**

##### **Hallazgos:**

La SIGEN, a través del Instituto Superior de Control de la Gestión Pública, creado por el Decreto 279/10, establece programas permanentes de perfeccionamiento y especialización en control de políticas públicas para el personal del Sector Público Nacional. (<https://www.iscgp.gob.ar>).

El Instituto tiene varias obligaciones en relación a la capacitación en el tema de control de políticas públicas. En la materia específica de este informe, se dicta el Curso de Indicadores de Desempeño para Compras y Contrataciones, dirigido a Auditores de la Sindicatura General de la Nación y de las Unidades de Auditoría Interna con conocimientos en compras y contrataciones y elaboración de indicadores. Se espera que los participantes puedan diseñar e implementar indicadores de desempeño en el ámbito de la gestión pública con incumbencia en el área y logren: 1) Comprender en profundidad los aspectos y conocimientos para la práctica de diseño e implementación de indicadores de compras y contrataciones; y 2) Identificar los indicadores más adecuados al área de pertenencia para evaluar los objetivos y el impacto de las políticas o programas desarrollados.

**Riesgo Inherente:** Bajo

#### **4.4 Los mecanismos de apelación de adquisiciones son eficaces y eficientes**

##### **4.4.1 Proceso de impugnaciones y apelaciones**

##### **Hallazgos:**

Las decisiones se toman sobre la base de la evidencia disponible presentada por las partes. La primera revisión de la evidencia la efectúa la entidad contratante, como órgano que dictó el acto. No hay un ente encargado de revisar las apelaciones.

Las decisiones del revisor son apelables. Tras la primera respuesta (del organismo ejecutor), se abre una segunda instancia y se apela ante un órgano de la Administración Pública de la que depende el ejecutor y, por último, agotada la vía administrativa, se puede pasar al Poder Judicial.

Los plazos establecidos para la presentación y resolución de los recursos son adecuados y no retrasan en forma indebida los procesos de contratación.

**Riesgo Inherente:** Bajo

##### **4.4.2 Independencia y capacidad del órgano de apelación**

##### **Hallazgos:**

No hay un órgano específico de apelaciones.

La autoridad competente para resolver las impugnaciones que se presenten a los dictámenes de evaluación es la autoridad que tenga competencia para finalizar el procedimiento de selección de que se trate, mientras que la autoridad que tiene competencia para resolver un recurso que se presente contra algún acto administrativo

del procedimiento de contratación es la misma que dictó el acto recurrido o bien el superior jerárquico.

Para presentar impugnaciones es obligatorio un pago previo como garantía.

**Riesgo Inherente:** Bajo

#### **4.4.3 Decisiones del órgano de apelación**

##### **Hallazgos:**

Los procedimientos que regulan el proceso para resolver los recursos y las impugnaciones establecen que las decisiones se basen en información relevante del caso.

La resolución de las impugnaciones emitida por la autoridad competente da lugar a las reparaciones necesarias para corregir la implementación del proceso de contratación

Las decisiones que se toman por la autoridad competente sobre las impugnaciones presentadas contra los dictámenes de evaluación de las ofertas, se publican en el sistema electrónico de contrataciones de la Administración Pública Nacional. Debe tenerse en cuenta que las mismas deben ser resueltas en el acto administrativo que pone fin al procedimiento de selección y este acto debe publicarse.

**Riesgo Inherente:** Bajo

## Integrated country risk matrix

### Matriz integrada de riesgo del país

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
Contexto nacional			
Riesgos a la consecución de los objetivos estratégicos del COSOP derivados del contexto en que se halla un país.			
<p>Compromiso político</p> <p>-La nueva administración busca reconfigurar el ejecutivo (reducción significativa del personal en el sector público, reducción del número de instituciones públicas, fusión de entidades públicas, contracción del gasto público, entre otros), lo que podría impactar en el COSOP y generar incertidumbre en los programas de FIDA.</p> <p>-La creación del Ministerio de Capital Humano y la Secretaría de Bioeconomía influye en el COSOP y podría requerir ajustes en los programas de FIDA. Dicha secretaría, en especial, según las conversaciones con referentes del GdARG dado que no existen políticas o normas detalladas al respecto, indican que sería el ente encargado de rediseñar la política de trabajo en el sector de agricultura y, por ende, con los pequeños productores agropecuarios.</p>	<b>SUSTANCIAL</b>	<b>SUSTANCIAL</b>	<p>-Establecer canales de comunicación, colaboración y consulta con la nueva administración desde el inicio para asegurar comprensión mutua y alineación temprana en objetivos y estrategias.</p> <p>-Diseñar programas flexibles, reflejando visiones de largo plazo, capaces de adaptarse a entornos cambiantes.</p> <p>-Integrar alianzas estratégicas con actores políticamente estables.</p> <p>-Invertir en la construcción de capacidades locales y participación comunitaria para fortalecer la sostenibilidad de los programas ante cambios políticos.</p> <p>-Implementar una estrategia proactiva para involucrar a los gobiernos provinciales desde el inicio del diseño de programas, asegurando su compromiso y participación activa en todas las etapas del proceso.</p>
<p>Gobernanza</p> <p>- Cambios institucionales del nuevo gobierno pueden generar deficiencias en la gobernanza (asignación de recursos y transparencia en normativas) hasta que las instituciones se establezcan y adapten a estos cambios.</p>	<b>SUSTANCIAL</b>	<b>SUSTANCIAL</b>	<p>-Invertir en establecer comunicación constante con el gobierno para detectar y abordar deficiencias a tiempo, a través de espacios de diálogo y colaboración entre niveles gubernamentales para fomentar coordinación.</p> <p>-Fortalecer capacidades provinciales para integrar nuevas medidas gubernamentales sobre agricultura familiar, gestión de recursos y resiliencia climática.</p>

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
<p>- Integrar y coordinar las nuevas medidas del gobierno nacional con los provinciales puede disminuir su eficiencia y causar retrasos en la ejecución de políticas públicas y gestión de recursos.</p> <p>- Restricciones financieras podrían limitar la participación de provincias pobres en programas del COSOP, afectando esfuerzos de desarrollo rural debido a falta de financiamiento o restricciones fiscales provinciales.</p>			<p>-Promover la gestión descentralizada para mayor apropiación de Gobiernos Provinciales de los programas.</p> <p>-Priorizar la participación de provincias más pobres a pesar de limitaciones financieras.</p>
<p><b>Macroeconómico</b></p> <p>-La economía argentina ha enfrentado desafíos recientes, como devaluación, inflación y contracción del PIB, lo que podría reducir la capacidad de financiamiento del gobierno para el COSOP y disminuir los ingresos de los pequeños productores.</p> <p>-Las políticas de ajuste para combatir la inflación podrían provocar recortes en subvenciones y transferencias públicas, así como en personal y gasto público, lo que afectaría el apoyo financiero del gobierno para el COSOP y la implementación de programas.</p> <p>-Los cambios en la relación entre el Gobierno nacional y los gobiernos provinciales podrían resultar en menos recursos para estas últimas, desincentivando su capacidad para asumir deuda y llevando a recortes en personal y gasto público provincial.</p> <p>-La incertidumbre en las políticas macroeconómicas podría generar volatilidad en los precios de los insumos agrícolas y la demanda de productos, lo que afectaría la rentabilidad de los proyectos agrícolas respaldados por el COSOP y la capacidad de los beneficiarios para</p>	<b>ALTO</b>	<b>ALTO</b>	<p>-El FIDA estará atento al calendario de formulación presupuestaria nacional para incidir en la asignación de recursos en base a los resultados demostrables.</p> <p>-Identificar tan pronto como sea posible las variables en las que sí es posible incidir, e introducir los ajustes necesarios (y posibles) con la mayor prontitud.</p> <p>-Explorar opciones de financiamiento alternativas, para provincias pobres.</p> <p>-Incluir en el sistema de monitoreo y evaluación, el monitoreo continuo para evaluar el impacto de las políticas macroeconómicas en los programas respaldados por el COSOP y ajustar las estrategias de implementación según sea necesario.</p>

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
cumplir con los objetivos de producción y comercialización.			
<p>Fragilidad y seguridad</p> <p>-Argentina enfrenta diversos riesgos naturales debido a su variada geografía y clima. Los más importantes incluyen inundaciones, sequías e incendios forestales, que impactan principalmente a los agricultores familiares. La desertificación y la sequía, especialmente, representan desafíos significativos, particularmente en el Noreste argentino y el Chaco, donde reside la mayoría de la población vulnerable del país.</p> <p>-Argentina exhibe una marcada polarización política, lo que conlleva a frecuentes protestas callejeras. Es probable que las vías de comunicación, como carreteras y caminos, se vean afectadas.</p>	<b>MODERADO</b>	<b>MODERADO</b>	<p>-Se explorará el desarrollo de esquemas de seguros adaptados específicamente para los pequeños productores.</p> <p>-Se financiarán pequeñas infraestructuras y adopción de tecnologías para la resiliencia climática y se fomentará cadenas de valor vinculadas a la bioeconomía.</p> <p>-</p>
<p>Estrategias y políticas sectoriales</p> <p>Los riesgos que inciden en la consecución de los objetivos estratégicos del COSOP derivados de las estrategias y políticas sectoriales de un país.</p>			
<p>Armonización con las políticas</p> <p>-La nueva administración gubernamental anunció su intención de llevar a cabo cambios significativos en las políticas públicas del país. Un ejemplo de ello es la reciente creación del Ministerio de Capital Humano y la Secretaría de Bioeconomía que reemplaza a la Secretaría de Agricultura, Ganadería y Pesca, lo cual indica un cambio de enfoque en las políticas relacionadas con la agricultura familiar. Se espera que se otorgue mayor prioridad a aspectos específicos de la agricultura familiar relacionados a la bioeconomía, como la biodiversidad y los bioinsumos.</p> <p>-Cambios frecuentes en las políticas relacionadas con la agricultura familiar, podrían generar incertidumbre y dificultar la planificación a largo plazo de los programas del COSOP.</p>	<b>SUSTANCIAL</b>	<b>SUSTANCIAL</b>	<p>-El diseño del COSOP toma en cuenta los nuevos lineamientos priorizando a la bioeconomía entre sus ejes principales.</p> <p>-FIDA mantendrá una relación estrecha y permanente con las contrapartes para demostrar que la contribución de los programas tiene una alta relación beneficio/costo.</p> <p>-FIDA buscará alinear el diseño del COSOP y de sus programas al calendario político tanto como sea posible.</p>

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
- La falta de enfoque o recursos suficientes para abordar las necesidades específicas de la población rural en situación de pobreza podría limitar el impacto de los programas del COSOP en la reducción de la pobreza y el desarrollo rural sostenible.			
<p>Formulación y aplicación de políticas</p> <p>-Es posible que las normas y procedimientos relacionados con políticas de bioeconomía aún no estén plenamente establecidos al momento de la implementación de los programas, dado que es un área relativamente nueva.</p> <p>-Una parte crucial del diseño del COSOP busca mejorar el acceso a servicios financieros para la agricultura familiar. Sin embargo, las políticas públicas actuales carecen de incentivos para las instituciones financieras que ofrecen productos dirigidos a este sector. Esta situación podría dificultar las acciones del programa.</p> <p>-Experiencias previas han revelado la existencia de procedimientos y requisitos documentales excesivos para la aprobación de proyectos.</p> <p>-Los cambios en la política pública podrían resultar en una reducción en la asignación de recursos para los programas del FIDA.</p>	<b>SUSTANCIAL</b>	<b>SUSTANCIAL</b>	<p>-El FIDA colaborará con la Secretaría de Bioeconomía para integrar el enfoque de bioeconomía en las políticas y programas de agricultura familiar, además de proporcionar evidencia y estudios sobre posibles incentivos para instituciones financieras que ofrecen productos para este sector, así como para el acceso a TIC para agricultores familiares.</p> <p>-Se priorizará en los programas del COSOP la creación de espacios de diálogo sobre políticas relacionadas con la bioeconomía en la agricultura familiar, incentivos para el acceso a servicios financieros y TIC para agricultores familiares.</p> <p>-Se realizarán estudios oportunos (al inicio de los programas) para identificar soluciones que mejoren el acceso a servicios financieros para la agricultura familiar.</p> <p>-Los Planes Operativos Anuales incluirán la realización de estudios y debates de políticas.</p> <p>-Promover la simplificación de procedimientos y requisitos desde el diseño de los programas y monitorear desde inicio la carga de requisitos para tomar acción.</p>
<p>Contexto ambiental, social y climático</p> <p>-La frecuencia creciente de sequías, particularmente en el Chaco y todo el Norte del país, junto con inundaciones atribuidas al cambio climático, está generando un impacto cada vez más significativo. Estas condiciones afectan principalmente a las comunidades rurales que residen en las regiones más empobrecidas y vulnerables de Argentina, ampliando las áreas en riesgo de desertificación y disminuyendo la disponibilidad de agua.</p>	<b>MODERADO</b>	<b>MODERADO</b>	<p>-El COSOP se centrará en potenciar y fomentar cadenas de valor vinculadas a la bioeconomía, lo que requiere medidas de resiliencia frente al cambio climático.</p> <p>-Se financiarán obras de infraestructura de pequeña escala y tecnologías apropiadas, como aquellas destinadas al almacenamiento y conservación del agua, así como sistemas de riego de bajo impacto.</p>

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
<p><b>Gestión financiera</b></p> <p>El riesgo de que las actividades del COSOP no se realicen de conformidad con lo dispuesto en el Reglamento Financiero del FIDA y de que los fondos no se utilicen para los fines previstos, teniendo debidamente en cuenta los criterios de economía, eficiencia y eficacia.</p>			
<p>Organización y dotación de personal</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuficiente personal de finanzas asignado a la gestión financiera del proyecto del FIDA debido a la reestructuración en curso de las entidades gubernamentales que está llevando a cabo el nuevo gobierno.</li> <li>- Insuficiente personal financiero con experiencia en gestión financiera disponible a nivel provincial en un modelo de ejecución más descentralizado previsto por el nuevo gobierno.</li> </ul>	<b>SUSTANCIAL</b>	<b>SUSTANCIAL</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Abogar ante el gobierno por la continuidad del personal experimentado y altamente cualificado de DIPROSE, con amplia experiencia en la gestión financiera de proyectos financiados con fondos externos.</li> <li>- Garantizar que durante el diseño de nuevos proyectos se asigne un presupuesto adecuado al personal financiero, tanto a nivel federal como provincial, para la gestión financiera de los proyectos y para acompañar a las organizaciones de agricultores en la ejecución de los planes de inversión y otras actividades descentralizadas de los proyectos.</li> <li>- Transferencia de conocimientos por parte del personal del gobierno federal y formación adecuada de los equipos financieros a nivel provincial en la gestión financiera de proyectos financiados con fondos externos.</li> </ul>
<p>Elaboración de presupuestos</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Existe la posibilidad de retrasos en la aprobación del presupuesto nacional, lo que podría impactar en la disponibilidad de recursos para los programas del COSOP.</li> <li>-Es posible que los presupuestos elaborados por las distintas entidades gubernamentales pertinentes no contengan recursos suficientes para los programas del COSOP.</li> </ul>	<b>SUSTANCIAL</b>	<b>SUSTANCIAL</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-El FIDA debe anticiparse a la aprobación del presupuesto y negociar con las entidades gubernamentales correspondientes para garantizar que se asignen suficientes recursos de manera oportuna para los programas del COSOP.</li> </ul>

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
<p>Flujo de fondos y desembolsos</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La experiencia del anterior COSOP mostró que es posible que los fondos procedentes del gobierno no se desembolsen a tiempo debido principalmente a la crisis económica, lo que generaría retrasos en la implementación del COSOP.</li> <li>- Complejos procedimientos de aprobación de los planes de inversión que provocan retrasos en los desembolsos de fondos a las organizaciones de agricultores para la financiación de los planes de inversión.</li> </ul>	<b>SU STANCIAL</b>	<b>SU STANCIAL</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-El FIIDA debe dar estricto seguimiento al proceso de desembolso de recursos para buscar incidir ante cualquier signo de potencial retraso.</li> <li>- Garantizar que durante el diseño se acuerden y documenten en el PIM procedimientos eficaces para el diseño, la aprobación y los desembolsos de los planes de inversión con las organizaciones de agricultores.</li> </ul>
<p>Controles internos del país</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Riesgo de que se reduzca la asignación de personal a la Sindicatura General de la Nación (SIGEN), un organismo gubernamental independiente responsable de promover la transparencia, la rendición de cuentas y la eficiencia en la gestión de los recursos públicos, lo que dará lugar a un entorno de control más débil en las agencias responsables de la ejecución de los proyectos financiados por el FIDA.</li> <li>- Riesgo de una reducción significativa del personal de las Unidades de Auditoría Interna de agencias gubernamentales supervisadas por SIGEN, lo que resultará en un debilitamiento del entorno de control.</li> </ul>	<b>MODERADO</b>	<b>MODERADO</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Durante el diseño, preste especial atención a la evaluación de la capacidad y la asignación de personal de las unidades de control interno de los organismos de salida y, en caso necesario, incluya procedimientos adicionales de control interno en el PIM.</li> </ul>
<p>Contabilidad y presentación de información financiera</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Con el cierre de DIPROSE, riesgo de discontinuidad del sistema gubernamental UEPEX, que permite la elaboración automática de los informes exigidos por las instituciones financieras internacionales., lo que daría lugar a una presentación inexacta o con retraso de la informes financieros presentados al FIDA.</li> </ul>	<b>MODERADO</b>	<b>MODERADO</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Abogar ante las autoridades por el mantenimiento del sistema UEPEX para apoyar la gestión financiera y el cierre ordenado de la cartera actual y futura de proyectos financiados por el FIDA.</li> </ul>

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
<p>Auditoría externa</p> <p>El posible desmantelamiento de la unidad dedicada a realizar auditorías de proyectos financiados por Instituciones Financieras Internacionales basado en DIPROSE lo cual podría resultar en una menor calidad de las futuras auditorías presentadas por la Auditoría General de la Nación (AGN).</p>	<b>MODERADO</b>	<b>MODERADO</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Reuniones con AGN durante la misión de supervisión del FIDA y diseños para comunicar y verificar la comprensión por parte de los auditores de los requisitos de auditoría del FIDA.</li> </ul>
<p>Cuestiones vinculadas con las adquisiciones y contrataciones</p> <p>El riesgo de incompatibilidad de las operaciones de adquisiciones y contrataciones del proyecto o programa con el Marco del FIDA para la adquisición y contratación en el ámbito de los proyectos y el riesgo de que unos procesos de adquisición y contratación ineficaces o poco transparentes repercutan en la consecución de los objetivos previstos del proyecto o programa (efectos directos y productos).</p>			
<p>Pilar I. Marco jurídico, reglamentario y de políticas</p> <p>-La normativa sobre contratación pública es extensa pero dispersa, lo que dificulta su comprensión.</p> <p>-Existen diferencias entre la normativa a nivel provincial y federal.</p> <p>-Se han identificado varias lagunas que podrían abordarse con un proyecto respaldado por el FIDA, pero esto subraya la necesidad de reformas en el país.</p>	<b>SUSTANCIAL</b>	<b>SUSTANCIAL</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Adoptar las normas del FIDA para consultorías y LPI.</li> <li>-Extender los plazos a 30 días para las LPN.</li> <li>-Modificar las reglas de participación en las LPN para incluir a licitantes extranjeros.</li> <li>-Establecer parámetros y criterios para justificar la participación de empresas públicas en las licitaciones y garantizar la competencia.</li> <li>-Buscar reducir las discrecionalidades en el proceso.</li> <li>-Exigir que los requisitos en los pliegos se refieran, siempre que sea posible, a estándares internacionales o normas reconocidas equivalentes.</li> <li>-Favorecer el uso de especificaciones basadas en el producto para promover la innovación.</li> <li>-Aplicar el criterio de "valor por dinero" en las evaluaciones de ofertas.</li> <li>-Definir claramente las pautas para asegurar la objetividad y pertinencia de los criterios de evaluación, así como su combinación.</li> <li>-Especificar qué información puede considerarse sensible para los oferentes y prohibir su difusión.</li> <li>-Suprimir la garantía de impugnación y establecer un régimen de sanciones por impugnaciones temerarias o contrarias a la buena fe.</li> <li>-Determinar plazos para impugnar y crear un ente de revisión administrativo para atender las impugnaciones.</li> <li>-Reforzar los lineamientos para gestionar contratos y estudiar posibles modificaciones considerando riesgos e imprevistos.</li> </ul>

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
			<ul style="list-style-type: none"> <li>-Revisar los excesos reglamentarios.</li> <li>-Establecer un plan de monitoreo de contratos.</li> <li>-Brindar mandatos claros para el acceso, manejo y resguardo de información confidencial en el marco del sistema de contrataciones.</li> <li>-Difundir la reglamentación del Régimen de Contrataciones en un único portal online, actualizado y claro.</li> <li>-Elaborar pliegos o documentos tipo para adquisiciones y contrataciones necesarias.</li> <li>-Para proyectos del FIDA, utilizar documentos estándar y el contrato tipo del FIDA, incluyendo SECAP.</li> </ul>
<p>Pilar II. Marco institucional y capacidad de gestión</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Según la normativa, una jurisdicción no puede iniciar un proceso de contratación sin certificar el presupuesto, pero puede hacerlo sin certificar su inclusión en el PAC.</li> <li>- La falta de una ley formal que regule las contrataciones públicas del gobierno federal en Argentina genera un marco normativo con baja legitimidad democrática y poca estabilidad.</li> <li>- Aunque el marco normativo cubre la mayoría de los requisitos funcionales y procesos de gestión, está fragmentado en diversos decretos.</li> <li>- Aunque la ONC tiene la competencia para asesorar en contrataciones públicas, su rango de Subsecretaría desde 2018 puede no ser suficiente para ejercer su rol de rectoría.</li> <li>- La organización interna y el personal de la ONC pueden no ser suficientes para actuar como órgano rector.</li> <li>- No existe un reconocimiento de las funciones del personal de compras como una carrera profesional.</li> </ul>	<b>BAJO</b>	<b>BAJO</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Integrar la carga del PAC en un módulo del sistema COMPR.AR y configurar alertas para verificar su inclusión en el plan al iniciar un proceso.</li> <li>- Implementar un módulo de ejecución de contratos en COMPR.AR para gestionar comprobantes y certificaciones.</li> <li>-Progresivamente integrar sistemas de compras y contrataciones con sistemas financieros y presupuestarios.</li> <li>-Vincular el módulo de recepción provisoria y definitiva al Sistema Integrado de Información Financiera Internet (e-SIDIF) para registrar el devengado.</li> <li>- En proyectos FIDA, utilizar el sistema OPEN para planificar y obtener NO para el POA y el PAC, y establecer un plan de monitoreo de contratos con apoyo del CMT. Además, garantizar que adquisiciones valide la recepción antes de cualquier pago.</li> <li>-La ONC debe mantener un Programa permanente de fortalecimiento de capacidades para las entidades compradoras.</li> <li>-En proyectos FIDA, el especialista de adquisiciones es un profesional especializado cuya contratación requiere la NO del FIDA. Además, se proporcionará capacitación al personal de adquisiciones y podrán inscribirse en el BUILDPROC.</li> </ul>
<p>Pilar III. Operaciones de adquisiciones y contrataciones públicas y prácticas del mercado</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-La ausencia de una normativa que requiera estudios de mercado para definir estrategias óptimas de contratación podría resultar en</li> </ul>	<b>SUSTANCIAL</b>	<b>SUSTANCIAL</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Establecer normas que exijan la realización de estudios de mercado mínimamente razonables como base para procesos de contratación eficientes.</li> <li>-Elaborar un PAC basado en dicho estudio.</li> </ul>

Tipo de riesgo	Matriz integrada de riesgo del país		
	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
<p>decisiones de contratación poco informadas y subóptimas.</p> <p>-La formalización automática del acto de apertura de ofertas según los pliegos cargados en COMPR.AR, junto con la evaluación confidencial de las ofertas, podría plantear preocupaciones sobre la transparencia y equidad en el proceso de contratación.</p> <p>-La responsabilidad de la entidad contratante en la recepción de conformidad de los productos antes del pago puede generar conflictos de interés y riesgos de calidad si no se realiza de manera adecuada y transparente.</p> <p>-La falta de mecanismos formales para el diálogo abierto con el sector privado podría limitar la participación y el intercambio de información crucial para mejorar los procesos de contratación.</p> <p>-La falta de claridad en la organización del sector empresarial y la alta tendencia al oligopolio pueden reducir la competencia en las convocatorias del sector público, limitando las opciones disponibles y aumentando los riesgos de prácticas anticompetitivas.</p> <p>-La baja participación de empresas privadas en las convocatorias del sector público podría indicar un acceso desigual a oportunidades de contratación, lo que podría afectar la eficacia y equidad de los programas de cooperación internacional.</p>			<p>-Implementar una plataforma de datos en la ONC que registre los contratos celebrados por las entidades que aplican COMPR.AR.</p> <p>-Ampliar COMPR.AR para abarcar las etapas de gestión del contrato, recepción del bien o servicio y pago correspondiente.</p> <p>-Utilizar el CMT en el proyecto.</p> <p>-Incluir cláusulas de sostenibilidad en el Pliego Único de Bases y Condiciones y trabajar bajo criterios de sostenibilidad en modelos estandarizados.</p> <p>-Mejorar la conexión entre el Catálogo de Bienes y Servicios y COMPR.AR para identificar fácilmente los productos "sostenibles".</p> <p>-Capacitar al personal en sostenibilidad y difundir herramientas relacionadas.</p> <p>-Diseñar mecanismos para incentivar la participación de la sociedad civil en los procesos de contratación.</p> <p>-Establecer mecanismos formales para fomentar el diálogo abierto con el sector privado.</p> <p>-Tomar acciones para eliminar o reducir barreras para la participación de empresas, como ampliar plazos para ofertar y acortar plazos de pago.</p> <p>-Utilizar los plazos del FIDA y destacar que el financiamiento proviene de este para fortalecer la confianza del sector privado.</p> <p>-Indicar en los documentos de licitaciones que se trata de un proyecto del FIDA.</p> <p>-Utilizar los modelos estándar del FIDA y completar los documentos nacionales con políticas del FIDA, SECAP y auto-certificación.</p> <p>-Emplear la NOITA como parte del proceso.</p>
<p>Pilar IV. Rendición de cuentas, integridad y transparencia del sistema de adquisiciones y contrataciones públicas</p> <p>-La falta de disposiciones específicas en los documentos de contratación y contratos sobre fraude, corrupción y</p>	<b>MODERADO</b>	<b>MODERADO</b>	<p>- Establecer mecanismos para que la ciudadanía y las organizaciones civiles puedan proponer reformas al sistema.</p> <p>- La plataforma COMPR.AR debería detallar la ejecución del contrato, desde su firma hasta su conclusión.</p>

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
<p>prácticas prohibidas, como se establece en el marco legal/regulatorio, podría representar un riesgo de integridad y transparencia en las contrataciones públicas.</p> <p>-Aunque existen mecanismos seguros para denunciar prácticas prohibidas o comportamientos poco éticos, la ausencia de disposiciones explícitas en los documentos de contratación y contratos para abordar estas cuestiones puede generar incertidumbre sobre cómo se manejarían las denuncias y aplicarían medidas correctivas.</p> <p>-A pesar de que el Plan Nacional Anti-Corrupción incluye actividades para fortalecer el programa de capacitación en compras y contrataciones en materia de integridad, ética y transparencia, su efectiva implementación podría verse obstaculizada sin disposiciones claras y específicas en los documentos de contratación y contratos.</p> <p>-Si bien la Oficina Anticorrupción tiene la competencia para fortalecer la ética e integridad en la administración pública, su impacto podría limitarse si estas preocupaciones no se reflejan en los documentos de contratación y contratos, lo que podría generar lagunas en la aplicación efectiva de políticas de transparencia y prevención de la corrupción en las contrataciones públicas.</p>			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Eliminar la obligación de pago para presentar impugnaciones.</li> <li>- Garantizar la aplicación de auditorías que incluyan control y evaluación de desempeño en las contrataciones públicas.</li> <li>- Realizar auditorías internas o externas en cada entidad compradora, al menos una vez al año.</li> <li>- Asegurar el cumplimiento de recomendaciones de auditorías.</li> <li>- Instituir un organismo de apelaciones en cada entidad pública que realice compras.</li> <li>- Mejorar la implementación del marco normativo y la capacitación de todas las partes interesadas en la contratación pública.</li> <li>- Fortalecer la elaboración e implementación de planes nacionales anticorrupción.</li> <li>- Institucionalizar la participación de las OSC como supervisores del sistema de contratación.</li> <li>- Mejorar la divulgación y concienciación sobre los mecanismos de denuncia de fraudes, corrupción y prácticas prohibidas.</li> <li>- Utilizar documentos del FIDA en licitaciones para cubrir todas sus políticas e integrarlas en documentos nacionales de proyectos FIDA.</li> </ul>

## **IFAD policy engagement**

### **COSOP Argentina 2025-2030**

#### **Colaboración del FIDA en el ámbito de políticas**

##### **1. Colaboración del FIDA en el ámbito de las políticas públicas**

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA) ofrece a sus países miembros cooperación financiera y técnica y, complementariamente, tiene el compromiso de colaborar en el ámbito de las políticas públicas bajo el principio fundamental de que la formulación e implementación de estas políticas es responsabilidad de los gobiernos, las instituciones y la sociedad civil de cada país. La motivación del FIDA para proponer esta colaboración es ofrecer su capacidad y experiencia internacional para apoyar al país en la implementación y monitoreo de políticas públicas orientadas al desarrollo rural inclusivo y sostenible, y contribuir a la ampliación de impacto de esas políticas y de los programas gubernamentales apoyados por el FIDA.

La operación de los programas financiados por el FIDA genera conocimiento concreto sobre los desafíos que enfrenta la población rural y sus posibles soluciones, lo que tiene potencial para alimentar la discusión y formulación de políticas a partir de experiencias concretas. Esa capacidad operativa también puede ser útil para operacionalizar en el terreno políticas públicas existentes, monitorear su implementación, identificar ajustes necesarios en busca de mayor impacto y retroalimentar a los tomadores de decisiones a partir de evidencia empírica. Por otra parte, el FIDA tiene el privilegio de mantener interlocución fluida con actores gubernamentales de distintos niveles, organizaciones de pequeños productores rurales y actores de la sociedad civil, lo que le permite comprender las perspectivas y expectativas de los diversos actores, y lo posiciona como un socio confiable con capacidad para apoyar el establecimiento de escenarios de diálogo y concertación en torno a las políticas públicas. Adicionalmente, las experiencias y conocimientos adquiridos en otros países en los que trabaja el FIDA en temas que son prioritarios para el país, pueden ser utilizados en la discusión y operacionalización de políticas, y compartidos entre distintos países.

Bajo este enfoque, el FIDA propone trabajar con el Gobierno de la República Argentina (GdA) y los gobiernos provinciales (GPs) para apoyar sus procesos de formulación e implementación de políticas en temas prioritarios para el desarrollo de los pequeños productores rurales, particularmente de aquellos en condiciones vulnerables. Las actividades en este ámbito podrían incluir colaboración entre el FIDA y estos niveles de gobierno para:

- Operacionalizar políticas nacionales y/o provinciales a nivel local, en el marco de la ejecución de los programas financiados por el FIDA.
- Identificar temas prioritarios para las economías rurales que requieren mayor impulso de parte de las políticas públicas; formular propuestas y testear su implementación.
- Fortalecer las capacidades de los actores involucrados para su participación en

procesos de formulación y ejecución de políticas, principalmente en los niveles provincial y municipal.

- Establecer espacios de diálogo y concertación en torno a políticas públicas, principalmente a nivel provincial.
- Identificar modelos exitosos en la implementación de políticas, fomentar su replicación y escalamiento.
- Dar seguimiento a la implementación de políticas en temas prioritarios para el GdA, los GPs y los pequeños agricultores, identificar cuellos de botella y eventuales necesidades de ajustes en busca de mayor efectividad e impacto.
- Promover el intercambio de experiencias en la aplicación de políticas a nivel nacional entre distintas provincias, y a nivel regional y global bajo enfoques de Cooperación Sur-Sur y Triangular (CSST).

## 2. Principales políticas públicas nacionales relevantes para el mandato del FIDA

En diciembre de 2023, con la posesión de una nueva administración encabezada por el presidente Javier Milei, la República Argentina inició un proceso de cambios estructurales en sus políticas e instituciones. En una primera etapa, el Gobierno de la República Argentina se concentró en una reorientación estructural de la política económica a nivel macro, con una marcada orientación liberal, que tiene entre sus pilares la reducción del gasto público, reducción del déficit fiscal, control de la masa monetaria, reducción de la inflación y eliminación de restricciones a las importaciones y exportaciones; es posible prever que estas políticas tendrán importantes repercusiones sobre el sector agropecuario. Por otra parte, está en curso una reforma del aparato gubernamental, enfocada en el achicamiento de la estructura de gobierno, la reducción del número de ministerios y de la planilla de funcionarios públicos. Otro aspecto distintivo de las políticas del nuevo gobierno es el establecimiento de nuevos términos de relacionamiento con los gobiernos provinciales, a los que se plantea que asuman una serie de responsabilidades que antes eran asumidas por el Gobierno Federal, entre ellas que todo financiamiento externo para programas ejecutados en las provincias sea asumido con deuda provincial, lo que tendrá efectos importantes en el relacionamiento con organismos internacionales, incluido el FIDA.

Dada la prioridad asignada a las políticas del nivel macro, hasta el momento en que se escribe este documento (junio 2024) no se formuló una nueva política sectorial agropecuaria ni para la bioeconomía. Sin embargo, en la dimensión institucional se creó la Secretaría de Bioeconomía, ubicada en el Ministerio Economía, en reemplazo de la Secretaría de Agricultura, Ganadería y Pesca, lo que es una señal importante sobre la orientación que tendrán las políticas sectoriales.

En años recientes la **bioeconomía** fue ganando espacio en el sector agropecuario argentino y es posible prever que se constituirá en un pilar de las políticas públicas para el sector, considerando el importante desarrollo que experimentó el país en este ámbito, tanto en la dimensión productiva como en las políticas y en el ordenamiento institucional. En la esfera productiva se desarrollaron e incorporaron tecnologías acordes con este enfoque y el país se convirtió en un referente global en varios aspectos, como es el caso de la siembra directa, que es usada masivamente por la agricultura argentina. En lo referido a las políticas públicas, el país cuenta con un **Plan de Acción de la Bioeconomía**

**en el Sector Agropecuario (2023)**, cuyo objetivo es “...orientar los esfuerzos de política pública... a fin de potenciar el desarrollo de la bioeconomía como modelo productivo sostenible complementario a los existentes, a partir del aprovechamiento integral de los recursos y tecnologías biológicas para el desarrollo económico social y territorial”. En lo institucional, una clara muestra de la prioridad que le asigna la actual administración al tema es la reciente creación de la Secretaría de Bioeconomía que tiene como mandato impulsar el desarrollo de la bioeconomía, incluyendo los aspectos bioenergéticos, biotecnológicos y producción de bioproductos; y promover la utilización y conservación de los agro-ecosistemas y recursos naturales destinados a la producción agropecuaria, pesquera y forestal.

La **agricultura familiar** es parte fundamental de la sociedad rural y de la producción de alimentos en el país y la política para este sector es una pieza importante dentro de las políticas agropecuarias y rurales. Alrededor del 60% de la población rural está vinculada directamente a la agricultura familiar, los agricultores familiares<sup>162</sup> constituyen el 65% del total de productores agrícolas, representan el 53% del empleo rural y producen aproximadamente el 50% de los alimentos consumidos en el país. En respuesta a esta realidad, la Argentina se ha dotado de una Ley de Agricultura Familiar aprobada en 2015 y su Reglamento (2023), que constituyen los principales instrumentos de política pública para la agricultura familiar y atraviesan transversalmente varios programas y acciones orientados a este importante segmento de productores.

Otro instrumento de política que merece ser mencionado es el **Plan Estratégico Agroalimentario y Agroindustrial Participativo y Federal 2010-2020** que, si bien no fue renovado, de alguna manera sus lineamientos continuaron orientando algunas acciones del sector público más allá de su periodo de vigencia formal. El principal eje de este Plan es la articulación entre la producción primaria de alimentos y su transformación agroindustrial, por lo que enfatiza en la agregación de valor y prioriza el fortalecimiento de procesos productivos en el lugar de origen de los productos agroalimentarios. Bajo este enfoque, el Plan se propuso incrementar el volumen, la diversidad y la productividad de la producción agroalimentaria y agroindustrial; estimular el desarrollo y adopción de innovaciones tecnológicas; fomentar el desarrollo de redes productivas, industriales, cadenas de valor, clusters, organizaciones de productores y otras formas de articulación sectorial y territorial; desarrollar infraestructura pública para el desarrollo agroalimentario y agroindustrial; e incrementar las exportaciones.

El **Plan Nacional Argentina contra el hambre (2020)** fue formulado con el objetivo de garantizar la seguridad y soberanía alimentaria de toda la población y familias argentinas, con especial atención en los sectores de mayor vulnerabilidad económica y social. Para lograrlo incluye componentes de seguridad alimentaria; asistencia alimentaria en situaciones críticas y/o de emergencia; apoyo a la producción y comercialización de alimentos, incluyendo la producción de la agricultura familiar; y el fortalecimiento de redes

---

<sup>162</sup> La Ley de Agricultura Familiar “...define como agricultor y agricultora familiar a aquel que lleva adelante actividades productivas agrícolas, pecuarias, forestal, pesquera y acuícola en el medio rural y reúne los siguientes requisitos: a) La gestión del emprendimiento productivo es ejercida directamente por el productor y/o algún miembro de su familia; b) Es propietario de la totalidad o de parte de los medios de producción; c) Los requerimientos del trabajo son cubiertos principalmente por la mano de obra familiar y/o con aportes complementarios de asalariados; d) La familia del agricultor y agricultora reside en el campo o en la localidad más próxima a él; e) Tener como ingreso económico principal de su familia la actividad agropecuaria de su establecimiento; f) Los pequeños productores, minifundistas, campesinos, chacareros, colonos, medieros, pescadores artesanales, productor familiar y, también los campesinos y productores rurales sin tierra, los productores periurbanos y las comunidades de pueblos originarios comprendidos en los incisos a), b), c), d) y e).

comunitarias para el cuidado de la primera infancia, la seguridad alimentaria, la salud y la educación. El Plan pone énfasis en el acceso y consumo de alimentos de parte de poblaciones vulnerables, y al incluir un componente de producción de alimentos abre oportunidades para fortalecer la dimensión productiva y crear sinergias con la seguridad alimentaria a nivel familiar.

Argentina desarrolló un sólido conjunto de instrumentos de política orientados a lidiar con el cambio climático y apoyar la adaptación, entre los cuales, a efectos de este documento, tiene particular importancia el **Plan de Acción Nacional de Agro y Cambio Climático** (2022). El objetivo del Plan es desarrollar la capacidad adaptativa de los sistemas productivos y potenciar su contribución a la mitigación de la emisión de gases de efecto invernadero (GEI), mejorando al mismo tiempo la eficiencia productiva, la competitividad y la sostenibilidad. El objetivo de adaptación consiste en disminuir la sensibilidad y la exposición al cambio y variabilidad climática, y aumentar la capacidad adaptativa de las cadenas productivas y sus comunidades rurales asociadas, mientras que su objetivo de mitigación es gestionar las emisiones de GEI y aumentar el secuestro de carbono, generando sinergias con la eficiencia productiva, la competitividad y la seguridad alimentaria. Las principales medidas para lograr estos objetivos incluyen el incremento de la forestación, la mejora en la rotación de cultivos y el aprovechamiento de biomasa para generar energía. Al mismo tiempo, varias provincias cuentan con su propio plan de acción contra el cambio climático hacia 2030.

En seguimiento a la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático, en 2016 Argentina confirmó su **Contribución Determinada a Nivel Nacional**<sup>163</sup>, centrada en la reducción de GEI y la adaptación a los impactos del cambio climático. En 2020 el país presentó su **Segunda Contribución Determinada a Nivel Nacional**, que está enfocada principalmente en medidas de adaptación y define líneas de acción prioritaria para el sector agropecuario tales como el manejo sostenible y resiliente de agroecosistemas para lograr la seguridad alimentaria frente a los impactos del cambio climático; la prevención y atención de emergencias en la producción agropecuaria; y el fomento a la investigación, desarrollo y construcción de capacidades para la adaptación en el sector.

En 2019 se promulgó la **Ley de Adaptación y Mitigación al Cambio Climático Global**<sup>164</sup> cuyos objetivos son: (i) establecer estrategias, políticas e instrumentos para estudiar el impacto y la vulnerabilidad al cambio climático y desarrollar actividades de adaptación; (ii) promover estrategias de mitigación y reducción de GEI; (iii) reducir la vulnerabilidad de las personas y los sistemas naturales ante el cambio climático.

De manera complementaria a la Ley de Adaptación, en 2023 se elaboró el **Plan Nacional de Adaptación y Mitigación al Cambio Climático**<sup>165</sup>, orientado a reducir las emisiones de GEI y adaptar los territorios, ecosistemas, sectores y comunidades vulnerables a los impactos del cambio climático. Define a la agricultura como uno de sus cuatro sectores prioritarios; en lo referido a mitigación establece un volumen máximo de emisiones netas de GEI que no deberá ser superado y, en términos de mitigación apunta a construir

<sup>163</sup> <https://www.argentina.gob.ar/ambiente/cambio-climatico/contribucion-nacional>

<sup>164</sup> <https://www.argentina.gob.ar/ambiente/cambio-climatico/ley-27520>

<sup>165</sup> <https://www.argentina.gob.ar/ambiente/cambio-climatico/plan-nacional>

capacidades, fortalecer la resiliencia y disminuir la vulnerabilidad frente al cambio climático, priorizando comunidades vulnerables.

En el ámbito de las **finanzas rurales**, la agricultura familiar enfrenta serias limitaciones para acceder a servicios financieros debido a factores como el elevado riesgo y estacionalidad de su producción, la falta de garantías, la dispersión geográfica y la poca vinculación a la economía formal. Estas dificultades, sumadas a las grandes distancias con los intermediarios financieros y las deficiencias en infraestructura, aumentan los costos de transacción, haciendo que las instituciones financieras formales consideren estas operaciones no viables económicamente. La baja densidad de población también impide diluir los costos fijos de traslado.

Pocos actores en la agricultura familiar tienen capacidades para usar herramientas financieras, y las instituciones formales muestran poco interés en incluirlos debido a la falta de incentivos, normativas y mecanismos para reducir riesgos. Como resultado, los bancos generalmente evitan atender a los estratos menos capitalizados del sector rural.

Sin embargo, hay señales optimistas, como la Declaración Maya de 2011, un compromiso entre bancos centrales y autoridades financieras para aumentar la inclusión financiera, del cual Argentina es signataria. Además, la **Ley de Financiamiento Productivo** de 2020 impulsó la **Estrategia Nacional de Inclusión Financiera (ENIF) 2020-2023**, con el objetivo de acercar servicios financieros a toda la población y reducir las brechas de acceso. No obstante, la ENIF no incluye objetivos específicos para el sector rural y su vigencia formal terminó en 2023, sin información sobre su renovación.

En lo que se refiere a la **Cooperación Sur-Sur y Triangular (CSST)**, la Argentina ha desarrollado una activa agenda liderada por la Dirección Nacional de Cooperación Internacional del Ministerio de Relaciones Exteriores, entidad encargada del tema en el Gobierno de la República Argentina. La política argentina en este ámbito está orientada a la creación de vínculos múltiples entre países en desarrollo, de manera de que se adapten y transmitan conocimientos y experiencias en beneficio mutuo y define la cooperación como una actividad asociativa para alcanzar objetivos compartidos, con el fin de fortalecer las capacidades de los países involucrados para encontrar respuestas a las necesidades de desarrollo. Un aspecto interesante de las acciones impulsadas por la República Argentina en este ámbito es el rol que se asigna a los gobiernos provinciales en la identificación de oportunidades de CSST, en las que las provincias pueden jugar el rol de fuentes de conocimientos a ser compartidos con otros países y también de beneficiarios en la recepción de experiencias desarrolladas por países socios.

En 1985 fue aprobada la **Ley sobre Políticas para los Pueblos indígenas** (ley 23.302) que declara *"...de interés nacional la atención y apoyo a los aborígenes y a las comunidades indígenas existentes en el país, y su defensa y desarrollo para su plena participación en el proceso socioeconómico y cultural de la Nación, respetando sus propios valores y modalidades..."*, reconoce personería jurídica a las comunidades indígenas y las define como *"... los conjuntos de familias que se reconozcan como tales por el hecho de descender de poblaciones que habitaban el territorio nacional en la época de la conquista o colonización..."*. También crea el **Instituto Nacional de Asuntos Indígenas (INAI)**, al que encarga la implementación de la Ley, llevar el Registro Nacional de Comunidades

Indígenas, y elaborar e implementar planes de adjudicación y explotación de las tierras, de educación y de salud. En 1994, la [Constitución de la Nación Argentina reformada](#) reconoció la preexistencia étnica y cultural de los pueblos indígenas argentinos; garantiza el respeto a su identidad y el derecho a una educación bilingüe e intercultural; reconoce la personería jurídica de sus comunidades y la posesión y propiedad comunitarias de las tierras que tradicionalmente ocupan; y asegura su participación en la gestión referida a sus recursos naturales y a los demás intereses que los afecten. Este cuerpo normativo sigue vigente y constituye el marco dentro del cual la República Argentina ha implementado sus políticas para los pueblos indígenas.

### 3. Experiencia del FIDA en el país en colaboración en el ámbito de políticas

En asociación con el Gobierno de la República Argentina, en pasados años el FIDA contribuyó de manera concreta en el ámbito de las políticas públicas en el país, lo que marca una diferencia positiva en comparación con otros financiadores. A continuación, se presentan algunas experiencias relevantes en este ámbito.

La Reunión Especializada sobre Agricultura Familiar (REAF) del Mercado Común del Sur (MERCOSUR). La REAF es un espacio de encuentro entre productores familiares, organizaciones e instituciones rurales del MERCOSUR, que funciona desde 2004 con el objetivo de generar un marco de políticas públicas regionales para la agricultura familiar; es reconocida como uno de los espacios más dinámicos del proceso de integración regional. Su sello distintivo es la participación conjunta de los gobiernos y organizaciones de agricultores familiares de los países del MERCOSUR que, en base al diálogo, formulan, acuerdan y dan seguimiento a la implementación de políticas comunes para la agricultura familiar. El FIDA jugó un rol importante en la consolidación de la REAF, brindando apoyo técnico y financiero para la constitución y funcionamiento de su secretariado técnico durante sus primeros años, y así contribuyó a la formulación de políticas públicas para la agricultura familiar en la Argentina y los demás países del MERCOSUR.

En el mismo ámbito, el FIDA también contribuyó a fortalecer la participación de los agricultores familiares en la REAF y su incidencia en las políticas públicas del MERCOSUR. Para ello apoyó a las organizaciones nacionales y regionales de agricultores familiares, para que fortalezcan su capacidad para elaborar propuestas de políticas públicas a ser presentadas en la REAF y discutidas con los gobiernos de los países miembros. La acción más reciente en este ámbito fue el apoyo a la Confederación de Organizaciones de Productores Familiares del MERCOSUR Ampliado (COPROFAM), mediante el Proyecto de Diálogo de Políticas para las Transformaciones Rurales, ejecutado entre 2017 y 2021.

Participación de los pequeños productores en las políticas públicas. Los programas financiados por el FIDA promovieron espacios de participación y concertación local, donde pequeños agricultores, entidades gubernamentales y otros actores discuten sobre las políticas públicas y programas de desarrollo rural, su implementación y, cuando es necesario, acuerdan su adaptación operativa a los contextos locales. Esto mejora su efectividad y contribuye a una mayor apropiación y sostenibilidad de los resultados alcanzados por estas políticas y programas. Bajo este enfoque, en el periodo reciente se

establecieron Mesas de Cuenca impulsadas por el programa PRODECCA<sup>166</sup>, Foros de Cadenas de Valor promovidos por el programa PROCANOR<sup>167</sup>, y Redes de Productores apoyadas por el PROSAF<sup>168</sup>.

Apoyo a la implementación de políticas públicas a través de programas financiados por el FIDA. Los programas financiados por el FIDA contribuyeron a la implementación de políticas públicas para poblaciones rurales vulnerables. El PRODECCA fue una herramienta clave para la implementación de la Ley Caprina, orientada a fortalecer la producción de los pequeños productores, apoyar su inserción en la cadena de valor caprina y así mejorar sus ingresos y condiciones de vida. Para ello canalizó inversiones y contribuyó al fortalecimiento de las capacidades de los pequeños caprinocultores, un sector históricamente desfavorecido y frecuentemente vinculado a comunidades indígenas. Por otro lado, PROCANOR fue el principal instrumento para la implementación del Plan Integral para Mujeres Rurales e Indígenas 'En Nuestras Manos', orientado a fortalecer la participación de mujeres rurales en la producción agrícola, su inserción en cadenas de valor y la generación de ingresos, lo que contribuyó a su empoderamiento económico. A su vez, PROSAF es un instrumento innovador para apoyar la transición productiva bajo un enfoque agroecológico en línea con la bioeconomía; promueve el equilibrio ambiental, la biodiversidad y la resiliencia al cambio climático; y contribuye a mejorar la nutrición de las poblaciones vulnerables.

Institucionalidad provincial para la implementación de políticas públicas. Los programas financiados por el FIDA apoyaron el fortalecimiento de las capacidades institucionales provinciales para la implementación de políticas públicas y la ejecución de programas de desarrollo rural. Para ello promovieron la constitución, en los gobiernos provinciales, de Unidades Ejecutoras de Préstamos (UEPs) que, si bien inicialmente fueron concebidas sólo como entes ejecutores de programas con financiamiento internacional, en algunas provincias evolucionaron hasta consolidarse como instancias institucionalizadas con capacidad técnica para impulsar el desarrollo rural más allá de los recursos del FIDA, y adaptar la implementación de las políticas públicas a los contextos locales.

Contribución al Reglamento de la Ley de Agricultura Familiar. La Ley de Agricultura Familiar de Argentina fue aprobada en 2015 y su reglamento en 2023. Su importancia radica en que los agricultores familiares constituyen el 65% del total de productores agrícolas y producen alrededor de la mitad de los alimentos consumidos en el país. La Fundación Plurales, miembro de la Coalición Internacional para el Acceso a la Tierra (ILC por sus siglas en inglés) y Facilitadora de la Coalición Nacional por la Tierra Argentina, fue un actor importante en la concertación del Reglamento desde la sociedad civil. El FIDA tuvo una contribución indirecta -aunque relevante- en este proceso, ya que es uno de los principales financiadores de ILC, socio de Plurales y del capítulo argentino de la Coalición por la Tierra.

#### 4. Propuestas de áreas prioritarias para la colaboración en el ámbito de políticas

---

<sup>166</sup> Programa de Desarrollo de las Cadenas Caprinas

<sup>167</sup> Programa de Inserción Económica de los Productores Familiares del Norte Argentino

<sup>168</sup> Programa de Promoción de Sistemas Agroalimentarios Resilientes y Sostenibles para la Agricultura Familiar

En el marco del Programa Sobre Oportunidades Estratégicas Nacionales Argentina 2025-2030 (COSOP, por sus siglas en inglés), el FIDA propone colaborar con el GdA y los GPs en temas de políticas públicas prioritarias para ambos niveles de gobierno, que al mismo tiempo sean relevantes para el mandato del FIDA. Las propuestas de colaboración buscan abordar los desafíos que enfrenta la población objetivo del COSOP, fortalecer su participación en la formulación e implementación de políticas, y robustecer las capacidades de las instituciones involucradas en el fomento del desarrollo rural. En este sentido, se proponen tres áreas prioritarias para la colaboración en el ámbito de políticas: la operacionalización del enfoque de bioeconomía en procesos productivos de la agricultura familiar; el desarrollo de servicios financieros para la agricultura, que sean accesibles para los agricultores familiares; el fortalecimiento de las capacidades institucionales a nivel provincial para la formulación e implementación de políticas y programas de desarrollo; y la construcción de espacios de participación y concertación en torno a las políticas públicas.

El desarrollo de la bioeconomía es una prioridad del GdA. Por ello ha creado la Secretaría de Bioeconomía, a la que dio el mandato de promover la utilización y conservación de los agro-ecosistemas y recursos naturales destinados a la producción agropecuaria, pesquera y forestal, incluyendo para ello aspectos bioenergéticos, biotecnológicos y producción de bioproductos. Este enfoque coincide con las propuestas de transición productiva que impulsa el FIDA, orientadas a promover prácticas agrícolas compatibles con el uso sostenible de los recursos naturales, la aplicación de bioinsumos en reemplazo de agroquímicos, el uso de energía renovable, la agroecología y otras.

En este marco, los programas de fomento a la agricultura financiados por el FIDA podrían constituirse en espacios idóneos para testear y operacionalizar en el terreno el enfoque de la bioeconomía aplicado a pequeños productores, lo que contribuiría a implementar esta prioridad gubernamental y fortalecería la producción sostenible y rentable de los agricultores familiares que son la población objetivo del COSOP en el país. Las experiencias resultantes de estos procesos podrían ser sistematizadas para generar conocimiento basado en la práctica, y compartidas, a partir de lo cual será posible promover su replicación y escalamiento, y alimentar la discusión sobre políticas públicas en el ámbito de la bioeconomía. Los resultados de esta colaboración serían experiencias sobre la aplicación de la bioeconomía para pequeños productores aplicadas con éxito, conocimiento generado sobre la base de experiencias empíricas, e insumos para la discusión sobre políticas públicas.

Un segundo tema propuesto para esta agenda de colaboración en el ámbito de las políticas públicas es el desarrollo de servicios financieros adaptados a las características de la pequeña agricultura y accesibles para los pequeños productores. El acceso a servicios financieros es crucial para el desarrollo de negocios rentables y para aprovechar el potencial productivo y de mercado de los pequeños agricultores. En el pasado, los programas financiados por el FIDA han proporcionado estos servicios a través de fondos específicamente establecidos para este propósito, con resultados que incluyen tanto éxitos notables como experiencias fallidas. Esta y muchas otras experiencias muestran la necesidad de desarrollar el mercado de servicios financieros y ampliar la oferta de los mismos, ya que su actual insuficiencia constituye un cuello de botella para el desarrollo de la agricultura, principalmente de la agricultura familiar.

Para fortalecer la oferta y viabilizar el acceso a servicios financieros se propone trabajar en la construcción de alianzas con bancos de desarrollo y otras entidades financieras para que, a partir de los incentivos adecuados, desarrollen productos y servicios financieros adecuados a la pequeña agricultura, amplíen su cobertura para llegar a áreas geográficamente dispersas, y multipliquen su actual oferta. Estos servicios deberán tomar en cuenta la estacionalidad de los ingresos asociada a los ciclos productivos, las limitaciones de los pequeños agricultores para ofrecer garantías crediticias, y los montos de financiamiento relativamente pequeños requeridos usualmente por estos agricultores. Estos esfuerzos necesitan complementarse con acciones por el lado de la demanda, principalmente la educación financiera y la bancarización de los potenciales clientes.

Para que estos desafíos sean enfrentados exitosamente, es necesario que su abordaje adquiera la dimensión de política pública, ya que esfuerzos aislados, incluso si son exitosos, no lograrán resolver las limitaciones institucionales y financieras existentes. Junto con las acciones mencionadas, se plantea también analizar el marco legal vigente, establecer si existen aspectos que restringen el desarrollo de estos servicios, y fomentar la discusión sobre posibles ajustes a ese marco, lo que requiere participación gubernamental.

El fortalecimiento de las capacidades institucionales a nivel provincial es otro elemento que se considera prioritario para la colaboración en el ámbito de políticas. Estas capacidades provinciales son especialmente importantes en un país federal, donde se prevé que los gobiernos provinciales y otros actores locales asumirán roles cada vez más protagónicos en la formulación e implementación de políticas públicas, la promoción del desarrollo rural y la ejecución de programas de desarrollo, financiados tanto con recursos nacionales como externos. Otro argumento en favor de la colaboración en este ámbito deriva de la cercanía de los gobiernos provinciales y de otros actores con los sujetos del desarrollo y con los desafíos concretos que éstos enfrentan, lo que contribuye a fortalecer su capacidad para entender y responder a esos retos. Todo esto lleva al FIDA a proponer acciones conjuntas con el GDA y los GPS para fortalecer las capacidades institucionales necesarias para formular políticas públicas para el nivel provincial, implementar políticas nacionales y provinciales, ejecutar programas de desarrollo, promover las economías de pequeños productores y reducir la pobreza rural.

Como se menciona en el análisis de experiencias en este ámbito (sección 3, líneas arriba), los programas apoyados por el FIDA en el país contribuyeron a fortalecer, dentro de los gobiernos provinciales, unidades técnicas inicialmente concebidas como entes ejecutores de programas con financiamiento internacional que, cuando lograron fortalecerse adecuadamente, contribuyeron a mejorar la efectividad en la implementación de políticas y adecuar su operación al contexto local. Esta experiencia añade otro argumento en favor de esta línea de colaboración.

En lo que se refiere a los actores, el fortalecimiento de capacidades debería centrarse en principio en los gobiernos provinciales, pero también debería beneficiar a los gobiernos municipales, otras entidades públicas y de la sociedad civil que pueden contribuir para un mayor impacto de las políticas y los recursos públicos. En relación con los ámbitos temáticos, si bien se propone que la formulación e implementación de políticas sean los ejes estratégicos, es necesario también fortalecer capacidades técnicas y operativas concretas, por ejemplo para brindar servicios de asistencia técnica, sanidad agropecuaria, información meteorológica y de mercados; desarrollar y transferir tecnologías

innovadoras; promover alianzas entre pequeños productores y actores privados; y establecer plataformas de concertación para la implementación de programas y políticas sectoriales. También se considera prioritario fortalecer las capacidades para la gestión, monitoreo y evaluación de programas de desarrollo rural, necesarias para un manejo eficiente de los recursos públicos y para lograr impacto.

De manera complementaria al fortalecimiento de capacidades, se propone una línea de colaboración orientada a la construcción de espacios de participación y concertación en torno a las políticas públicas, con la participación de entidades gubernamentales, organizaciones de productores, sector privado y otros actores de la sociedad civil. Este tipo de espacios involucran a los productores y otros actores en la toma de decisiones sobre la implementación de políticas; abren canales de retroalimentación que, si son efectivos, contribuyen a una mayor efectividad de la acción pública; comprometen su participación en la implementación de los acuerdos alcanzados; y fortalecen la legitimidad de las políticas y de la acción gubernamental.

La implementación exitosa de las líneas de colaboración propuestas líneas arriba permitirían identificar modelos exitosos en la implementación de políticas, fomentar su replicación y escalamiento, lo que ampliaría su impacto. Además, en base a estas experiencias sería posible promover el intercambio de experiencias en la aplicación de políticas a nivel nacional entre distintas provincias, y a nivel regional y global bajo enfoques de Cooperación Sur-Sur y Triangular.

Finalmente, es importante reiterar que estas propuestas para el ámbito de las políticas públicas se basan en el principio de que su formulación e implementación es atribución de los distintos niveles de gobierno y otros actores nacionales. El FIDA, como actor externo e independiente, ofrece apoyo técnico basado en su experiencia internacional.

### Theory of change

